

VICENÇ VILLATORO

CREER L'EUROPE
RECONSTRUIRE
L'OCCIDENT

PRIX

Catalunya
Fundació Privada

2004

BIBLIOTECA DIVULGARE

Première édition: Février 2005 CATALAN. CASTILLAN
Avril 2006 ANGLAIS. FRANÇAIS. ITALIEN
Impression: Biblioteca Divulgare

Seconde édition: circulation gratuite
Document électronique - Juillet 2006

Tous les droits reviennent à la propriété de Catalunya Fundació Privada
Rambla Nova 106-bis, 7º 4º -43001 Tarragona

Toute reproduction partielle ou totale sans autorisation faisant foi du titulaire des droits est interdite.

Dépôt légal: T-1110-06

CREER L'EUROPE RECONSTRUIRE L'OCCIDENT

Prologue	5
-----------------------	----------

Première Partie — Le rêve Européen : a-t-il existé? Persiste-t-il?

Introduction	11
La transcendance mondiale.....	12
Une opportunité perdue.....	13
L'Europe inexistante	15
L'Europe comme concordance	17
Le grand Pacte européen	19
Le poids de la conjoncture	20
L'opportunité de créer un rêve européen	23
Le rêve de l'Europe unie	24
La réaction contre la guerre.....	26
Un rêve de progrès	29
Un modèle de bien-être partagé.....	31
L'articulation de la diversité	33
Une place pour l'Europe dans le monde.....	37
La réalité Européenne.....	40
L'impact de Sarajevo	42
Progrès, déséquilibres, technologies.....	45
Les Etats contre l'Europe	48
Puissance économique, subsidiarité politique	52
L'absence d'un pouvoir militaire	55

Deuxième Partie — Reconstruire l'Occident

La fissure de l'Occident.....	58
Un éloignement croissant.....	60
Le poids de la responsabilité individuelle	64
Reconstruire l'espace occidental.....	67
Un Etat protecteur.....	70
La responsabilité de l'Etat.....	72
Le monopole du bien commun.....	74
La démission du citoyen	76
Les nouvelles protestations.....	79
Les voies alternatives	82

Une nouvelle politique	85
La politique comme métier	87
L'exclusion citoyenne de la politique	90
Le rôle de la société civile	92
Une demande d'épique.....	96
Les problèmes de l'immigration	101
Fixer les populations.....	103
Un continent sans enfants?	107
Transition démographique mondiale?	111
Les effets du vieillissement	115

Troisième Partie— Les Peuples d'Europe

L'incontournable diversité	118
Ce que n'est pas la diversité.....	120
L'Europe des langues.....	127
L'Europe des ethnies	130
Les peuples d'Europe.....	132
Trois tremblements de terre en un siècle	136
La crise de l'Etat-nation.....	139
Exporter la formule	143
Les limites de l'Europe	144
Rationalisme, démocratie, laïcité.....	147
Les questions à propos de la Turquie	151
L'évolution de l'Islam	154
La prédominance des « valeurs républicaines »	157
Un modèle fédéral pour l'Europe	160
Fédérer, coordonner, centraliser	162
La Suisse, les USA, l'Allemagne.....	164
L'exemple de la Finlande	169
Le gouvernement des petits Peuples	172
Un marché commun européen.....	174
Un vrai fédéralisme	175
Régénération du système politique	179
L'engagement avec les valeurs.....	182
Conclusion	185

Annexé	190
---------------------	-----

PROLOGUE

Dans la vie, il y a beaucoup de choses à réaliser. Dans le bon sens du terme, c'est-à-dire, parce qu'on se sent obligé de les faire en simple retour d'actes positifs ou bénévoles ou aimables ou généreux faits par d'autres personnes. Et pouvoir payer de retour est une satisfaction.

Et c'est pour cela qu'on le fait, et qu'on le fait convaincu. Mais on ne le ferait pas de notre propre initiative.

Ce n'est pas le cas de ce prologue.

Ceci est le prologue d'un livre passionnant et rempli de suggestions au sujet de certains thèmes d'une grande et palpitante actualité. Etant donné que comme Européens et encore plus comme Catalans que nous sommes nous touchent beaucoup. Spécialement en tant que Catalans, et ce n'est pas parce que le livre parle de Catalogne. Mais justement une des choses qui, d'un point de vue catalan, devient précieux est le fait que, sans aucune concession au jour le jour, ni aucune référence locale, on parle de valeurs, de défis et de visions des personnes, de la société et du Monde, d'une forme qui nous est utile. Il s'avère positif que d'ici on puisse penser ainsi, de manière universelle, avec des arguments qui se défendent d'eux-mêmes, sans le soutien de la conjoncture immédiate dans le temps ou sur le territoire.

Nous pourrions dire que le livre contient deux parties principales. Différentes mais entrelacées. La première parle de la conviction de l'auteur selon laquelle l'Europe est menacée de décadence, et qu'il faut à tout prix éviter cela. Bien entendu l'auteur croit que jusqu'à présent l'Union Européenne a été une "success story", c'est-à-dire une histoire à succès. Mais il croit également qu'il existe au jour d'aujourd'hui certaines déceptions évidentes et une conscience d'expectatives échouées. Et en tant que bon partisan de l'Europe, il souhaite analyser le pourquoi de tout cela. Savoir quel est le mécanisme politique ou moral qui échoue et qui met en danger la continuité du succès européen.

Villatoro présente deux de ces mécanismes défaillants. Tout d'abord la démission des citoyens, l'affaiblissement et quelques fois la perversion du concept du bien commun, la conception de la société basée, de manière très prépondérante, uniquement sur l'individu et l'Administration (c'est-à-dire, l'Etat). En second lieu, la non articulation de la diversité, l'application restreinte du principe de subsidiarité. Les deux parties qui composent le livre ont

comme aspect central ces deux points : la démission des personnes, qui est due en grande partie à une déformation du concept de citoyenneté, et à la marginalisation des collectivités qui figurent en Europe. En fait, ce sont à peu près les mêmes choses : la diminution de tout ce qui ne fait pas partie de l'Administration, la plupart du temps conditionnée à son tour par des pouvoirs économiques et médiatiques dont le but n'est pas forcément (et n'est très souvent jamais) l'intérêt général.

Selon Villatoro, un des problèmes de l'Europe réside dans le fait qu'il s'agit d'une société très protégée, et qui est assurée de tout. (Et cela la rend moins compétitive, mais ce n'est qu'un autre aspect que nous ne traiterons pas pour l'instant). C'est la conséquence de l'Etat du Bien-être auquel Villatoro et moi-même sommes toujours les défenseurs.

En fait, l'Etat du Bien-être est aujourd'hui un des éléments définitoires de l'Europe, ainsi qu'un des plus positifs parmi ceux qui, selon moi, l'ont amené à devenir le modèle politique et social de bonne qualité au niveau du Monde entier. Mais désormais, l'Etat du Bien-être européen pose quelques problèmes. Et l'on commence à faire certains commentaires selon lesquels plusieurs changements seraient nécessaires.

Certains disent cela car ils croient qu'il n'est pas économiquement soutenu. En effet, c'est ce que soutient actuellement le Chancelier Schröder, parmi tant d'autres. Ils disent cela car ils croient que la revendication de plus de bien-être et de sécurité ne pourra pas satisfaire la croissance économique. Mais, de plus, il pourrait arriver que l'Europe découvre d'un coup que notre société se dirige très rapidement vers un très grave problème démographique avec des répercussions importantes pour l'Etat du Bien-être. De plus, il y a de plus en plus de personnes de toutes les couleurs politiques, qui croient -et Villatoro l'explique très bien- que l'Etat du Bien-être (donc l'Europe) par l'importante protection qu'il offre au citoyen, finira par affaiblir non seulement l'esprit d'initiative individuelle, mais également son sentiment de responsabilité. C'est pourquoi, certains disent qu'il est nécessaire de revoir les bases de l'Etat du Bien-être, ou peut-être plus exactement les bases non seulement techniques, mais également civiques et morales de la société qui sont le fruit de l'Etat du Bien-être. C'est-à-dire, qu'il s'avère nécessaire d'analyser non seulement son soutien économique mais également la qualité humaine de la société qu'elle produit.

Personnellement, sans doute porté par mon antimalthusianisme presque instinctif et que j'ai défendu tout au long de ma vie, je fais partie de ceux qui ne se rendraient pas facilement devant l'argument économique (même si je reconnais que cela m'oblige à y réfléchir). Au contraire, je crois qu'il est absolument nécessaire d'éviter et de rectifier certains aspects négatifs de la société européenne, conséquence de cette garantie que nous souhaitons

consacrée à la protection, la protection dans tous les sens du terme et au niveau le plus haut.

Quel a été le prix de cette hyperprotection? Une partie très importante de la responsabilité des citoyens a dû être cédée à l'Administration en général, et spécialement à l'Etat.

Le prix a été tel que le concept du bien commun a également été affaibli. Les personnes ne se sentent pas responsables du bien commun, elles ne font aucun effort individuel pour sa défense. C'est le produit de l'effet combiné de la croissance de l'individualisme (et cela nous l'avons appelé la morale de libération; c'est-à-dire, ne pas se sentir lié à autre chose qu'à soi-même et même en termes assez immédiats) et de ce mensonge de la même sécurité et de ce même progrès vers l'initiative publique. Une autre conséquence de cela, fruit d'un autre phénomène, n'est autre que le discrédit de l'effort général et grave.

A travers ces considérations Villatoro touche profondément tout un éventail de sujets de grande importance et également de grande actualité. Je vous en cite quelques uns. Il définit comme principaux ennemis de la responsabilité le conformisme, l'isolationnisme et le relativisme culturel. Il parle des inconvénients de l'égalitarisme radical. Puis il parle des conséquences de tout cela dans la société civile.

En approfondissant l'opposition entre l'individu et l'administration, Villatoro arrive à la définir comme un élément clé dans la vision du monde. Et, plus précisément, comme facteur de base de distanciation croissante entre les Etats Unis et l'Europe. Puis, il met en évidence, en tant qu'europpéen et partisan de l'Europe, un important souci pas seulement dû à la distanciation - également, puisque le but du livre est de collaborer pour reconstruire l'Occident- mais également car il pense que si le binôme individu ou personne et administration va trop vers l'administration, cela affectera la qualité humaine et sociale de notre société. Parce que cette perte d'accent concernant la personne comporte moins d'esprit d'initiative, moins d'engagement, moins de morale de l'effort, moins d'autoexigence.

Cela aboutit pleinement à une réflexion très profonde au sujet de la société civile, et de sa relation avec la politique ainsi qu'avec le pouvoir politique. Le pouvoir, croit Villatoro, doit aider l'initiative de la société civile, mais ne doit pas la contrôler. Dans la première partie du livre, Villatoro nous parle de tout ceci et de beaucoup d'autres choses. Mais son exposé a une autre dimension, celle de la collectivité dans laquelle la personne vit. Que cette collectivité, ce cadre, soit appropriée et qu'elle n'influe pas énormément dans le développement de la personne.

Ce cadre ne peut pas seulement être juridique ou administratif. Pour bien fonctionner et être réellement opérationnel, il doit comporter un sentiment d'appartenance, une communauté de valeurs, une capacité de projet en commun. Et la question que tout le monde se pose: Quel est ou

quels peuvent être ce ou ces cadres appropriés?

Villatoro défend l'idée que le cadre le plus convenable, plus que les Etats, -ou au moins les grands Etats- est celui des collectivités. Les caractéristiques sont appelées régionales, il peut s'agir de régions proprement dites, comme de nations sans Etat, comme des territoires définis par la géographie et la structure économique et sociale sans même disposer d'une identité ou d'une histoire profonde. Tout le monde accepte de dire que les Länder allemands ont été un facteur très important de reprise économique dans tous les sens du terme, et qu'ils continuent de l'être même si le système fédéral allemand a aujourd'hui besoin de quelques petites retouches, mais qui ne sont pas directement liées aux aspects concurrentiels des Länder. D'un autre point de vue -et Villatoro l'explique bien- il est toléré par les spécialistes du sujet que les collectivités les plus efficaces d'un point de vue économique et social, avec plus de qualité démocratique et plus de capacité de mobilisation et de cohésion, soient les Etats entre petits et moyens et les régions avec une personnalité plus forte et un projet défini et assumé. Les exemples sont suffisamment connus, de l'Irlande à la Finlande, de la Nouvelle Zélande à la Slovaquie ou Chypre, de Flandre au Québec, du Venezuela à Catalogne. Nous pouvons ici inclure nombreux Länder allemands ainsi que nombreux d'Etats nord-américains.

Durant de nombreuses années, on a pensé que le processus d'unification européenne pourrait rendre compatibles trois niveaux en Europe et qui au niveau le plus haut et en termes globaux lui donnerait une puissance et une capacité d'ambition mondiale ; équilibre au niveau intermédiaire à travers les Etats; et liberté, créativité et identité rapprochée à travers les régions et les collectivités intermédiaires de tout ordre. L'Europe aurait ces trois piliers. Cela relie le principe de subsidiarité, ainsi que la philosophie social qui souligne le rôle des organismes intermédiaires. Elle conservait le rôle du grand espace européen, des Etats, sans étouffer les personnalités collectives les plus chères et, comme je l'ai dit précédemment, dotées dans la plupart des cas de plus d'efficacité. Elle répondait également à un concept non seulement mécanique et juridique du tissu social et de l'identité. Et cela représente ce que défend Villatoro dans la deuxième partie de son livre.

Il est nécessaire de reconnaître que des exposés comme celui-là ne passent pas un bon moment actuellement. Jean Monnet et Schumann, initiateurs essentiels de l'Union Européenne, disaient que les Etats n'étaient pas les seuls à vouloir unir les personnes. Et jusqu'à il y a peu de temps, on disait que l'Union Européenne prétendait unir les Etats, les villes et les citoyens (ou les personnes). Cela tend à disparaître aujourd'hui, notamment à cause de la Constitution Européenne qui parle seulement d'Etats et de citoyens. Et ce n'est pas accidentel.

Je me suis plaint de cela à un important et influent politique français et sa réponse a été tranchante: « Nous avons une forte alerte avec le prologue initialement proposé pour le Statut d'Autonomie de la Corse. Il parlait du peuple corse. Il reconnaît l'existence d'une population corse. Heureusement, le Conseil d'Etat a ordonné la suppression de cette expression ». Et il ajouta « le peuple corse n'existe pas, il n'y a que le peuple français. Et la République ». Et je connais d'autres exemples comme celui-là.

Voici une manifestation de la réaction que les Etats d'une part, et la pensée jacobine et étatique d'autre part, ont mené à bien durant ces dix ou quinze dernières années. C'est-à-dire, durant la période exacte où les Etats ont perdu tant de concurrence (la monnaie, avec l'euro ; la politique financière avec la Banque Centrale d'Europe ; les frontières, avec Schengen, et bien d'autres encore ; et maintenant ils vont perdre le vote à l'unanimité dans plusieurs matières), ils réagissent dans un double sens : essayant de conditionner la Commission de Bruxelles et essayant d'étouffer ou de contenir ce que nous appellerons pour une meilleure compréhension le mouvement régional, qui coïncide à la défense des peuples, des autonomies, des collectivités de langue et de culture (ainsi que des projets) que Villatoro propose-, il n'y a pas non plus besoin de montrer les nations sans Etat, etc. Il pourrait arriver, se lamente Villatoro, qu'un « procédé d'unification pensé pour réduire les Etats finisse par n'agir qu'à travers les Etats ».

Je dois dire, et je le commenterai brièvement par la suite, que la situation est plus complexe que veut bien le faire entendre la phrase de Villatoro.

Le mérite du livre de Villatoro est qu'il met en relation tous ces sujets avec les attitudes que les personnes peuvent avoir par rapport aux valeurs qui configurent la civilisation ou une culture. Et une morale. Ce qui ressort de ces attitudes personnelles, c'est que Villatoro se place par rapport à l'Europe, par rapport à l'Occident, par rapport à notre civilisation. Cela a la vertu de nous aider à comprendre que nous sommes personnellement engagés dans tout cela. C'est pourquoi, même en admettant que la capacité d'influence d'une personne est limitée -comme ça l'est en réalité-, si nous nous perdons dans ces questions, si nous nous engageons, nous introduisons dans notre vie un plus de responsabilité, cela nous rend meilleurs.

Mais revenons à un problème moins personnel - revenons à l'Europe et à l'Occident-, nous devons bien suivre point par point les idées que Villatoro explique, même si dernièrement certaines ont perdu de l'importance en Europe au moins pour une raison : parce que l'Europe ne va plus bien. Ou du moins, moins bien qu'elle ne devrait aller.

L'Union Européenne a été un succès. C'est tellement évident qu'il n'y a pas besoin de le démontrer. Et ça l'est toujours. Mais aujourd'hui, elle a des problèmes plus sérieux. Elle affronte la double pression américaine et

asiatique, économiquement elle croît, mais pas suffisamment, ce qui a comme conséquence un frein dans sa compétitivité, elle a une perspective démographique très préoccupante, elle doit se confronter à une réforme très difficile de l'Etat du Bien-être, elle a des tensions et des contradictions politiques internes très sérieuses qui rendent difficile son rôle d'acteur à l'échelle mondiale ; l'immigration lui implique -en plus d'un besoin de main d'œuvre- de sérieux problèmes de cohésion, de coexistence et d'identité, etc. On remarque un désintérêt croissant, et souvent une pointe de déception. Et peu d'illusion pour l'Europe.

La Constitution sera un instrument utile. Que comme Catalans nous déçoive en plus d'un point n'empêche pas qu'en certains aspects les outils de travail de l'Union Européenne seront améliorés. Mais cela ne modifiera probablement pas l'état d'âme. Ce qui, en revanche, peut le changer, c'est le retour de cet esprit constitutif qui dure depuis les années quatre-vingt-dix et qui était très uni aux valeurs revendiquées par Villatoro. Cet esprit est également uni à la conviction qu'il existe une civilisation occidentale qui a été le grand stimulateur dans le Monde de la démocratie et du progrès économique et social. Ce qui signifie que le combat continue. Un combat dans le domaine politique, technique, économique et financier, mais surtout dans les idées.

Jordi Pujol

Barcelone, janvier 2005

PREMIÈRE PARTIE

LE RÊVE EUROPÉEN : A-I-IL EXISTÉ ? PERSISTE-T-IL ?

Introduction

Probablement, comme cela a été le cas dans notre histoire, l'Europe actuelle est l'objet de tout type de réflexion. Le processus de ratification du Traité entre les différents états qui forment l'Union Européenne, ayant pour but de la doter d'une constitution, met sur la table d'anciennes et de nouvelles questions. La question de savoir ce qu'est l'Europe et ce qu'elle devrait être. Mais aussi de savoir si ce processus, ce Traité et cette Constitution sont le meilleur chemin pour arriver à ce que devrait être l'Europe. Des questions, par conséquent, sur l'Europe et sur la Constitution européenne, mais aussi parfois des questions sur le futur de l'humanité : dans un certain sens, ce que nous pensons pour l'Europe n'est qu'un embryon, une maquette de ce que nous désirons pour le monde.

Entre toutes ces questions, la Biblioteca Divulgare et la Fundació Privada de Catalunya, en 2002, nous posent une question plus profonde : les collectivités humaines doivent-elles se créer ou se constitutionnaliser ? Cette Europe dont nous parlons est sans aucun doute une collectivité humaine, un nouveau « nous » qui fait déjà partie de notre horizon et qui nous invite à participer. Nous parlons de lui donner une Constitution. Mais est-ce que les constitutions sont celles qui, depuis le début, comme un moule, génèrent une collectivité humaine là où il n'y en avait pas ? Ou alors est-ce l'existence, forgée par l'histoire et la volonté d'une collectivité humaine, qui génère une constitution ? Si nous considérons que oui, peut-on considérer que cette collectivité humaine européenne est déjà suffisamment formée et mature pour se doter d'une Constitution comme celle que l'on nous propose, sans beaucoup de marge de manœuvre ?

Il est évident que les collectivités humaines ne se créent pas que sur le papier, à coup de Constitution. Cependant, l'existence d'une entité politique, aussi artificielle qu'elle soit dans son commencement, peut arriver, avec de grandes tensions et de grandes difficultés, à créer une conscience collective différente. Les processus de décolonisation qui ont généré en Afrique et en Amérique, par exemple, des Etats absolument artificiels, avec des frontières

dessinées dans les bureaux, et dont certains ont, avec le temps, réussi à créer des embryons d'identités différenciées, le sentiment du peuple, bien que parfois très tendus et discutés. Les débats sur l'identité de ces pays sont extrêmement tordus et complexes. Mais, dans le cas de l'Europe, il est évident que ce n'est pas la Constitution qui a fait l'Europe, mais que le premier travail, celui qui à mon avis est encore à faire, est précisément celui de donner une origine et de créer l'Europe. On peut la créer avec les uniques fondements à partir desquels elle peut se créer : l'acceptation de la diversité des peuples et le début d'un processus de confluence dans un cadre fédératif qui tiendra compte des aspects culturels, économiques et politiques. Il faut aussi supposer que dans cette phase de l'histoire il faudra aussi prendre en compte les aspects de la défense et de l'armée. Dans tous les cas, ce processus sera lent et difficile.

Créer ou constitutionnaliser?, se demande la Biblioteca Divulgare. Alors créer. Créer depuis le bas, dans un mouvement fondamental. Créer pour répondre aux exigences de l'histoire et aux difficultés du présent. Créer en pensant à un futur global qui va bien plus loin que la propre Europe.

Ce livre ne prétend pas donner une réponse politique conjoncturelle à un problème de conjoncture (nous parlerons de cela plus loin) : le référendum sur la Constitution européenne. Bien plus que cela, nous essayerons de proposer une réflexion de fond, en profitant de l'intérêt exceptionnel de cette conjoncture. Probablement, de cette réflexion générale se dégagera une position du débat au jour le jour. Mais ceci en sera le résultat et non l'origine.

La transcendance mondiale

Il est probable que dans le bilan du vingtième siècle, tellement dense en tragédies comme en avancées scientifiques et techniques, il reste établi que l'un des faits les plus marquants produit dans tout le monde est le début du processus de construction de l'unité européenne. Un processus qui a été capable, en relativement peu de temps, historiquement parlant, de générer de grandes espérances et des expectatives positives, mais aussi d'amener d'énormes déceptions, qui ont donné lieu à de surprenantes marques d'indifférence. Avec une matrice les grandes illusions et les grandes espérances correspondent par dessus tout aux moments du début, quand l'unité européenne était strictement un projet ou une idée. Les grandes déceptions ont été produites avec le passage du temps, quand une idée s'est exprimée d'une manière déterminée et s'est associée à des pratiques concrètes qui ont été générées en petit caractère.

Dans un certain sens on peut dire que l'idée d'une Europe unie a généré de l'enthousiasme mais aussi que la réalité de cette Europe unie a provoqué des déceptions et de l'indifférence. Le pourcentage de participation aux élections européennes dans tous les pays de l'Union est la preuve la plus claire de cette indifférence.

Il est certain qu'une part de cette déception européenne, de ce mal être qui entoure l'Europe existe réellement et est aussi l'expression d'autres malaises parallèles, qui ne sont pas les effets stricts du processus d'unification. Par exemple : sans aucun doute, au-delà de ce processus, il existe des déceptions et de l'indifférence plus générales sur ce qu'est la politique dans le monde occidental, comment elle se fait, comment participent ou non les citoyens, comment se créent ou se détruisent les personnes qui nous gouvernent.

Dans ce mal-être pour l'Europe il y a aussi le mal-être de comprendre la démocratie, en ce que les citoyens sont appelés seulement tous les quatre ans à décider quelques noms dans un univers considérablement limité, et ensuite sont amenés à ne pas se comprendre sur l'idée de bien commun. Ceci arrive dans tous les pays membres de l'Union Européenne, mais l'Union, en elle-même, nous paraît la caricature la plus blessante : il existe des instances de pouvoir lointaines qui décident sur des thèmes qui affectent la vie quotidienne des personnes, mais qui se maintiennent dans une espèce d'étrange pénombre, dominées par une caste politique et une bureaucratie inconnues, peu contrôlées, et qui répondent à une logique (si il y en a une) qu'elles sont incapables de transmettre. Les carences du système, qui vont bien au-delà du processus d'unification européenne, sont tout spécialement visibles dans ce scénario. Elles sont sources de déceptions.

Une opportunité perdue

Aujourd'hui encore, je suis convaincu que si l'on demande aux européens s'ils croient en la pertinence et même en la nécessité d'une Europe unie, ils nous répondraient que oui. Si nous leur demandions si l'Union Européenne telle qu'elle est avec ses carences et ses défauts doit être formalisée par la présumée Constitution qui a été rédigée, doit améliorer ou empirer leur vie, il est presque certain que la majorité des européens nous diraient qu'on pourrait l'améliorer. Dans tous les cas, il est certain qu'on ne doit pas l'empirer. Par conséquent, si elle doit améliorer leur vie, pourquoi ce scepticisme, cette indifférence et ce mal-être? Selon mon point de vue, la raison tient au fait que la majorité des européens a la sensation que le processus de ces dernières

années n'est pas négatif, qu'il ne faut pas revenir en arrière, mais qu'il a été une opportunité perdue. L'opportunité perdue de construire l'Europe sur des bases différentes. Non pas que ce qui a été fait soit intrinsèquement incorrecte et provoque le refus et le mépris, mais que l'idéal du début a été disproportionné. Pour le dire d'une autre manière, la nouvelle Europe s'est construite de forme routinière, conservatrice dans le plus mauvais sens du terme, timide et sur de vieilles bases. Pour cette raison elle n'a pas répondu aux attentes. Nous le verrons dans l'un des chapitres suivants.

Une opportunité perdue. Une distance excessive entre le rêve européen et la réalité européenne. Une occasion gaspillée. Mais pourquoi l'Europe unie était-elle tant espérée et tant révolutionnaire (dans le meilleur sens de ce terme) ? En premier lieu, parce qu'elle semblait nécessaire. Nécessaire pour éviter le mal endémique des guerres européennes et nécessaire en même temps pour éviter la décadence du continent, sa relégation à un rôle secondaire au niveau mondial. Mais aussi parce qu'on nous propose quelque chose de jamais vu auparavant : la libre confluence de tout un continent divisé en états formés de peuples divers, en un projet politique commun. L'histoire était remplie, jusqu'à cet instant, de processus diviseurs.

La vie des Peuples était arrivée (et ces derniers temps en s'accéléraient) à de nombreuses limites et blocages, à plus de séparations que de confluences. Et quand elles se sont réalisées, certaines confluences, elles, ne l'ont pas été, dans l'immense majorité des cas (et il serait difficile de trouver quelques exceptions) libres et respectueuses, ni ne sont nées d'un intérêt mutuel. En plus il y a eu des unifications forcées, imposées par les armes, par la conquête et la soumission, et par cela les peuples ont été à obligés à des renonciations fondamentales. Pour cette raison, créer un processus libre, sans soumissions ni renonciations, qui permet de faire converger les différents peuples d'un continent dans une unité politique majeure, c'était un fait extraordinaire et un grand pari sur le futur, qui a fait remuer la volonté et l'enthousiasme pour l'Union Européenne. Dans ce sens, l'Union Européenne rêvée allait plus loin qu'une Société des Nations ou qu'une Nation Unie. L'ambition de ce type d'organisme international (étant grandiose, en termes historiques) était beaucoup plus limitée. Elle n'était qu'une assemblée, un point de rencontre. Certainement, déjà dans la logique d'une conception planétaire globale, de la politique. Comprenant maintenant que les intérêts de l'humanité comme tels sont communs, plus ou moins ténus, et sont au-dessus des intérêts confrontés ou non des Etats et aussi des peuples. Mais seulement de leur offrir un lieu pour discuter des règles de jeu minimales, souvent injustes, erronées et disproportionnées, pour pouvoir poser et résoudre les conflits. L'Union Européenne allait plus loin. Il s'agissait de construire un espace politique nouveau et inédit. Il s'agissait de fonder une partie des intérêts des peuples d'Europe dans un creuset commun.

L'Europe inexistante

Paradoxalement, si l'on veut, je dirais qu'une des grandes valeurs de l'idée de l'unité européenne était précisément le caractère artificiel de l'Europe. L'Europe n'a jamais été un espace politique naturel. L'Europe n'est pas non plus un espace géographique clair et indiscutable. Ce n'est pas une île comme l'Australie, avec des limites parfaitement établies. L'Europe est une idée et, par conséquent, elle peut seulement être une union conventionnelle. Et cela était, et l'est encore, son meilleur avantage.

Ni l'histoire ni la géographie ne dessinent un espace européen parfaitement homogène à l'intérieur et parfaitement différencié à l'extérieur. Elles ne l'ont jamais fait. La distance dans tous les sens, climatique, culturelle d'origine ethnique, entre le nord et le sud de l'Europe est immense. Il existe des entités très importantes (Russie, Turquie) avec un pied à l'intérieur de l'Europe et un autre à l'extérieur, qui sont continuellement transversales. Il existe des entités culturelles et ethniques externes à l'Europe plus proches de certaines cultures européennes de celles qui proviennent d'autres cultures mais du même continent : les anglais se sentent plus proches des Etats-Unis, de l'Australie ou du Canada que de la Lituanie ou de la Bulgarie. Les français, en plus, de maintenir encore des colonies en dehors du continent, ont plus de liens avec le Québec qu'avec la Macédoine ou Malte.

L'Europe n'a jamais été unie, en presque aucun sens. Pour le monde antique, et aussi pour le monde médiéval, la zone méditerranéenne était une entité géographique plus claire que l'ensemble du continent. La civilisation grecque était une civilisation qui naviguait sur la mer, qui arrivait seulement où l'amenaient ses navires. L'empire romain, par-dessus tout, était un empire maritime gouverné depuis le centre de la méditerranée, mais construit presque autour d'une mer intérieure. L'Europe méditerranéenne et l'Europe atlantique ont vécu, siècle après siècle, dos à dos. Dans la péninsule ibérique, la distinction entre le royaume de Castille et le royaume d'Aragon est presque une différenciation hydrographique : la partie de la péninsule dont les fleuves meurent en Méditerranée et la partie dont les fleuves arrivent dans l'Atlantique. La France est un pays atlantique avec Paris qui, en un moment déterminé, a conquis et assimilé un pays méditerranéen, l'Occitanie, le pays d'Oc. Les Alpes ont été une frontière durant beaucoup plus de temps (monde latin et monde germanique, côte à côte) que l'étroite frange de mer existant entre l'Italie, la Sicile et la Tunisie.

Tout au long de son histoire, l'Europe a été une sorte d'impasse, un entonnoir bouché vers lequel ont dérivés des peuples d'Asie centrale qui se sont étendus jusqu'à l'ouest et qui se sont situés progressivement dans les nouveaux territoires s'ajoutant aux ondes de migration antérieures, et aux peuples autochtones de la région. Les Balkans, un entonnoir à l'intérieur d'un autre entonnoir, le substrat sur un substrat, en un certain sens, sont la maquette de l'Europe : un finis-terrae bien au-delà de celle qui aurait eu (jusqu'il n'y a pas longtemps) très peu d'horizon, et où se sont accommodés les peuples venant du monde caucasien ou de l'Asie centrale. Par conséquent, dans ce sens non plus nous ne pouvons parler ni d'une Europe homogène ni d'une Europe différenciée. L'Europe est une péninsule, et par conséquent une impasse ; mais ses limites orientales sont difficiles à définir. Ceci ne pose pas de problèmes métaphysiques, mais tout au contraire absolument pratiques, dans le processus actuel de construction européenne.

L'Europe jusqu'où ? Une petite partie du territoire turque se situe en Europe, mais la plupart de son territoire et de sa démographie se trouve en Anatolie et en Asie Mineure. Le centre démographique et historique de la Russie est aux confins de l'Europe, mais s'étend jusqu'au Pacifique, à Vladivostok. Non pas politiquement, sinon géographiquement, est-il clair que la Turquie ou la Russie sont européennes ? Est-il clair, compris et assumé qu'une Union Européenne avec la Turquie incluse aura des frontières directes avec la Syrie ou l'Irak ? Est-il clair qu'une Union Européenne qui inclurait la Russie aurait des frontières avec la Mongolie et avec la Chine, et arriverait jusqu'aux portes (pour nous les portes des autres) des Etats-Unis, par l'Alaska et le détroit de Béring ? Et ces deux membres de l'Union Européenne (membres pas du tout hypothétiques, et que se pose la question d'un versement d'ici peu, surtout dans le cas turc) ne seraient pas du tout secondaires. Au contraire, ces deux pays feraient partie de ses composants principaux. Si la Turquie entrait dans l'Union Européenne, elle en serait le pays le plus grand. Et la Russie le serait beaucoup plus, si l'on considère également comme possible cette incorporation.

Par conséquent, l'Europe est une réalité géographique difficile à définir et l'on ne peut pas exactement parler d'une unité historique. Au contraire : l'histoire de l'Europe est une histoire de divisions, de guerres, de blocs opposés qui parfois s'affrontent et parfois s'ignorent. Une unité culturelle ? Non plus. L'Europe ne présente pas une homogénéité linguistique (des langues diverses de morphologies diverses), ni de moules culturels. Les manières de voir le monde sont diverses ainsi que le fait d'acquérir les habitudes qui souvent s'ajoutent sur l'axe de la religion, en incluant aussi des segments de la population qui se considèrent comme non croyants, mais avec des coutumes, des habitudes et des visions du monde qui renvoient à des matrices religieuses. Les grandes religions d'Europe, le catholicisme, l'orthodoxie grecque et slave, les diverses formes du protestantisme, posent

une référence chrétienne commune. Mais elles sont nées, probablement, de substrats culturels préchrétiens différents et ont multiplié historiquement les différences.

De ce point de vue culturel, de vision du monde, diverses parties de l'Europe se trouvent plus à l'aise avec des partenaires non européens qu'avec des partenaires européens très différents. Si l'on peut dire ainsi, le Commonwealth est plus solide comme unité culturelle que l'Europe. L'Espagne a toujours douté de son lien avec l'Europe et de son lien avec l'Amérique Latine et d'une certaine façon un polonais est plus étranger à Madrid qu'un équatorien. Et ceci sans envisager une Europe avec la Turquie, la Bosnie ou l'Albanie, en son sein, c'est à dire avec des pays dont la vision du monde est construite dans un moule culturel islamiste. Et sans parler non plus de l'existence, à l'intérieur de l'Europe des peuples et des communautés nés autour d'autres moules culturels très divers, des juifs aux gitans, et aussi de toutes les communautés nées de la nouvelle immigration. Tout cet ensemble serait plein de nuances et serait très discutable, mais je crois que l'on renvoie à une constatation de fonds : si l'Europe existe, ce n'est pas parce qu'il y a une homogénéité culturelle intérieure ni une différence propre et distincte par rapport au reste du monde. Ni la géographie, ni l'histoire, ni la culture. L'Europe est seulement, et maintenant seulement peut-être une concordance d'intentions, une union conventionnelle. Un pacte multilatéral sur ce que construira un collectif, probablement réfléchi, plus rapide de ce qu'a été il y a quelques siècles l'Amérique du nord.

L'Europe comme concordance

Mais ce caractère conventionnel de l'Europe est probablement sa meilleure vertu. L'Europe n'est pas un espace politique, pour ainsi dire, naturel. Ce n'est pas, ni ne peut vouloir être, ni n'arriver à être une « Nation » ou un « Peuple ». Il n'existe pas la possibilité (je dirais qu'il n'existe pas le danger) qu'apparaisse un patriotisme européen, qui s'impose et annule les sentiments d'appartenance des citoyens envers leurs Peuples. L'Europe est une superstructure politique, un espace utile, un lieu où l'on arrive depuis les intérêts et non depuis les sentiments ou depuis l'histoire ou la langue. Il n'existe pas une identité européenne. Tout ceci est un avantage fabuleux, parce qu'à partir de là il est possible de demander aux citoyens des divers Peuples européens de s'intégrer à l'Europe sans abandonner ce qu'il sont, sans se voir obligés à renoncer à une identité politique moins conventionnelle, plus fondamentale dans les sentiments, plus enracinée dans l'histoire, la culture et les origines.

Si l'on prend comme métaphore, et non dans un sens littéral, un Peuple comme une famille, un espace d'appartenance relativement naturelle,

celui-ci se fonde sur les sentiments. En Europe, chacun sait à quel Peuple il appartient et désire appartenir. L'Europe ne serait pas une famille mais serait bien plus une société anonyme, une superstructure créée librement par association, par intérêts, entre des personnes qui appartiennent à des familles diverses, mais qui s'associent à travers des objectifs communs. Non pas pour tous les objectifs : la société anonyme a une finalité concrète, spécifique. Si l'Union Européenne ressemblait à une famille, elle ressemblerait à un mariage de convenance. Il y a simplement besoin de la volonté, la décision et la complémentarité entre les parties, et non une affinité absolue dans tous les étages de la vie. Seule une complémentarité circonscrite aux propres objectifs qui, comme dans les sociétés anonymes, seraient en partie économiques pour la génération et d'échanges de biens matériels, mais dans ce cas seraient aussi culturels et politiques. Maintenir un rôle important dans le monde, préserver les valeurs de civilisation, offrir au reste du monde, en incluant ceux qui pourraient lui être hostiles, un exemple de progrès et de valeur démocratiques.

Cette Europe, entendue comme concordance, ne dérive pas ni ne peut donner naissance à la création d'un Etat Nation grandiose, entre autres choses parce qu'elle est née précisément de la crise des Etats Nations, de la constatation de ses problèmes. Probablement durant des siècles, une Europe Unie ne serait pas comme les Etats-Unis d'Amérique, qui ont construit un cadre politique d'appartenance, qui sont une fédération d'Etats, mais aussi forment une entité nationale pour ce qui en réfère au sentiment collectif. L'Union Européenne est maintenant une mosaïque administrative. En ce sens, on pourrait trouver une similitude avec certains des anciens empires comme, par exemple, l'empire austro-hongrois. Celui-ci fut accusé d'enfermer les Peuples, et cela en est certain. Mais il existait une conscience qu'en son intérieur cohabitaient quelques Peuples. L'empire austro-hongrois a créé des sujets de l'empire, et non pas une nation austro-hongroise. Un serbe, un hongrois, un croate, un slovaque, étaient des sujets de l'empire, mais ils restaient serbe, croate, slovaque ou hongrois. Certainement leurs droits politiques collectifs n'étaient pas reconnus. Réellement, l'appartenance à l'empire n'était pas volontaire, mais forcée, produit des armes et de la conquête. Mais dans un autre sens, en ce qui concerne la distinction entre sujet et nation, les empires peuvent être considérés comme une référence. Dans le cas de l'Europe Unie les personnes ne seraient pas sujets, mais citoyens, chacun à partir de son Peuple, parce que personne ne leur demanderait de faire partie du peuple européen, aussi bien que personne ne leur demanderait de faire partie d'un peuple austro-hongrois inexistant dans l'Empire.

Par contre, les Etats Nations, ceux qui ont construit l'Europe jusqu'à aujourd'hui, ne veulent pas seulement exister, ne veulent pas seulement avoir des citoyens, mais des personnes qui aspirent aussi à avoir un sentiment de

nationalité. Ils aspirent à ce que l'Etat et la nation, l'état et le peuple coïncident. Et quand à l'intérieur de l'Etat existent des Peuples divers, ils essayent de les uniformiser, de les convertir en un Peuple unique, à les réduire à une unique appartenance sentimentale, à leur construire une origine commune, à leurs adopter une langue unique ou absolument hégémonique, croyant qu'il existe diverses cultures et essayant de créer une culture spécifique. Pour cette raison, c'est une vertu et un avantage que l'Europe ne soit pas, ne désire pas et ne peut être un énorme Etat Nation.

Le grand défi de l'Union Européenne sera d'arriver à se rendre confluent, sans aucun type d'obligation et seulement au moyen de la liberté et du libre arbitre, sans que personne ne renonce à rien, dans un espace politique plus ample, qui aura obligatoirement le caractère d'un Grand Pacte Européen : ce que devrait être l'Union Européenne. Ce que les empires ont fait à la force et sans faire attention aux droits des peuples (ni des individus), l'a réussi pour la première fois dans l'histoire, la concordance pacifique ; une grande concordance pour créer un collectif humain mû par la convenance de tous ceux qui y participent, disant au monde que cela est possible, que l'on peut s'organiser librement à l'intérieur d'espaces plus amples, sans renoncer à ce que l'on est et à ce que l'on veut être. Et par ce chemin, probablement assez long, pas à pas, probablement fédération après fédération, en une nouvelle conception de l'ensemble de la planète où nous pourrions tous être simplement des êtres humains civilisés, confluer.

Dans cet horizon de confluence globale, l'Europe doit se préoccuper de son organisation, mais aussi doit penser comment ses mouvements favoriseront, sur l'échiquier de la politique internationale, une meilleure organisation du monde. A l'Europe il convient que d'autres espaces, comme le monde slave ou le monde islamique, rencontrent des organisations fédératives pacifiques, non hostiles, modérées. Ceci implique, par exemple, des politiques distinctes face à la Russie ou à la Turquie qui aident à cette configuration. Nous parlerons de cela plus tard, lorsque l'on commentera les limites de l'Europe.

Le grand Pacte européen

En conséquence, le Grand Pacte européen n'est pas seulement un accord d'unité économique ou politique. Il devrait être considérablement plus ambitieux : un instrument pour faire de l'Europe une expérience utile aux européens et à toute l'humanité dans l'horizon d'un monde global. Par conséquent, un instrument qui ne serve pas à maintenir et consacrer les défauts du système, du côté de ses vertus évidentes. Le Grand Pacte européen (nous approfondirons ce terme plus loin) signifie aussi un

changement dans la manière de faire et de comprendre la politique ; un appel à la responsabilité individuelle ; une manière d'impliquer l'ensemble de la citoyenneté, aussi dans les secteurs économiques et intellectuels, aux professionnels et aux citoyens en général, dans la gestion du bien commun, qui ne devrait pas être une spécialité ou un monopole au main d'une classe politique obsédée par le marketing électoral et par l'exercice permanent de la démocratie, pour le moins dans quelques cas.

L'Europe souffre de problèmes spécifiques à l'intérieur du monde. Un de ces problèmes est le vieillissement manifeste de sa population, ainsi que de ses structures politiques. Il s'agit d'un problème de poids dans le monde. Un problème de système de valeurs, de civisme. A la fois, elle possède des actifs propres : la tradition rationaliste, la reconnaissance de la pensée scientifique et rationnelle face à l'ésotérisme ; un espace public laïque qui peut convenir parfaitement avec l'expérience religieuse des personnes et des communautés. Si le Grand Pacte européen, si le processus de création et de construction de l'Europe n'affronte pas ces problèmes et ne profite pas de ses actifs cela ne sert à rien. Et c'est un fait central dans l'Europe contemporaine, l'immigration extra communautaire est le miroir grossissant où se reflètent nos propres problèmes et où se font plus nécessaires nos propres vertus.

Si le Grand Pacte européen s'en sort bien, le bénéficiaire ne sera pas seulement l'Europe. Le monde, où existent d'autres espaces, pourra rechercher des articulations pareilles à l'Union européenne : de l'extrême orient avec la Chine et le Japon, jusqu'aux états indépendants de l'ancienne Union Soviétique ; du monde arabo-musulman jusqu'à l'Amérique latine ; de l'Afrique centrale jusqu'au sud de l'Asie.

Mais par-dessus tout, une Europe unie pourrait doter d'une intention et d'une direction un processus global inévitable, positif en de nombreux points, mais qui en un certain sens se réalise à l'aveugle, sans leader ni modèle. L'Europe gagnerait du poids et le monde gagnerait une direction. Toutes ces conjonctions paraissent un objectif qui devrait être encourageant pour la jeunesse européenne et une raison suffisante pour faire rêver. Il faut seulement vouloir le faire.

Le poids de la conjoncture

Actuellement, on discute l'acceptation ou le refus de la Constitution européenne qui n'est pas clairement une Constitution, dans le sens classique du terme, mais un traité entre Etats. Tous ceux qui se manifestent autour de

cette Constitution ou de ce Traité, veulent souligner d'entrée leur europhilie: tant ceux qui l'affirment par leurs votes, que ceux qui sont contre, ou ceux qui annoncent leur abstention. Mais ceci n'explique pas toujours en quoi consiste cette europhilie. Probablement que derrière ce mot il y a des concepts et des projets distincts, ainsi que leurs antagonismes.

Pour quelques-uns, surtout pour ceux qui ont une vision plus jacobine de la matrice française de ce que doit être l'Europe, cette constitution est une sorte de photo-finish : *« Nous avons déjà obtenu de l'Europe ce que nous voulions, ceci est son modèle définitif, et par conséquent il est nécessaire de la fixer et de la garantir avec une Constitution »*.

Une Europe conçue comme un Club d'Etats qui inclus le président de la Commission Européenne, le gouvernement européen, se plaint aigrement que beaucoup des membres du Club désirent une Commission faible en contraste avec des Etats forts. Et que cette Commission, ce gouvernement, en incluant son président, ne sortent pas de la volonté des citoyens d'une manière directe, mais qui est proposée et choisie par les Etats à travers leur tournus de gouvernement. Mais en certains cas le mot europhilie veut dire la satisfaction pour l'Europe déjà construite, qui se considère adéquate et suffisante, ayant pour vocation de la fixer et de la solenniser avec une Constitution.

Pour d'autres, l'europhilie et la Constitution ne seraient pas autant la satisfaction pour un lieu d'arrivée que la satisfaction pour le chemin emprunté et parcouru. Pour cela, la Constitution ne serait pas la fixation d'un point d'arrivée, mais l'établissement d'un chemin pour continuer à avancer. Cette attitude est présente à l'intérieur même de beaucoup des institutions de l'Union, qui s'aperçoivent des imperfections du système et de ses déficits démocratiques. Mais pour ceux-ci, l'unique problème (bien qu'aussi l'unique solution), c'est le temps. *« Tout va bien, le chemin est correct, mais il nous manque encore le chemin pour pouvoir courir. Il doit s'écouler encore beaucoup de temps avant d'arriver à nos objectifs »*. La Constitution serait l'établissement de ce chemin.

Néanmoins, il existe encore une troisième voie qui se proclame europhile d'une manière sincère et effective, sans considérer que si nous sommes sur le bon chemin et encore moins, naturellement, si nous allons vers le bon point d'arrivée. Dans cette voie, les manques de l'Europe réelle sont évidents. La solution ne serait pas seulement le temps, parce que le problème ne résulte pas seulement dans le fait que nous n'avons parcouru qu'une partie du chemin. Le problème résulte plutôt dans le fait que nous avons suivi durant un certain temps un chemin erroné qui n'a mené à aucun objectif réel. Ce sont des europhiles parce qu'ils partagent un objectif, l'idée de l'Europe. Mais ils sont critiques pas seulement avec l'Europe actuelle, mais aussi avec l'Europe qui a fait que nous avons pris le chemin emprunté. Cette voie est contre la Constitution parce qu'elle est, comme le disent certains, la

consécration de l'Europe que nous avons, et cette Europe ne les satisfait pas. Et c'est le cas, comme disent d'autres, la consécration d'un chemin vers le futur, la route choisie ne les satisfait pas et ils considèrent qu'en certains points du parcours, peut-être en incluant un point plus en avant, l'Europe a pris un chemin équivoque en quelques unes de ses bifurcations.

En conséquence, il serait nécessaire de se demander si aujourd'hui est le bon moment pour doter l'Europe d'une Constitution, en incluant la marge dans laquelle soit le contenu réel de cette Constitution et des formes à travers lesquelles elle est arrivée. S'il s'agit d'unir l'Europe comme l'Union Européenne actuelle l'a articulé, s'il s'agit simplement de donner une solennité constitutionnelle à ce qui est déjà la pratique quotidienne (en ses lignes plus générales), il ne paraît pas que cela soit nécessaire. S'il s'agit de marquer un chemin, des formes d'évolution qui nous amènent jusqu'à une autre Europe que nous n'avons pas encore vue ni ne savons comment elle sera, alors peut-être que la Constitution est un outil utile. Mais dans ce cas, ce n'est pas cette Constitution. On pourrait imaginer un autre type de cadre de base, fédératif, où l'Europe pourrait réellement évoluer jusqu'à une Europe possible et désirable.

Le plus évident est que l'Europe s'est construite à partir des Etats Nations, selon les nécessités et la méfiance des Etats et à partir des volontés de ces Etats. Ceci peut nous paraître bien ou mal, peut nous indiquer ce qui était déjà dans l'idée initiale, ou ce qui a été une trahison au projet europhile.

Les volontés des Etats n'ont pas toujours été dans la même direction : elles ont été actives et inopérantes, avec pour but de faire avancer ou de freiner ; ont été asymétriques. Mais on peut avancer une considération : cette Europe tant faite sur la mesure des Etats ne s'épuise pas, ni seulement commence, le potentiel transformateur qui pourrait avoir une nouvelle Europe, capable d'inventer un nouveau système d'articuler la diversité et la faire gouvernable. Une Europe des Etats est au fond une Europe conservatrice qui ne satisfait pas les attentes de la propre évolution et qui, par conséquent, ne peut non plus générer des attentes pour l'évolution globale.

Quelques partis politiques et quelques secteurs sociaux ont adapté l'horizon européen qui s'est converti en la devise de l'anti-globalisation mondiale et ont pu affirmer à certains moments : « une autre Europe est possible ». Mais ces secteurs auraient aussi bien pu dire : « un autre monde est possible ». Dans chaque cas ils ont raison, mais pas entièrement. Il est certain qu'une autre Europe est possible et qu'un autre monde est possible. Mais non une Europe, sinon plusieurs. Et pas un autre monde, sinon plusieurs. Et de toutes ces autres Europes possibles, certaines sont meilleures et d'autres pires. Dans ces moments, ni dans le débat sur la conjoncture ni encore moins dans le

débat de fond, il est suffisant de se proclamer critique avec l'Europe réellement existante, ni non plus avec le chemin déjà parcouru de la construction européenne. Du côté de l'attitude critique, il faut maintenant commencer à poser le fondement de quelques alternatives. Beaucoup d'autres Europes sont possibles, mais toutes ne sont pas désirables. Chacun doit déduire à laquelle de ces Europes possibles il veut se joindre. Quels défauts il observe dans l'Europe réelle, ainsi que les vertus qu'il voudrait ajouter. Ce point sera l'un des objectifs des pages suivantes.

L'opportunité de créer un rêve européen

Quand, après la seconde guerre mondiale, a commencé le processus dont nous avons parlé et qui doit conduire à l'unité européenne, nous en avons déjà fait le commentaire : la transcendance du projet va bien au-delà du même continent. Il s'agit d'une transcendance qui dépasse les strictes raisons de conjoncture. Certainement, dans l'histoire il a existé des projets d'unité plus ou moins diffus. Cependant, tous ont été des projets impériaux, de domination de l'Europe sous un grand pouvoir central hégémonique. Même le nazisme s'est présenté comme un projet européen. L'empire romain, l'empire carolingien, et le Saint Empire romain germanique ont planifié une intention d'unité européenne, mais elle fut seulement une unité de conquête. Le projet qui est né après la seconde guerre mondiale est d'une nature profondément distincte. C'est, dans ses débuts, un projet de confluence libre et, au fond, un projet pour ordonner et articuler d'une manière différente un espace politique et la forme de nous gouverner.

Pour cette raison, le projet europhile idéal a été bien plus loin, dans son influence, du propre continent européen. Parce qu'il s'est posé, dans un certain sens, comme un exemple. L'Europe s'est réinventée, redéfinie, refondée sur des bases nouvelles et se prépare pour un monde différent qui, peut-être se discernait déjà alors. En incluant bien plus que la création de la Société des Nations, la création d'un espace européen uni (ou, pour mieux dire, la génération d'un projet d'abord économique et ensuite politique qui devait arriver à cette unité) se posait comme la réponse d'une manière innovatrice d'organiser le monde qui dépassait une carte planétaire constituée à travers les Etats Nations et les empires coloniaux. Un chemin dirigé jusqu'à un nouveau monde global, qui nécessiterait des formes d'articulations et de gouvernements aussi innovateurs. Une Europe unie pourrait être la maquette pour un nouveau monde global, qui pourrait commencer à se pressentir, organisé et gouverné à travers de grands espaces de confluence, et pas seulement européen. Et une Europe unie pourrait être aussi une formule pour canaliser la présence et le poids du monde occidental dans ce monde global que la technologie, les

communications et les transports permettraient déjà de deviner. C'était, selon un slogan qui fit fortune plus tard, amener l'imagination au pouvoir. Délaisser les routines.

Le rêve de l'Europe unie

Ce premier rêve d'Europe n'était pas simplement une espérance positive. C'était aussi une réaction. L'idée d'arriver à une Europe unie est née de la volonté d'un futur. Ainsi que de la peur du passé. L'Europe a subi deux guerres continentales terribles en trente ans. Le noyau fort de l'Europe, l'Allemagne et la France ont combattu ouvertement trois fois en soixante-dix ans, encore, devrions nous ajouter les guerres napoléoniennes du dix-neuvième siècle. La Grande-Bretagne est entrée dans l'après-guerre avec l'intuition de que le nouvel ordre mondial en terminerait avec les empires coloniaux et que, par conséquent, et pas seulement la Grande-Bretagne mais aussi l'ensemble des pays européens, se replièrent sur leurs territoires continentaux. Ceci est, sans aucun doute, une des raisons qui motivèrent Churchill à avancer l'idée d'une unité européenne avant même la fin de la guerre.

Mais pour arriver à cette fin, l'Union Soviétique de Staline s'est convertie en une menace physique sur l'ensemble des pays du continent européen. Après la Seconde Grande Guerre, une troisième guerre mondiale a commencé, la guerre froide, avec des caractéristiques différentes des deux guerres précédentes. Mais elle n'en est pas moins une guerre dans laquelle l'Europe a eu tout le loisir de se convertir en terrain de jeux. La guerre froide a finalement laissé les européens, pour la première fois de leur histoire dans une position subsidiaire, prisonniers entre deux grandes super-puissances : les Etats-Unis et l'Union Soviétique. Une Europe Unie paraissait l'unique porte de sortie entre deux géants, mais une hypothétique grande Europe ne pouvait pas avoir, en aucun cas, ni l'homogénéité ni l'unité des deux grandes puissances qui lui couvraient le flanc atlantique ou la menaçaient sur le flanc est.

Tous ces éléments de conjoncture ont participé au rêve européen ; nous l'analyserons plus loin. Mais dans ce rêve initial se sont mélangées des expectatives d'un autre type. Ce fut une réaction contre le fantasme de la décadence de l'Europe, héritier du fantasme spenglerien de la décadence de l'occident. L'histoire européenne est remplie d'empires ascendants et descendants. De l'empire romain jusqu'à l'empire espagnol, de l'empire ottoman qui avait commencé le siècle comme le grand malade de l'Europe et le termina dans une position défensive et subsidiaire, jusqu'à un empire austro-hongrois qui avait été défini comme une prison des peuples et s'était terminé partagé en une multitude d'Etats instables et entremêlés.

Alors, la conjoncture du continent était tel qu'elle pouvait se voir menacée par la décadence et la marginalisation. La guerre avait détruit les villes, les usines, les routes et les voies de chemins de fer. L'Europe, en ce moment, avait sauvé le défi de l'ouverture vers l'Atlantique et aussi vers l'océan Indien. Et l'idée se profilait qu'un monde nouveau chevauchait sur le Pacifique, dans une mer entre les Etats-Unis et la Russie, la mer de Chine et du Japon, la mer où avait terminé la guerre commencée en Europe. L'unité européenne était une réaction contre la menace de décadence qui s'annonçait dans ce déplacement de l'axe politique et économique mondial, de l'Atlantique jusqu'au Pacifique.

Pour cette raison, dans les années quarante du vingtième siècle, on pouvait parler de la grande opportunité de générer un rêve européen. Un rêve qui au début s'incarnait en initiatives d'apparences très modestes et centrales dans le champ économique. La Communauté du Charbon et de l'Acier. Les éléments nécessaires pour faire la guerre, nous ne les oublions pas. Les premiers pas se sont donnés dans le champ de l'économie, parce que le marxisme a introduit dans la conscience collective une vérité sur mesure : celle que les superstructures naissent des infrastructures, que les idées et les projets politiques traduisent les relations économiques et de production ; et, en confrontation de formes, comme dirait Max Weber, les changements dans les idées, les changements dans les infrastructures, peuvent provoquer des modifications dans l'économie, dans l'infrastructure, de manière que peuvent être sûr, comme le protestantisme est aussi bien un synonyme du capitalisme que son contraire : que l'éthique protestante pose les fondements pour l'apparition d'un nouveau capitalisme. Dans chaque cas, le rêve européen s'est mis en chemin sur la béquille courte et timide de l'imagination peureuse. Elle en payera les conséquences.

Néanmoins, il existe la possibilité de créer un rêve européen, ou même divers rêves européens. Dans chaque cas ils seront différents de ce que nous avons appelé rêve américain. Le rêve américain est un projet de progrès individuel, un horizon personnel ou familial dans un nouveau monde où tout est possible. Le rêve européen est un rêve collectif, dans un monde ancien castré par la guerre, et où tout n'est pas possible. Le rêve américain, dans un certain sens, a déjà été accompli et s'est déjà matérialisé. Il s'est déjà créé une société orientée vers ce triomphe de l'individualisme, le règne de la volonté individuelle. Le possible rêve européen devrait être une alternative ou un exemple, pensé pour l'Europe, mais avec le monde entier comme paysage, pensé pour le futur. Néanmoins, en beaucoup d'aspects, le rêve n'arrive pas à se réaliser. Seulement est né un projet, chargé d'ambitions, ainsi que de fardeaux. Si l'espace européen arrive à aboutir, s'il rencontre une formule heureuse, alors il existe d'autres espaces dans le monde qui peuvent suivre cette route : le monde islamique, l'Amérique latine, le Sud-est asiatique, le Proche Orient... Mais le projet européen est né dans des conditions

clairement définies et avec des horizons et des attentes spécifiques. Nous les analyserons bientôt.

La réaction contre la guerre

Probablement, le premier objectif dans un ordre chronologique et d'importance, dans l'apparition du rêve européen était celui d'éviter la guerre à l'intérieur du continent. L'Europe moderne et contemporaine qui a débuté avec l'invasion de Constantinople par les turcs, a vécu la guerre comme un mal endémique et permanent. Et non seulement dans ses hypothétiques frontières orientales avec l'empire ottoman, mais aussi dans le centre même de la péninsule européenne et spécialement dans sa zone occidentale. La rivalité franco-allemande a provoqué que le noyau de l'Europe occidentale a toujours été puni par les conflits. Néanmoins, nous devons ajouter la rivalité franco-britannique, les affrontements en Europe et outre-mer des empires britanniques et espagnols, l'Italie, entendue comme champ de bataille du Moyen-Age jusqu'au-delà de son indépendance, en lutte avec l'empire austro-hongrois. En 1945 l'Europe portait avec elle presque cinq siècles de guerres permanentes, avec de brèves périodes d'entre-deux guerres.

Malgré ceci, l'Europe avait vécu un rêve de paix, une illusion de trêve entre la fin de la guerre franco-prussienne de 1870 et le début de la Grande Guerre de 1914. En marge de la guerre des Balkans et des conflits strictement civils, il y a eu presque trente-cinq années de paix où s'est apparemment généré le mythe balnéaire européen, l'été de l'Europe. La littérature nous en a laissé de nombreux et brillants témoignages. L'on peut parler de George Steiner avec "Dans le château de Barbe Bleue". Stephan Zweig le fait d'une manière choquante dans ses mémoires : "Le monde de hier. Mémoires d'un européen". Le progrès technologique, les grandes expositions et l'expansion coloniale ont créé l'illusion de que l'Europe avait atteint un équilibre stable et solide.

Dans les mémoires de Zweig se reflètent clairement la surprise et la douleur avec laquelle une partie des intellectuels européens ont vécu comment couvait vertigineusement en 1914 (après l'assassinat de l'Archiduc) une guerre qui leur paraissait impossible, une haine entre les européens qu'ils considéraient comme prêts pour la culture et la civilisation. Nous reviendrons sur ce point (précisément en suivant les commentaires de Steiner), bien qu'il vaille la peine de souligner dès maintenant quelques similitudes entre le mirage de paix éternelle que les européens ont désiré créer en cette fin de siècle et que nous avons construit ces dernières décennies.

Quant tout ce monde qui paraissait tant solide et tant stable a commencé à se fracasser, l'Europe est restée perplexe. Mais immédiatement après la fin de la Grande Guerre, après avoir contemplé cette boucherie féroce, les pertes incalculables des batailles de tranchées et la nouvelle puissante machinerie de guerre, l'Europe s'est construit une autre chimère fragile de paix éternelle : après cette sauvagerie la guerre ne pouvait plus être possible. Les nations seraient immunisées contre la guerre. Les années vingt sont une nouvelle version, réduite et encore plus fragile, de l'illusion de paix que les européens ont établie à la fin du dix-neuvième siècle. L'humanité et la civilisation avaient avancé suffisamment pour que l'Europe ne redevienne pas le scénario d'un autre carnage horrible.

Dans ce sens, la Seconde Guerre Mondiale a confronté les européens avec la fragilité du mirage de paix qu'ils avaient désiré construire. Dans un cumul de déceptions : déceptions de la culture et de la civilisation. Le progrès n'est pas suffisant pour retenir la barbarie. Tout au contraire : quelques nouvelles formules de barbarie sont apparues, en premier l'holocauste juif, mais aussi les bombardements des villes, la mort de civils à Gernika, Londres, Dresde ou Hiroshima, sont apparus associés à la science et à la technique. Effectivement, nous savons que la science et la technique ne sont pas l'origine de la catastrophe, mais nous voyons aussi que les progrès scientifiques et techniques ne sont pas suffisants pour l'éviter. C'est d'une déception profonde, centrale, qu'est née une nécessité de formules différentes pour garantir la paix.

La frontière franco-allemande a été le point culminant qui a centralisé toutes les dernières grandes guerres en Europe. Pour cette raison, le projet européen nourrissait en son sein l'intention de dépasser, par élévation culturelle, l'éternelle dispute franco-allemande. Une intention de geler cette frontière à travers la création d'un espace plus large. Probablement, si aux premiers impulseurs non strictement politiques, bien que non plus strictement utopiques, de l'unité européenne on leur aurait demandé de justifier cette initiative en une phrase courte, ils auraient dit : l'unité européenne est nécessaire pour éviter la guerre en Europe ; en pensant sans doute aux guerres endémiques du passé ; en pensant aux grandes déceptions des cinquante dernières années mais en pensant à la fois aux nouvelles menaces qui pèsent sur le continent en ces moments précis.

Quelqu'un a écrit, non sans un certain sarcasme, que Staline était le grand père de l'Europe unie. Ce n'est pas tout faux : l'autre grand moteur du principe de l'unité européenne est la menace de l'Union Soviétique stalinienne. L'Europe s'est unie à cause de la peur de la guerre, mais aussi à cause de la peur de Staline. Et cette origine historique motive que l'embryon de l'Europe soit d'une manière déterminée. En premier lieu,

géographiquement : elle arrivait seulement jusqu'au rideau de fer et par conséquent prime l'axe franco-allemand, et un noyau occidental complété par la Grande-Bretagne et l'Italie. En second lieu, militairement : l'Europe est née comme un embryon de potentiel économique mondial, et pas comme un potentiel militaire, parce que devant la menace soviétique elle a délégué sa défense (et le mot délégué est en partie un euphémisme de l'abandon) aux Etats-Unis, avec l'économie que ceci suppose dans tous les sens du terme. En troisième lieu, politiquement : l'Europe est née comme un Club de démocraties qui ont exclus les dictatures communistes de l'est, aussi bien que les dictatures militaires du sud.

Dans tous les cas, il est évident que la première Europe unie est principalement le fruit de la guerre froide. La coïncidence dans le temps n'est pas le fruit du hasard : les premiers pas jusqu'à l'unité se sont faits en parallèle avec la déclaration implicite de la guerre froide, qui est une guerre entre puissances mais aussi une guerre entre blocs. L'Europe unie fait partie fondamentalement de l'un de ces blocs, jusqu'au point de générer des méfiances d'aliénation dans la toujours très neutre Suisse, qui, d'un point de vue géographique, politique et économique est plus l'Europe qu'aucun autre.

Mais l'Europe unie est aussi le fruit de la mémoire de la guerre ; de la mémoire récente d'un conflit endémique entre la France et l'Allemagne ; de la mémoire plus vieille en relation avec sa propre origine éthique et culturelle : une grande diversité de Peuples sur un territoire limité qui a été source de conflits, qui seulement peuvent se résoudre à travers un choc ou à travers un pacte.

L'hétérogénéité fondatrice de l'Europe, cette rue sans sortie des Peuples qui durant des millénaires ont été sédentaires en Europe, a souvent mélangé sur un même territoire et avec de fréquentes superpositions, soit s'est résolu à travers un pacte soit s'est résolu à travers un conflit ouvert. Durant des siècles, la relation entre les Peuples a été celle de la logique du conflit. Fatigués de la guerre, apeurés par une nouvelle guerre, déçus des espoirs de paix de la fin du dix-neuvième siècle et des années vingt, et conscients qu'ils étaient en train de perdre leur force dans le monde, certains européens, ont vu venir le moment du pacte.

Je me souviens qu'en pleine guerre des Balkans, après être revenu de la zone du conflit, j'ai eu l'occasion d'avoir quelques conversations où j'ai essayé d'expliquer du point de vue de l'information ce qui était en train de se passer. J'ai élaboré une carte de Bosnie où se signalaient les enclaves serbes, croates et musulmanes avant la guerre. C'était une carte très compliquée, tant mélangée que je l'avais baptisée la carte à poids. Lors du colloque, quelques étudiants de l'institut commentaient qu'une carte tant dispersée et fragmentée comme celle-là devait mener inévitablement au conflit. Je leur

ait dis alors qu'en Europe il existait une carte qui, en regardant bien, s'assemblait notablement à celle de la Bosnie et qui était égale ou même plus fragmentée et diverse que celle de la Bosnie. Il s'agissait de celle de la Suisse, tout autant fragmentée,

où se combinaient des religions diverses aussi bien que des langues et des niveaux de développement économiques différents. Et que cette carte a aussi été motif de conflits. La différence était qu'en termes très généraux et avec de la volonté pédagogique, c'est que ces conflits ont été résolus, en Bosnie, à coup de tirs alors qu'en Suisse ils se sont résolus par la voie du pacte. En un certain sens, le rêve profond de paix de l'Europe doit reposer sur cette disjonction, et opter pour la voie suisse et non pour la voie balkanique, pour gérer la diversité.

Un rêve de progrès

L'Europe unie, vue surtout depuis certains pays qui restèrent initialement exclus, était un club de riches. Ce n'était pas clair, si je peux me permettre de le dire avec une certaine frivolité, s'il était nécessaire d'être riche pour entrer, ou alors oui, ce club faisait devenir riche quand l'on arrivait à y être membre. C'était la perspective, que se rappellent beaucoup de personnes, qui dominait depuis les Etats du sud de l'Europe qui ne formaient pas part du noyau initial, entre autres raisons parce que leurs régimes politiques ne le permettait pas et qu'ils étaient des pays pauvres en relation à ceux de la Communauté Economique Européenne : l'Espagne, le Portugal, la Grèce... Pour les citoyens de ces pays, entrer dans la communauté était un rêve économique, un rêve de progrès et de bien-être. C'était aussi un rêve politique : il était évident qu'ils n'entreraient pas jusqu'à ce que leurs propres régimes seraient homologués par ceux des pays communautaires. Former partie d'un marché commun se percevait, en général, comme une opportunité plutôt qu'une menace. L'Europe avait le prestige de ces clubs qui excluent ceux qui désirent ardemment en faire partie.

Cette perception, qui dura quelques années dans les Etats du sud de l'Europe, se produisirent dans un certain pourcentage dans les pays de l'est, après la chute du mur de Berlin et la déroute des régimes communistes. Pour ces pays, l'Europe continuait d'être une opportunité et une promesse de bien-être. Elle fut l'occasion d'être présente pendant la campagne pour le référendum de l'indépendance de la Slovénie. A la surprise de nombreux observateurs, la campagne eut un style épique patriotique réellement faible. Ce ne fut pas une campagne d'hymnes, de drapeaux et d'affirmation nationale. Le discours des partis de la sécession était très simple : notre futur économique dépend de notre entrée dans l'Union Européenne : on entrera seul avant de traîner l'ensemble de la Yougoslavie. La Slovénie était sans

doute la zone la plus riche de l'ex-Yougoslavie. A la fois (bien que ceci appartienne à un autre cadre de réflexions) la plus homogène ethniquement. Ses liens avec l'Autriche et l'Italie étaient très étroits. Les slovènes votèrent en faveur de la séparation de la Yougoslavie où déjà se laissaient deviner les symptômes d'une future guerre civile, fondamentalement pour des raisons économiques et par soif de prospérité et de progrès européen. Le même processus s'est projeté dans un moment déterminé sur la Hongrie, sur la Tchécoslovaquie et sur la Pologne en des termes identiques et avec la même intensité qu'elle s'était projetée sur l'Espagne, le Portugal et la Grèce. La volonté de participer à un club de riches, la nécessité de sortir d'un scénario où la dictature et la pauvreté se combinaient et paraissaient (peut-être pas avec toute justice) deux faces d'une même monnaie.

Et, en réalité, l'Union Européenne est un club de riches. Mais la même question reste de mise : est-il nécessaire d'être riche pour former partie de celui-ci ou celui-ci rend-il riche un pays qui y entre ? Il est clair que le noyau constituant de la Communauté Economique Européenne était un noyau historiquement riche. Quelques unes des grandes puissances industrielles du dix-neuvième siècle sont des pays qui ont fait la révolution industrielle. Détruits en partie par la guerre, bien qu'avec une infrastructure productive et surtout avec une culture économique et industrielle très élevée. Le principe du processus jusqu'à l'unité européenne, à la fin de la guerre et au début de la guerre froide, était marquée par une décision politique avec de grandes répercussions économiques : les Etats-Unis avaient besoin d'une Europe riche, et pensaient qu'une Europe occidentale (celle qui est restée à l'abri dans la nouvelle répartition bipolaire du monde), déprimée et pauvre dans un camp abonné au communisme et, par conséquent, avantage stratégique pour l'Union Soviétique. Et pour ces raisons, les Etats-Unis se sont impliqués directement dans la reconstruction de l'Europe occidentale, mais aussi à cause du rôle de frontière avancée contre le bloc de l'Est. Le Plan Marshall est aussi un plan qui a poussé l'Europe jusqu'à l'unité.

Il faut prendre en compte le fait que quelques-uns des pays qui sont restés dans l'orbite soviétique sont des puissances industrielles historiques et aussi qu'elles soient fait leur révolution industrielle. Mais en un certain sens le communisme a rompu leur trajectoire et a converti leurs structures économiques en un instrument obsolète et sa proposition en un objet d'égalité plus que de progrès. L'évolution en parallèle mais profondément divergente des deux Allemagnes durant la guerre froide en serait l'exemple. A la fin de la guerre, les deux Allemagnes étaient dans une situation très semblable, malgré un léger avantage de la RFA quant à la concentration industrielle. Mais quarante-cinq ans après, quand s'est produit la réunification, la RDA (qui était le pays industriel le plus puissant de l'Europe de l'Est) a amené une industrie obsolète, chargée de passifs sociaux en plus

écologiquement intenable. Et à travers l'unification s'est produit une certaine confluence entre les deux Allemagnes, mais pas une répétition à l'Est de ce qui fut le miracle allemand à l'Ouest. Les différences culturelles, non pas de culture académique, mais de visions du monde et de systèmes de valeurs, ne sont ni visibles, ni perçus d'une manière positive pour l'Est.

Sur le frontispice du processus de l'unité européenne, réside un principe qui chaque fois a pris plus d'importance : pour qu'il existe une unité politique et économique, il doit y avoir une homogénéisation déterminée des niveaux économiques entre les divers territoires ; il faut surmonter les grands déséquilibres. Par conséquent, dès le début, l'Europe unie a voulu générer une politique de redistribution avec pour finalité d'égaliser les rentes et les capacités économiques de toutes les zones qui en faisaient partie. Au départ l'Italie fut le grand bénéficiaire de ces flux, qui normalement vont du nord au sud ; ensuite ce furent les pays méditerranéens qui s'incorporèrent à l'Union ; maintenant ce sont les pays de l'Est. On parle d'un fonds de cohésion et dans quelques cas on injecte des ressources provenant des pays les plus puissants qui vont vers les pays apparemment les plus nécessiteux. Cette idée d'une Europe providence, d'une Europe qui draine les ressources des pays riches pour les injecter dans des pays moins riches, cette idée de l'Europe comme solution économique pour ceux qui ont la chance d'être admis dans le club, a aussi alimenté durant des années l'europhilie dans les pays pauvres, ou, si l'on veut, moins riches.

Mais maintenant, nous pouvons nous poser quelques questions auxquelles nous essayeront de répondre dans les chapitres suivants, quand nous comparons ce rêve européen avec la réalité : jusqu'à quel point le progrès réel de beaucoup de pays qui se sont incorporés à l'Union vient précisément de cette incorporation ? Jusqu'à quel point ce progrès ne se produit pas préalablement, et pour d'autres raisons ? Jusqu'à quel point ce flux systématique de ressources a provoqué une culture de la subvention publique qui actuellement s'est convertie en un obstacle pour le progrès ?

Un modèle de bien-être partagé

Si parmi les principes de base du processus d'unité européenne on a constaté celui de combattre les déséquilibres entre les territoires, l'on peut aussi inclure celui de combattre les déséquilibres internes de chacun des territoires et de chacune des sociétés. Construite sous l'ombre du libre marché et en opposition au modèle d'égalité sévère des pays communistes, l'Europe unie ne pouvait pas se construire avec cet égalitarisme absolu, bien qu'elle nécessitait la création d'un modèle de bien-être réparti et partagé, un modèle sans déséquilibres profonds. En partie par conviction idéologique,

et en partie pour la même raison que celle qu'il y a derrière le plan Marshall : dans le contexte de la guerre froide une Europe occidentale pauvre et avec des pauvres serait un terrain abandonné au communisme.

L'Europe veut construire ainsi un modèle d'Etat et de société qui, sans sortir des règles du jeu du libre marché, combatte les déséquilibres sociaux et généralise du bien-être. Les deux grandes forces politiques sur lesquelles se construit le processus d'unité européenne, la démocratie chrétienne et la social-démocratie, partagent l'idée d'un Etat fortement interventionniste, très présent dans la vie quotidienne, qui draine des ressources des rentes les plus hautes avec pour but de générer des services sociaux de base, en les étendant simultanément à la population. Ce que nous appelons l'état de bien-être a eu son expression maximale dans l'Europe de l'après-guerre, particulièrement dans le centre et le Nord. Bien qu'il ne soit pas nécessaire de le dire, ceci n'est pas le modèle de relation entre l'Etat et le citoyen qui régit l'autre grande société occidentale : les Etats-Unis.

En Europe, la démocratie chrétienne représente une voie médiane entre la sensibilité sociale d'inspiration religieuse et humaniste. La social-démocratie, quant à elle, considère que l'état de bien-être est l'intersection possible et désirable entre les principes égalitaires et la réalité du marché. Tout le monde s'est aperçu de quelque chose : il peut exister une liberté de marché sans liberté politique ; Ce qui ne peut pas exister c'est une liberté politique sans liberté de marché. Keynes et son école se sont chargés du reste. L'économiste le plus influent du vingtième siècle avait préparé la théorie qui permet aux gouvernements une intervention intentionnelle dans l'économie.

En Europe, surtout dans l'après-guerre, ce que nous appelons vulgairement capitalisme, a essayé de démentir ce que pour le vieux marxisme était un dogme de foi : l'évolution économique de la société fait que les riches deviennent toujours plus riches et les pauvres toujours plus pauvres. L'Etat de bien-être, celui qui représente une correction et une réforme du capitalisme, répond en disant (et aussi avec des faits) qu'il est possible que l'ensemble soit plus riche sans que ceci approfondisse les différences sociales mais bien que ceci les fasse diminuer. Dans certains cas, en payant le prix de rester dans quelques secteurs sociaux, la stimulation de la compétitivité, et de la volonté d'améliorer à travers les propres forces qui exercent le moteur du progrès.

Seulement quelques années plus tard, le vieux marxisme, perplexe, se voyant obligé de reconnaître qu'il en a été ainsi dans les sociétés occidentales et spécialement les sociétés de bien-être, a essayé de reformuler son discours et a substitué les individus par les territoires : pour que certains pays puissent être chaque fois plus riches, d'autres doivent devenir chaque fois plus pauvres. Cela dit en passant, maintenant que nous sommes ici, pour ce qui en réfère au débat. A mon avis, malgré cette affirmation est

tant fallacieuse et a priori comme celle qui se réfère aux individus. Contre l'idée marxiste qui nous présente la richesse du monde comme un gâteau limité devant laquelle la richesse doit se répartir selon le principe des vases communicants (si elle augmente dans un lieu c'est qu'elle est en train de diminuer dans un autre), de la même manière que l'idée soit capitaliste, libérale ou social-démocrate, serait que le gâteau pourrait se répartir de manière que la partie de tous augmente en même temps. Peut-être que tous les accroissements ne seraient pas tous de la même grandeur, mais tout serait possible d'une manière simultanée.

En tout cas nous pouvons dire que le rêve européen formé vers les débuts du dernier après-guerre en Europe n'était pas seulement un processus de remise en ordre d'un espace géographique, mais aussi un modèle politique et un modèle social. A l'idée de l'Europe s'est incorporée des territoires pas dans la mesure qu'ils appartiennent ou pas à son espace géographique, dans lequel ils ont certainement toujours été, mais dans la mesure que prenait forme le modèle. Et les examens de la porte de l'Europe n'ont évidemment pas été sur la carte mais sur le modèle politique et social qui reposait sur trois piliers : la démocratie politique, le progrès économique à travers une économie de libre marché avancé, et l'état de bien-être entendu comme un système de généralisation de ce progrès. Avec cette recette, on pouvait construire l'unité européenne et avec cette unité, on pouvait éviter les guerres endémiques et la décadence de l'Europe occidentale, pilier d'une civilisation partagée avec l'Amérique du nord et avec les autres pays comme l'Australie et à laquelle veut s'accrocher l'Amérique centrale et du sud.

Ainsi ce processus s'est développé à un moment dans lequel une analyse était hégémonique très économique des relations sociales. Les méthodes d'interprétation dominantes coïncidaient en ce que l'origine des conflits étaient les inégalités et les compétences économiques, les chocs de racine économique. D'une autre part dans ces moments méprisait la participation dans la genèse des conflits d'éléments moins matériels : les identités, les manières de voir le monde, les cosmogonies, les idées d'Europe commençaient à s'articuler avec le charbon et avec l'acier, d'abord une Communauté Economique Européenne, avant une Union Européenne. Tout signalait l'économie. Maintenant nous allons nous apercevoir que l'économie n'est pas tout.

L'articulation de la diversité

Depuis le premier instant où s'est posée la question du projet de l'unité européenne, ses pères fondateurs ont fait attention à la chose suivante : l'Europe est un espace de diversité. L'Europe peut seulement être si elle est

capable d'articuler la diversité. Parfois on parlait des Etats-Unis d'Europe, en parallèle avec les Etats-Unis d'Amérique. On peut aussi arriver à trouver des parallélismes entre le nom de l'Union Européenne et celui de l'Union Soviétique. Quand a commencé quand le processus unificateur a commencé, au milieu de la guerre froide, l'Europe est apparue (surtout d'un point de vue économique, pas vraiment d'un point de vue politique et encore moins d'un point de vue militaire) comme une troisième grande puissance universelle : les Etats-Unis, l'Union Soviétique et l'Union Européenne. Dans les noms des trois grandes puissances (la Chine et le Japon restent encore très loin, spécialement de notre point de vue eurocentrique) apparaît le terme "union" ou l'un des ses dérivés. Mais il est évident que ce qui s'unit, les fondements de ces unions, est clairement différent dans les trois cas.

Prenons seulement comme symbole un aspect visible, mais non des moindres, comme celui de la langue. Un voyageur peut traverser les Etats-Unis de part en part, de New-York jusqu'en Californie, en parlant seulement anglais. Un voyageur peut prendre le train à Moscou et arriver à Vladivostok en parlant seulement le russe. Ce même voyageur, s'il veut aller de Lisbonne à Varsovie, quel que soit son chemin, s'il veut comprendre les gens, devra changer souvent de langue ou utiliser la langue française, qui n'est pas celle de tous les pays qu'il traverse. Et la langue est seulement un exemple. Cependant, il est certain que les pièces qui s'unissent pour former le casse-tête européen sont dotées d'une plus grande homogénéité que celles qui configurent, ou peuvent configurer, les autres grands espaces planétaires.

Les états qui forment les Etats-Unis répondent à des divisions territoriales qui ne sont ni gratuites ni dues au hasard. Ils sont le produit de réalités historiques modernes mais puissantes. L'espace nord-américain, immense par rapport à la population au départ très réduite, produit des caractéristiques spécifiques à partir d'une géographie aussi diverse, mais avec une racine linguistique et culturelle commune qui maintient la population dans une homogénéité bien plus forte qu'en Europe. Le Canada serait un espace doté de plus d'hétérogénéité interne, mais avec un nombre de pièces relativement peu nombreuses. Et l'espace du Nafta, le traité économique et commercial nord-américain, n'a pas l'ambition politique et l'horizon futur de l'Union Européenne : c'est un traité de caractère plus conventionnel et plus spécialisé.

Quant à la vieille Union Soviétique, en prenant aussi en compte la Russie actuelle, et malgré une grande hétérogénéité interne (suffisamment conflictuelle, comme nous l'avons vu avec la Tchétchénie), sa structure ressemble en grande mesure à celles de ces vieux empires plutôt qu'à une unité concertée et convenue comme celle qu'a essayé l'Union Européenne ; il n'y a pas de point de comparaison. Comme le vieil empire russe, cet espace qui embrasse l'Ukraine et va jusqu'à Vladivostok présente dans certains cas une hétérogénéité hiérarchisée avec une hégémonie russe sous laquelle existent d'autres réalités, mais en tous les cas avec un rôle subsidiaire.

On peut dire que la Russie est libre du problème de l'hétérogénéité européenne, parce qu'elle n'a pas d'autres projets que de se maintenir comme elle est.

Pour toutes ces raisons, le projet de l'Union Européenne est, sans autres possibilités un grand pacte pour une nouvelle articulation de la diversité. La diversité peut être perçue comme un avantage ou un inconvénient. Je me souviens de beaucoup de réunions avec des producteurs européens de cinéma qui situaient ici les causes de la faiblesse de l'industrie audiovisuelle propre, en relation avec celle de Hollywood. Une production nord-américaine née avec un marché intérieur homogène, linguistiquement et culturellement, de presque trois cent millions de personnes. Le marché intérieur permet déjà une ambition et des dépenses considérables. Au contraire, les films européens naissent à l'intérieur d'un marché linguistique et culturel beaucoup plus limité et qui ne comprend en aucun cas toute l'Europe : un film allemand est autant étranger à Paris qu'un film nord-américain. Ceci empêche de générer une industrie musclée dans l'industrie de la culture, comme celle que possèdent les Etats-Unis.

Par conséquent, la diversité peut être une difficulté économique, mais aussi un risque culturel qui se transforme en vertu : celle d'une grande pluralité de voix. Mais dans tous les cas, l'Europe est ce qu'elle est. Il est inimaginable de la créer comme un espace homogène. L'hétérogénéité est sa caractéristique. Et cela dépend du point de vue, la majeure et la meilleure caractéristique de l'espace européen. Quand quelqu'un dit à voix haute qu'il veut une Europe unie, il écarte l'option d'une Europe homogène et éloigne la possibilité d'une Europe qui fonctionne comme une union des peuples ; ce dont il s'agit c'est de dire avec quelle rapidité s'articule sa diversité.

Beaucoup des réalités culturelles européennes sans une reconnaissance suffisante, beaucoup des peuples de l'Europe cachés et invisibles derrière le rideau des Etats, participeront, bien que ce fut seulement durant quelques instants au rêve d'une Europe qui, comme elle devrait être obligatoirement diverse, les reconnaissent et les rende visibles.

Le projet européen devrait inclure obligatoirement une proposition d'articulation plus juste et efficace de la diversité. En premier lieu, parce que si elle ne la recueillait pas, d'une elle ne servirait passerait pas pour une Europe essentiellement diverse, fragmentée, pleine de peuples, de langues, de cultures, d'origines et d'histoires différentes. Mais aussi parce que si on ne la reconnaissait pas, elle n'accomplirait pas les objectifs pour lesquels elle fut imaginée. On disait avant que l'unité européenne se met en marche à un moment où se surévaluait le rôle de l'économie et des intérêts dans la genèse des conflits : on disait qu'elle était l'unique cause réelle. Dans la

seconde moitié du vingtième siècle, on s'est rendu compte (ou nous devrions l'avoir fait) que derrière les conflits, il existait effectivement des chocs d'intérêts, mais aussi des problèmes dans la gestion de la diversité.

Les Balkans, cités en diverses occasions, en sont un exemple clair. Ceux qui considèrent que les guerres se déclarent seulement quand il y a du pétrole qui s'interpose, ne peuvent pas expliquer facilement le motif de la dernière guerre des Balkans. Parce que le pétrole est très important ; trop important, sans aucun doute, et un changement dans les modèles énergétiques qui nous rendraient moins dépendants des combustibles fossiles seraient un grand pas en faveur de la prospérité du monde et aussi pour la paix. Mais le pétrole n'explique pas tout. Les chocs entre les identités et les façons de voir le monde, les manières d'articuler la diversité intrinsèque à l'espèce humain, font aussi partie de l'histoire des conflits et de leur résolution. Le projet de l'Europe devrait être une nouvelle articulation de la diversité, parce que sans ceci il n'aurait pas non plus pu y avoir un projet de paix et de progrès.

Dans cette nouvelle articulation de la diversité il y avait aussi une opportunité pour une organisation plus efficace des gouvernements. Il existe une constatation de base indubitable : les gouvernements peuvent être plus efficaces en unités plus petites, accessibles, que des espaces énormes et centralisés. Dans l'idée première de l'Europe, ceci s'est traduit par le principe de subsidiarité, qui signifiait exactement ceci : il est toujours mieux de résoudre les problèmes du citoyen dans un milieu qui soit proche et tangible, que dans un milieu éloigné. Mais ce principe, combiné avec la nécessité de reconnaître les diversités réelles, aurait pu souligner jusqu'à deux constatations de plus.

La première, et la plus simple, est la nécessité de décentralisation. Certes, ce n'est pas la même chose de décentraliser administrativement pour rapprocher le gouvernement des citoyens et reconnaître les réalités vives des peuples, mais ce sont deux choses qui vont dans la même direction, et parfaitement compatibles.

La seconde constatation est que sont plus efficaces (et ceci s'est démontré dans les dernières années) les gouvernements d'entité politique de taille médiane que la machinerie des grands Etats, dont les appareils de pouvoir tendent toujours à la centralisation et au gigantisme. Dans les dernières décennies, les petits Etats comme le Danemark, la Finlande ou l'Irlande ont démontré leur agilité pour s'adapter aux nouvelles réalités, comme les technologies. Et ils se sont révélés être des espaces plus gouvernables, plus proches de chacun de leur citoyen, plus flexibles et plus participatifs que les états de type jacobin, dont certains ont de vagues résonances impériales. La subsidiarité, la décentralisation, la reconnaissance de la réalité des peuples, permettent d'imaginer une carte de l'Europe dans

laquelle, avec un effort d'imagination et de réalisme, il serait possible de se gouverner en un grand marché commun continental, mais avec diverses unités plus petites, à taille humaine, agiles et adaptables, où seraient possibles des formes beaucoup plus participatives de politique. Tous ces objectifs étaient différents mais ils pouvaient converger. Construire un rêve incitant à l'Europe de chercher la manière d'avancer dans ces directions, aussi parfaitement compatibles.

Une place pour l'Europe dans le monde

Il n'est pas exceptionnel, dans l'histoire des idées, que certains apports intéressants en eux mêmes, qui peuvent participer à une interprétation plus complète de la réalité, restent délégitimés et non autorisés quand certains en font un mauvais usage ou une lecture maximaliste, en les prenant, comme l'unique interprétation possible. Marx nous a apporté, par exemple, une lecture économique et dialectique de l'histoire de celle dont aujourd'hui personne ne peut se passer totalement. Mais quand ceci s'est converti en un dogme, le seul facteur pour interpréter l'histoire et le présent, ont fait oublier quelques autres, et a généré des lectures perverses du passé et par-dessus tout a fait naître des projets totalitaires pour le futur. Avec toutes les distances prises, quand Huntington a formulé sa théorie sur le choc des civilisations, en nous disant quelque chose qui me semble certain : nous ne pouvons pas expliquer les conflits de notre temps si nous ne tenons pas compte du fait que, du côté de la friction entre les intérêts, il existe aussi d'autres frictions entre les manières de voir le monde. Quand ceci se convertit en une manière univoque, quand tout essaie de s'expliquer en fonction du choc des civilisations, quand on veut confondre civilisation avec religion (en présentant par exemple l'islamisme comme une civilisation), on perd la logique du raisonnement. Pour cette raison, quand quelqu'un a voulu expliquer le monde actuel (et agir sur lui) comme si tout ce qui se passait fut un choc des civilisations, on a fini par adopter des solutions équivoques.

Au moment où s'est mise en gestation l'idée de l'unité européenne, la pensée que Spengler a exprimé dans son livre "La décadence de l'Occident", a vécu une période de discrédit. Le mauvais usage du nazisme et des lectures maximalistes réalisées par certains totalitarismes en Europe, dans leur intention de l'utiliser comme source de légitimation de leurs pensées, a réussi à délégitimer Spengler.

L'idée de base de ce penseur, que l'histoire de l'humanité était la succession de diverses civilisations qui supposaient aussi des décadences successives, maintenait alors et maintient toujours une grande influence souterraine. Et il est certain que, antérieurement, une partie de l'histoire

paraissait s'emboîter dans ce schéma. Ce que Spengler n'a pas deviné depuis sa tour de guet totalitaire et militariste, c'est que les civilisations, de même que les humains qui en ont été les protagonistes, ont pu rompre leurs cycles spengleriens. Il existe une infinité de personnes qui l'ont fait. Anonymement ou en le clamant haut et fort. On rencontre beaucoup de personnes et de familles qui, avec leur volonté, ont cassé des cycles, comme celui des fameuses trois générations observées par Spengler. L'Europe, qui n'est pas en soi une civilisation, mais qui participe à une civilisation plus générale, l'Occident, peut aussi apprendre à rompre ces cycles, au moins à l'intérieur du continent. En plus, ceci pourrait faire partie du rêve, de la grande opportunité de l'unité européenne.

L'Europe s'était sentie comme le centre du monde jusqu'à la seconde guerre mondiale. La fin de la guerre est associée – par ceux qui s'alignaient dans la camp des vaincus, mais aussi dans la camp des vainqueurs – à la découverte de son rôle central qui est compromis, menacé. Il s'est produit un saut dans le cycle historique. Dans le nouveau cycle, l'Europe a plus de chances d'être un scénario de l'histoire (une table d'échec sur laquelle se joue la principale de ses parties simultanément avec les Etats-Unis et l'Union Soviétique), protagoniste ou joueur de la partie. Grâce à l'usage ou non de ce mot, l'Europe est confrontée à une menace de décadence. Le mot ne s'utilise pas beaucoup, parce qu'il fait partie d'un vocabulaire refusé. Mais, dans un autre sens, ce n'est pas celui qu'utilise Spengler, mais plutôt l'idée de perte de poids dans le monde et de perte d'horizon du futur, l'idée de décadence, la menace de décadence, la nécessité de réagir, qui forment partie du paysage intellectuel où se génère l'unité européenne.

Par exemple, la traditionnelle distance britannique face au continent (la Grande-Bretagne a toujours été plus unie aux Etats-Unis qu'au reste de l'Europe) reste compensée par une intuition extrêmement judicieuse de Churchill : la fin de la guerre mondiale signifiera le début d'un processus généralisé de décolonisation, dans lequel les divers Etats européens ont dû évacuer leurs territoires d'outre-mer. Dans un certain sens, l'unité européenne est la compensation de cette perte de poids que représentent la fin des empires coloniaux et le début d'une nouvelle forme d'influence extérieure, que certains appellerons par après néocolonialisme ou impérialisme, et qui aura pas la suite d'autres acteurs principaux : les Etats-Unis, mais aussi l'Union Soviétique.

L'Europe avait formé un leadership universel à travers le domaine de la science et de la technique, ainsi que grâce à un excédent de population qui se mélangea dans les autres continents comme minorités dirigeantes ou comme masses immigrantes. Mais ce leadership n'était pas européen en un sens strict. Il était espagnol, portugais, français, britannique, allemand ou

hollandais. Et, d'une manière, pas conjoint, contradictoire et en confrontation. Dans tous les cas, les Etats européens, pris un à un, n'étaient pas en conditions de maintenir ni l'ombre de cette hégémonie.

L'un des maux terribles perpétrés par les totalitarismes de années trente en Europe fut obligé à l'exode toute une génération de talents artistiques et scientifiques, au bénéfice des Etats-Unis. En plus de l'extermination physique de millions de personnes, les totalitarismes ont expulsé de l'Europe toute une génération de musiciens, de peintres, de scientifiques, d'hommes et de femmes de lettres et de sciences. L'hégémonie culturelle nord-américaine au vingtième siècle s'est renforcée physiquement par des personnes formées en Europe et récemment arrivées d'Europe. Le cinéma américain de la première époque a été créé par les immigrants, principalement juifs, qui venaient d'Europe centrale, et qui nourrissaient les entreprises, et qui furent les directeurs et les acteurs du premier Hollywood. Après la seconde guerre mondiale, le centre de l'avant-garde artistique est passé clairement de Paris à New-York. Mais il ne s'agit pas seulement (ni principalement) de l'avant-garde artistique et culturelle. Le même phénomène s'est reproduit, et peut-être avec une plus grande transcendance, dans d'autres milieux comme celui de la pensée et par dessus tout la recherche scientifique, spécialement la recherche de base. Durant cette période s'est accéléré le processus de passation de la première ligne de la science, la pensée et la recherche, de l'Europe aux Etats-Unis et en petite mesure, et encore décroissant, à la vieille Union Soviétique.

D'autre part, l'Europe a maintenu un taux de natalité très bas, qui sans aucun doute, est la cause et l'effet du bien-être qui s'est installé sur le continent. Mais à la fin du vingtième siècle, sont apparues des voix européennes qui ont auguré un avenir confortable, mais secondaire : des Etats-Unis convertis en l'unique grande puissance planétaire ; un Orient lointain qui est la grande fabrique de l'Humanité et une Europe convertie en une grande station balnéaire, en un grand parc thématique historique et culturel, où l'on vit bien, qui attire une immigration constante qui compense sa faible natalité et qui se consacre aux travaux que les européens d'origine ne veulent pas occuper.

On parle d'une caricature qui peut aussi être un avertissement, d'une Europe de retraités buveurs de bières, à qui les nouveaux immigrants du Tiers Monde paient leurs retraites. Il n'est pas sûr que l'Europe se soit alarmée face à cette caricature : la bière a un grand succès et laisser certains travailleurs particulièrement désagréables avec les compatriotes récemment arrivés ne dérangeait pas l'ensemble des européens. Mais je ne crois pas que le processus d'unité européenne s'est fait ou doit se faire, en consacrant cette répartition des rôles dans le monde et cet horizon, peut-être apparemment confortable, mais difficilement soutenable et dans tous les cas totalement subsidiaire pour l'Europe.

La mentalité européenne, au moins en partie, reconnaît quelques unes des thèses de Spengler sur la décadence de la civilisation. Elle essaie une forme de réaction. Elle ne peut pas être désespérée, même si elle a perdu une partie substantielle de son poids dans le monde et que les nouveaux centres de décision sont en d'autres lieux. L'Union Européenne apparaît comme une opportunité. Peut-être comme une dernière opportunité contre cette décadence annoncée ou intuitive. Peut-on dire que, déjà au vingt-et-unième siècle, elle a été une opportunité perdue ?

Il est possible que le rêve européen, au sens strict, n'ait jamais existé. Il est possible que seulement l'aient rêvé marginalement quelques-uns. Mais il semble aussi clair que l'Europe nécessite un rêve. Le rêve qui met en marche la volonté. Un rêve qui ne peut être un simple idéal de conservation de ce qui existe déjà, conformiste. Un rêve qui aille plus loin que le strict bien-être. Un rêve qui ait des difficultés et des défis, mais qui soit quand même mobilisateur. Qui nous incite à agir. Le rêve de créer une Europe unie pour recréer l'Occident à partir de valeurs positives sur ce que tous ensemble nous pouvons créer et qui soit en définitive un modèle utile pour toute l'humanité.

La réalité Européenne

L'idée embryonnaire de l'unité européenne, sa formulation apparemment utopique, a généré, comme nous l'avons vu, des attentes et des illusions. Peut-être pas le rêve de tous, mais dans tous les cas, seulement le rêve de quelques-uns. Mais cinquante années plus tard, certaines de ces illusions se sont vues écartées par la réalité. Certaines espérances sur la construction de l'Europe unie n'ont pas culminé, peut-être par le fait que la principale ne s'est pas réalisée : la véritable construction de l'Europe. Au lieu de parler d'euroscpticisme nous devrions parler d'eurodéception. Et probablement ceux qui ont été déçus n'avaient pas la même idée de l'Europe, qui maintiennent intactes quelques-unes de ses potentialités mobilisatrices, sinon la manière concrète de conduire ce processus. Si ce dont il s'agit maintenant est de générer un rêve européen de vérité (une volonté procédant d'une majorité), pour la première fois, l'Europe réelle que nous avons n'est pas un fondement suffisamment solide.

Apparemment, cette eurodéception a grandi ces dernières années, et c'est un des climats qui préside le processus actuel d'acceptation par une partie de la citoyenneté, du Traité qui doit doter l'Europe d'une Constitution. Dans les débats sur la Constitution européenne, ceux auxquels j'ai eu l'occasion d'assister ces derniers temps, il y en avait certains qui voteraient oui, certains qui voteraient non ou qui s'abstiendraient. Ce que je n'ai pas rencontré, c'est de l'enthousiasme. L'argument le plus convaincant en faveur de la

Constitution européenne est d'une modestie énorme et d'une simplicité et d'un pragmatisme extraordinaires : "la Constitution est meilleure que le Traité de Nice", que tout le monde considère comme un accord extrêmement pauvre. L'arsenal argumentaire en faveur de la nouvelle Constitution ne s'alimente pas d'enthousiasme, mais d'un possible lointain de ce que le processus pouvait avoir de rêve (de volonté ferme de construire une Europe réellement unie) au début. On en vient à nous dire que "Comme la Constitution représente une petite avancée, bien qu'elle soit infime, nous ne pouvons pas dire non".

Mais pour trouver les racines de cette eurodéception relative, de ces illusions gâchées, nous devons remonter au travail réalisé depuis la Convention européenne au cours de ces dernières années. Probablement, nous devons remonter bien plus loin.

Il faut reconnaître, naturellement, que quelques unes des circonstances qui accompagnèrent la naissance du processus unificateur européen ont changé. La plus importante de toute a été la fin de la Guerre froide. Ceci a même modifié la carte de l'Europe réelle. L'Est, unes fois tombé le mur de fer qui nous séparait, a frappé aux portes de l'Europe. Les européens ne sentaient déjà plus cette peur pour l'Union Soviétique qui l'avait amenée à se mettre sous l'égide et la protection militaire des Etats-Unis. Les économies détruites par la guerre n'avaient pas seulement récupéré, mais en plus toute l'Europe ve'cu son propre miracle économique d'après-guerre. Le miracle allemand au début. Le miracle italien, plus concentré au nord. Mais aussi et avant son entrée dans la Communauté, le miracle économique espagnol. Pour ne pas parler des miracles économiques irlandais ou finlandais, si proches dans le temps et tant impétueux. Ou de la pleine incorporation à la modernité économique de la Grèce et du Portugal.

Paradoxalement, la Grande-Bretagne et la France, peut-être ont été, avec leur condition de moteurs de l'unité européenne, en leur qualité de vainqueurs (réels ou autoproclamés) de la Seconde Guerre Mondiale, ceux qui ont eu le moins de ce miracle économique, ceux qui ont obtenu le moins de bénéfices économiques de la situation. Pour le reste, le temps de la construction de l'Union Européenne a coïncidé avec un cycle de prospérité.

L'Europe du vingt-et-unième siècle n'est pas la même que celle de la moitié du vingtième siècle. Elle se sent moins directement menacée. Elle est plus riche. Elle s'est éloignée des Etats-Unis. Jusque dans les années quarante, elle enregistré vagues d'immigration de l'extérieur du continent ; dans certains pays, les effets de la décolonisation ont envoyé à la métropole des populations asiatiques, subsahariennes magrébines, provenant anciennes colonies; dans d'autres pays, avec l'effet d'appel qu'a provoqué un mélange de progrès économique, la natalité a baissé et le mépris de la part de grands secteurs de la population européenne, de quelques uns des

travailleurs socialement indispensables mais mal valorisés économiquement et socialement. Ceci a provoqué un changement dans la même notion de diversité appliquée à l'Europe. Cinquante années plus tard, nous pouvons parler, en référence à l'Europe occidentale (l'Europe de l'Est est autre chose) d'une mosaïque où l'ensemble des pièces étaient divisées, mais chacune jouissait d'une homogénéité intérieure déterminée. Maintenant, les mêmes pièces ont réussi à être hétérogènes. Dans l'Europe occidentale, il existe des noyaux importants de personnes d'origine non européenne avec des coutumes, des habitudes, des visions du monde et des croyances religieuses qui n'existaient pas auparavant dans le paysage européen. Un aspect crucial que nous commenterons de manière répétée depuis des angles divers. La même composition de l'Europe a changé. La carte est distincte et par conséquent ce qu'il y a à l'intérieur de la carte est aussi différent.

Ce ne sont pas ces changements de l'Europe qui ont provoqué l'eurodéception dont nous parlons. Les causes de l'eurodéception sont de caractères plus généraux : le contraste entre ce qu'on s'espérait de l'Europe, les objectifs (en incluant les objectifs pragmatiques), pour ceux dont le processus d'unification avait commencé et ce que l'on a eu. Nous disions que le projet de l'Europe était une expectative de paix pour le continent ; une perspective de progrès économique pour tous ses territoires ; un Etat de bien-être qui génère une apparence d'équilibre social à l'intérieur de chacune des sociétés ; un désir d'articuler la diversité d'une manière nouvelle et différente. ; et une nécessité de maintenir son propre poids politique dans le monde. Dans chacun de ces objectifs, il existe un écart clair entre ce qu'on a désiré est ce qui a été réussi. Dans quelques uns des objectifs (le progrès économique) l'écart est petit et très discutable. Dans d'autres, comme l'invention d'une nouvelle manière d'articuler la diversité et ne pas oublier la réalité des peuples, la différence a été bien plus grande et avec des conséquences plus graves.

L'impact de Sarajevo

Dans une partie antérieure, nous disions que si le processus de l'unité européenne avait un objectif, celui-ci était d'enterrer la hache de guerre en Europe. Après la guerre civile grecque, il semblait paraissait que l'objectif était réalisé. Il y eut des épisodes violents en Hongrie et en Tchécoslovaquie, bien que dans ces deux cas, ils furent à l'extérieur de l'Europe communautaire, ainsi que des phénomènes de terrorisme en Europe occidentale : autant en Grande-Bretagne et en Espagne qu'en Allemagne et en Italie. Mais durant une période exceptionnellement longue, l'Europe fut libérée des guerres, ce qui avait été son mal endémique durant des siècles. Pour cette raison, le début de la guerre des Balkans a provoqué un impact

terrible dans l'opinion publique européenne, comme si tout à coup, une pierre avait cassé son miroir. Sarajevo s'est vu comme le retour de la guerre en Europe. Les images de Sarajevo, de Srebrenica, de Pristina, de toute la guerre des Balkans, offertes aux informations télévisées européennes, paraissaient être une espèce de rappel du scénario de l'Europe des années quarante. Des files de réfugiés, des camps de concentration de prisonniers, des personnes déplacées, des nettoyages ethniques... Ce n'était pas l'iconographie des guerres du Tiers-Monde que les européens avaient pu observer à la télévision dans les années soixante. Les protagonistes étaient proches. Devant ces images, on n'avait pas la sensation qu'elles venaient de l'extérieur. Il était clair que pour un européen, elles venaient de l'intérieur de l'Europe. Parfois, elles semblaient venir du passé.

Il est certain que l'ancienne Yougoslavie était à l'extérieur de l'Europe unie. Du point de vue de l'Union, ce conflit était extérieur. Il l'était, mais aux portes de l'Europe. Et dans des circonstances qui faisaient, en plus, que les portes ne paraissaient ni fermées, ni blindées. Les révoltes de Budapest ou de Prague se passaient de l'autre côté rideau de fer, au-delà d'une frontière politique contondante et solide. Mais la guerre s'est déclenchée dans les Balkans quand le rideau de fer était déjà tombé, quand le mur de Berlin était déjà tombé et quand l'Europe de l'Est n'était déjà plus une frontière infranchissable marquée sur les cartes. Et les Balkans sont européens, de tous les points de vue, pas seulement géographique.

Je me souviens de mon séjour à Belgrade juste avant la guerre, où j'ai pu m'entretenir avec quelques nationalistes serbes qui considéraient que Milosevic était plus communiste que nationaliste. On avait l'impression qu'il avait une grande tension politique. Mais pour moi, la guerre n'était pas imaginable : les gens de Belgrade me paraissaient extrêmement proches, très influencés par la culture de masse américaine et italienne. Ils avaient vu les mêmes films et avaient écouté la même musique que nous. Ils ne me faisaient alors pas penser à des protagonistes naturels d'une guerre tant similaire à celles des années cinquante. Il est évident que mes impressions se sont révélées fausses.

Sarajevo a eu un grand impact sur l'opinion européenne et a provoqué un scepticisme à l'égard de l'Union, parce que c'était le retour de la guerre en Europe, bien que ce n'était pas dans l'Europe déjà unie. Mais aussi parce que l'Europe unie fut incapable d'empêcher la guerre quand elle avait déjà commencé. Ceux qui réussirent finalement à freiner la guerre furent les américains, intervenant en Europe une fois de plus. Mais pire encore : les limitations et les défauts de l'Europe unie ont aidé à pousser la situation jusqu'à la guerre et à l'alimenter. Sur le terrain, on le voyait avec une clarté absolue : l'Europe théoriquement unie n'avait pas de politique extérieure

concertée, unique devant le conflit des Balkans, mais tout le contraire. Les différences entre les sympathies et le support de divers pays de l'Union pour chacun des protagonistes, et le fait que chaque Etat de l'Europe unie fit sans aucun type de coordination, absolument à sa convenance dans les Balkans, ont aidé à engager le conflit.

La guerre des Balkans signifia un profond affaiblissement de la crédibilité de l'Union Européenne en tant que ensemble. Cinquante ans après le début du processus d'unité européenne, se reproduisirent dans les Balkans les politiques des alliances et des supports qui avaient existé avant et pendant la Première Guerre Mondiale, comme si rien ne s'était passé. Le monde germanique a joué la carte de son allié historique, de sa sortie historique en Méditerranée : la Croatie catholique, dont elle a reconnu immédiatement l'indépendance. La France, comme la Russie, mais dans ce cas déjà depuis l'extérieur de l'Union, avait affirmé sa position en faveur de la Serbie orthodoxe et de Milosevic, comprise comme un obstacle à l'expansion jusqu'au sud, de l'influence allemande, de la même manière qu'au début du vingtième siècle, elle avait été considérée comme un obstacle entre les puissances germaniques centrales et l'empire turc. La Grèce joua aussi la carte de la Serbie, alliée de l'orthodoxie, contre la Croatie, mais spécialement contre la République de Macédoine, que les grecs considèrent comme une menace territoriale. L'Espagne se lamenta sur les sécessionnismes croates et slovaques, pensant qu'elle pourrait alimenter des sécessionnismes plus proches. L'Italie se préoccupait pour sa minorité en Slovaquie et en Croatie, sans perdre l'occasion d'accroître son influence surtout économique jusqu'à l'est.

Je me permets une petite touche personnelle, mais illustrative : en Serbie, Croatie, Macédoine ou Kosovo, dans les années de la guerre, on ne pouvait pas, d'aucune manière, dire simplement que l'on était européen. Il fallait donner plus de détails. Arriver avec un passeport allemand en Croatie était arriver en ami. Or le passeport allemand était très mal vu en Serbie. Dans les hôtels serbes de Pristina, au Kosovo, on suspendait le drapeau de la Grande Serbie du côté de la Grèce. En Macédoine, on pouvait percevoir l'hostilité envers la Grèce ; même les ministres macédoniens en venaient à se demander si la position proserbe de l'Espagne avait à voir avec le fait que la reine espagnole était d'origine grecque. Paradoxalement, les macédoniens étaient beaucoup plus proches des britanniques, qu'ils considéraient comme leurs alliés naturels. Lors des contrôles serbes, les français et les espagnols étaient bien vus. Mais pas autant si le passeport espagnol était délivré à Barcelone.

Ce ne sont pas seulement des anecdotes, ce sont les symptômes du problème. Sarajevo a généré de l'euroscepticisme parce que nous n'avons pas été capables d'empêcher le retour de la guerre en Europe. Mais aussi

parce que, lors de la première grande crise belliqueuse continentale, l'Europe unie ne s'est pas comportée comme l'Europe unie, mais exactement de la même manière qu'avant l'Union. Chaque Etat a fait ressurgir ses intérêts spécifiques, contraires à d'autres Etats de la même Union, et a adopté les alliances provenant de la géopolitique des Etats européens qui s'affrontent. La France et l'Allemagne en sont revenues à adopter des positions contradictoires. Leurs politiques extérieures, en relation avec les Balkans, respiraient de vieilles méfiances mutuelles. Sarajevo est la guerre en Europe, mais même quelque chose de distinct : la démonstration que, en politique extérieure, l'Europe n'existe pas. Ce qui existe, c'est chacun des Etats. L'Union n'a pas de politique extérieure, les Etats qui la forment ont chacun leur propre politique qui bien souvent contredit celle de son voisin, bien qu'ils soient partenaires dans le projet européen. Sarajevo est la grande déception dans l'aspect le plus sensible du projet européen, conçu initialement pour arriver à être un continent uni et pouvoir ainsi vivre en paix. Et tout ceci pour la défense d'intérêts particuliers, plutôt mesquins en face d'un grand projet comme celui de l'Union Européenne.

Progrès, déséquilibres, technologies

On ne peut pas douter qu'un demi siècle de construction européenne a représenté, pour les pays qui y ont participé, un cycle de progrès matériel et de croissance économique. Il n'est pas certain que la construction européenne en elle-même en ait été la cause. Il n'est pas imaginable non plus qu'elle n'ait rien eu à voir. Pour les pays du sud de l'Europe, à l'exception de l'Italie, qui ont mis dans l'intégration à l'Europe communautaire leurs espérances de dépasser un retard économique, causé par une incorporation partielle et globalement tardive à la modernité et à l'industrialisation, le changement d'indicateur économique s'est produit en bonne mesure avant l'intégration : le tourisme basé partiellement sur des prix bas et en quelques localisations industrielles basées aussi sur des salaires bas, ont favorisé ce saut. La perspective de son incorporation à un marché commun européen l'a aussi certainement favorisé, et a consolidé l'imposition de la part de l'Union de politiques rationalisées et de contrôles des dépenses publiques, qui ont compensé une tendance historique déterminée au gigantisme et à l'interventionnisme de l'Etat. Mais ces pays sont à l'Europe économiquement unifiés, avec une partie des devoirs déjà accomplis.

Ce qui a été probablement le miracle économique le plus récent et le plus spectaculaire de l'Europe occidentale, celui de l'Irlande, est aussi composé de facteurs non véhiculés strictement à sa participation au processus d'unification européenne. Une relation spéciale avec les Etats-Unis, par la voie de la diaspora irlandaise et surtout par la voie de la langue, a

amené à l'Irlande des investissements nord-américains, coïncidant avec un pari décidé par les nouvelles technologies de l'information : dans un certain sens, l'Irlande a réussi à trouver un raccourci jusqu'à la modernité, en sautant l'étape de la révolution industrielle. Ceci a contribué à son appartenance à l'Europe : l'investissement américain a toujours nécessité des plates-formes sur tous les espaces où il s'est installé ; dans l'espace européen, l'Irlande a accompli une part de cette fonction. Mais ce n'est pas pour cela que l'on peut dire qu'elle ait été un effet indirect de cette appartenance.

On peut dire que les politiques européennes de rééquilibrage économique entre les territoires et aussi entre les segments sociaux ont été globalement satisfaisantes. L'effet de l'unité européenne sur les politiques économiques de quelques structures d'état de tradition particulièrement inefficaces, interventionnistes et inflationnistes, a aidé à consolider dans ces pays respectifs un effet de rationalité économique qui s'est traduit en bien-être. Mais ces politiques de rééquilibrage ont parfois produit des effets que nous appellerons culturels, créant des mentalités conformistes et relaxées. Dans quelques zones de l'Europe et en quelques segments sociaux s'est installée l'habitude de la subvention, avec l'idée que les fonds de cohésion et les flux destinés à rééquilibrer les économies les plus fortes avec les plus faibles n'étaient pas un mécanisme exceptionnel et temporel, mais une nécessité chronique et un mécanisme durable.

Il est évident que toutes les politiques de rééquilibres social et territorial ont pour objectif de diminuer progressivement la distance entre les économies fortes et les faibles, jusqu'à vaincre le décalage initial. La différence, par conséquent, devrait s'amincir jusqu'à ce que le transfert des ressources ne soit plus nécessaire. Mais, en Europe il existe la sensation que très souvent ce transfert est un acte de justice éternelle, de que l'argent est reçu pour toujours, pour la simple raison que l'on est pauvre et qu'il ne sert pas à raccourcir les distances, mais à niveler les rentes. Les effets culturels dérivés sont dissolvants de caractères.

Ce qui s'est passé entre les territoires, s'est aussi passé à l'intérieur de chacun d'eux, entre les divers segments sociaux et productifs. L'idée de protection qui est restée implicite dans le modèle européen a créé l'image de pouvoirs publics avisés, paternels, face auxquels certains secteurs et territoires n'ont qu'à attendre l'arrivée des ressources qui leur appartiennent. Et ces secteurs à l'attente de la subvention comprise comme un droit, comme un prix pour le simple fait d'exister, ne sont pas nécessairement les secteurs économiques les plus défavorisés. Par exemple, la subvention chronique, presque comprise comme une forme de mécénat, s'est convertie en la norme et en moyen de la création et de la production culturelle. Beaucoup de créateurs et de producteurs ont compris que le fait de traiter de culture leur donnait le droit automatique à l'argent public, au-delà de la

rentabilité sociale de ce qu'ils croient ou produisent, au-delà d'une quelconque idée de concertation avec le secteur public ; et encore bien au-delà d'une quelconque nécessité d'intéresser les citoyens, à qui théoriquement ils s'adressent.

La culture est seulement un exemple des problèmes qui surviennent quand la subvention est un procédé constant, un élément chronique. Il en existe beaucoup d'autres, quelques uns beaucoup plus importants économiquement parlant. Il est clair que l'agriculture européenne a été l'objet d'une protection très spéciale et que cela a généré à la fois des épisodes d'habitude à la subvention, d'attente de l'argent public, automatique et sans risques. Dans ce cas, s'est ajoutée une autre grave erreur des politiques européennes, circonstance partagée aussi par les Etats-Unis : le protectionnisme agricole en relation avec les produits du Tiers Monde. Au nom de la protection et de l'aide à ses propres paysans, l'Europe et les Etats-Unis ont fermé les frontières à la production agricole provenant du Tiers Monde, qui aurait dû être le premier moteur du développement économique de ces pays. Cette protection finit par se convertir en un frein à l'amélioration des économies africaines, asiatiques ou de l'Amérique latine et se convertit aussi, par conséquent, en un facteur d'invitation à l'émigration pour les habitants de ces pays. La situation peut devenir paradoxale. Le de protectionnisme la production agricole européenne peut obliger quelqu'un qui travaillait comme paysan au Maroc ou en Equateur à s'en aller doive s'en aller de son pays d'origine, où il ne gagne pas sa vie, pour se retrouver paysan dans un pays européen. Au lieu de fixer la population dans son lieu d'origine, en créant des attentes économiques et de bien-être, on force les migrations non désirées, qui provoquent inévitablement d'autres problèmes plus transcendants.

L'Europe actuelle, dans l'ensemble, est riche et prospère. Evidemment, ses politiques contre les déséquilibres territoriaux et sociaux ont eu un succès important. Mais aussi, il paraît évident qu'elles ont généré quelques problèmes, dans la ligne de l'établissement de cette habitude à la protection garantie, parce qu'elle diminue l'impulsion de la nouveauté, la recherche et la compétitivité. Le fait est que l'Europe avait construit les fondements de son bien-être économique grâce à un système qui favorisait l'innovation scientifique et technologique, qui situait les pays du continent dans le sommet de la modernité. Le modèle de bien-être et de protection qui s'est généralisé après la Seconde Guerre Mondiale, en parallèle à la construction de l'unité européenne a eu de grandes vertus, mais aussi un grave inconvénient ; il en résulte que l'Europe a accéléré durant ces années le transfert du rôle avant-gardiste de la recherche et de l'innovation aux Etats-Unis.

Le système américain, qui dans certains de ses aspects est plus injuste

que le système européen, ou au minimum moins égalitaire et protecteur, a beaucoup mieux servi à inciter les désirs personnels de progrès et d'amélioration, qui ont représenté en pratique plus de risques, plus de recherche et plus de compétences. Ceci est une caractéristique du monde américain depuis ses origines, mais ce caractère est devenu spécialement visible ces dernières années.

Certaines des structures européennes par exemple les universités, se sont engourdies, se convertissant en unités rigides et peu adaptables aux nouveautés, précisément dans l'application de ces principes de sécurité, de protection maximale, d'égalitarisme. La société européenne, protectrice et sûre, a généré peu d'encouragements pour l'innovation, surtout comparée à celle des Etats-Unis, mais aussi à certaines sociétés asiatiques. Par conséquent, les facteurs qui ont joué en leur temps comme moteurs de ce progrès général, qui après aurait dû s'équilibrer, n'ont pas persisté, mais se sont réduits, se sont dilués.

L'Europe a construit une société protégée et sûre, et par conséquent, dans beaucoup d'aspects, énormément conservatrice. La sécurité a vaincu le risque. La protection égalitariste a modéré la compétence. La prévision des pouvoirs publics a fait contrepoids avec la rénovation individuelle, et pour cela l'Europe réelle, bien que plus riche, a déjà quelques alarmes dans son horizon économique et culturel. Ce n'est pas l'alarme de la pauvreté, ni celle d'un appauvrissement général, ni celle de l'existence de grandes poches de pauvreté en son intérieur. C'est l'alarme du conformisme et de l'installation dans le plaisir, et la considération que son système est le plus équitable et est absolument intouchable.

Les Etats contre l'Europe

De la même manière que le processus qui a fait l'unité européenne a généré, tout au long du demi-siècle, des attentes positives de nombreux secteurs, fréquemment par-dessus celles qu'ensuite la réalité a confirmées, a aussi provoqué de la jalousie et de la méfiance dans beaucoup de milieux. Pour leur, le processus d'unification s'est perçu comme une menace respectivement à leur bien-être, leur identité et leur façon d'être. En un certain sens, contre le processus européen on a utilisé une argumentation semblable à celle que l'on a utilisé contre la globalisation : peut-être que cela est nécessaire, peut-être que cela est inévitable, mais cela peut être un facteur d'homogénéisation, de perte de la diversité, de dissolution des identités, en même temps que ne s'en crée pas une nouvelle à l'intérieur du propre espace européen.

Tous les européens qui se sentaient commodément installés (et il y en a beaucoup) dans un présent qui leur garantit un bien-être économique

considérable et où leurs identités, langues et manières de voir le monde, étaient parfaitement reconnues et assumées par le pouvoir politique, pouvaient voir le processus de construction européenne avec une certaine ambivalence : c'était une possible source d'opportunités, mais aussi de risques. Ils pouvaient gagner, mais tout aussi bien perdre.

Le processus européen, en échange, se voyait avec plus d'intérêts, et aussi parfois avec enthousiasme, pour les autres européens qui sentaient qu'ils avaient plus à gagner qu'à perdre : ceux qui avaient un niveau de bien-être économique en-dessous de la moyenne ou ceux qui sentaient leurs identités peu reconnues, peu assumées ou combattues par les pouvoirs politiques dont ils dépendaient.

Devant ces tendances ambivalentes, entre l'expectative et la méfiance, les Etats ont réussi à se présenter devant la population européenne avec comme unique garantie possible, la construction d'une Europe qui en même temps comble les espérances de bien-être et de projection économique, sans pouvoir mettre en péril les intérêts et les identités de leurs citoyens respectifs. Les Etats se sont présentés devant leurs citoyens comme les acteurs principaux de la construction européenne, mais en même temps comme la garantie que cette construction respecterait les diversités du continent. Mais pas toutes les diversités. Ni celles que les mêmes Etats reconnaissent et représentent. Et encore moins celles qui n'ont pas cette reconnaissance.

Pour un citoyen français, britannique ou italien, le projet de l'Europe était l'opportunité de faire partie d'un espace plus large, et, par conséquent, plus compétitif face aux grandes puissances mondiales. Mais ce citoyen, et bien plus ses gouvernants, avait peur qu'être européen signifiait renoncer à être français, britannique ou italien. Et pour cette raison, les Etats prennent la bride du processus de construction européenne, en précisant ce que peut signifier être européen, et lui ont offert la garantie que, dans presque tous les effets, substantiellement, il pourrait continuer à être français, britannique ou italien. Qu'il y a quelqu'un –ces mêmes Etats– qui veillent sur leurs intérêts spécifiques, économiques et d'identité.

Paradoxalement, donc, un processus d'unité européenne né de la perspective de crise de l'Etat-Nation, de l'insuffisance de l'Etat-Nation, a renforcé les Etats européens, en les convertissant en des agents uniques et en l'unique voie pour exercer le véritable pouvoir dans le milieu de l'Union. Ils l'ont fait en reléguant à un rôle secondaire, dans le meilleur des cas, à quelques entités politiques ou administratives qui soient plus petites que les propres Etats : les peuples, les régions et même les villes. Tout ceci n'existe pas en Europe, ou existe seulement dans la mesure où chacun des Etats le porte à l'intérieur de son milieu de pouvoir réservé. Mais ils ne sont pas acteurs de la construction européenne. Seuls le sont les Etats qui canalisent ou non, selon

leur propre conception interne, les aspirations d'autogouvernement des entités plus naturelles et plus petites qui seraient aussi plus adéquates pour l'exercer. La structure interne est l'affaire de chaque Etat, sur laquelle l'Europe ne considère pas qu'elle doive opiner : chacun dirige comme il veut la cour de sa maison.

Si l'on observe les structures internes des divers Etats européens, nous apercevons qu'entre eux, sont clairement majoritaires ceux qui, d'une manière ou d'une autre, appartiennent à un modèle centralisé, de tradition française. Les membres de l'Union avec une véritable structure fédérale interne sont minoritaires. Dans quelques cas, il y a des exemples d'une décentralisation administrative déterminée, pratique, mais très peu d'une véritable décentralisation politique. Peut-être que pour cette raison, quand ces Etats projettent leur propre structure interne dans l'Union Européenne, ils sont seulement en conditions de planifier une Union centralisée, gouvernée depuis le centre par un gouvernement qui se dirait fédéral, mais qui aurait très peu du fédéral. Disposés à choisir entre une Europe unie centralisée et une Europe construite par des Etats centralisés eux-mêmes, ils adoptent clairement la seconde option. Ils ne voient pas la possibilité d'une Europe unie réellement fédérale, parce que leur paradigme du pouvoir politique est toujours centralisé et centralisateur. Pour eux, la confluence européenne, ils l'ont imaginée et l'ont développée, seulement à travers des Etats et contournant ou laissant à des institutions marginales et peu opérationnelles les autres expressions du pouvoir politique dans des milieux plus petits, précisément là où le gouvernement peut être, et est, plus efficace.

Cela aurait été une autre bonne opportunité de perdue de faire confluer tous les européens en une nouvelle entité plus grande, dans des conditions équitables, en truffant l'Union d'un problème de justice politique et économique, qui inévitablement devrait résoudre dans son développement, puisque l'Union européenne ne pourra pas maintenir indéfiniment les discriminations nées en des temps immémoriaux à cause de guerres gagnées par certains et perdues par d'autres, les peuples captifs. Les citoyens appartenant à ces peuples maintenant non reconnus, sont et seront jusqu'à ce que leur reconnaissance soit effectuée, une source de discordances plus ou moins pacifiques ou violentes.

Mais ce processus d'unité européenne, s'est aussi effectué en marge des citoyens. Ce ne sont pas eux qui ont été convoqués pour choisir les rédacteurs d'une Constitution pour un nouvel espace politique. Ce sont les Etats qui se sont réunis et qui ont constitué l'Union Européenne. Ce ne sont pas les citoyens ou leurs représentants directs qui sont les acteurs constitutants, mais ce sont les Etats, quelques gouvernements en fait choisis pour autre chose. Ceci est aussi un des paradoxes (et pas uniquement formel) des processus de référendum de la Constitution européenne : les référendums

veulent donner l'apparence de générer un texte constitutif de l'Europe par la voie citoyenne, quand en fait le texte qui est proposé est un traité entre Etats. Ce n'est pas l'assemblée métaphorique ou rousseauiste des européens qui fait l'Europe. C'est la réunion des chefs d'Etats et de gouvernements. Les citoyens sont convoqués pour constituer ce qui a déjà été constitué, et seulement pour donner une apparence d'émanation constituante de la volonté des citoyens à un processus qui de fait est un accord réalisé par les Etats.

Ce rôle subsidiaire du citoyen se laisse voir avec le même fonctionnement réel des institutions européennes. Les nouvelles, les grands changements, les avancées et les reculs se produisent dans les chambres entre les chefs d'Etats et de gouvernements, pas au Parlement européen. Le pouvoir réel est concentré lors de la réunion des Etats. La même Commission, gouvernement théorique de l'Union, n'est pas choisie ni directement ni indirectement par les citoyens à travers le Parlement, mais par les Etats qui désignent le président de la Commission et qui proposent et s'opposent à leurs commissaires, devant un rôle absolument mineur du Parlement.

De temps en temps, nous les citoyens sommes appelés à choisir les représentants du Parlement européen, lors d'élections qui ont traditionnellement une participation globale très basse (bien plus basse que tout autre processus électoral interne de chaque Etat) et où en général se produisent des résultats excentriques, voire exotiques. Les analystes le considèrent comme une preuve irréfutable de l'euroscpticisme de la population, qui démontrerait ainsi qu'elle ne se sent pas acteur du processus unificateur de l'Europe, qui ne mérite pas leur confiance. Et cela est certain. En fait, aussi en termes européens, ce qui marque réellement la position de chaque Etat par rapport à l'Europe, le lieu où se décide quelle sera la politique européenne de chaque Etat, ce ne sont pas les élections européennes, mais les élections législatives dans lesquelles chaque Etat choisit son gouvernement. Si dans un Etat le parti qui est dans l'opposition gagne les élections européennes, la politique européenne de cet Etat ne changera pas, parce le gouvernement continuera cette même politique, à travers le canal réellement effectif que sont les réunions entre les Etats et non à travers le canal subsidiaire et ornemental qu'est le Parlement. L'abstention des citoyens n'est pas si étrange, bien qu'ils soient très intéressés par la politique européenne, ils savent que ce n'est pas lors des élections européennes que cela se décide.

Dans les pages précédentes, nous disions que l'un des fondements d'un hypothétique rêve européen qui peut-être n'a jamais existé, mais qui maintenant serait le moment d'établir, était de proposer une nouvelle manière d'articuler la diversité. Mais l'Europe n'a pas rencontré cette nouvelle manière. Elle a choisi de maintenir la manière ancienne : la diversité

du monde s'articule à travers les Etats-Nations, qui sont les acteurs de la politique internationale. L'Europe a choisi de se construire seule à travers des Etats. Ce n'est pas une communauté de citoyens, mais une mosaïque d'Etats, chacun avec ses intérêts économiques propres, avec ses priorités en politique extérieure, avec une identité officielle et établie qu'ils veulent défendre, souvent contre le reste des identités européennes. Les Etats se sont réservés le pouvoir dans l'Europe unie, promettant aux citoyens qu'on avancerait vers cette Europe tiède, au bain marie, où tous auraient le parapluie protecteur d'un Etat qui les défende s'ils se sentent menacés.

Malgré cela, quelques européens se sont sentis menacés par l'unité et ont voulu rester en marge. Ce sont ceux qui ont considéré que les avantages que leur proposait cette Europe unie ne compensaient pas les menaces que pouvait comporter la dissolution de leur propre personnalité. Ce phénomène n'a pas eu lieu seulement dans les petits pays, mais aussi dans des secteurs importants des grands pays. Confortables dans la serre de leur propre Etat, ils ont pensé que l'Europe était un peu dans la tempête. Sans réaliser attention que c'est tout le processus mondial de globalisation qui pousse vers l'intempérie, et que ce processus est inévitable et imparable. Une Europe fondamentalement conservatrice a voulu maintenir la chaleur que lui fournissent les serres des Etats, avant d'inventer une nouvelle formule pour articuler la diversité, pouvant être un exemple pour le monde.

Aussi en cela, l'Europe a préféré la sécurité au risque. Et les Etats, grands protagonistes, uniques protagonistes de l'unité européenne, ont voulu et ont su incarner cet idéal de sécurité. Très peu sont restés hors de cet idéal. Ceux qui croient réellement en une Europe différente. Quelques uns qui ne se sentent pas protégés par la serre d'aucun Etat. Les peu qui ont participé au rêve européen.

Potentiel économique, subsidiarité politique

Cette incapacité de l'Europe unie de surmonter la mosaïque inégalement harmonisée des Etats, réside au centre de beaucoup de ses carences, et pour ne pas avoir réussi quelques-uns de ceux qui paraissent ses objectifs primordiaux. Nous avons vu comment dans les origines de la guerre des Balkans (du retour de la guerre en Europe) résidaient aussi, en partie, les divergences entre les propres membres européens sur le futur de la zone. Nous avons vu comment les résistances des Etats et leur concentration de pouvoir se trouvent aussi à l'origine de quelques carences démocratiques de base de l'Union : le rôle subsidiaire du Parlement, l'élection du président de la Commission par les Etats, la concentration du pouvoir par le Conseil Européen, formé directement par les gouvernements des Etats, devant la propre Commission... Cette survivance du rôle central des Etats a rendu de

plus en inaccessible l'un des objectifs fondateurs de l'Union Européenne : convertir l'Europe en une puissance politique planétaire, en acteur principal de la politique internationale aux côtés des autres grandes puissances. L'Europe est, sans aucun doute, une grande puissance économique, un grand marché de consommation, une énorme zone de production, mais elle n'est pas au même niveau une puissance politique, une référence essentielle pour la politique mondiale.

Dans le scénario international l'Europe ne parle pas avec une seule voix. Elle n'a presque jamais parlé. Et c'est une des raisons de sa faiblesse. Nous avons déjà vu qu'elle ne parla pas d'une voix unique devant le conflit des Balkans, mais avec des voix contradictoires. Ceci est aussi arrivé avec le conflit de l'Irak. Cela arrive au Proche-Orient. Le conflit des Balkans, aux portes de l'Europe unie, se termina en partie, jusqu'où peut terminer un conflit aux racines si profondes, quand s'est produite une intervention décisive de la part des Etats-Unis. Désormais, chaque fois que le scénario international a été présidé par un conflit, l'Europe a voulu être plus qu'un spectateur, mais a dû se résigner à avoir un rôle subsidiaire, avec peu de poids.

Au Proche-Orient, les parties en conflit reconnaissent le rôle économique de l'Europe, mais elles savent et disent que chaque avancée significative dans la résolution de son contentieux arrive avec l'implication directe des Etats-Unis. Pour les israéliens, l'Europe n'est pas un intermédiaire crédible dans leur conflit avec le monde arabe et plus spécialement avec les palestiniens. Israël a la sensation que la position européenne, qui n'est pas unanime dans tous les pays de l'Union, est en général accommodante et qu'elle refuse systématiquement tous risques d'affrontements avec le monde arabe, par crainte des conséquences que ceci pourrait avoir, et ce aussi bien à l'intérieur des importantes populations musulmanes de certains pays européens. C'est pourquoi les israéliens, citoyens de la rue mais aussi leaders politiques, croient que l'Europe a joué au Proche Orient sur le terrain du pragmatisme, de la *realpolitik*. Son objectif a été de ne pas empirer, en aucun cas, ses relations avec le monde arabo-musulman. En premier lieu, par intérêts économiques, en second lieu pour éviter l'impact que ceci pourrait avoir en son sein pour les populations musulmanes, aussi importantes dans des pays comme la France ou l'Allemagne. Et que ceci a porté à l'Europe un support inconditionnel au monde palestinien et une attitude de méfiance vis à vis d'Israël, malgré que l'Europe partage avec les israéliens un moule culturel commun et le caractère démocratique de leurs régimes. Lors de divers voyages en Israël, j'ai vu les réactions à l'*intifada*, et lors des entretiens avec les leaders politiques israéliens, autant les travaillistes que les autant conservateurs, cela m'a donné l'impression qu'Israël a la conviction que l'Europe l'a abandonnée, d'une part parce que la politique extérieure européenne est la fille du plus pur pragmatisme matériel, et d'autre part, parce que tous les effets du vieil antisémitisme n'ont pas été surmontés, si enracinée dans la réalité européenne.

Mais si Israël considère que l'Europe ne peut pas être arbitre au Proche Orient, parce qu'elle penche du côté du monde arabe, le monde arabe n'a pas non plus la sensation que le support européen lui soit spécialement utile. Certainement, certains fonds européens qui arrivent sont bienvenus. Mais le monde arabe sait que la clé de la résolution du problème du Proche-Orient, après la guerre froide, est dans la position nord-américaine et dans sa capacité de pression sur toutes les parties. Quand l'on a été le plus proche de la paix au Proche Orient c'est quand les Etats Unis ont utilisé, comme l'a fait Clinton lors du second Camp David, cette capacité de pression. J'ai eu l'occasion d'assister à la Conférence de Madrid sur le Proche-Orient. Les positions européennes faisaient partie du paysage, beaucoup moins valorisées, dans ces moments, que les positions nord-américaines, et même que les soviétiques. Quand j'ai eu l'opportunité de m'entretenir avec Arafat lors de son exil à Tunis, je n'ai eu aucune sensation que le positionnement politique des gouvernements européens le préoccupait beaucoup. La pression des opinions publiques européennes l'intéressait, mais il savait que l'unique puissance en condition d'arbitrer le conflit était les Etats-Unis. C'est à dire, en parlant avec les israéliens, j'ai noté la déception pour le rôle de l'Europe. Mais en parlant avec les arabes, il ne m'a pas semblé que ce rôle leur offrait de grandes espérances. Ils le considéraient plutôt comme le rôle favorable qu'interprétait un acteur secondaire.

En Irak, l'opinion publique européenne fut clairement contre l'intervention dans le conflit ; les gouvernements européens se sont divisés visiblement selon leur rapport de proximité avec les positions américaines (avec la surprise de rencontrer à l'Est plus de support qu'à l'Ouest de l'Europe pour les thèses du président Bush) et dans tous les cas les positions européennes n'ont presque pas eu d'impact dans le conflit, à l'exception de l'implication britannique qui reflète précisément une priorité quant à la politique extérieure qui situe en avant la relation bilatérale avec les Etats-Unis que la propre dynamique européenne.

Les gouvernements européens les plus éloignés de la position nord-américaine ont essayé de présenter leurs divergences comme un conflit entre le pacifisme propre et le bellicisme nord-américain. En fait, dans la position de certains de ces pays européens se devinait bien plus un conflit d'intérêts qu'une différence sur les méthodes à employer. Ce n'est pas que l'Europe fut partisane de la paix et les Etats-Unis du pétrole. Certains pays européens, et particulièrement la France, considéraient que leur accès au pétrole iraquien passait par un support implicite au régime de Saddam Hussein, alors qu'ils craignaient qu'une intervention nord-américaine leur rende plus difficile cet accès. Il a été écrit que l'idée de politique extérieure européenne commune s'est brisée lors du conflit irakien, quand l'Europe s'est

divisée en deux parties. Du moins, leurs gouvernements. Cette division a rendu propice que l'Europe ait été une spectatrice plus ou moins influencée par le conflit, de la même forme qu'elle le fut durant le conflit en Afghanistan.

L'absence d'un pouvoir militaire

A côté ou comme conséquence de sa carence politique extérieure commune, réside un autre facteur qui comporte un poids politique faible de l'Europe dans le monde : le manque d'une politique de défense commune. L'Europe n'est pas, n'a pas pu être ou a renoncé à être une puissance militaire. Une menace de sanctions économiques de la part de l'Europe provoque dans n'importe quel pays du monde une forte inquiétude. Mais personne n'attend des européens aucun autre type de pression, aucun autre type de menace. L'Europe, comme unité, à la différence des Etats-Unis, ne dispose pas de force coercitive du point de vue militaire. Quelques uns des Etats membres en conservent une, plus petite. La Grande-Bretagne, sans doute. Aussi la France, qui l'a très peu utilisée, mais beaucoup dans le milieu de la francophonie africaine, son ancien espace colonial. Mais dans le cas où l'Europe aurait une politique extérieure claire et définie, elle n'aurait pas un de ses mécanismes traditionnels d'implantation, qui est une armée commune et puissante.

Ce manque d'instrument qui peut être valorisé comme l'on veut, mais qui est toujours associé avec l'idée de poids politique international, de poids dans le monde, a des causes variables. Sans aucun doute, une de ces causes est la carence d'unité politique extérieure européenne. J'ai l'impression qu'il existe un autre fait important. Le pays qui dirige en bonne part, par sa taille, par sa démographie, par sa position centrale, par sa puissance économique dans l'Europe unie, c'est sans aucun doute l'Allemagne. Et l'ascension de la part de l'Allemagne de tout type de protagonisme en politique de défense dans les thèmes militaires provoque toujours de la méfiance bien fondée par l'histoire. La mémoire des deux grandes guerres, et spécialement de la seconde, fait que l'Allemagne a des limites psychologiques et pratiques pour transférer à l'aspect politique et militaire son leadership économique. Dans un certains sens, c'est pour cela que se construit l'Europe unie sur un axe franco-allemand : parce que la France, qui a perdu du poids en beaucoup d'aspects tout au long de ce siècle, se convertit en contrepoids de l'Allemagne, de manière à ce que chacun apporte ses propres actifs et contrecarre les passifs de l'autre. A un moment donné, la France a essayé de proposer, avec Mitterrand en tête, une politique de défense commune européenne qui était en fait l'élargissement et la généralisation de la politique française. Le reste de l'Europe ne l'a pas accepté.

Fréquemment, l'Europe a commenté ironiquement, de manière résignée ou conformiste, le rôle des Etats-Unis comme gendarme du monde. En fait, déjà, comme unique gendarme du monde. L'Europe est venue à dire que ce rôle ne l'intéressait pas. Que ce que faisait les Etats-Unis lui allait bien, et que le rôle de l'Europe dans une répartition des rôles dans le monde occidental, est plutôt l'économie, la diplomatie et la culture. Peut-être. Mais nous pouvons aussi trouver une réédition de la fable du renard : quand il ne peut pas les avoir, il disait qu'elles étaient encore trop mûres.

Durant la Guerre Froide, il a très bien convenu à l'Europe que les charges de la défense, devant une proximité soviétique que toutes les parties considéraient menaçantes, reposaient exclusivement sur les Etats-Unis. L'Europe a investi dans le miracle économique ce qu'elle a économisé en défense. Après la Guerre Froide, je ne sais pas si le renoncement de l'Europe à un rôle plus actif dans la politique internationale, comme l'Union Européenne ou comme à chacun de ses pays principaux, c'est une vocation ou une nécessité. Une nécessité provoquée par la désunion. Une nécessité provoquée par la difficulté allemande d'assumer un rôle plus important en termes de défense. Une nécessité provoquée finalement par une constatation : il n'est pas clair que les opinions publiques européennes soient disposées, comme l'est en grand partie la nord-américaine, à assumer les risques et les coûts que supposent ce rôle. Risques, coûts économiques et humains.

Quand les Etats-Unis agissent comme gendarme, son opinion publique assume jusqu'à un certain point ce que ceci comporte : des pertes humaines, des dépenses, des décisions, des antipathies et des refus... Il n'est pas clair que les opinions publiques européennes, à l'unique exception partielle de la britannique, puissent l'assumer de la même manière. Il est possible que ceci soit un effet de plus de ce conservatisme de fond, de s'abriter dans une serre protégée, qui marque tant la politique et la culture européenne. Il est possible que ce soit tout le contraire, que ce soit précisément une démonstration d'une plus haute civilisation, et que ceux qui se trompent soient les américains. Mais dans tous les cas, sans une opinion publique capable d'assumer les effets d'avoir chargé sur son dos la responsabilité d'une politique extérieure active, il n'y a pas de politique extérieure active.

Si l'un des objectifs de l'unité européenne était de faire de l'Europe une grande puissance politique, garantir le poids de l'Europe dans le monde, cet objectif ne s'est pas réalisé du point de vue politique. Dans beaucoup de cas, surtout les plus proches, l'Europe a essayé d'obtenir un rôle propre dans la politique mondiale, en marquant sa distance avec les Etats-Unis. Ceci a donné de la visibilité à ses positions, mais ne lui a pas donné de la force. Dans

les conflits comme celui du Proche Orient ou de l'Irak, les partenaires qui dans le monde pouvaient avoir la même position que les Etats-Unis dévaluaient la position européenne, parce qu'ils la considèrent timorée, fruit d'un pragmatisme accommodé et conservateur qui ne veut pas de surprises et qui n'est pas capable d'assumer ses responsabilités. Mais ceux qui sont en opposition avec les positions nord-américaines ne voient pas cet éloignement européen comme une espérance, mais l'interprètent aussi comme un positionnement stratégique et intéressé par quelqu'un qui, en définitive, finira par ne rien dire. La division de l'Europe, en termes de politique extérieure et de défense, et le manque d'instruments effectifs pour implanter le peu de politique commune qui peut exister, convertissent l'Europe en un agent peu influent et de faible prestige dans le scénario politique mondial.

L'Europe sait qu'il n'existe pas de politique extérieure sans force, et que la puissance économique est uniquement une partie de cette force. Elle semble disposée à céder, de manière critique, aux Etats-Unis le rôle de gendarme. Elle ne nie pas qu'un gendarme soit nécessaire. Et elle est intéressée et se conforme à ce que ce rôle soit celui des Etats-Unis, et elle se situe derrière ce rôle, en un certain sens une autre fois sous sa protection. En critiquant certaines décisions qui sont qualifiées d'excès. Jusqu'à quel point est légitime l'attitude de considérer la nécessité que quelqu'un réalise le travail salissant, et que toujours le fasse quelqu'un d'autre ? Salissant parce qu'il est moralement discutable, mais aussi parce qu'il comporte des coûts, et parce qu'il salit les mains. Tout compte fait, dans ce milieu, d'influence mondiale, de la politique dite avec un peu d'euphémisme de défense, se pose avec toute sa rudesse une question qui est déjà apparue dans les alinéas précédents : la différence de rôles entre les Etats-Unis et l'Europe. Une différence qui, pour une partie peut ouvrir une fissure dans le monde occidental. Mais aussi une différence de valeurs, de manières de comprendre la société et la politique, le rôle de l'individu et le rôle de l'Etat, qui peuvent nous servir pour faire une réflexion sur quels pourraient être les chemins vers un changement de modèle de l'Europe, pour un changement de formes de faire politique en Europe.

DEUXIEME PARTIE

RECONSTRUIRE L'OCCIDENT

La fissure de l'Occident

Durant les dernières années, différents observateurs ont étudié le thème de la fissure de l'Occident. Dans le monde occidental, s'est créée et s'est progressivement élargie une distance visible entre l'Europe (spécialement le noyau fondateur de l'Union et plus particulièrement le sud de l'Europe) et les Etats Unis. Après la Seconde Guerre Mondiale, l'expression « monde occidental » renvoyait à l'idée d'une unité de civilisation déterminée incluant : les USA, le Canada, l'Europe située à l'ouest du rideau de fer et quelques autres réalités nées de la décolonisation anglo-saxonne, comme l'Australie ou la Nouvelle-Zélande, et encore d'un Etat comme Israël, né d'un des grands principes de la culture occidentale, le judaïsme. A la fin du XX^e siècle, le monde occidental était scindé, mais en aucun cas on peut dire que l'unité de civilisation se soit fracturée. Une civilisation occidentale continue à exister, cependant, une brèche s'y est ouverte.

Indubitablement, l'Occident est issu de nombreuses références : de la pensée grecque classique, du monde latin et de la romanisation ; de l'influence des religions de racine juive mélangées à travers le christianisme avec la philosophie hellénistique ; de la chrétienté médiévale ; du substrat apporté par les peuples arrivés en Europe par vagues successives venant d'Asie centrale, depuis les Celtes, les Germains, jusqu'aux Slaves. Mais au sens strict nous pourrions dire que la civilisation occidentale, telle que nous la connaissons, est fille de la Renaissance et de l'idée situant les hommes au centre de l'Univers. C'est la Renaissance qui découvre l'individu, qui considère que la personne se trouve au centre de tout, qui commence à détruire les Etats théocratiques médiévaux et instaure les fondements d'une civilisation autour de la raison, la science et la technique. Cette civilisation, née en Europe, est propagée par les Européens, et spécialement en Amérique du Nord où ils s'installent après s'être, d'une manière tragique et quasi-totale, substitués aux populations locales.

En Amérique latine, la superposition des oligarchies européennes sur de larges populations indigènes exploitées finit par engendrer un moule civilisateur très éloigné du moule européen, avec des valeurs différentes elles aussi. La colonisation hispanique, qui crée une superstructure de pouvoir politique et économique sur les vestiges vivants de civilisations antiques et de territoires considérablement peuplés, n'apporte pas en Amérique l'embryon de la civilisation humaniste et scientifique duquel naquit la Renaissance. D'un côté, parce que ce n'est pas dans la Péninsule Ibérique, en avance sur la Contre Réforme, et qui avait déjà marginalisé au temps des Rois Catholiques la voie de l'humanisme renaissant de Cisneros, que prend racine cette civilisation. D'un autre côté, la population indigène, demeurant nombreuse malgré les exterminations, était héritière de civilisations avancées quant à l'expression artistique et la complexité culturelle, mais très en retard du point de vue technologique, qui est précisément la clé de la conquête européenne.

Malgré une christianisation superficielle, ne signifiant souvent qu'un changement de nom des vieilles divinités, les valeurs sur lesquelles sont construites les sociétés d'Amérique du sud, ne sont pas exactement celles qui évoluent vers un nouveau modèle de société en Europe (surtout du centre et du nord), où naît le capitalisme moderne et où se développe un modèle civilisateur fondé sur le rationalisme, l'humanisme et le rôle central de l'effort et du travail individuel.

Au contraire, en Amérique du Nord, particulièrement à l'emplacement actuel des USA, la colonisation anglo-saxonne exporte ce modèle de civilisation plus rationaliste dans laquelle la science et la technologie ont plus d'importance. Des territoires relativement peu peuplés, où là aussi les indigènes sont exterminés (extermination encore plus significative du fait de la faible démographie antérieure à l'arrivée des européens), attirent une grande population qui instaure les valeurs et le modèle européens, et cela sans le corset et la rigidité encore maintenue dans la vieille Europe. Dans un certain sens, les valeurs de l'Europe de la Renaissance, et encore plus de l'Europe des révolutions bourgeoises du XVIII^e siècle (comme en France avec le siècle des Lumières), sont encore mieux incarnées en Amérique que sur le vieux continent puisqu'elles rencontrent moins d'obstacles et n'ont pas à combattre un vieux régime. Sous de larges horizons naturels et un esprit de pionniers et de frontières, les Européens d'Amérique se voient, encore plus qu'en Europe, comme des individus libres qui veulent décider de leur propre destin et qui ne sont pas cadrés par une structure sociale stricte les empêchant de concrétiser leur liberté et leur rêve de progrès individuel. La révolution américaine, révolution européenne poussée à son paroxysme, est la consécration de cet esprit.

Pour autant, avec des intensités différentes et des adaptations selon la géographie, selon la tradition, les origines et les mélanges ethniques

correspondants, l'Amérique du Nord et l'Europe continentale (plus particulièrement le nord et le centre) constituent depuis cinq cents ans, mais surtout depuis le XVIII^e siècle, le processus de civilisation que nous nommons Occident. Cette continuité de l'espace de civilisation est très claire dans la première moitié du XX^e siècle, car c'est à cette période que jouent en sa faveur les premières grandes avancées en matière de communication, le maintien des flux migratoires de l'Europe vers les USA (irlandais, mais aussi allemands, russes, suédois ou italiens), et un échange permanent des expressions culturelles, du cinéma à la littérature. Les deux Guerres Mondiales, dont l'origine est européenne et qui se mondialisent précisément par la participation américaine, en sont la preuve.

Un éloignement croissant

Après la seconde Guerre Mondiale, on peut deviner les premiers symptômes d'éloignement à l'intérieur de ce monde occidental, apparemment homogène. Pour certains des pères de l'unité européenne, l'Europe unie est précisément une manière de prendre ses distances avec les USA. Cela l'est clairement pour certains penseurs français qui voient en l'unité européenne la garantie qu'une autre intervention américaine en Europe ne sera pas nécessaire. Cela l'est aussi, à cette période, pour certains britanniques qui rêvent encore de la continuité de l'empire.

Ce n'est pas par hasard qu'une des grandes impulsions de l'unité européenne soit la crise de Suez en 1956, dans laquelle la France et la Grande-Bretagne unies (alliées à ce moment là à Israël !) interviennent en Egypte contre la volonté des USA et de l'URSS, comme si la guerre froide n'existait pas, et comme si dans les années cinquante nous étions encore dans une dynamique coloniale antérieure à la Seconde Guerre Mondiale. La crise de Suez est une dose d'humilité forcée pour les Européens, et est une des raisons de la signature du traité de Rome en 1957. Déjà à ce moment là se crée une fissure dans le monde occidental.

Cependant, cette fissure ne devient évidente que dans la dernière décennie du XX^e siècle, une fois la guerre froide terminée. Il est possible que l'élargissement de la brèche ait quelque chose à voir avec la fin de la guerre froide, et donc avec la fin de l'effet unificateur que suppose la proximité d'un adversaire commun. Et curieusement, à la fin de la Guerre Froide, pour les territoires à l'est du rideau de fer, les USA sont devenus, plus que l'Europe, une référence. Il est évident que ces pays veulent intégrer l'UE parce qu'ils voient en elle leur futur économique et politique. Mais leur modèle à suivre reste les USA qui, plus que l'Europe, sont l'incarnation de la résistance face au communisme qui les a écartés de l'histoire après la Seconde Guerre Mondiale.

Au paroxysme de l'éloignement politique entre les gouvernements européens occidentaux et les USA, les leaders de l'Europe orientale (presque tous issus de l'opposition aux dictatures communistes et à la trajectoire éthique et politique irrécusable, comme celle de Vaclav Havel) prirent position en faveur de l'Amérique du Nord. Les autorités polonaises, pour ne citer qu'elles, s'alignèrent clairement aux côtés des USA lors de l'intervention en Irak, appuyant directement une politique créée en bonne partie par les *think tanks* conservateurs américains, et cela sans même consulter les pays européens occidentaux déjà alignés. Et ce n'est pas pure coïncidence idéologique ; c'est à cause du manque de confiance que leur inspire une Europe éternellement dubitative. L'Europe de l'Est ne regarde en direction de l'Europe occidentale qu'en raison de l'urgence de sortir de l'aire d'influence russe. Cela ne provoque pas pour autant une proximité, un sentiment d'appartenance commun. Ces pays demandent l'intégration à l'UE, mais donnent parfois l'impression de préférer, si la géographie ne les en empêchait pas, devenir un Etat de plus des USA.

Il est probable que les causes de cet éloignement entre l'Europe et les USA ne seraient pas strictement conjoncturelles. Cette séparation n'est pas uniquement liée aux événements nouveaux qui apparaissent à la fin du XX^e siècle et au début du XXI^e. Ces événements font rentrer en jeu, accentuent, des substrats différents, des traditions différentes, et même des différences géographiques, environnementales ou ethniques. Des différences qui se réfèrent à la géologie et à l'histoire des deux continents ; à l'influence mineure mais pas inexistante du substrat indigène ou simplement à la différence d'évolution entre une colonie et sa métropole. Mais en fait, l'Amérique et l'Europe commencent à réagir de manière divergente face aux mêmes phénomènes. Les gauches européennes ont construit, pendant la Guerre Froide, un discours anti-impérialiste qui est en grande partie opposé aux USA. Ce discours semblait intellectuel et minoritaire, mais à la fin de la Guerre Froide, quand l'Europe a la sensation de ne plus avoir autant besoin des américains, on se rend compte que c'est un discours plus enraciné qu'il n'y paraissait.

Les événements du 11 septembre à New York, donnèrent quelques indications sur la profondeur de ce sentiment et marquèrent un éloignement sentimental entre les USA et l'Europe. Les Américains réagirent de manière unanime face à l'agression sur leur propre territoire ; il y eut une explosion palpable et mesurable d'un patriotisme auquel contribuait l'instinct de conservation, et qui dans tous les cas ressemblait très peu aux formes de patriotisme des pays d'Europe.

J'ai été à New York quelques semaines après l'attentat et j'ai été effrayé, en tant qu'européen absolument pas partisan de l'anti-américanisme, par l'abondance de symboles et de drapeaux et leur totale

généralisation. Contrairement à ce que nous, les Européens, pensions, le patriotisme et l'indignation étaient encore plus visibles parmi les minorités récemment ralliées au rêve américain, et on ne devinait aucune sorte d'imposture. La sensation d'offense, l'incompréhension profonde de la haine, et le fanatisme qui se cachait derrière les attentats, étaient de même ampleur dans toute la société américaine qui le vécut, au moins dans un premier temps, sans aucune forme de distinction interne.

Au contraire, l'Europe ne s'est pas jointe à cette vague sentimentale d'indignation, et elles ne furent pas isolées, ni marginales, ces voix qui attribuèrent ces attentats à une réaction naturelle et presque légitime contre les politiques des USA. Depuis l'Europe, on aurait dit que les USA étaient coupables d'avoir été attaqués, et certains milieux, avant même d'exprimer leurs condoléances sincères et de condamner les attentats, firent part de leur crainte vis-à-vis de la réaction américaine.

Mais la fissure devint parfaitement visible au moment où l'administration américaine décida d'attaquer l'Iraq. L'objectif de ce livre n'est pas de juger cette décision, ni d'évaluer les causes réelles, qui en aucun cas n'étaient, ni ne pouvaient être, les justifications publiques. Il a été démontré que l'Irak ne possédait pas d'armes de destructions massives, même s'il n'était pas non plus évident que cela était la cause réelle de l'attaque. En tous cas, il s'agissait d'une guerre stratégique pour le contrôle d'une zone chaude de la planète : un Proche-Orient important par sa situation géographique, mais aussi par ses réserves de pétrole. Cependant, la guerre d'Irak a confronté les opinions publiques américaines et européennes, comme cela l'a été prouvé par le suivi en Europe des dernières élections présidentielles américaines : le candidat adopté, de manière quasi unanime par l'Europe, fut indiscutablement battu par un candidat que l'Europe méprisait et ne comprenait pas. Les leaders de l'Europe Occidentale qui s'alignèrent aux côtés des USA le payèrent à travers l'opinion publique, et l'affrontement entre la vieille Europe et la nouvelle Amérique prit l'allure d'une saga familiale. Ça l'était d'ailleurs dans un certain sens, et la bataille fut même plus intense qu'à d'autres périodes de l'histoire récente, malgré le fait que l'enjeu n'était pas aussi central en ce qui concerne les relations des deux continents.

Dans la mesure où l'éloignement entre l'Europe occidentale et les USA est devenu visible, surtout en politique extérieure, on pourrait penser que cela répond à une disparité d'intérêts géostratégiques ; que l'Europe et les USA, sans l'unité d'action due à la présence soviétique, ont découvert que leurs intérêts énergétiques, géopolitiques et économiques, sont divergents ou incompatibles. Je dirais que non. Au contraire : pour leurs nouveaux adversaires politiques, pour les nouveaux totalitarismes de souches religieuses qui veulent résolument se confronter à l'Occident et à ses valeurs (surtout le dénommé fondamentaliste islamiste), le monde occidental demeure une

unité et ils se sentent autant adversaires des USA que de l'Europe. En fait, ils ont agi contre les USA et l'Europe, à New York et à Madrid, et ont menacé des pays européens, de l'Italie à la France en passant par la Grande Bretagne, alors que ces pays ont des positions très éloignées quant à la politique extérieure à appliquer au Proche-Orient et qu'ils entretiennent des relations très différentes avec les USA.

Pour cette raison, il est logique de penser que les différends entre l'Europe et les USA en politique extérieure ne sont pas des divergences d'intérêts économiques et géostratégiques, mais une séparation progressive de modèles de sociétés, de systèmes de valeurs, de visions du monde. Pas jusqu'au point de créer deux blocs de civilisation opposés (pour utiliser, avec réserve, le vocabulaire huntingtonien), mais jusqu'à former une fissure profonde qui, sans aucun doute, affaiblit l'ensemble du monde occidental tout comme les valeurs qu'on peut encore considérer comme partagées, et renforce ses adversaires : tous les types de totalitarisme, mais spécialement les totalitarismes émergents de souche religieuse. La rupture de l'Occident serait stratégiquement désastreuse pour toutes les parties qui le composent. Ce n'est pas un avenir souhaitable pour les USA, malgré leur force en tant que grande puissance mondiale. Cela l'est encore moins pour une Europe qui a renoncé à avoir quelques-uns des instruments essentiels d'une politique extérieure puissante, et qui ne veut sous aucun prétexte en faire les frais.

En élargissant le mot au-delà de ses limites naturelles, nous pourrions dire que les différences entre les sociétés européennes et celle des USA, sont de type culturel. Les sociétés des USA et d'Europe occidentale, quand elles se regardent dans le miroir, non seulement, sont différentes, mais en plus projettent et se rappellent mutuellement leurs différences. Les USA regardent avec mépris « la vieille Europe », qu'ils considèrent profiteuse et décadente, c'est à dire irresponsable. L'Europe critique les USA en leur prêtant une supposée naïveté, une ignorance supposée et un égoïsme supposé. Les deux sociétés se reconnaissent différentes, fondées sur des valeurs alternatives. En vérité, ces différences sont infiniment moins importantes que celles qui séparent l'ensemble du monde occidental du reste de la planète. Mais avec le relâchement de la pression du lendemain de la Guerre Froide, avec les nouvelles tensions avec d'autres parties du monde, et particulièrement le monde islamique, l'Europe et les USA se rendent compte que leurs chemins ont bifurqué il y a longtemps. Culturellement, depuis l'indépendance nord-américaine.

Les USA sont fils de l'Europe. Plus encore : les USA sont le lieu où l'on peut réaliser des projets et des modèles nés en Europe, où il était impossible de les mener à bien par la force de l'inertie de l'histoire. Mais le fait est que le monde occidental est séparé par une fissure énorme. Les USA se voient eux-mêmes comme la terre de la liberté, mais sont seulement perçus comme la

terre de l'individualisme exagéré. L'Europe se voit elle-même comme la terre de la solidarité, du réseau collectif, mais est perçue comme la terre dans laquelle les individus sont prisonniers du passé et d'un système qui les étouffe.

Individualisme aux USA et une certaine forme de collectivisme en Europe (apparentée au marxisme à travers la social-démocratie et avec la sensibilité socio-chrétienne au milieu des démocraties chrétiennes) : deux sociétés intimement convaincues d'être le modèle le plus avancé et perfectionné, le meilleur modèle social qui ait jamais existé dans l'histoire de l'humanité, le point culminant d'un certain type d'évolution sociale. Il y aura peut-être un système politique capable de trouver l'intersection de ces deux concepts, tous les deux ayant de la valeur en ce qu'ils possèdent d'essentiel, et tous les deux souhaitables pour l'ensemble de l'humanité dans le futur. Mais nous n'avons pas ce système. Il doit être créé.

Le poids de la responsabilité individuelle

Si nous devons définir un seul trait distinctif entre les USA et l'Europe occidentale, nous le trouverions sûrement dans ce jeu entre l'individuel et le collectif, dans une évaluation tout à fait différente de la responsabilité individuelle. Je me souviens d'un exemple très concret et dérisoire qui pourrait illustrer cette différence. Après le onze septembre, apparut dans les télétypes la nouvelle que les autorités nord-américaines, parmi elles les gouvernements de différents Etats comme la Californie, alertaient sur la crainte d'attentats contre certains ponts emblématiques du pays. Ils avertissaient les citoyens mais ne fermaient pas les ponts et n'interdisaient l'accès à aucune route. Simplement, ils partageaient cette information avec leurs citoyens : si ceux-ci redoutaient cette éventualité, ils arrêteraient de passer par les ponts. S'ils considéraient que le danger était inexistant ou surmontable, ils continueraient à passer. Les autorités ne faisaient qu'avertir.

Cette initiative fut perçue de manières différentes et contradictoires. Nous étions tous d'accord sur un seul point : face à une menace de ce genre, aucun gouvernement européen n'aurait agi ainsi, aucun n'aurait rendu cette information publique, tous l'auraient considérée comme un secret d'Etat et auraient fermé les ponts en question au nom de la sécurité. Ils n'auraient pas partagé l'information avec les citoyens, mais auraient assumé la responsabilité et auraient agi en conséquence. Les autorités des USA divulguèrent l'information, mais n'agirent pas, du moins en apparence; elles ne fermèrent pas les ponts et n'interdirent aucun itinéraire.

Certains considérèrent cela comme une grave irresponsabilité de la part des autorités américaines : elles arrêtaient de faire leur travail et laissaient toute responsabilité aux citoyens. Les critiques considéraient cela comme un exercice alarmiste et une décharge de toute responsabilité. Au

contraire, nous, qui étions favorables à cette attitude (nous étions peu nombreux) admirions cette transparence d'information, au moins dans ce cas concret, et la maturité de laisser cette décision aux mains des citoyens informés. Mais dans tous les cas, en marge des évaluations personnelles de chacun, l'existence de deux visions était incontestable : un modèle américain qui croit communément en la responsabilité individuelle mais qui exige que l'individu dispose des mécanismes et des informations dont il a besoin pour l'exercer; et un modèle européen, où l'Etat assume cette responsabilité protectrice envers le citoyen, bien que ce même citoyen n'apprenne jamais la menace contre les ponts.

Il s'agit d'une anecdote, mais elle reflète l'application de deux conceptions de la société différenciées qui peuvent occasionner l'incompréhension pour l'Europe de certains comportements américains et vice-versa. Un autre exemple moins anecdotique : depuis l'Europe, la politique permissive des USA sur la possession d'armes à feu apparaît comme complètement incompréhensible. Il semble évident, et cela est déjà démontré, que cette liberté américaine provoque dix fois plus de morts qu'en Europe où l'on applique une politique préventive. J'ai eu l'occasion de présenter une monographie importante sur le sujet qui éclaircissait les deux points de vue. En premier lieu, on y voyait que le système américain était pire dans la pratique que le système européen, qu'il provoquait plus de mort et avait plus d'incidence sur la délinquance. En second lieu, que la différence entre les politiques européennes et américaines sur la possession d'armes renvoyait à des différences profondes, essentielles, dans la manière de comprendre les relations entre l'individu et la société. La société américaine acceptait donc de payer le prix de la mortalité ajoutée par la libre possession d'armes, puisque nier cette liberté irait contre les principes qu'elle considère comme fondamentaux, contre le noyau même de sa vision du monde.

Ce travail à propos des lois sur les armes arrivait à la conclusion que leur antagonisme trouvait leur origine dans l'opposition de deux modèles d'Etat : l'un, européen, qui se définissait comme centralisateur et dans lequel l'accent était mis sur l'organisation ; l'autre, l'américain, qui se définissait comme fédéral et mettait en valeur l'individu. Dans celui-ci, la responsabilité de la défense, comme l'ensemble des responsabilités de service à la communauté, est assumée par l'individu. Le droit à la possession d'armes à feu provient du second amendement proposé par les fédéralistes, dans leur désir d'éviter l'interventionnisme d'Etat et l'application des critères d'un gouvernement sur les individus. Dans le modèle européen, cette responsabilité appartient à l'administration. Dans une perspective européenne actuelle, le maintien de la liberté de port d'armes est complètement incompréhensible : la violence est monopole d'Etat. Depuis une perspective américaine fédéraliste, c'est une conséquence (même si elle peut être peu pratique et douloureuse) d'un aspect fondamental de son organisation politique, de sa vision du monde.

Depuis l'Europe, la politique américaine vis-à-vis des armes à feu paraît totalement incompréhensible et nous avons tendance à l'expliquer à travers notre vision des USA comme monde naïf, primitif, qui ne s'est pas encore défait de sa vision de pays de frontières et de conquête de l'Ouest. Nous voyons ainsi la liberté de port d'armes comme le fossile du Far West ou comme une démonstration du caractère profondément conservateur et de droite de leur civilisation. Mais ensuite, des philosophes d'extrême gauche comme l'Italien Toni Negri la présentent exactement de la manière opposée : la possession privée d'armes à feu serait un fait profondément révolutionnaire, une manière d'affaiblir le pouvoir de l'Etat en lui disputant le monopole de la violence. Depuis notre perplexité, cela nous semble étonnement conservateur ou étonnement révolutionnaire, sans voir les liens que cela établit avec une conception de la société basée sur la capacité de décision et la responsabilité de l'individu.

Mais ces perplexités peuvent aussi vouloir dire l'inverse. Des amis américains m'ont parfois fait part de leur incompréhension face à l'indiscipline des pays européens en ce qui concerne la limitation de vitesse sur les routes. Comme pour la possession d'armes à feu aux USA, il est évident que les excès de vitesse sont la cause de beaucoup d'accidents mortels. Mes amis américains sont surpris de voir que les citoyens européens, même s'ils connaissent les effets néfastes de l'excès de vitesse, n'aient aucune forme de scrupules à conduire systématiquement au-dessus des vitesses autorisées, et qu'ils ne cessent de le faire que quand ils craignent, à raison, une amende ou une sanction. Au contraire, aux USA, la discipline citoyenne quant au respect de la limitation de vitesse est presque unanime.

Dans un certain sens, c'est l'exemple complémentaire de celui des armes à feu. Les Américains, depuis leur conception de la responsabilité individuelle, ne comprennent pas que les citoyens ne collaborent pas pour éviter les accidents de la route, causes de forte mortalité. Au contraire, nous les Européens avons tendance à considérer qu'éviter les accidents est, comme presque tout, du ressort de l'administration et que nous n'y avons aucune responsabilité individuelle : c'est le travail de l'administration que de créer des lois, mettre des policiers, des radars, faire respecter les normes.

Derrière ces deux visions de la relation entre les individus et la société, entre la responsabilité de l'individu et la responsabilité de l'administration, se trouvent deux conceptions différentes de l'Etat. Et c'est là que réside la cause de la fissure de la civilisation occidentale.

Aux fondements même de différences plus transcendantes, par exemple celles qui affectent la guerre en Irak, apparaissent aussi les vestiges de cette différence de fond sur la responsabilité de chacun, sur ce que chacun de nous doit faire et ce que nous devons laisser les autres faire en notre nom. Il y a quelques jours, un ami commentait ironiquement la mesure

d'interdiction d'installation de distributeurs de boissons dans les lycées, afin de lutter contre l'obésité des élèves, qui est typiquement européenne : l'administration, en Europe prend la responsabilité de tout, même de la silhouette des adolescents, le fait qu'ils soient gros ou maigres, à partir d'une idée préconçue de ce qui est bien ou mal. Aux USA, celle-ci serait une responsabilité individuelle, et chacun devrait prendre en charge (dans un système de santé beaucoup moins universalisé) les conséquences de ses décisions sur la santé et l'économie.

Individu et administration dans les deux pôles de la conception du monde. En quoi cette différence est préalable et plus centrale, plus importante que les grandes questions de géostratégies. C'est le noyau de la fissure de l'occident.

Reconstruire l'espace occidental

Au début du XXI^e siècle, l'Europe vit une vague d'anti-américanisme qui est aussi en partie une vague d'anti-occidentalisme. Le philosophe Pascal Bruckner, dans un article du « figaro » suite aux attentats de mars à Madrid, parlait de l'existence en Europe d'une volonté presque expiatoire : *« nous, européens, occidentaux, aurions infligé pendant des années diverses offenses terribles au reste du monde, sous forme d'exploitation et de colonialisme, et maintenant cela se retourne contre nous. L'occident serait coupable. »* Mais nous, les Européens, aurions comploté métaphoriquement pour dire qu'en réalité, actuellement, ce monde occidental, coupable par définition, serait plus clairement représenté par les Américains que par nous-mêmes. Bruckner affirme : *« à l'intérieur de cette représentation pénitentiaire de notre destin occidental, les USA seraient les héritiers d'une horreur impériale européenne »* et, alors que les Européens assisteraient aux coups de l'intégrisme islamiste sans le comprendre, et le verraient comme un des visages du mal, du totalitarisme, si ce n'est comme le fruit d'un terrible malentendu, un produit du manque de dialogue et dans le fond comme une réponse à nos culpabilités historiques.

D'après cette interprétation, le nouvel anti-américanisme européen serait l'expression d'une sorte de mauvaise conscience, de haine de soi occidentale, mais aussi une manière très pratique de nous éviter des conséquences possibles. Les nouveaux totalitarismes, essentiellement anti-occidentaux car contre les valeurs basiques du rationalisme, de la laïcité et de la liberté sur lesquelles s'est basé le modèle occidental, montreraient l'ensemble de l'Occident du doigt. Mais l'Europe leur répondrait en leur disant que ce qu'ils attaquent n'est pas représenté par nous mais par les USA. Comme si, en descendant en marche du train de la civilisation occidentale, l'Europe pouvait s'économiser les attaques que cette civilisation peut ou

pourra recevoir de la part de ceux qui sont contre ce modèle auquel nous participons, et que nous avons créé, colonialisme inclus.

Si cela était une stratégie de la part de l'Europe, elle serait complètement absurde : même si nous voulions sauter du train, les adversaires du monde occidental et de ses valeurs savent que nous sommes dedans. Il est fréquent que, depuis l'Europe, on interprète mal l'hostilité des nouveaux totalitarismes basés sur la religion et contre le modèle occidental, parce qu'on essaie de les comprendre depuis notre propre langage, depuis nos prémices.

Quand se produisit l'horrible attentat dans les hôtels égyptiens du Sinaï, pleins à craquer de touristes israéliens, certains médias européens le mirent en lien avec une opération très récente de l'armée israélienne contre le Hamas à Gaza. Dans la logique européenne qui perçoit le Hamas comme un mouvement de libération nationale de nature idéologique, nationaliste et laïque, nous étions face à un épisode politique conventionnel : quelqu'un qui est attaqué se défend. Il s'agirait d'une vengeance après les pertes occasionnées par l'ennemi. Mais le communiqué dans lequel un groupe islamiste revendiquait les attentats les justifiait par la présence dans ces hôtels de salles de jeu et de salles de danse, où les infidèles (juifs dans le cas présent) allaient s'amuser et profanaient ainsi la terre musulmane.

De la même manière, depuis l'Europe, on interprète souvent le terrorisme islamique comme une réponse politique conventionnelle aux agissements des USA au Proche-Orient et on considère en conséquence que si l'Europe se détache de ces agissements, si elle apparaît comme l'alliée des pays arabes, si elle prend ses distances avec la politique américaine, elle sortira du point de mire de ce terrorisme. Mais elle oublie que la logique et les objectifs de ce terrorisme sont d'un autre ordre, qui n'affecte pas le monde occidental pour ses politiques, mais pour ses valeurs et ses habitudes.

L'opinion publique française fut surprise par l'enlèvement de deux journalistes français en Irak, parce qu'elle considérait que sa position opposée aux USA l'immunisait contre ce type de terrorisme. Mais dans ce cas-là, les ravisseurs visaient l'abrogation de la loi interdisant le port du voile dans les écoles françaises. La France pensait que la menace dépendait de ses politiques extérieures au Proche-Orient. C'est une interprétation de logique européenne. Mais pour les ravisseurs des deux journalistes, la France est aussi occidentale que les USA : c'est seulement une partie de l'Occident plus faible, moins significative, légèrement marginale. Parfois, l'Europe agit comme si elle avait sauté du train occidental, mais les observateurs extérieurs savent que nous sommes à l'intérieur du train, construit par les Européens eux-mêmes.

Pour cette raison parmi d'autres, aussi importantes sinon plus, il est indispensable que les USA et l'Europe colmatent cette fissure qui est plus

profonde qu'un différend conjoncturel. La fissure vient en partie de l'interprétation du rôle ; elle renvoie à une question de fond liée au thème de la responsabilité, du rôle de l'individu, des administrations et de l'Etat. De même, elle est liée à la responsabilité européenne et américaine quant à la globalisation du monde. Jusqu'à quel point sommes-nous convaincus de notre propre modèle, et jusqu'à quel point sommes-nous disposés à nous mobiliser pour le défendre.

Les ennemis de la responsabilité sont le conformisme, l'isolationnisme et le relativisme culturel qui considère que les choses ne sont pas bonnes ou mauvaises, mais que chaque culture ou que chaque civilisation construit sa propre morale, aussi valables les unes que les autres. De ce fait, nous ne pouvons pas imposer notre perception du bien (le rationalisme, la démocratie, les droits de l'homme) à d'autres peuples qui peuvent considérer que ce qui est bon pourrait résider dans l'ésotérisme, l'ablation du clitoris ou encore l'inégalité des droits entre les hommes et les femmes.

L'Europe est tentée par ces ennemis de la responsabilité. Mais les USA ont aussi leurs propres tentations : l'hyper-responsabilité qui mène à l'unilatéralisme, le machiavélisme dans l'action qui ne se préoccupe pas du bien fondé des moyens employés lorsqu'il a établi le bien fondé des finalités...

Entre les USA et l'Europe il existe des différences profondes de concepts qu'il faudrait surmonter avec n'importe quelle sorte de pont. Pas seulement dans les anecdotes plus ou moins significatives que nous avons évoqué, mais aussi dans des questions de première importance mondiale. Par exemple, le positionnement des opinions publiques sur la guerre en Irak. Aux USA, la population connaissait parfaitement les informations et les points de vue opposés aux dirigeants qui ont mené la guerre en Irak. Bien qu'ils aient accès à ces positions, et qu'ils pouvaient tous en subir les conséquences, ils ont revoté pour ces dirigeants. Par contre en Europe, tous les points de vue possibles n'ont pas été exposés sur cette guerre, à laquelle étaient opposés les dirigeants européens, ainsi que les groupes médiatiques. Cependant, l'Europe a été décidément et de manière presque unanime contre la guerre et contre les dirigeants américains.

Nous sommes face à deux comportements profondément contradictoires, qui doivent naître de fondements eux-mêmes très contradictoires. Mais l'Europe et les USA ont besoin l'un de l'autre, et l'Occident a un rôle à développer dans le monde. Parfois, l'Europe donne l'impression de se contenter d'une répartition des rôles, comme celle que démontreraient les attitudes si variées de ses opinions publiques : des USA qui font la guerre, pour laquelle ils ont une certaine vocation, et une Europe qui arrive après pour tenter de rétablir l'ordre. Mais il n'est pas non plus très clair que cette répartition des rôles soit consciente. Chacune des parties regarde plutôt avec méfiance le rôle de l'autre, bien qu'elle en ait besoin.

Les USA et l'Europe doivent reconstruire l'Occident. Mais l'une des voies pour réussir cette reconstruction serait peut-être que l'Europe revoie quelques parties de son modèle de société, qui sont actuellement très loin du modèle américain. Après la Seconde Guerre Mondiale, l'Europe construit une société du bien-être qui a de grandes vertus, mais qui pose aussi certaines questions de fond. Son modèle, qui décharge les individus des responsabilités, et les place dans l'administration, a comporté des problèmes pratiques considérables. Il ne s'agit pas de copier depuis l'Europe le modèle américain. Mais on peut l'utiliser pour effectuer quelques réflexions sur la validité générale du modèle européen, sur ses défauts et ses limites. Quelques corrections de cap à partir de ce modèle pourraient être la contribution européenne à la reconstruction, tellement nécessaire, de l'Occident. En espérant que les USA réalisent aussi leur propre contribution, leurs propres approximations.

Un Etat protecteur

Parallèlement au processus d'unité européenne, chacun des Etats d'Europe a progressivement créé, surtout à partir de la Seconde Guerre Mondiale, un modèle nouveau et inédit de société que nous avons appelé Etat du bien-être ou Etat-Providence. Il s'agit d'un modèle exporté au Canada mais pas aux USA. L'Europe est particulièrement fière de ce modèle, au point qu'une bonne partie de son sentiment de supériorité envers les USA se base sur cette réalisation : *« nous, nous dirions aux américains que non seulement nous avons plus d'histoire de sensibilité et de culture, mais en plus que grâce à tout cela, nous avons réussi à établir un modèle de société plus juste, avec moins d'inégalités et d'exclusions »*

Pour les Européens, cet Etat du bien-être est la conséquence logique de leur histoire et de ce que nous pourrions appeler une vision plus humaniste de la réalité sociale : *« étant donné que nous donnons plus de valeur aux personnes, nous avons construit un système dans lequel on garantit à tous la couverture des besoins essentiels, de manière à ce que personne ne reste en dehors, que personne ne soit exclu. »* Au contraire, le système compétitif américain, plus proche de la loi de la jungle, laisse en dehors les faibles, et seul les plus forts peuvent survivre. Pour les Européens, le système individualiste américain serait darwiniste, alors que nous aurions réussi (grâce au fait que les impôts de chacun garantissent la couverture sociale minimum de tous) à amortir le darwinisme et à construire un système plus caritatif (bien que ce mot se cache derrière un euphémisme) et plus équitable.

Jusqu'à aujourd'hui l'Europe n'a jamais perçu de manière critique ce modèle social qui naît de l'existence d'un Etat providence, d'un Etat qui s'occupe de tout à notre place, d'un Etat qui nous garantit, si ce n'est la généralisation du bien-être, au moins une redistribution des richesses qui assure les minimums universels.

Le débat européen ne s'est pas centré sur le fait de savoir si ce modèle était bon ou mauvais, parfait ou défectueux, mais sur le fait de savoir s'il était ou non applicable, sans projeter aucune nuance critique contre les supposées tentatives néo-libérales de l'affaiblir. Cela dit, ces tentatives ne questionnaient pas non plus le bien fondé du système, mais elles avertissaient de l'impossibilité de le maintenir éternellement. Le problème était de savoir si nous pouvions financer ce système. Si des sociétés au faible taux de natalité, au vieillissement progressif et à l'espérance de vie de plus en plus élevée pouvaient garantir à moyen terme les allocations, qui sont une des expressions les plus significatives de l'Etat de bien-être. Et qui dit allocations dit les indemnités de chômage, l'enseignement, le transport et surtout la santé, véritable cheval de bataille.

Une société vieillissante, qui inverse ses pyramides d'âge, est une société qui réclame plus de prestations et plus de dépenses sanitaires. Les Européens ont commencé à discuter il y a très peu de temps pour savoir s'ils pouvaient se permettre de maintenir ce système, alors que nous accusions les américains d'avoir un système sanitaire exclusif, privatisé, pas universel et donc profondément injuste.

Dans les prochains chapitres, nous reviendrons sur la question du vieillissement et de la pyramide démographique, mais il est déjà dit que la critique de la société européenne à l'Etat de bien-être se référait surtout à son maintien, si nous pouvions nous le permettre. On ne s'est jamais demandé si de cet Etat de bien-être et de la société qu'il configurait surgissait des valeurs sociales négatives ou positives, et s'il poussait nos sociétés vers le conformisme et l'indifférence. Nous nous rendions compte que dans nos sociétés l'attitude d'isolationnisme individuel (qui n'est pas exactement l'individualisme) grandissait, que les valeurs du civisme reculaient et que la société civile s'affaiblissait. Nous voyions, et voyons tout cela mais ne faisons pas le lien avec notre modèle de société du bien-être.

Au cours du siècle passé, le milieu intellectuel a déclenché d'importantes alarmes contre les sociétés contrôlées, mais elles ont été étouffées par les pouvoirs publics. Depuis « 1984 » de George Orwell jusqu'au « meilleur des mondes » de Huxley, la science fiction a lancé des alertes sur les dangers d'un Etat interventionniste qui construit des sociétés sur mesure. Mais ces alarmes se basaient sur les expériences terrifiantes de totalitarisme politique qui punirent l'Europe dans les années 30, de Hitler à Staline, alors que nous considérions que la démocratie politique nous vaccinait contre les

risques possibles d'un Etat excessivement interventionniste.

La responsabilité de l'Etat

L'existence de cet Etat de bien-être, de cet Etat Providence protecteur dont nous sommes si fiers en tant qu'Européens, est liée à un concept basique que nous commentons dans la partie précédente. Dans le modèle européen, le bien commun est sous la responsabilité de l'Etat et non des individus. Permettez-moi de m'exprimer en termes caricaturaux, c'est-à-dire exagérés, mais pas pour autant dénués de sens. Dans notre Etat de bien-être, les citoyens signent un contrat grâce auquel, en échange de notre vote et de nos impôts, nous ne devons nous inquiéter de rien en ce qui concerne le milieu public, et pouvons nous concentrer tranquillement sur nos intérêts individuels.

En échange de notre vote et de nos impôts, l'Etat nous garantit enseignement, transport, santé, culture, retraites, allocations... L'Etat prend en charge un minimum de bien-être pour tous les citoyens et nous enlève le poids de ces préoccupations. C'est notre cabinet d'affaire qui veille pour nous sur nos intérêts liés à l'espace public, et nous dit : *« Ne vous inquiétez de rien, votez et payez, nous nous chargeons du reste à votre place. Nous nous occuperons du prévisible et de l'imprévisible. Laissez tout entre nos mains : l'enseignement ou la santé ; nous veillerons à votre santé et à votre culture ; ne vous inquiétez pas si des inondations ou des tremblements de terre ont lieu, l'Etat y pourvoira. Vous n'êtes responsable de rien, sauf de ce qui est strictement vôtre, individuel. L'Etat est le seul responsable de l'espace public, de tout ce qui s'y produit, même si cela vous affecte. Vous avez le droit d'exiger en fonction de vos propres intérêts et des nécessités, disons égoïstes, qui vous correspondent. L'Etat arbitrera. L'Etat les conciliera avec celles de votre voisin dans la mesure où elles peuvent paraître contradictoires. »* Et si à un moment déterminé vous croyez que ce qu'on vous rend en échange de votre vote et de vos impôts n'est pas suffisant, et que de ce fait il serait plus économique pour vous d'acheter sur le marché libre la santé, l'enseignement, le transport que vous consommez ou la culture que vous acquérez, au lieu de les payer avec vos impôts, alors l'Etat offre ses études et ajoute *« il est possible que pour chacun d'entre nous l'Etat de bien-être ne soit pas profitable, mais dans nos sociétés il y a un nombre croissant de personnes au seuil de la pauvreté et de la marginalité qui seraient exclues du système si l'Etat n'était pas là pour les accueillir. »* Comme c'est le cas aux USA, nous ajoute-t-on à voix basse.

Dans ces études, les seuils de pauvreté et d'exclusion se calculent d'une manière déterminée, à partir de la moyenne sociale et non pas des besoins minimums. Et dans des sociétés visiblement prospères apparaissent, selon les études, d'énormes couches de pauvreté et de risque d'exclusion qui sont en suite invisibles dans la pratique. Mais le concept est clair : *« avec le différentiel entre ce que vous payez et ce que vous percevez, nous vous garantissons la paix sociale. Ou, si vous préférez, la bonne conscience de combattre les inégalités et les exclusions. »*

Je sais que tout ça est caricatural, mais ça ne me paraît pas être une description fausse du fonctionnement du système ; ça n'est pas non plus une description sarcastique destinée à le ridiculiser. Le système, je le répète, jouit de grandes qualités. L'Etat concentre sur ses épaules le poids de la responsabilité de n'importe quelle chose, de tout ce qui se passe. Dans le milieu de l'Etat de bien-être la vieille expression italienne : *« Piove ? Porco governo ! »* prend un sens nouveau. A l'origine, cela pourrait sembler être une expression d'anarchisme populaire, qui accuse le gouvernement sans raisons apparentes de tout ce qui se passe, jusqu'à la pluie. Mais dans l'Etat de bien-être, le gouvernement a tout pris sous sa responsabilité, même la pluie. Il a convaincu les citoyens de ne s'inquiéter de rien, l'Etat résoudra tout. La pluie ou la sécheresse peut-être pas, mais leurs effets sur chaque citoyen, qui fait partie de la responsabilité du gouvernement et des pouvoirs publics, si. Pour autant, le citoyen qui observe la pluie, fâché, se joindra à une manifestation contre le gouvernement ou signera une instance afin de percevoir une subvention pour la récolte que la pluie a saccagée, ou encore protestera sur le fait qu'à cause de la pluie (et du gouvernement négligent qui n'avait pas placé d'abris dans les rues ou qui a élargi les trottoirs) il est arrivé en retard au travail. Et il aura raison dans la logique de l'Etat de bien-être.

Tout cela est dans le pacte. Tout cela est ce que le gouvernement a promis de donner en échange de votre vote et de vos impôts.

Le noyau de tout est la responsabilité de l'Etat. Ce que les spécialistes, quand ils parlent comme nous le faisons il y a quelques pages des lois sur la possession d'armes à feu, appelaient « modèle administratocentrique et centraliste » lorsqu'ils se référaient à l'Europe et « modèle individuocentrique et fédéral » pour les USA. Les conquêtes sociales de l'Etat de bien-être ne méritent pas une caricature sarcastique. Mais les Européens, en plus d'être fiers du modèle, devraient aussi penser aux inconvénients qu'il peut comporter afin de les prévoir et de pouvoir les éviter sans avoir besoin de modifier totalement le modèle. Le principal problème réside dans le fait que si nous nous déchargeons de toute responsabilité sur l'Etat, nous libérant ainsi d'elle, nous évoluerons (comme nous l'avons déjà fait en grande partie) de

l'Etat Providence à l'Etat paternel. Et l'Etat paternel a l'inconvénient de tous les paternalismes : à force de traiter ces citoyens comme des mineurs, il finit par les changer en mineurs.

Le monopole du bien commun

En pratique, la responsabilité exclusive de l'Etat à l'intérieur de l'espace public, fondement de l'Etat du bien-être, finit par provoquer un monopole du concept de bien commun de la part de l'administration, de l'Etat. Dans la pratique, du monde politique, des politiciens. Ils finissent par se présenter et se légitimer comme les seuls dépositaires de ce concept qui en principe devrait être propriété partagée de l'ensemble de la société.

Apparemment, tous les citoyens doivent être intéressés par le bien commun, parce que chacun fait partie de la communauté. Mais dans le modèle européen, l'ensemble des citoyens délègue ces affaires par obligation à la classe politique, qui finira par exercer une espèce de monopole. Les politiciens sont, dans ce système, les garants du bien commun, les spécialistes uniques et exclusifs du bien commun.

Un politicien important me l'expliquait d'une manière strictement descriptive, sans entrer dans les évaluations. Imaginons un village quelconque : les chefs d'entreprises du village croient avoir besoin d'une route pour pouvoir vendre leurs produits à l'extérieur, et plus elle serait large, mieux ce serait pour que leurs camions arrivent plus tôt ; les écologistes n'acceptent pas la route parce qu'elle abîmerait le paysage ; les paysans ne veulent pas que la route traverse leurs terres, bien qu'ils en bénéficieraient notablement, mais ils sont d'accord si elle traverse les cultures des autres ; les propriétaires de terrains constructibles souhaitent que la route passe à côté car elle les revaloriserait. Etcetera, etcetera, etcetera. Chacun observe le conflit d'un point de vue personnel, depuis la perspective de la défense de ses intérêts ou afin d'obtenir un bien concret qui lui soit favorable.

Qui arbitre tout cela ? Le politicien. Le politicien est « en théorie et en pratique » le seul qui observe sans avoir à se défendre, ni sans pouvoir défendre aucun bien corporatiste. Le politicien est celui qui évalue la participation de chacun de ces intérêts partiels dans l'intérêt général, et celui qui dicte une résolution fondée sur l'intérêt de tous : qu'il y ait ou non une route, quelle ait tant de voies, qu'elle passe par tel endroit. Chacun fait appel à l'espace public en pensant à ses intérêts. Le politicien l'a fait (en solitaire) avec une conception de l'intérêt général, avec une idée du bien commun. Ce bien commun essayera de piétiner aussi peu que possible les intérêts particuliers. Il essaiera de trouver le juste milieu pour que le bonheur

des uns ne signifie pas le malheur des autres. Mais il finira par décider au nom du bien commun.

Chacun agira, dans cet espace public, selon un rôle concret : chefs d'entreprise, transporteurs, écologistes, paysans, propriétaires... Certains d'entre eux obéiront à des intérêts strictement matériels et individuels (propriétaires) ou à des visions idéologiques du monde (écologistes). Le seul qui restera au-dessus de tout, le professionnel de l'intérêt général, sera le politicien.

Il est certain que dans cette description d'une société occidentale de bien-être, les politiciens s'en sortent bien. Je répète : c'est la vision sincère que me rapportait un homme politique important, qui croit en son métier, qui le respecte et croit en la nécessité des politiciens. Il reconnut lui même que tous n'agissent pas ainsi, et qu'à certaines occasions, ce politicien qui doit veiller pour l'intérêt général, possède certains intérêts privés, propres, ou s'aligne sur des intérêts sectoriels pour des raisons économiques, idéologiques ou d'affinités. Il est certain qu'il existe des politiciens qui au moment d'arbitrer ne le font pas au nom de l'intérêt général mais en faveur des propriétaires, parce qu'eux-mêmes sont propriétaires ; ou au nom des routiers parce que son parti bénéficie de leur aide dans la campagne électorale ; ou au nom des écologistes parce qu'un grand nombre habitent le village et que leurs votes seraient nécessaires pour remporter les prochaines élections. C'est-à-dire que parfois le politicien ne respecte pas sa propre conception (toujours discutable) de ce que devrait être l'intérêt général, par corruption, démagogie, électoralisme ou par ignorance du sujet. Mais alors, c'est qu'il fait mal son travail. Ce n'est pas un bon politicien. Bien réaliser le travail même, dans le cadre actuel, équivaldrait à évaluer honnêtement toutes les options et à arbitrer au nom de la propre conception (subjective et toujours idéologique) de l'intérêt général.

Cependant, le problème du système ne réside pas uniquement dans les politiciens qui font mal leur travail. C'est un problème qui peut se poser, et le système doit générer des mécanismes de contrôle pour éviter ce type de dérives. Les lois et les tribunaux sont des mécanismes de contrôle plus ou moins efficaces pour essayer d'éviter les corruptions. Le système électoral démocratique est un mécanisme de contrôle pour éviter l'arbitraire et l'excentricité, mais selon la manière dont cela se passe, cela n'évite pas les problèmes du clientélisme, de la démagogie ou de l'électoralisme, qui sont des défauts spécifiques au système démocratique. Défauts infiniment moins importants que ceux que présente un système autoritaire où l'arbitraire n'a même pas besoin de se déguiser pour devenir électoralement acceptable, et où le chef ou l'autocrate n'a besoin de donner des explications à personne.

Mais dans tous les cas, un système dans lequel les pouvoirs publics monopolisent la notion d'intérêt général et de bien commun ne me paraît pas être le meilleur système que l'on puisse imaginer. Et pas seulement (ni surtout) parce que les politiciens peuvent faire un mauvais usage de ce monopole. Celles-ci seraient les mauvaises pratiques que mon interlocuteur était le premier à dénoncer. C'est parce que le monopole de l'intérêt général libère obligatoirement l'ensemble des citoyens de leur compromis avec le bien public (qui est en partie le leur) et les pousse à la non participation, à ce que nous avons appelé familièrement « je-m'en-foutisme », à l'exercice de l'égoïsme parfaitement légitimé. Il les prive en plus de la pratique dans la défense dialectique des propres intérêts vis-à-vis des autres, dans le point de rencontre de l'intérêt général et dans la discussion avec ceux qui auraient des intérêts ou une idée contraire à la leur.

Le problème de la chaîne que nous avons établie en Europe et qui unit responsabilité de l'administration, Etat de bien-être et monopole de l'intérêt général de la part de la classe politique, est qu'il laisse l'immense majorité des citoyens en dehors de l'espace public. Avec le monopole de l'intérêt général, l'Etat est notre père, et sûrement un mauvais père. Ceci parce qu'il est évident que les politiciens, par définition, ont plus de difficultés à être, disons, bons pères (spécialistes des réalités quotidiennes), que n'ont en général les citoyens pour savoir ce qui leur convient, et même le lier à ce qui convient au bien commun. Mais surtout il accule les citoyens au rôle de fils mineurs qui ont besoin de quelqu'un qui décide à leur place, et se propose de les appuyer, leur ôtant ainsi toute responsabilité et toute participation, dans un réduit confortable, protégé et sans risques.

La démission du citoyen

La délégation dans le pouvoir public de toute responsabilité référant au bien commun invite le citoyen dans son individualité à démissionner de n'importe quelle responsabilité collective. Il y a déjà quelqu'un qui s'en occupe. Il y a déjà quelqu'un qui se consacre professionnellement à cela, qui encaisse nos impôts, et est payé par la communauté pour le faire. Le politicien devient l'employé des citoyens pour veiller sur le bien public. Libérés, les citoyens peuvent se consacrer exclusivement à la défense de leurs intérêts individuels. Et le citoyen, invité à déléguer si facilement, démissionne, concentre sa participation sur le fait de voter tous les cinq ans et de payer des impôts. Il a déjà rempli sa part du contrat.

La démission du citoyen ne signifie pas seulement une faible participation politique. De même, on l'invite à une faible participation sociale, ou en tous cas à une participation sociale sectorisée, qui n'affecte pas le bien commun. Quand le politicien dont je parlais quelques pages

avant m'expliquait l'exemple du village qui a besoin d'une route, ce qui est surprenant ce n'est pas le naturel avec lequel nous acceptons que le politicien soit la garantie de l'intérêt général, c'est le naturel avec lequel nous acceptons que tous les autres, le propriétaire, l'écologiste, le paysan, aient le droit et même l'obligation de ne pas penser à lui. De mettre sur la table uniquement leurs intérêts. C'est cela qui devient inquiétant, cette démission forcée.

Un premier exemple. Face à quelques problèmes absolument domestiques, liés au trafic et à la propreté des villes, différentes autorités politiques crurent nécessaire de faire un appel public au civisme : la ville ne sera jamais propre si les citoyens n'ont pas le civisme de ne pas la salir, et le trafic ne sera jamais suffisamment fluide si les citoyens ne conduisent pas civilement. Le maire d'une grande ville fit des déclarations dans ce sens aux médias, et la réponse fut aussi immédiate que radicale. Qu'est-ce qu'il croyait ? D'autres autorités politiques de l'opposition, différents journalistes et quelques citoyens en firent leur cheval de bataille, parce qu'ils considéraient que l'appel au civisme était une manière de fuir ses responsabilités en temps que maire, de transférer aux pauvres citoyens les responsabilités qui, en fait, lui correspondaient.

Le maire est responsable de la propreté de la ville et doit donc mettre des poubelles, employer des balayeurs et élaborer toutes les prévisions et les mesures nécessaires. C'est la même chose qui se passe pour le trafic automobile. Libre aux citoyens d'être civiques ou pas, personne ne les réprimandera pour cela. Mais on ne peut pas les obliger à l'être. Cela n'entre pas dans le cadre de leurs responsabilités. Le maire a l'obligation de ramasser les papiers, mais le citoyen n'a pas l'obligation de ne pas les jeter.

Chaque fois qu'un politicien a fait un appel de ce genre au civisme et à la responsabilité des citoyens, il s'est heurté à la même réponse : il fuit ses responsabilités, il transfère aux citoyens une responsabilité qui est sienne. Je me souviens de cas paradigmatiques, extrêmes, comme les reproches très durs faits contre les pouvoirs publics dans des cas où les citoyens se sont noyés un jour où la mer était mauvaise, et où en plus le drapeau était rouge. Mais si la responsabilité n'est jamais celle du citoyen, si c'est toujours celle des pouvoirs publics, l'administration devrait avoir un dispositif prévu pour sauver les gens qui se baignent quand le drapeau est rouge. Chaque fois que les administrations se sont adressées aux citoyens pour leur dire que quelque chose, quoi que ce soit, dépendait d'eux, de leur civisme, de leur aide, il y a eu un reproche implicite : l'aide citoyenne, le civisme est toujours le bienvenu mais ne peut pas être obligatoire. On doit le remercier mais pas l'exiger, ni compter sur lui.

Les politiciens se plaignent souvent amèrement de cette impossibilité de mobiliser le citoyen, de l'impliquer dans l'intérêt général et le bien commun.

Ils ont en partie raison. Mais ceux qui critiquent les politiciens qui réalisent ces appels ont raison eux aussi, puisque les politiciens proposent une révision partielle du contrat. Le contrat tacite dans la société du bien-être attribue à l'administration publique le monopole du bien commun, en échange de libérer l'individu de toute responsabilité. Nous ne pouvons pas le réviser à moitié, juste pour le bénéfice d'une des parties. Ou nous refaisons tout le contrat ou nous ne pouvons pas avoir des exigences unilatérales. Si nous rendons aux citoyens la responsabilité, nous devons aussi leur rendre la capacité de décision, nous devons leur offrir des nouveaux canaux de participation réelle qui vont plus loin que payer des impôts et voter tous les cinq ans. Si nous ne modifions pas le contrat, c'est que nous sommes en train de dire au citoyen qu'il a le droit d'être incivil, qu'il a le droit de faire à sa guise et de défendre seulement des intérêts particuliers ou sectoriels. Tant qu'il n'enfreint pas les lois et les interdictions, il n'a aucune obligation à veiller sur la propreté de la ville et sur la fluidité du trafic. La mairie disposera déjà les balayeurs et la police municipale. Il a le droit de se désintéresser du bien commun parce que nous avons accepté que ce travail fasse partie des devoirs des administrations et des politiciens.

La relation entre l'Etat de bien-être et l'individu a quelque chose de l'échange fœtal. L'Etat nous protège mais en échange il accumule tout le pouvoir. En réalité il l'accumule seulement durant des périodes limitées, d'une élection à l'autre. Mais en échange de sa protection absolue pendant ces périodes, le citoyen est libéré de toute préoccupation collective, et en même temps, il est dans l'impossibilité d'agir, que ce soit de manière directe ou indirecte. La protection que nous offre cet Etat du bien-être est totale et va au-delà du catalogue des services minimums que nous considérons de justice sociale.

Dernièrement, certaines administrations ont changé le nom de leur département. Les vieux départements de l'Enseignement sont devenus ceux de l'Education, ceux de l'Hygiène sont devenus ceux de la Santé. C'est une manière de visualiser le caractère absolu et total de la protection que l'on nous offre. Ce n'est pas qu'il nous donne les services d'enseignement à travers l'école, mais qu'il se charge de notre éducation par tous les moyens, à travers l'école et la télévision, et n'importe quel outil formateur. Ce n'est pas seulement qu'il nous offre les services sanitaires des hôpitaux et des ambulances, mais aussi qu'ils prennent en charge notre santé, ce que nous mangeons, ce que nous consommons, et aussi naturellement le système sanitaire. L'Etat de bien-être ne se légitime pas seulement dans la prestation de services publics universels, c'est littéralement un système de protection sociale. Un système dans le sens le plus littéral du terme de « sécurité sociale ».

Nous l'avons vu dans les chapitres précédents, quand nous exposons les défauts et les vertus du système européen : il s'agit par-dessus tout d'un

système qui offre des sécurités à ses citoyens. Bien que le prix de la sécurité se paye avec la monnaie de la participation, la liberté, le risque créatif ou l'innovation.

Transformer en mineurs, en enfants qu'il faut protéger, l'Etat de bien-être ne nous demande rien, n'exige rien de nous, et en échange, il nous promet pratiquement tout. La devise de n'importe quel gouvernement dans un Etat de bien-être est « nous allons bien ». Toujours, en tout. Le gouvernant, le politicien de l'Etat de bien-être a l'obligation d'être optimiste car étant responsable de tout, la moindre chose qui ne soit pas parfaite finit par lui causer du tort. Une campagne électorale dans un Etat de bien-être est la confrontation entre quelqu'un qui gouverne qui dit « nous allons bien » et quelqu'un d'autre qui veut prendre sa place dans l'administration qui dit « nous allons mal ». Le discours gouvernemental doit être triomphaliste parce que le compromis est la protection absolue des citoyens. Et alors, les oppositions, dans la logique politique, sont condamnées à être destructives, à ne rien trouver de bien.

On a arraché sa responsabilité au citoyen. Mais en échange, on lui a promis la résolution de tous ses problèmes. Si l'un d'entre eux n'est pas bien résolu, c'est de la faute de l'administration : soit pour ne pas avoir bien agi, soit pour ne pas avoir bien planifié, soit pour ne pas avoir bien prévu. Le citoyen est innocent en tout. Le citoyen a tous les droits, à part se sentir responsable du bien commun. Alain Finkielkraut parlait dans « la déroute de la pensée » d'une tendance déterminée des sociétés occidentales, des sociétés du bien-être, à l'infantilisation des citoyens. Etre traité comme des enfants, répondre comme des enfants.

Les nouvelles protestations

On me dira, avec raison, que ce pacte entre une administration qui se charge de toutes les responsabilités collectives, et des citoyens incités à n'avoir que des intérêts particuliers, n'est pas aussi pacifique qu'il n'en a l'air. Que chaque jour se produisent dans ce pacte des phénomènes de protestations indicateurs de tensions qui constituent des canaux alternatifs de participation citoyenne. C'est certain. Mais même ces nouvelles formes de protestations appartiennent à la logique de répartition des responsabilités (ou mieux, de non-répartition) qui caractérise l'Etat de bien-être. La nouvelle forme de protestation est souvent l'expression du désaccord avec une mesure prise (par erreur ou non) au nom de l'intérêt général, mais qui va à l'encontre de l'intérêt de particuliers. Et la plupart du temps, cette nouvelle forme de protestation ne propose pas une lecture alternative de l'intérêt général, mais elle réclame simplement que l'intérêt de certains individus ne

soit pas sous-estimé ou sacrifié.

Observons une grande partie des protestations d'ordre local avec lesquelles se confrontent les pays d'Europe occidentale. Il existe une sorte d'équipements qui sont nécessaires pour l'intérêt général mais qui comportent sans aucun doute un préjudice pour ceux qui se voient obligés de les accepter. Cela peut être des équipements de toutes sortes : prisons, incinérateurs, décharges, parcs éoliens... cela peut même être des équipements moins hostiles, qui à d'autres époques auraient été considérés comme des symboles de progrès : routes, autoroutes, tunnels... le genre de protestation le plus courant est celui qui dit : « Pas dans ma maison ». En vérité, réside parfois derrière ces formes de protestations un noyau réduit qui propose une alternative totale au système, si radicale et si absolue, qu'elle n'est pas non plus pratique et ne peut être transposée dans une action alternative de gouvernement à moyen terme. Mais ce qui apporte de la force aux mobilisations de protestation en Europe occidentale, ce n'est pas cette alternative générique, cette lecture totalement contraire à ce qu'est l'intérêt public, sinon l'expression d'un intérêt local, particulier. Il n'existe pas de manifestation pour la disparition des prisons de la surface de la terre. Il y en a pour qu'on n'en construise pas ici ou là. Les manifestants ne brandissent pas des pancartes qui disent « non aux prisons », mais « nous ne voulons pas la prison à ... », où que ce soit.

Nous sommes donc dans la pleine logique de l'Etat de bien-être. Le citoyen ne se sent pas appelé à exposer sa lecture personnelle de ce que doit être le bien commun. Il proteste sur le fait qu'au nom du bien commun (qui est du ressort des politiciens, et il le sait), on piétine son intérêt individuel. Qu'on construise à côté de sa maison quelque chose qui le gêne. Ce n'est pas son existence qui le dérange. Il n'est pas contre les prisons, au contraire, il les demande et sait qu'elles doivent exister.

Parfois, le groupe contre lequel il lutte est presque sympathique, car associé à une cause progressiste qui a bonne presse, comme par exemple les parcs éoliens. Mais il ne les veut pas à côté de sa maison ; qu'ils le fassent, bien sûr, mais qu'ils le fassent ailleurs. *« Qu'ils construisent plus de routes puisque le réseau routier est surchargé, que moi, en plus, je veux découvrir le monde avec ma voiture, c'est ce qui me correspond. Mais qu'ils ne fassent pas passer la route par un endroit où le bruit me gênera ou détruira un paysage que j'aime. »* Les chocs entre les lectures différentes du bien commun, de l'intérêt général se produisent sur le terrain de jeu politique, et ce sont les politiciens les protagonistes. Celui qui est contre la carte du réseau routier qu'a dessinée tel gouvernement pour un pays au nom de sa lecture de l'intérêt général, appartient à un autre parti politique qui dessine une autre carte du réseau routier au nom d'une autre lecture de l'intérêt général.

Tout cela arrive en politique, dans les parlements, dans les pages politiques des journaux. La mobilisation citoyenne ne se fait pas au nom d'un plan de réseau routier alternatif (ou de prisons ou de décharges), mais pour la défense de telle vallée, de la traversée d'un village, d'une déviation ou d'une bifurcation qui nous affecte personnellement.

Ce n'est pas une manière de délégitimer les mobilisations, au contraire. Ce sont des manifestations qui rentrent pleinement dans la logique de l'Etat de bien-être. La politique, l'administration et les politiciens ont promis de nous protéger, de protéger nos intérêts et de concilier les intérêts individuels au moment de prendre des décisions concernant l'intérêt général. Protester est notre manière de dire que notre intérêt particulier n'a pas été suffisamment respecté ; que dans cet arbitrage nous n'avons pas été suffisamment écoutés. Tout en sachant parfaitement (mais sans que cela soit assumé par l'Etat de bien-être) que l'arbitrage parfait n'existe pas. Que les prisons, les décharges et les incinérateurs doivent être construits quelque part.

Pour cette raison, sur le terrain de jeu de la politique, l'opposition, ceux qui nous promettent qu'eux possèdent une lecture de l'intérêt collectif qui s'accorde avec nos intérêts particuliers, nous propose toujours des sorties par le haut, des sorties qui (sur le papier) ne négligeront l'intérêt de personne. Un gouvernement, de par sa politique, de par le monopole du bien commun, nous dit qu'une prison sera construite à côté de chez nous. Nous, en raison de notre intérêt particulier, nous leur disons de la placer où ils veulent mais pas à côté de chez nous. Alors, les politiciens, ceux qui aspirent à être élus, encore au nom de l'intérêt général et du bien commun, nous disent que quand eux auront le pouvoir, ils ne construiront pas la prison à côté de chez nous, ni à côté de chez qui que ce soit, parce qu'ils ont une formule magique grâce à laquelle les prisons ne seront plus nécessaires. Ils ont une « nouvelle culture de la sécurité », tant qu'ils sont dans l'opposition, qui permettra de boucler la boucle : servir l'intérêt général sans que cela ne se fasse au détriment de l'intérêt particulier. Naturellement, quand l'opposition passe au gouvernement, et vice versa, les rôles s'inversent. Le gouvernement place toujours l'intérêt général au-dessus d'un quelconque intérêt particulier, l'opposition promet toujours une formule magique qui permettra que tous les intérêts soient subitement compatibles.

C'est si évident que ces nouvelles formes de protestation se réalisent (dans la logique du bien-être) depuis la revendication, légitime et légitimée de l'intérêt particulier, et que dans certaines occasions sa formule est précisément refuser le droit à l'existence d'un bien commun si son bien particulier n'est pas respecté. C'est la philosophie des blocages de routes en tant que protestations, parmi tant d'autres. Celui qui proteste, qui sent son intérêt particulier bafoué, est en train de nous dire (parfois littéralement) que

si l'administration ne respecte pas ses intérêts personnels, lui non plus n'aura aucune obligation à respecter les intérêts particuliers des autres citoyens. Quand une route est bloquée, les plus gênés ne sont pas les représentants de l'administration, mais les citoyens qui passent par-là, même s'ils n'ont aucun lien avec le problème en question. Mais la nouvelle forme de protestation considère que si quelqu'un se sent lésé, il a le droit de combattre le bien commun. Si lui a un problème que l'administration ne résout pas, il a le droit de causer du tort à une tierce personne.

L'administration sera toujours coupable puisque c'est elle qui lui a donné la garantie de veiller sur ses intérêts, en plus de garantir à un autre citoyen qu'il pourra tranquillement emprunter la route. Le baroque espagnol avait trouvé une formule en rime pour parler de la prédominance de l'intérêt particulier sur l'intérêt collectif : « *Andeme yo caliente y riase la gente* » (équivalent à : « si pour moi tout est gris, ça doit l'être pour autrui »). La nouvelle protestation nous dit que si moi je ne profite pas, personne ne profite. Si moi j'ai un problème, que tous en aient un. Il ne faudrait pas que le monde continue à tourner tranquillement et joyeusement, sans préjudice pour personne, quand mon intérêt particulier n'a pas été pris en considération.

Ces formes de protestations ne sont pas la négation du pacte fondateur de l'Etat de bien-être : le monopole du sens de l'intérêt général de la part de l'administration, ce que nous appelons « administratocentrisme », contre un « individuocentrisme » américain. Au contraire, ces formes de protestation s'inscrivent à l'intérieur même des règles du jeu de l'Etat de bien-être. Elles les confirment. D'un côté, il y a des politiciens, de tendances différentes, qui ont l'obligation de penser à l'intérêt général. Ils se disputent, discutent, se démentent, essayent de nous faire voter tous les cinq ans en nous parlant de l'intérêt général. De l'autre côté, il y a nous, les citoyens, qui avons été libérés de l'obligation de penser au bien commun, qui devons seulement nous inquiéter de ce qui nous convient et nous intéresse, qui devons éviter que les politiciens portent préjudice à nos intérêts au nom du bien commun, et qui dans tous les cas voterons quand nous devrons le faire. Il semble évident qu'avec un schéma de ce genre, avec une responsabilité aussi concentrée, avec une invitation aussi constante à la démission de nos préoccupations pour l'intérêt général, une société a un problème. Les sociétés européennes ont un problème.

Les voies alternatives

Les exemples peuvent être plus ou moins anecdotiques, mais la question de fond ne l'est pas du tout. Le conformisme, la passivité, l'option pour un

confort protégé, paraissent être les freins les plus importants de la génération d'un rêve européen capable d'enthousiasmer. Le processus d'unité européenne a déçu ou a limité son ambition à cause de ce conservatisme social, plus profond que le conservatisme politique, qui amène à préférer la sécurité à l'ambition. De même, dans un certain sens, ce modèle qui annule la responsabilité individuelle du bien commun est celui qui a entraîné une fissure en Occident, celui qui a éloigné le modèle américain et européen, et est donc le fondement culturel avec lequel on explique et on justifie d'autres différends, plus conjoncturels. Et l'impression est que ce conformisme et cette passivité se trouvent dans les codes de base de la société du bien-être que nous avons construite, pleine de valeurs et de vertus mais qui dans la pratique agit aussi comme une invitation à la démission de la citoyenneté, pour n'importe quelle responsabilité collective. La société du bien-être est en partie la prison dorée dans laquelle l'Europe s'est enfermée.

D'une part, nous disposons d'un espace public, celui de l'intérêt général qui est monopole de l'Etat, et qui donc est le terrain de jeu d'une classe politique toujours plus professionnalisée et en conséquence endogame. D'autre part, nous avons une citoyenneté protégée, habituée à déléguer aux pouvoirs publics la résolution de ses problèmes, à qui on a promis sécurité et stabilité en échange du renoncement à s'immiscer dans l'espace public, invitée à l'égoïsme et à l'indifférence. Il est évident que cela entraîne une espèce de divorce. Et ce divorce provoque conformisme et « je-m'en-foutisme » dans certains secteurs de la vie européenne, mais dans d'autres du mal-être. Il existe des segments de la société européenne qui ont une certaine conception propre de l'intérêt général, mais sans les moyens de la représenter dans l'espace politique parfaitement défini et ségrégué que nous avons dessiné. Il existe des secteurs qui se sentent étouffés par cette invitation permanente à s'occuper de ses affaires et à ne sentir aucune sorte de responsabilité pour le bien commun.

Il est possible que ce mal-être soit ce qui explique en partie l'insatisfaction de la population européenne face à son présent et à son futur prévisible, malgré les niveaux de bien-être et de protection obtenus. Le monde américain offre à ses citoyens un rêve individuel, mais comme l'individu y est le centre de la société, dans une certaine mesure le triomphe individuel se transforme en la manière de participer à la responsabilité collective. L'Europe ne croit pas en la responsabilité individuelle. Elle offre aux individus un horizon personnel de bien-être et de sécurité, c'est pourquoi elle ne possède pas (dans un système où la responsabilité du bien commun est du ressort de l'Etat) une dimension collective, une dimension générale. Peut-être que le mal-être de la population européenne qu'ont détecté différentes enquêtes, surtout parmi les tranches de population les plus jeunes, et qui ne se justifie pas en fonction de leur niveau de bien-être matériel, est dû à l'absence d'un rêve, à l'absence d'épopée collective ; à l'absence de

projet et d'horizon. Malgré la sécurité, cela est principalement dû au fait qu'ils considèrent que ceux qui se chargent de la responsabilité d'administrer le bien commun, l'administrent mal. Et ils ne disposent pas de propositions concrètes pour changer le système, système qui a étouffé le pouvoir d'initiative.

L'explosion du nombre d'Organisations Non Gouvernementales qu'a vécue l'Europe pourrait être un symptôme ou un effet de ce mal-être. Le bien commun est propriété de l'Etat et de la politique. Quelqu'un qui, depuis son sentiment individuel, possède la moindre vocation à participer au bien commun (mauvaise ou non), ne trouve pas de voies pour projeter cette volonté dans l'espace politique. Il cherche alors un autre lieu, un espace imaginaire où il pourrait surmonter l'invitation perpétuelle que l'on nous fait à nous, les européens, de nous désintéresser du bien commun. C'est vraiment une issue de secours. C'est une voie dans laquelle disparaît le concept de représentativité, où il est possible de créer un mirage de poids social, derrière une organisation qui en fait ne représente personne. C'est une voie qui a de grands défauts et dangers. Mais c'est peut-être la voie que nous avons ouvert à force de se voir refuser l'entrée aux portes de la participation à la construction politique du bien commun. Le passage se cherche alors à travers des voies plus ou moins illuminées, plus ou moins mystiques qui offrent aux citoyens la dose d'épopée et d'illusions dans l'espace collectif que ne leur offre pas une politique professionnalisée et impudique, ni une citoyenneté de base qui ne s'occupe que des intérêts matériels plus immédiats et personnels.

L'Etat protecteur, l'Etat providence, qui apparaît comme la plus grande réalisation du monde européen, parallèle au processus de confluence des Etats d'Europe, finit par être un facteur de mal-être et un facteur de conservatisme. L'Etat protecteur est une offre permanente de sécurité et de confort. Mais il décourage les citoyens de participer à l'espace public. De plus, au nom d'un égalitarisme démobilisateur, il les décourage aussi de rêver de la réalisation individuelle liée à l'autodépassement, la compétence, la formation, rêve au contraire bien vivant (peut-être même trop) dans le monde américain.

Et il n'est pas indispensable de se regarder dans le modèle américain pour modeler une situation harmonieuse entre la citoyenneté et le gouvernement. En Europe (nous devons le répéter de manière exhaustive), la Suisse et surtout la Finlande sont des modèles de citoyenneté participative à la chose publique, elles ont placé respectivement dans leurs cantons et hameaux unis le pouvoir pour tout ce qui les concerne.

Ainsi elles ont maintenu la participation et la capacité à défendre les intérêts personnels et familiaux à l'intérieur de collectivités qui leur sont

proches et qui leur facilitent la communication et la réussite de confluence. Personne ne trompe personne. Plus que les Etats en Amérique du Nord, ces proches exemples européens de relativement petits collectifs, nous montrent par où trouver la route alternative pour surmonter le laisser-aller des citoyens quant à la responsabilité.

Si ce dont il s'agit est de créer l'Europe et reconstruire l'Occident, nous devrions probablement changer les bases théoriques de notre Etat de bien-être. Pas toutes ses prestations, ni tout le modèle d'assistance universalisée, en particulier pas le système éducatif si ce n'est pour l'améliorer, mais il faudra changer ce fondement théorique qui donne pour établi que la responsabilité de l'espace public ne dépend que de l'administration et du gouvernement qui condamne le citoyen (en faisant semblant de le libérer) à ne s'occuper que de ses intérêts personnels. Un changement de valeurs est nécessaire, il ne peut probablement se produire qu'à travers un changement éducatif, mais aussi un changement dans la manière de comprendre et de faire de la politique.

Une fois de plus, il faudrait trouver la façon de faire se rejoindre les deux systèmes politiques de l'Occident, parce que bien qu'ils soient fondamentalement opposés tous les deux ont des qualités et des défauts complémentaires. Arrivés au point de divergence actuel, il n'est pas évident d'atteindre le point de rencontre. Il est probable que la formule pour surmonter la brèche qui s'élargit petit à petit entre les deux composants principaux de l'occident, n'est pas essayer de la colmater mais bâtir des ponts.

Une nouvelle politique

La vieille maxime dit que la démocratie est le moins mauvais des systèmes de gouvernements connus. Cela veut dire que c'est un système clairement préférable à n'importe quel autoritarisme, autant du point de vue éthique que du point de vue pratique : les risques d'un despotisme quelconque, même des despotismes instruits ou de ceux qui se justifiaient comme un pas inévitable vers l'émancipation des masses, sont infiniment plus grands, et les atrocités commises par les régimes totalitaires et despotiques sont infiniment plus nombreuses que celles qu'ont pu commettre les démocraties. Mais la maxime nous dit aussi que la démocratie n'est pas un système parfait et qu'il existe donc de la marge pour la perfectionner. De même, la démocratie comporte des risques et des défauts que nous devrions être capables de surmonter petit à petit, sans renoncer à ses énormes qualités supérieures à celles de n'importe quel autre système politique.

Quelques-uns des risques de la démocratie qui sont de caractère universel surviennent dans presque tous les régimes démocratiques du monde, au-delà du système de valeurs et de la vision du monde à laquelle la démocratie est associée. Les Grecs détectèrent déjà que la démocratie, même la démocratie dérisoire qu'ils avaient, est très sensible (mais les régimes autoritaires le sont beaucoup plus) au pouvoir de la démagogie, de ce que nous appellerions aujourd'hui l'électoratisme. Et ceci bien que les Grecs ne puissent même pas imaginer les conséquences de la flatterie de l'opinion publique, et donc du corps électoral, lui offrant des versions édulcorées de la réalité, mentant ou choisissant ce qui convient le plus, presque achetant son vote ou le subordonnant avec des concessions faciles et stimulantes, même si elles peuvent se révéler inopportunes. Le clientélisme, l'électoratisme, la démagogie sont des risques présents en démocratie.

Dans les démocraties avancées, un autre risque croissant est celui que nous pourrions appeler démocratie de sondage, où les consultations directes remplacent la population, ainsi que les convictions des gouvernements, de par des études constantes d'opinion. Dans ces démocraties, le gouvernant, le politicien, n'aurait pas une conception du monde personnel, une idéologie et un programme à offrir aux citoyens qui réclament son appui ; il adapterait ses positions en fonction des résultats des enquêtes, s'adaptant afin de plaire à l'électorat. Ce risque de démocratie aux politiciens modelables, sans opinion ni projet propres, qui retourne sa chemise au gré du vent, paraît avoir été détecté par l'électorat qui, lors de certaines élections récentes, semble avoir préféré des politiciens aux convictions fortes (bien que très discutables) à des politiciens girouettes.

Les élections américaines de 2004 semblent avoir été un exemple de cette réaction. Pendant la campagne, Bush réussit à se présenter comme un politicien de valeurs et de convictions (je le répète très discutables), mais surtout il réussit à présenter Kerry comme un politicien volubile et opportuniste, peut-être pas forcément à tort. Bush a gagné les élections avec des spots télévisés comme celui qui montrait Kerry faisant du surf (la métaphore de la politique girouette), qui se déplace toujours sur la vague et qui change d'apparence au gré du vent. Je ne veux pas dire par là que l'attribution des deux rôles soit pertinente, ni que Bush ait réellement des convictions et que Kerry soit réellement un opportuniste. Je prétends juste que parfois, l'électorat préfère choisir le politicien qui semble avoir des convictions, même s'il ne les partage pas complètement, que le politicien incapable de transmettre la sensation qu'il en a, bien qu'au fond il en ait.

Dans tous les cas, ces risques de la démocratie sont généraux, et le système démocratique essaie de les combattre avec ses propres lois électorales. Par exemple, dans certains pays, les lois électorales ont établi de grandes

circonscriptions et des régimes très proportionnels aux listes fermées, pour éviter la petite tyrannie locale et donner de la force au régime des partis plus traditionnellement faibles. C'est le cas de l'Espagne, avec la Constitution de 1978 qui, après un régime autoritaire et l'expérience des petites circonscriptions sous la Restauration, alimenta la tyrannie locale. Par contre, d'autres pays comme la Grande Bretagne ont préféré des systèmes aux circonscriptions très petites, clairement majoritaires, où le profil personnel du député importe plus que le parti pour lequel il se présente. Celui qui apporte les votes c'est le député et sa ligne de conduite, et non pas le nom et l'idéologie du parti. Finalement, la majorité des pays ont choisi, comme en Allemagne, des systèmes mixtes pour essayer d'adapter les avantages et éviter les inconvénients que possèdent les deux systèmes électoraux.

Mais en marge de ces problèmes généraux de la démocratie et des systèmes que chacun peut générer pour les atténuer, le système politique européen présente des problèmes spécifiques liés à ce dont nous parlions dans les paragraphes précédents : l'existence d'un Etat protecteur qui accumule toute la responsabilité du bien public, et qui relègue aux citoyens la défense de leurs intérêts personnels et corporatifs, et à une participation au vote tous les cinq ans. Comme nous le disions déjà, ce principe de fond (qui différencie aussi la politique européenne de l'américaine) a fini par générer deux circuits qui ne se rencontrent pas, qui courent en parallèle. D'un côté, le monde politique de plus en plus professionnalisé et endogame. De l'autre, l'ensemble de la société, les citoyens, ce que nous appelons la société civile, qui est écartée de la gestion de l'intérêt général et du bien commun, et qui, dans tous les cas les cherche dans des chemins extérieurs à la politique.

La politique comme métier

Une personnalité politique me commentait que dans sa corporation (pour ainsi dire) se produisait un phénomène unique, qui ne se passait dans aucun autre champ professionnel : les règles du jeu exigent la destruction de l'adversaire. Une partie du travail des politiciens est de détruire les autres politiciens. Certainement, dans tous les métiers il existe la concurrence. Dans tous les métiers il y a de la concurrence afin d'obtenir un nombre limité de lieux d'excellence. Mais dans les règles du jeu de la politique, comme nous l'entendons entre nous, le propre travail consiste à présenter les propres propositions et le programme et la vision du monde qui se défend (parfois de façon très ambiguë), mais aussi discréditer et même personnellement les autres politiciens. Dans la mesure en choisit les personnes, et pas seulement les idées, la lutte politique devient une lutte entre personnes, et pas seulement sur les idées. L'objectif du débat politique est la conservation du

pouvoir ou la substitution dans le pouvoir. Dans les deux cas, le débat politique invite à mettre en doute les capacités et aussi les intentions des rivaux. Et, évidemment, à leur nier toute reconnaissance, au moins pendant qu'ils sont en activité, pendant qu'ils participent à ce que nous pourrions appeler le marché politique, pendant qu'elles sont les compétences de quelqu'un.

Ces dures règles du jeu de la politique arrivent à divers problèmes, du point de vue collectif. Il semble qu'à l'ensemble de la société, il convient d'être gouverné par des personnes plus capables, avec une formation supérieure, avec une plus grande vocation de service. Et entre les diverses personnes qui peuvent jouir de ces caractéristiques, nous choisissons celles qui possèdent une vision du monde la plus similaire à la nôtre, qui défendent des valeurs et des idées avec lesquelles nous coïncidons. Mais la dureté et la capacité de destruction des personnes de la politique, provoquent des effets qui nous éloignent de cet objectif :

- Un horizon de confrontation qui peut amener à la destruction personnelle résulte dissuasive pour beaucoup de personnes qui auraient des capacités politiques. Mais pour le dire d'une autre forme, l'épouvante de la politique, éloigne de la politique des personnes préparées et formées. Elle empêche des vocations, qui seraient socialement utiles. Des personnes qui seraient disposées à assumer des responsabilités et laisser leur temps libre et leurs efforts dans le gouvernement ou dans le débat politique, ne sont pas disposées à subir les processus de destruction et le discrédit qui lui sont associés.
- La dureté de la confrontation politique provoque le fait que dans certaines occasions restent discréditées ou usées des personnes qui maintiennent encore intactes leurs capacités et aussi leur vocation. Les sociétés donnent pour amorties avant le temps politique qui encore peuvent leur être parfaitement utiles, mais qui sont restées usées par les règles du jeu extrêmement abrasives.
- La politique reste réservée à ces personnes disposées à traverser les dures épreuves personnelles qu'elle comporte, qui ne sont pas nécessairement ni les plus préparées ni les plus aptes. Il se crée ainsi un circuit professionnel de politiciens, absolument différenciés du reste de la société. Dans ce cercle, vivent des personnes avec une vocation politique si forte qui peuvent résister aux inconvénients de l'usure (qu'elles soient aptes ou non), mais aussi ces personnes qui détectent dans la politique une option professionnelle qu'ils ne rencontrent pas à l'extérieur de la politique et à qui leurs importent relativement peu le climat d'usure qu'ils vivent. Ainsi, les politiciens avec vocation doivent vivre avec (au moins en infériorité de

conditions) avec les politiciens professionnels sans vocation et seulement des intérêts personnels.

- L'imperméabilité entre le monde de la politique et l'ensemble de la société fait qu'il est très difficile d'entrer dans ce cercle de politiciens de métier, avec vocation ou sans. Mais aussi il est très difficile d'en sortir. Qui est passé par le monde de la politique a de la difficulté à se réinsérer socialement (pour employer, en toute conscience, un terme qui appartient surtout au langage pénitentiaire) et en conséquence, très souvent, les politiciens qui ont déjà réalisé tout leur circuit dans la vie politique, qui ont donné tout ce qu'ils pouvaient donner d'eux-mêmes, n'ont aucun type d'horizon extérieur et doivent rester indéfiniment, traînés de charges en charges, simplement parce que dehors il n'y a rien pour eux.

Tous ces risques sont, en fait, l'application de cas concrets du problème général. Le système européen a donné à l'Etat le monopole du bien commun. Il a marqué, en conséquence, très clairement les limites de la politique, il a créé une muraille dans le périmètre de la politique. Etat/politique et individus/société ne se rencontrent pas. Ils entrent en contact seulement tous les quatre ans pendant les élections ou s'entrechoquent, quand une action politique faite au nom du bien commun passe devant un intérêt individuel. Les deux sphères se maintiennent indépendantes, et dans un certain sens il existe la sensation que la politique (qui en plus est destructive et abrasive) contamine la société.

Les règles du jeu de la politique démocratique européenne, d'une extraordinaire dureté, aident à empirer le problème, qui initialement est celui de la coexistence (avec une frontière quasi imperméable) du monde de la politique et du monde de la société. La dureté de la vie à l'intérieur du circuit de la politique, l'obligation apparente du discrédit et la destruction de l'adversaire, la présence constante et invincible du risque de démagogie et de l'électoratisme, sont à l'origine de ce que les mécanismes pour recruter le personnel politique ne nous garantissent pas que l'on arrive au gouvernement le plus apte. Certainement, arrivent au gouvernement des personnes aptes avec une vocation politique et des connaissances et de l'intelligence pour arbitrer en faveur de l'intérêt général. Mais les règles du jeu, exceptionnellement dures, laissent en chemin beaucoup d'autres qui auraient ces aptitudes. Et parfois est placé à cette position quelqu'un qui ne possède pas ces aptitudes, mais qui a la force ou n'a pas la préoccupation nécessaire pour passer entre les filtres. La classe politique reste isolée dans un travail sans sortie, que tout contamine, qui est perçu comme suspect par le reste de la société et où se pratique une forme spéciale d'anthropophagie.

La démocratie, bien sûr, continue à être le moins mauvais de tous les systèmes politiques. Nous avons généré plus de mécanismes (lois électorales,

systèmes parlementaires complexes) qui ont perfectionné ce régime le moins mauvais. Mais il reste encore du travail à faire. On doit modifier encore notablement la manière de faire de la politique, les règles du jeu, les formes de recrutement du personnel politique, les mécanismes pour entrer et sortir de ce circuit, les formes de participation et de responsabilité sociale, pour améliorer la qualité de la démocratie.

L'exclusion citoyenne de la politique

La barrière infranchissable qui sépare un monde politique chargé, en échange de tout le pouvoir, avec le sac de toute la responsabilité, et un monde social où les individus seuls sont responsables d'eux-mêmes, provoque un double problème collectif. D'un côté de la barrière, celui des politiciens, se provoque tous les problèmes, parmi beaucoup d'autres, fruit de l'endogamie et de l'autodestruction que nous venons d'énumérer. Mais d'un autre côté de la barrière, sont provoqués des problèmes non moindres. En résumé : on arrive à ne pas profiter des ressources humaines qui seraient énormément utiles pour le bien commun et qui provoquent la frustration et dans les cas ultimes, l'ennui de ces personnes qui voudraient assumer quelques responsabilités en relation avec l'intérêt général, qui pressent que la voie politique ne leur donne pas l'occasion de le faire (où le donnerait à un prix très élevé, qu'ils ne sont pas disposés à payer et qui affecte leur personnalité intime), et qui ne rencontrent pas une manière alternative de canaliser cette volonté de participation qui leur apporterait une certaine dimension épique et un défi ou un idéal qui transcenderait le strict intérêt individuel.

Les sociétés européennes ont généré un noyau très ample, plus ample que dans n'importe quelle phase de l'histoire, des personnes formées, qui ont atteint le succès dans leurs activités professionnelles et qui possèdent des aptitudes et l'intelligence pour participer dans le public, dans la gestion de l'intérêt général. Mais cette gestion est monopolisée par l'Etat, par l'ensemble des administrations et, par conséquent par une classe politique fermée et définie, encadré par des partis politiques qui se combattent pour se substituer. Ces personnalités civiles, avec des trajectoires en entreprises, professionnelles ou académiques qui au fond ne sont pas si lointaines de ce que représente la gestion publique, avec de l'expérience et des connaissances valides pour être apportées à la communauté, n'ont aucun mécanisme parallèle à la vie politique stricte pour participer aux décisions et à la gestion de l'espace publique.

Pour le dire d'une autre manière graphique, ou "ils entrent en politique" ou ils continuent à être condamnés (malgré leurs aptitudes et leur expérience) à se maintenir à la marge de l'intérêt général et circonscrits à la défense d'intérêts particuliers ou corporatifs.

S'ils veulent participer à la gestion de l'intérêt général, ils doivent traverser la barrière, entrer dans le club, ils doivent se consacrer à la politique. Et, par conséquent, ils doivent se soumettre aux règles du jeu de la politique : la destruction mutuelle, l'encadrement partisan, les difficultés pour revenir à la vie professionnelle d'origine académique ou d'entreprise.

Les emplois sont nombreux. J'ai connu des européens avec une extraordinaire trajectoire académique aux Etats-Unis qui, par sens civique, mais en ayant acquis déjà une perspective américaine de la politique, qui ne sert à rien en Europe, ont offert de collaborer avec leur pays d'origine de la maîtrise acquise dans leur profession. Ils ont compris qu'entrer en politique, dans le sens que ceci a en Europe, signifiait payer quelques péages, qu'ils ont considéré au début comme mineurs et seulement fonctionnels : entrer dans un parti, accepter une charge publique, entrer dans le jeu politique. Seulement quand ils ont été à l'intérieur du système ils ont découvert, avec stupeur, que la dynamique anthropophage de la vie politique ne respectait pas leur indiscutable validité académique et qu'ils étaient l'objet des mêmes fureurs destructives que le reste des politiciens. Et ils ont découvert aussi, qu'en s'introduisant dans un monde jaloux et compliqué, ils ne trouvaient plus de porte de sortie.

Parce que dans le milieu européen, celui qui revient de la politique à la société porte des stigmates celui est suspect. La même société qui, officiellement, dans le discours public politiquement correct, invite les citoyens à participer à la politique, châtie ensuite ceux qui l'ont fait avec des stigmates de non neutralité et d'esprit partisan, qui convertit en difficulté leur retour à la vie civile et toujours dans des conditions pires que celles qu'ils auraient eues s'ils n'étaient pas passés par la politique. A l'exception de ce que ce retour à la vie civile soit une forme camouflée de continuer dans la logique politique.

Ces personnes auxquelles je me réfère viennent d'un milieu nord-américain, où la barrière entre la politique et la société est beaucoup moins importante, parce que la politique ne possède pas le monopole de l'intérêt général. Au contraire, les citoyens, individuellement ou organisés, sont aussi les protagonistes de l'intérêt général. Par conséquent, avec une barrière beaucoup moins séparatrice, faire un saut dans n'importe laquelle de ces deux directions est possible. Peut-être que ce n'est pas facile, mais c'est possible. Par contre, dans la société européenne, il faut entrer en politique (et l'expression est en elle-même significative) si l'on veut réaliser n'importe quel type de service public. Et quand l'on y entre, on est attrapé dans son filet,

duquel il est très difficile de sortir. Et de cette manière, la quantité de talents qui se perdent pour la vie publique est énorme.

L'itinéraire qu'ont réalisé les personnes auxquelles je me réfère s'explique seulement dans la mesure où ils sont passés par les Etats-Unis et que, par conséquent, ils ne connaissaient pas les règles du jeu de la politique européenne. L'idée qu'une personne qui a dédié sa vie à l'entreprise ou à la recherche ou à mettre sur pied un cabinet d'avocats puisse consacrer huit ans de sa vie à être maire de son village, ou à participer dans le design des politiques publiques d'enseignement ou d'investigation est habituel aux Etats-Unis (et un peu dans l'ensemble du monde anglo-saxon, qui est à mi-chemin entre les Etats-Unis et le reste de l'Europe) mais est absolument impensable dans la majeure partie des pays européens. Si des gens le font, ils se convertissent déjà en un politicien et seraient de l'autre côté de la barrière.

Cette impossibilité d'accès a appauvri considérablement la politique européenne. Peu de personnes veulent, dans ces conditions, "entrer en politique", "se mettre en politique". La sagesse populaire, qui use de ces expressions, dessine déjà la politique comme une caisse fermée. Ceci a empêché la rénovation des idées, l'incorporation de connaissances, l'amplification de points de vue. La personnalité de reconnaissance prestigieuse, qui est dans l'espace public à la marge de la bataille politique qui apporte ses connaissances personnelles, qui se compromet (au moins durant un moment) dans la gestion publique depuis son civisme et depuis son talent, n'existe pas entre nous. En Europe, il y a ceux qui font la politique, encadrés par les partis, professionnalisés, et le reste des citoyens. Ou l'on est d'un côté de la barrière, ou l'on est de l'autre.

Un citoyen européen, en ce qui concerne sa relation avec l'espace publique, a trois options : ou il entre en politique, ou il fait partie d'une ONG, ou simplement il accepte l'invitation de ne pas se préoccuper et de se dédier à réussir toutes les opportunités pour vivre bien individuellement ce que lui offre cette société. C'est à dire, ou il recherche l'intérêt général par la voie marquée ou il essaie de rencontrer une autre voie, ou simplement il reste à la marge de l'intérêt général. Une invitation à l'hédonisme et au je-m'en-foutisme. Qui reste dans cette partie, le fait sans aucun droit à l'intervention dans l'espace de l'intérêt général. Condamné à une certaine forme de silence.

Le rôle de la société civile

Il y a quelque temps, le terme "société civile" est entré avec force dans n'importe quel type de discours public. On parle de la société civile, en opposition avec la société politique, pour décrire l'ensemble des entités, associations, fondations, entreprises, institutions, dans lesquelles s'organisent

spontanément les citoyens, dans la marge des institutions publiques, à partir de leurs propres désirs et affinités. La société civile est vantée par tout le monde comme forme d'organisation de la société, comme un espace intermédiaire entre les citoyens et l'Etat, mais dans n'importe quel cas beaucoup plus proche des citoyens, autonome de l'Etat.

Dans certains peuples et territoires laissés loin de la main des Etats ou qui considèrent que les Etats maintiennent une attitude hostile face à leurs intérêts culturels, économiques et sociaux, la société civile s'est convertie en un vrai squelette alternatif, au travers de laquelle la société s'est dotée librement des instruments qui lui paraissaient nécessaires pour favoriser ses expressions culturelles, pour résoudre ses problèmes d'assistance ou pour mener à bien en général ses activités.

Théoriquement, l'Europe a valorisé extraordinairement sa société civile. Le groupe de travail créé par Romano Prodi pour traiter des questions se référant à l'identité commune de l'Europe a conclu que l'économie ne sera jamais le moteur de l'unité européenne, si elle ne repose pas sur l'unité politique et que l'unité politique n'avancera jamais si elle ne se repose pas sur une identité commune, qui naîtra de l'existence d'une société civile européenne. Par conséquent, la société civile se signale comme une clef de voûte non seulement pour le fonctionnement de chacune des sociétés européennes, mais aussi pour son processus de confluence.

Dans les alinéas précédents, nous avons vu que dans le modèle européen, l'Etat est celui qui charge sur ses épaules l'intérêt collectif. Et il est évident que la société civile, par définition, a aussi à charger sur ses épaules chaque aspect concret du bien commun. Par conséquent, malgré que le discours public européen est élogieux pour la société civile, en pratique il existe un disfonctionnement entre le rôle de cette société librement organisée et le monopole que l'administration publique, les politiciens et la bureaucratie exercent sur l'espace des intérêts généraux. En conséquence, ceci implique dans la pratique de la méfiance des administrations sur la société civile, qui, dans le cas européen l'a vidée de contenus et l'a convertie en quelque chose de terriblement subsidiaire de la société politique. A travers sa politique de subventions, mais encore plus à travers une politique d'aspiration à tous types d'initiatives, la société politique a relégué la société civile à un rôle subsidiaire, complémentaire, à un second plan.

Pendant qu'aux Etats-Unis les fondations, associations, initiatives civiles à la marge de l'Etat exercent une influence soulignée dans la vie culturelle, éducative ou sanitaire, en Europe le discours officiel est que tous ces milieux font partie de l'espace d'agissement de l'Etat. Par conséquent, si la société civile agit, elle le fait provisoirement dans des travaux de substitution dans l'espoir que l'Etat, qui est à ce qui lui correspond, soit celui qui agit. On considère que l'Etat doit s'occuper de cet espace pour garantir des

minimums égalitaires pour toute la population, et dans tous les cas si la société civile agit c'est pour offrir à quelques segments de la population une valeur ajoutée, quelque chose qui n'est pas indispensable (si cela l'était ce serait à l'Etat de le couvrir) mais qu'on peut accepter ce qu'elle offre. Comme une espèce de lot de consolation.

Aux Etats-Unis, les lois du mécénat et du parrainage offrent de grands avantages fiscaux dans l'intervention de la société civile. En Europe, pour ce qui se réfère au traitement des fondations et entités pour partie des administrations, il existent des pratiques très diverses autant que contradictoires. Dans certains pays, la législation s'est approchée des Etats-Unis. Dans d'autres, se maintiennent des filtres très puissants sur les activités de ce type d'initiatives. Parfois, ces restrictions et cette méfiance ne sont pas seulement le produit d'une position idéologique contre la société civile, mais, surtout, un système pour éviter qu'à travers ces initiatives se perde des recouvrements fiscaux ou sa transparence. Dans beaucoup de pays, la méfiance face aux fondations et entités sans buts lucratifs ne sont pas venues des ministères de la culture, mais des ministères de l'économie publique.

Mais, dans tous les cas, des plus ouverts aux plus restrictifs, en Europe l'Etat donne un cadre où la société civile doit situer ses ressources et ses efforts. Très fréquemment, la société civile est très participative (et parfois aussi contrôlée) par la société politique. Aux Etats-Unis, la société civile se converti en une voie d'influence sur les décisions des gouvernements. Par exemple la grande majorité de lobbies agissent au travers de fondations.

Dans quelques zones du sud de l'Europe, où la transition à la démocratie a été relativement récente (la Grèce, le Portugal, l'Espagne) il existait durant les dictatures respectives, des sociétés civiles puissantes, qui dans beaucoup de cas supportaient la propre culture, mais aussi l'assistance sociale ou l'activité civique quand le laisser-aller ou l'hostilité de ces dictatures n'agissaient pas ou pas contre elles : en créant des mutualités, des centres d'enseignement, des associations sportives, des entités sociales... Quand la démocratie est arrivée, les nouvelles institutions publiques, formées déjà dans la matrice de l'Etat du bien-être européen, se sont dirigées vers la société civile, leur ont dit merci pour le travail réalisé, l'ont qualifié de travail substitutif mené à bien quand il n'existait pas un Etat démocratique, et assumèrent les fonctions que cette société avaient menées à bien.

J'ai assisté à des dizaines d'actes de fondations et d'organismes dans lesquelles le représentant politique a remercié la société civile de tout ce qu'elle avait fait, mais leur a annoncé qu'à partir de ce moment-là, ce serait la société politique qui le ferait. Dans des centaines de villages et villes, les cycles de concerts qu'avaient organisé "Joventuts Musicals" ou une association locale, sont passés par l'organisation des mairies, de la

députation, des conseils, du ministère. La société politique a considéré que les minimums de l'offre culturelle pour tous les citoyens, les minimums de l'offre d'assistance, éducative ou sanitaire, étaient de sa responsabilité, et que si la société l'avait considéré durant une période déterminée comme sa responsabilité, c'était à cause de circonstances exceptionnelles, heureusement dépassées. Dans le reste de l'Europe où il n'y a pas eu ces circonstances à surpasser, ceci est arrivé bien avant. De manière inégale : cette étatisation est très profonde dans le cas français et moindre dans le cas britannique. Mais il existe un modèle transversal d'étatisation qui parcourt l'Europe.

En fait, nous sommes devant la même chose que nous commentions dans les alinéas précédents. A la différence du modèle américain, le modèle européen décharge toute la responsabilité (et tout le pouvoir) sur les institutions publiques et libère le citoyen de la responsabilité et du pouvoir. Au citoyen individuel et au citoyen organisé. Aux Etats-Unis, le moteur de la vie culturelle est l'argent privé, qui grâce aux incitations fiscales importantes, exerce le rôle de mécène. Les orchestres, pour citer un exemple, vivent de l'argent privé. En Europe, les orchestres vivent de l'argent public. Si demain disparaissait l'argent public de la culture européenne et que tout devrait fonctionner avec l'argent des entreprises, des fondations et du secteur privé, nous nous retrouverions pratiquement sans aucun type d'offre culturelle. Du cinéma jusqu'à la musique classique (avec comme presque unique exception partielle le monde du livre), toute la culture en Europe repose sur le secteur public. Il en est de même pour le monde civil, les entités et les associations, frappent à la porte du secteur public pour obtenir des ressources, de manière qu'elles terminent dans le meilleur des cas comme les instruments d'application d'une politique publique, soutenue par un budget publique.

Le modèle américain est un modèle fondamentalement privé. Par conséquent, dans son essence, de société civile organisée. Le modèle européen est un modèle public. Par conséquent, centré sur la société politique. En Europe, il existe (aussi de manière inégale) des espaces de concertation. Dans certains lieux plus que dans d'autres, il existe des entités concertées, des écoles concertées ou des hôpitaux concertés. Mais en beaucoup de ces lieux, la concertation n'est pas vue comme une vertu, mais comme un échec du système. On se concerté dans la mesure où l'Etat ne peut pas arriver à tout ou dans la mesure où l'Etat doit administrer un héritage du passé dans lequel existe cette initiative civile et qui serait inopportun d'effacer soudainement. Mais la présence des privés dans l'espace du bien commun est vu ou comme provisoire ou comme un inconvénient que l'on doit supporter sans qu'il soit désirable. Comme un luxe que l'on peut

seulement se permettre quand les niveaux minimums universaux ont déjà été garantis.

Comme cela arrive dans tant d'autres cas, la valeur qui agit comme moteur de cette conception européenne de l'Etat de bien-être, du monopole étatique du bien commun, de la réticence face à la société civile et à n'importe quel modèle de concertation, est le principe de l'égalitarisme. La pierre angulaire du système est une théorie qui garantit l'égalité de la part de l'Etat. Cette conception de l'égalitarisme serait, sans aucun doute, très discutable. En Europe, à partir de la révolution française, l'égalité entre personnes s'est convertie en un grand objectif politique, peut-être le plus important de tous. Mais "l'égalité" est un terme ambigu. Les personnes ne sont égales ni dans leurs désirs, ni dans leurs intérêts ni dans leurs capacités. Nous pouvons être en faveur de l'égalité des droits, mais nous ne pouvons pas être en faveur du clonage des personnes humaines, de les rendre uniformes avec pour but de les rendre égales. L'égalité est le contraire de l'inégalité, mais elle est aussi le contraire de la diversité.

Plus loin, quand nous ferons l'éloge de la diversité, nous ferons déjà la critique de l'égalitarisme qui a dominé en bonne partie les idéologies européennes de la modernité, l'égalitarisme radical qui était la base du communisme. Mais aussi de l'égalitarisme niveleur qui était la base de l'Etat de bien-être et qui souvent a seulement réussi à égaliser par le bas, comme encore l'a fait d'une manière plus accusée le communisme de l'Est. Une bonne partie des critiques sur notre système éducatif actuel peut se fonder sur cette obsession égalitariste, qui finit par être injuste. Mais, comme dit un vieux proverbe libéral, il n'y a rien de plus injuste que de traiter comme égal ce qui est inégal.

Tous ces fondements théoriques de notre modèle européen peuvent se discuter. Mais dans n'importe quel cas, le prix qui se paie est le désintérêt de la société civile, parallèle au renfermement des individus. On dit aux individus et à la société civile qu'ils sont en train d'occuper un terrain délimité, qu'ils sont en train d'envahir les compétences et les responsabilités de l'Etat. Là-bas, c'est où l'Etat du bien-être établit le système destructeur du sentiment de responsabilité - du civisme – des personnes, et ceci est sa principale erreur. Mais l'Etat est toujours jaloux de ses prérogatives et tient à les augmenter. Paradoxalement : on exige du civisme là où l'Etat le détruit.

Une demande d'épique

Tout au long de ces pages nous avons vu qu'il existait une fissure importante

à l'intérieur du monde occidental, qui sépare l'Europe des Etats-Unis. De même, nous avons vu que l'origine de cette fissure ne réside pas dans la politique extérieure ni en des considérations géostratégiques, mais que très probablement les différences dans la politique extérieure sont l'effet, le symptôme, d'une différence de modèles de société et que dans le fond ce qui différencie chacune des deux sociétés des deux côtés de l'Atlantique c'est l'évaluation du rôle de l'Etat et de l'individu, et dans le fond l'évaluation de la responsabilité individuelle dans le bien commun. Dans ce sens, les différences entre l'évaluation européenne et américaine de la politique sur l'Irak et les différences entre le fait qu'en Europe l'argent public paie les orchestres et aux Etats-Unis l'argent privé les paie, ne sont pas deux thèmes sans aucun type de relation, mais il existe un fil commun, partagé. Et il est difficile que l'Occident puisse se reconstruire s'il n'existe pas une confluence dans un aspect autant central, si important, avec des effets sur des champs apparemment si éloignés comme le sont la politique internationale ou le financement de la santé et de la culture, en passant par les politiques sur la possession d'armes des particuliers.

Dans cette dichotomie politique, quel est le modèle correct ? Vers quel modèle devons-nous tendre ? Chacun défend son modèle avec ses arguments. Pour les européens, notre modèle est le plus égalitaire, le plus juste. Pour les américains, leur modèle est le plus compétitif, fait plus confiance aux personnes individuelles, est plus libre.

Certainement, il doit être possible de rencontrer des intersections, mais les points de départ sont très différents. Chaque modèle possède des défauts, et leur application pleine arrive à des excès difficiles d'assumer. Le poids de la religion dans le modèle américain paraît un problème objectif, malgré que sa Constitution soit extrêmement avancée en ce qui concerne la liberté individuelle de la religion. Dans la pensée néoconservatrice, qui paraît dominer l'actuelle politique américaine, il existe des facteurs de religiosité et de machiavélisme qui donnent énormément à discuter. Mais, d'autre part, l'Europe non plus n'a pas obtenu un modèle clairement fonctionnel. Nous avons vu dans les dernières pages les grands inconvénients appliqués, par exemple, dans la manière de faire et de comprendre la politique.

Dans le modèle européen, l'Etat protecteur nie aux citoyens et à la société civile le protagonisme et la responsabilité dans le bien commun. Il fabrique des citoyens indifférents. Sans responsabilité collective, préoccupés seulement par le bien-être matériel, le monde européen est entré dans le discrédit de l'effort. Contre le modèle américain présent, mais aussi contre les propres fondements de l'éclosion de la civilisation occidentale à laquelle il appartient. Le système éducatif, les valeurs culturelles, le monde des moyens de communication, nous exposent une proposition dans laquelle se vante implicitement la facilité et se discrédite l'effort personnel. Les loisirs

s'identifient, fatalement, avec la facilité, malgré l'évidence de ce que le chemin jusqu'à la culture est fréquemment un chemin long et difficile, qui exige un effort personnel, une voie ascétique (dans le sens de travailleur et de caractère laborieux) pour la pleine jouissance de productions culturelles plus complexes. Les loisirs sont le roi de la facilité, et la civilisation européenne souffre de tendances aux loisirs, en considérant que le temps de travail est un châtiment divin, à libérer le temps de travail et terminer par le transformer en un loisir sans effort, qui peut terminer par être ennuyeux. Contre l'ennui, la proposition est alors l'hédonisme. Et si ce la ne fonctionne pas, le nihilisme.

Un peu en plaisantant, on disait dans une page précédente que le citoyen européen avait seulement trois options, dans sa relation avec l'espace public : entrer en politique, s'affilier à une ONG ou s'ennuyer. Nous avons déjà vu ce que voulait dire entrer en politique. Le culte étonnant aux ONG comme nouvelle forme de participation choque avec beaucoup de lacunes: il a de grandes vertus, mais (souvent) donne de fausses représentations, et cela peut terminer par être la nouvelle expression du politiquement correct. Mais il y a peu de gens qui s'y inscrivent. La majeure partie des gens en Europe, se situent simplement à la marge de l'espace public. Le résultat peut être ennuyeux en toute conscience. Nous pourrions aussi dire, et ce serait la même chose, paradoxalement, se divertir : opter pour ce que nous avons appelé les loisirs, jouer à l'hédonisme, chercher la satisfaction strictement personnelle dans la mesure où le protagoniste dans l'espace collectif est réservé.

Mais le terme "ennui" n'a pas été choisi au hasard. Toute société, dans tous les moments, a une certaine nécessité d'épique. Toute société a besoin d'une manière ou d'une autre, d'un rêve collectif, un défi, une quête qui ravive la vie quotidienne et serve pour réveiller ses énergies. Le modèle américain a servi (et ceci est son grand succès) à dévoiler les énergies et les potentialités des personnes. Le rêve américain, qui est individuel, mais avec des effets collectifs parce que l'individu, à la fin, est le responsable du bien commun, a permis que les citoyens qui provenaient de lieux divers du monde et spécialement d'Europe, fassent craquer leurs corsets, libres, avec un certain culte de l'effort personnel, construisent une puissance qui aujourd'hui possède toute l'hégémonie du monde. Et ceci a été réalisé avec un matériel humain qui lui a offert spécialement l'Europe. Comme si les européens, surtout les anglo-saxons, étaient arrivés en Amérique, et avaient réussi à obtenir à l'intérieur d'eux-mêmes toutes leurs potentialités, que les structures atrophiées et rigides des vieilles sociétés européennes filtraient.

Et l'Europe aujourd'hui ? Nous avons commenté qu'il n'existe pas un rêve européen, mais qu'il pourrait exister. Qu'est-ce qu'il y aurait, à sa place, s'il n'existait pas un rêve, un désir d'être, un pouvoir volitif ? Sur le terrain

individuel, la diversion, l'hédonisme. Sur le terrain collectif, l'ennui.

Nous avons dit que nous n'avons pas choisi ce mot au hasard. L'ennui, à travers le mot français qui représente le mieux son sens, *l'ennui*, est un des grands protagonistes de la culture européenne qui comprend les débuts du dix-neuvième siècle jusqu'à la Première Guerre Mondiale. Georges Steiner l'a très bien étudié dans son formidable essai : "le château de Barbe Bleue".

Cette période de l'histoire de l'Europe ressemble en divers aspects à notre époque. L'Europe a vécu une longue période de paix, seulement brisée par la guerre franco-allemande (ou si l'on préfère, franco-prussienne) de 1870. Ce fut aussi une période de progrès économique, de bien-être (mal réparti en termes actuels, mais mieux réparti que ce qu'il n'avait jamais été jusqu'alors), de confiance dans le futur. Quelqu'un a parlé de jardin européen. D'autres, de l'Europe comprise comme une station thermale. Mais cette Europe-là n'offrait à sa jeunesse aucun rêve, aucun horizon. Et le mot *ennui* s'est converti en point central de toute une culture, de toute une vision du monde. Baudelaire en est peut-être l'expression maximum, mais pas l'unique. Il y a Mallarmé. Le mot *ennui* se répète tout au long de ses poèmes. Et peut-être nous trouvons l'expression plus barbare de ce que veut dire cet ennui, dans un vers terrible du "voyage" de Baudelaire, quand il parle de rencontrer "dans un désert d'ennui, une oasis d'horreur". L'horizon de l'ennui est tant odieux, que toute l'horreur paraît être une oasis. L'horreur vaut mieux que l'ennui.

Une génération d'européens, dans une époque confortable et hédoniste comme la nôtre, s'ennuyait ou croyait s'ennuyer. Il n'y avait aucun rêve. Et de cet ennui, de *l'ennui*, on croyait que l'horreur lui était préférable. Ce que l'on appelait l'horreur. Et le mal de cette attitude c'est que l'horreur, quand on l'appelle, vient. Et elle est venue au vingtième siècle, à partir de l'autre déception de Sarajevo, du premier, de celui de 1914, une avalanche d'horreur que fut deux guerres mondiales, Auschwitz, Hiroshima, le goulag, les totalitarismes.

L'Europe ennuyée a assisté de manière impavide à la génération des totalitarismes, qui avaient habité en elle en premier lieu, et avec une puissance extraordinaire. Mais, comme dit une vieille observation, nous les européens passons la journée à dire que le totalitarisme survole l'Amérique, mais qu'à l'heure de vérité, toujours il arrive toujours il à atterrir en Europe. *L'ennui* s'est transformé en horreur. Les années soixante des stations thermales européennes, placides et confortables, ennuyeuses, ont été la chaleur de la culture où se sont formés les embryons de la plus terrible explosion d'horreur. On parlait alors de mal-être dans la culture et du désir de mort. Tout à partir de *l'ennui*. Tout comme prologue à l'horreur.

Je n'obtiens pas cette référence depuis une conception cyclique de l'histoire, qui nous amène à croire en des répétitions mécaniques. Mais comme si c'était un avertissement. Une Europe ennuyée, une Europe sans rêves, est une Europe indifférente qui peut assister imperturbablement à l'apparition de nouveaux totalitarismes, de nouveaux embryons d'horreur, en restant imperturbable, se demandant seulement ce qui changera à ses week-ends, comment cela influera sur son bien-être.

Dans la tiédeur européenne devant le onze septembre à New York, a participé un anti-américanisme déjà commenté, mais a pu participer à la fois ce type d'indifférence face à de nouvelles formes de totalitarisme, au moins pendant qu'ils ne nous affectent pas directement.

Il est sûr que dans ce type de pacifisme unanime, mais sélectif, qui domine aujourd'hui l'Europe, il existe de bons sentiments et des attitudes positives. De toutes les formes, personnellement, je préfère comme slogan de manifestation, "contre les guerres" que "contre la guerre". Parce que la guerre, maintenant même, dans le monde, il n'y en a pas seulement une, celle d'Irak, mais beaucoup plus. Le vrai pacifisme les condamnerait toutes. Condamner seulement la guerre des américains et se maintenir indifférent devant toutes les autres ne serait pas du pacifisme, mais de l'anti-américanisme. Mais dans ce pacifisme générique, aussi participe, dans une mesure ou une autre, un peu d'isolationnisme ; de laisser les choses aux mains des autres ; de ne pas assumer de responsabilités. Dans l'Europe actuelle, il existe un sentiment de non ingérence qui est l'héritier d'une vieille tradition de pragmatisme machiavélique qui alimente le Pacte de Munich de Chamberlain avec Hitler ; qui alimente aussi l'esprit de Vichy ; qui alimente tous les yeux fermés devant les nouvelles de l'Holocauste et les nouvelles du Goulag.

Si le mal ne se fait pas très présent, s'il ne nous attaque pas chaque jour, on peut arriver à vivre avec le mal. Si seulement il demande de petites choses qui ne nous affectent pas beaucoup, on peut les lui donner. Peut-être parce que, dans le fond, la pensée hégémonique européenne est convaincue, comme le disait Pascal Bruckner, que le mal n'existe pas. Les totalitarismes, passés ou présents, ne seraient pas plus qu'un malentendu, une mauvaise interprétation des désirs de l'adversaire, un déficit de dialogue. Ou peut-être parce que, d'un sentiment de pénitence une partie de l'Europe croit qu'est arrivé le moment où l'Occident paie pour le mal qu'il a causé tout au long de l'histoire, détruisant les paradis perdus où habitaient les bons sauvages rousseauistes.

Ici, il à paraît clair qu'il doit y avoir une reconstruction de l'Occident, une pleine prise en charge de la part de l'Occident et de ses valeurs fondamentales, et de que ceci doit impliquer croire en la responsabilité des individus avec le bien commun. Avec le bien commun de ses sociétés, de ses pays, et aussi de la planète. Croire que, comme personnes et comme

individus, nous avons des responsabilités collectives qui vont bien au-delà de nos intérêts personnels, sectoriels ou corporatifs. Est-ce que ceci est le modèle américain ? Ceci se trouve dans le fondement du modèle américain, malgré que ce modèle aurait pu avoir des déviations qu'il n'est pas nécessaire de partager.

Mais cette reconstruction de l'Occident paraît l'unique base solide pour essayer de générer le rêve européen, pour chercher à ce que l'unité européenne soit quelque chose de plus qu'une mosaïque d'Etats marqués par le conservatisme et la recherche unique du bien-être économique. Que ce soit pour essayer de générer un bon modèle de résolution dans le grand thème qui aujourd'hui occupe l'horizon des européens, qui centre (bien que ce soit politiquement incorrect) ses préoccupations et qui sera le débat central dans les années à venir : les changements démographiques en Europe, le vieillissement de la population, et la nouvelle immigration qui arrive du dehors de l'Europe.

Les problèmes de l'immigration

Il y a quelques années, j'étais membre d'une commission parlementaire d'études sur l'immigration, et je me rappelle que quelques députés étaient constamment brouillés quand ils se référaient au "problème de l'immigration". Ceux qui les brouillaient au nom de la correction politique, argumentaient qu'il ne fallait pas considérer l'immigration comme un problème ; qu'employer cette expression était une manière de conflictualiser déjà d'entrée la réalité ; que l'immigration était un fait et, cela dépend comment, une opportunité ; que grâce à l'émigration beaucoup de personnes pouvaient arriver à des horizons nouveaux, qui leur permettaient une vie meilleure ; que grâce à l'immigration, les sociétés d'accueil s'enrichissaient à tous les points de vue, de l'économique au culturel ; que le mouvement massif des personnes était une des caractéristiques positives, une fois fait le calcul de la balance, de notre temps.

Je crois, sincèrement, que ces commentaires étaient pleins de bonnes intentions. Mais il me semble qu'ils se réfèrent à un phénomène inexistant, ou très minoritaire. Ils dessinaient des flux migratoires provoqués presque par la curiosité, par une vocation pas tout à fait touristique d'augmenter son propre monde, de connaître le monde. L'émigration s'envisage comme une aventure heureuse de gens disposés à faire les Amériques. Et l'immigration s'envisage comme l'heureux accueil, sans tensions, des ambassadeurs des autres terres qui venaient nous faire le cadeau de leurs coutumes et leurs manières de comprendre le monde.

Depuis la correction politique, ceux qui défendent que l'immigration n'est pas un problème, en viennent à dire que c'est une chance que les

personnes peuvent émigrer. Je leur répondais que c'était un malheur que les personnes devaient émigrer. Parce que j'ai la sensation que l'immense majorité des émigrations ne sont pas des actes positifs provoqués par l'envie de connaître un monde nouveau, mais bien plus des actes dramatiques dans lesquelles les personnes se sentent expulsées de leur monde (parce que certains horizons déterminés, économiques ou culturels, les nient) se voient obligés à se diriger vers d'autres. L'émigration n'est pas une fête à célébrer, mais pour beaucoup de personnes une nécessité qu'ils regrettent, qu'ils ne voulaient pas être obligés d'avoir.

De la même manière, je ne partageais pas non plus cette idée de l'immigration comme une fête de la mutuelle fécondation culturelle, que certains ont appelé un métissage. L'existence d'un pourcentage élevé de population immigrée se perçoit comme un problème par une partie très importante de la population d'accueil. Je ne crois pas que nous avons le droit de leur dire que cette perception est condamnable, que c'est une espèce de racisme latent. Le racisme explicite en Europe s'est alimenté, aussi, des effets négatifs de la correction politique. Il a existé un discours politiquement correct qui disait qu'il n'y avait pas de problèmes, mais une grande fête de la diversité. Il a existé un discours raciste qui disait qu'il y avait un problème et que l'unique solution était l'exclusion. Il a manqué un autre discours démocratique, central, qui disait qu'il y a un problème, mais que la xénophobie et l'exclusion ne sont pas la solution.

Si entre le discours politiquement correct qui s'utilise dans les Parlements et le discours raciste qui peut s'écouter dans les bars, il n'existe pas un discours politique qui offre des solutions, nous sommes invités, tous ceux qui perçoivent l'immigration comme un problème, à nous déclarer xénophobes. L'ascension des partis xénophobes en Europe occidentale s'est produite à partir des électors de partis démocratiques et de gauche, qui ont installé la correction politique dans leurs discours publics. Les partis xénophobes ne se sont pas alimentés d'un racisme intellectuel de laboratoire, de gens idéologiquement convaincus de l'inégalité génétique des races, mais de problèmes quotidiens et du fait que ces problèmes ont été niés et occultés de la sphère officielle.

Les partis xénophobes ont crû dans les quartiers ouvriers des villes ouvrières, avec des votants qui sont en contact quotidien avec la nouvelle immigration et à ceux auxquels on n'a pas offert un discours qui ne fût pas angélique, qui reconnaisse leurs problèmes et qui leur propose des solutions démocratiques et positives.

Par conséquent, nous parlerons ici du problème de l'immigration, conscients qu'il est une réalité avec des aspects problématiques pour les personnes qui participent directement au processus. Un problème pour ceux qui doivent

abandonner leurs maisons sans le vouloir, poussés souvent par la nécessité économique, mais aussi d'une manière ou d'une autre par les sociétés corsetées, qui ferment beaucoup d'horizons personnels. Un problème pour les sociétés d'accueil, qui doivent générer des règles nouvelles d'un jeu jamais simple. Certainement, parfois de ces problèmes surgissent des résultats énormément positifs. On parle avec fréquence, pour vanter les effets des migrations et des métissages, du rôle positif que fut pour l'Amérique latine l'arrivée d'exilés européens, et spécialement républicains catalans et espagnols, dans les années trente. Et à l'inverse : dans les pays scandinaves de faible immigration on a vanté le rôle d'exilés latino-américains, spécialement chiliens, avec une bonne formation et l'envie de s'intégrer. Mais n'oublions pas que ces deux résultats positifs possibles sont le résultat d'une tragédie non désirée : les exilés sont exilés par la force, non pas parce qu'ils désirent sortir de la maison pour connaître le monde. Et dans ces cas, les exilés ont apporté la valeur ajoutée d'une haute formation qui a résulté être un apport très positif dans les pays d'accueil.

L'immigration est un problème et est un effet des problèmes préalables, desquels se dérive comme un symptôme : il existe des migrations non désirées, forcées par les circonstances, dues au fait que dans les pays d'origine existe des problèmes économiques et politiques qui obligent ou invitent les gens à s'en aller ; il y a de l'immigration parce que les sociétés occidentales combinent une natalité très basse, une espérance de vie très haute et quelques uns des facteurs culturels que nous avons commentés dans les alinéas précédents, ont vécu un processus de vieillissement et ont délaissé quelques franges de l'activité de travail, spécialement les plus dures et les plus désagréables. Il y a des migrations (qui toujours ont une composante dramatique pour celui qui les vit) parce que les sociétés de sortie n'ont pas pu fixer leur population et parce que dans les sociétés d'arrivée, on offre du travail que personne ne veut faire. Une offre humaine et une demande humaine. Une offre et une demande qui coïncident, mais d'une manière compliquée et avec des coûts humains et sociaux.

D'entrée, le coût de faire bouger de leur lieu d'origine des personnes qui n'ont aucune envie de le faire, si elles n'en avaient pas la nécessité. Ensuite, le coût d'un accueil sans règles du jeu claires, qui parfois se pose dans quelques sociétés, des problèmes de saturation avec une masse critique difficile intégrer et avec un problème de modèle théorique accepté par l'ensemble de nos sociétés de comment doit être l'Europe dans le futur. Pas la carte de l'Europe ou les grandes constitutions écrites sur le papier, mais le jour de chaque ville européenne.

Fixer les populations

Si nous considérons les migrations de ce point de vue dramatique qui, à mon avis, possèdent un tel mouvement involontaire de population forcé ou favorisé par les circonstances, il est évident que le premier objectif d'une politique de migrations est d'essayer de les éviter ou de les laisser réduites à celles qui sont des actes pleinement volontaires et qui ne provoquent pas les tensions dont nous parlions. La migration naît d'une espèce de double jeu de vases communicants entre des espaces géographiques, suffisamment proches, qui en ce moment peuvent être n'importe quel espace de la planète. On parle d'existence de migration quand il y a divergence d'expectatives économiques entre deux territoires ainsi que des différences entre les rythmes de natalité, avec tout ce que cela implique comme pression démographique.

Comparée aux pays qui nous entourent, dans le sens le plus large du terme, l'Europe présente les deux différences de potentiel. D'une part, elle offre des horizons personnels pour ceux qui viennent de l'extérieur, des espoirs de richesse et de bien-être supérieurs à ceux qu'ils auraient dans leurs lieux d'origine, et d'autre part elle maintient des taux de natalité clairement inférieurs à ceux de ces lieux d'origine. Ce sont les conditions précises pour une immigration massive et, par conséquent, potentiellement problématique à tout ce qui intervient d'une manière ou d'une autre.

Par conséquent, le point essentiel de toute politique migratoire européenne est d'essayer de maintenir des populations dans les secteurs hautement peuplés qui entourent le continent ou qui possèdent des liens (souvent de type post-colonial) qui fait de l'Europe le destinataire naturel de leurs migrations.

L'Europe doit s'intéresser de manière objective au développement économique et à l'évolution politique des pays du Sud de la Méditerranée, qui ont leur pointe de lance et leurs exemples directs dans la Turquie et le Maghreb, spécialement le Maroc ; elle doit s'intéresser aussi à la stabilisation économique et politique de l'Est, avec pour centre la Russie et tout son secteur d'influence. Aussi, la Péninsule Ibérique (mais avec toute l'Europe derrière, puisqu'en fin de compte une fois franchie la porte on se trouve déjà dans toute l'Union), doit à son tour s'intéresser à donner un horizon économique positif aux pays de l'Amérique Latine, qui ne sont pas essentiellement ceux du Cône Sud.

Il est plus difficile d'imaginer quel peut être le rôle de l'Europe devant les grands pays asiatiques générateurs d'émigration, comme la Chine (la plus grande origine d'émigrants du monde), l'Inde le Pakistan.

Finalement, l'Europe devrait être préoccupée par le grand problème de l'humanité, l'Afrique - où se dessinent peu de lignes prometteuses d'une évolution positive immédiate -, trouve un certain chemin pour sortir de sa situation dramatique actuelle. Tout en sachant, dans ce cas, que les actions

sont dans les meilleurs des cas, à long terme.

En tout cas, l'intérêt de l'Europe est le progrès économique de ces zones, mais aussi leur évolution politique, parce que les exodes des populations ne répondent pas seulement à une nécessité économique, mais aussi à un manque de perspectives et d'horizons dans lesquels la politique prend part. En outre, il est probable qu'un véritable développement économique de ces zones soit étroitement lié à l'établissement de systèmes politiques solvables, sérieux, non déprédateurs, et fiables pour les organismes économiques et politiques internationaux.

Il est clair que la première priorité, dans une politique de fixation de populations à travers l'engagement avec le développement économique et politique de la région, est le bord sud de la Méditerranée. Le Maghreb, avec le Maroc en tête, est le lieu d'origine d'une bonne partie de l'immigration qui arrive en Europe la plus occidentale. La Turquie a été et est encore le lieu d'origine de l'immigration en Allemagne. En apparence, dans ces deux pays on a pu donner les conditions qui ont rendu possibles il y a des années certains des miracles économiques du Sud de l'Europe : ils sont des destinations touristiques attrayantes. Leurs émigrants les fortifient avec des devises gagnées en Europe. Ils sont une bonne destination pour les localisations industrielles européennes dans des secteurs dans lesquels la main-d'oeuvre abordable est nécessaire même si elle n'est pas très spécialisée. L'Espagne, durant les années soixante, n'était pas si différente. Le Maroc et la Turquie, avec l'appui européen et avec ces conditions (que partage en partie la Tunisie) peuvent en outre être un exemple pour l'ensemble du monde islamique des avantages économiques et de bien-être général qui se fait par la voie de la collaboration avec l'Occident. Prenons pour exemple l'Algérie, un des autres pays avec une forte émigration en Europe, en partie par la puissance de leur passé colonial dans l'orbite française.

Certes, tandis que l'émigration du sud de l'Europe dans les pays d'Europe centrale, pendant les années soixante, était une émigration de passage, qui rêvait de retourner et qui quand elle ne retournait pas était culturellement intégrée sans difficulté, il n'est pas clair que l'émigration turque ou maghrébine réponde aujourd'hui aux mêmes paramètres. La politique migratoire néerlandaise s'est fondée sur l'idée que les travailleurs étrangers étaient de passage, avec le désir de retourner à leurs lieux d'origine, et ils ne se sont pas rendus compte du fait qu'une bonne partie de ces populations arrivaient en Hollande avec l'intention d'y rester. Et celle-ci a été la clé de situations conflictuelles postérieures. Mais en tout cas, la Turquie et le Maroc pour être des lieux d'origine de beaucoup d'immigrants, doivent représenter l'exemple, les deux paradigmes d'évolution positive dans le Sud Méditerranéen. Ils le sont, pour l'instant, d'une manière partielle, tant en ce

qui concerne l'évolution politique que économique. Néanmoins il reste nos cartes.

Cette volonté d'aider dans la mesure du possible, d'investir ce qu'il faut, dans les expériences de la Turquie et du Maroc, comporte une question que l'actualité a mise d'une manière claire sur la table : ceci signifie-t-il son entrée dans l'Union Européenne ? Nous en reparlerons dans le chapitre que nous consacrerons aux limites de l'Europe, mais en tout cas la question est ouverte. L'avis officiel de l'UE est celui d'ouvrir les portes à la Turquie. Mais une bonne partie de la population européenne croit que ceci dénature le projet d'Union. La France, qui (contrairement à l'Allemagne social-démocrate) a des méfiances en ce qui concerne l'entrée de la Turquie, a déjà fait savoir que si les Turques entrent dans l'Union il n'existera aucun motif de poids pour que n'entre pas le Maroc. La géographie (le petit territoire européen de la Turquie) n'est pas une excuse suffisante pour différencier les deux cas. Nous entrerions dans une dynamique difficile à expliquer.

Cependant, l'Europe devra trouver alors des mécanismes puissants pour aider la Turquie et le Maroc. Non comme membres de l'Union, mais comme partenaires externes très favorisés. On a probablement provoqué des espoirs excessifs, dans le cas de la Turquie, qui ne correspondent pas à la vision générale qu'on a en Europe sur les limites du projet de l'Union. Le Maroc et la Turquie devraient être nos alliés pour construire un espace au Sud de la Méditerranée, fait à l'image et se rapprochant de l'Europe communautaire. Mais il est vrai que l'Union s'est mise elle seule dans ce problème duquel il lui sera difficile de sortir avec succès maintenant.

Dans un certain sens, le cas de la Russie est parallèle. L'immigration de l'Est a des caractéristiques différentes. Elle présente, par conséquent, un autre type de problèmes, peut-être moins aigus. Mais le problème des limites de l'Europe se pose là aussi. L'Union a besoin d'une Russie forte, stable, développée, mais d'une Russie extérieure à l'UE. D'ailleurs, les russes n'ont jamais demandé leur intégration. Mais il revient à la Russie tant par poids démographique que par son histoire et sa tradition de conduire un vaste espace, qui revient en partie à l'ancienne CEI (en négligeant les républiques baltiques, plus de l'orbite polonaise et scandinave).

Les mouvements de démocratisation et occidentalistes de l'Ukraine provoquent une grande sympathie, parce qu'ils sont des facteurs de modernité et d'évolution politique. L'Europe doit-elle les aider ? Ils veulent ressembler le plus possible au modèle Occidental, peut-être plus à l'Américain qu'à l'Européen, comme il arrive souvent à l'Est de l'Europe. Et c'est un objectif qui nous convient. Mais il ne paraît pas raisonnable que l'Union arrive aux mêmes portes de la Russie. Ces mouvements devraient plutôt être l'outil à travers duquel se produit l'évolution de l'ensemble du

monde qui entoure la Russie vers un modèle complémentaire à celui de l'Union, sur des fondements de civilisation très semblables, probablement avec une structure aussi fédérative, mais qui aideraient à construire un monde totalement organisé d'une manière plus positive.

D'ailleurs, il représente aussi en quoi l'Union Européenne doit servir : à offrir un exemple de nouvelle organisation au monde. Un exemple qui aide à construire quelques espaces de forte tradition historique, comme celui qui entoure la Russie. L'objectif de l'Europe ne devrait pas être de se transformer en une partie du monde organisée d'une manière différente à toutes les autres. Ni celui de grossir au-delà de ses frontières (qu'outre culturelles sont nécessairement géographiques) jusqu'à arriver à être une espèce de géant planétaire. L'objectif de l'Europe est d'offrir un modèle qui soit utile pour la configuration d'autres espaces qui, comme le nôtre, vont au-delà des limites des États qui existent déjà et ont un secteur de développement naturel marqué par l'histoire et la communauté d'intérêts.

Ces deux seraient les cas les plus importants et plus proches. En Afrique, la question la plus difficile est celle de la difficulté du développement et sa lenteur. L'Amérique Latine présente de meilleurs symptômes de progrès, mais c'est un espace où l'intérêt des États-Unis devient aussi très évident. Mais dans tous ces cas, avec le Sud la Méditerranée et l'Est de l'Europe en tête, l'engagement politique et économique de l'Europe pour la stabilité, le progrès économique et l'évolution politique vers les libertés individuelles n'est pas un acte désintéressé et charitable, mais répond vraiment aux nécessités européennes. Dans tous les sens, mais spécialement dans ce qui est de la démographie. Une Europe riche ne peut pas vivre entourée d'un monde pauvre. Et moins encore d'un monde pauvre très peuplé. Si le dessin reste ainsi, il n'existera jamais de barrières suffisamment hautes ni de filtres assez puissants. Ni les lois ni les policiers de frontières pourront arrêter ces migrations dramatiques, rien de gaies ni motivées par la recherche culturelle. Par conséquent, notre premier objectif doit être de fixer les populations.

Un continent sans enfants ?

Mais les conditions pour éviter des migrations non souhaitées ne passent pas seulement par la fixation des populations à l'origine, grâce à un bien-être économique et à des horizons sociaux qui ne les obligent pas à s'en aller. Mais aussi par un certain rééquilibrage entre les rythmes démographiques des diverses sociétés. Au moins en apparence, on commence à voir une décélération dans la croissance démographique des pays en voie de développement. Mais les différentiels, par exemple, entre le bord Sud et le Nord de la Méditerranée continuent à être énormes. La natalité du bord Sud

est décélérée, mais quant au bord nord, à l'ensemble de l'Europe il se produira un phénomène absolument inédit dans l'histoire de l'humanité : une perte de population, (en plus d'un vieillissement), qui vient d'une natalité incapable de maintenir le point zéro de croissance.

Le vieillissement de la population européenne vient en partie d'un fait extraordinairement positif : l'augmentation redoutable de l'espérance de vie, qui représente plus du double qu'il y a un siècle. Mais il vient aussi d'un autre fait inquiétant : une natalité extrêmement faible. Prévenir des problèmes que comporte cette faible natalité a été pendant des années une espèce de tabou. Ça semblait être une spécialité du conservatisme aux origines religieuses, contraire aux moyens de contraception et méfiant par rapport à l'arrivée des femmes dans le milieu public et surtout dans celui travail. Maintenant, c'est devenu une réflexion générale, très directement liée au futur de l'Europe, qui en ce moment est fait de tous les points du spectre politique et social.

Pourquoi l'Europe, précisément durant les années de son progrès économique de l'après-guerre et surtout durant les années où on construisait la partie essentielle de cet État du confort qui est le noyau de notre modèle, a vécu une chute spectaculaire de ses indices de natalité ? Il doit forcément exister des causes objectives. Par exemple, l'arrivée de la femme dans le marché du travail et en général son changement de rôle social. En partie aussi par une loi générale de transition démographique qui permettrait que tous les pays, en principe, quand ils progressent économiquement et baissent leurs taux de mortalité réduisent aussi leurs taux de natalité. Mais l'Europe est allée plus loin que quiconque dans cette direction. En apparence, une société chargée de sécurités, optimiste devant le futur, qui vit une vague de confort et de paix, qui donnerait à ses descendants un horizon vital très positif, devrait avoir davantage d'enfants.

Il est très probable que dans la natalité convergent les causes objectives, liées à l'espoir économique, mais aussi au coût du logement ou au marché du travail. Mais il est sûr que pour établir les causes réelles et profondes de la basse natalité nous devons rappeler les causes subjectives : ce que nous pourrions appeler un état d'esprit collectif, ce que nous analysons précédemment quand nous parlons du manque d'un rêve, au-delà d'un horizon individuel de vie confortable, et loisir non productif.

Entre les spécialistes de la chute de la natalité en Europe, on cite les deux types de causes. On parle de la relation entre niveau de revenu et fertilité, quand le revenu en général a atteint les niveaux les plus hauts, mais on n'établit pas non plus une formule claire et universelle qui unirait les deux concepts. Il est cité, et paraît raisonnable, qu'une cause objective est la présence des deux conjoints sur le marché du travail et le nouveau rôle féminin dans la vie familiale. Quelques expériences dans les pays

scandinaves préfèrent des solutions des aspects strictement économiques du problème.

Mais il existe encore d'autres causes, pas économiques et en rapport avec le niveau de vie, que nous pourrions situer entre les raisons objectives, sûres, de la diminution de natalité. Par exemple, une des causes objectives les plus importantes a été la découverte, la commercialisation et la diffusion de nouvelles méthodes contraceptives, qui ont été généralisées dans le monde développé et qui ont eu sans aucun doute un impact sur la natalité. Surtout si nous le comparons avec les pays où on n'a pas généralisé son utilisation. Nous pourrions aussi considérer comme une cause objective de la diminution de natalité la perte de poids en Europe des courants religieux, qui ont un positionnement contraire à ces contraceptifs et qui préconisent une doctrine nataliste ou contraire au contrôle de natalité. Ces courants, dans le christianisme, n'ont pas modifié leurs positions durant les dernières années, mais il est indubitable qu'ils aient perdu leur influence sur la société, tandis que hors d'Europe (et particulièrement dans le monde islamique) les courants religieux, encore plus fermes dans cette même direction contraire au contrôle de natalité, ont gagné plus de terrain et d'influence sociale.

D'une manière ou d'une autre, toutes ces dernières seraient, des causes objectives. Dans le cadre économique, dans ce qui est du social, dans celui des idées. Mais, comme nous disions, les spécialistes parlent aussi des causes subjectives. On parle d'une société qui ne veut pas de problèmes ni de ligotages, qui ne veut pas de charges, qu'a misé sur l'horizon de ses aspirations dans le cadre individuel et qui voit dans les enfants une gêne pour la réalisation personnelle. Je répète que ces causes sont subjectives. Par conséquent, elles peuvent être parfaitement de mauvaises lectures de la réalité. Éluder des problèmes réside dans la logique de la perte de la responsabilité personnelle, au bénéfice d'une vision strictement ludique du monde.

Il est évident qu'il existe des liens entre l'état d'esprit psychologique et la natalité. Mais ces liens sont compliqués, parfois paradoxaux. Une des données qui m'a le plus impressionnée de l'Europe de la fin de la Seconde Guerre Mondiale est le nombre important de naissances qu'il y a eu dans les camps de réfugiés où se trouvaient les survivants de l'Holocauste. Ça m'a surpris. Un groupe humain déçu, qui avait souffert jusqu'à des limites difficiles à expliquer, qui pouvait être fatigué de la vie et ne voir aucun type d'horizon, avait de l'anxiété de vivre ou l'espoir étrange ou la volonté de se venger contre la mort, qu'il fallait pour avoir des enfants immédiatement après avoir été libérés. La littérature nous a expliqué le désespoir de beaucoup de ces personnes, dans des histoires magnifiques comme ceux d'Imre Kertész. Dans quelques cas, des survivants des camps ont fini par se suicider plusieurs années plus tard, parfois en se sentant coupables de leur propre survie,

comme a été le cas de Primo Lévi. Malgré cela, dans les camps de réfugiés, immédiatement après la guerre, cette génération a décidé d'avoir des enfants.

Ceci contraste avec la basse natalité de l'Europe prospère, avec la diminution de natalité qui a été parallèle à l'accroissement de la prospérité. C'est peut-être un signal de plus de cette Europe conservatrice et peureuse dont nous parlions. Véritablement conservatrice, dans les termes les plus profonds, et pas dans le discours politique. Une Europe où les citoyens ne se sentent pas impliqués dans le bien commun, dans l'intérêt général, dans le futur collectif, mais qui ont été reléguées à l'intérêt particulier, peut être aussi une Europe qui ne veut pas avoir d'enfants. Mais en tout cas, cette basse natalité est la clé pour le futur de l'Europe. Et il est clair que pour la reprendre il ne s'agit pas d'attendre de nouvelles catastrophes qui excitent une nouvelle réaction comme celle des survivants de l'Holocauste, mais de produire des conditions économiques et sociales qui le favorisent. Aussi des conditions médicales, comme bien sûr la science offrira dans un futur à moyen terme. Mais, surtout, de produire un rêve, un certain idéal, une ambition collective de futur. Et un sentiment de responsabilité partagée en ce qui concerne ce futur. Un changement de mentalité dans lequel nous devons tous mettre nos espoirs, comme toujours, dans l'éducation.

Aux Etats-Unis, avec un taux de fécondité supérieure à quatorze pour cent, et à une augmentation de population de 0,5% annuel, on a effectué les calculs les plus directs afin de démontrer qu'avec une natalité comme celle que nous avons en Europe et la longue espérance de vie à laquelle on est arrivé, l'État du bien-être européen sera économiquement insoutenable. Il n'y aura pas assez de gens actifs pour payer les pensions et le système sanitaire de tous les retraités. Mais tout n'est pas la durabilité économique de ce modèle. La basse natalité est le premier effet attirant pour la nouvelle immigration originaire des pays proportionnellement très jeunes, comme ceux du Sud de la Méditerranée. Le différentiel démographique attire la population, mais est à l'origine du fait que certains segments de jeunes et d'enfants, la population venue de dehors ou ses descendants directs, occupe un pourcentage très haut dans la population totale. Les thèmes de la gestion de la diversité (dont nous parlerons par la suite), ne peuvent pas être posés uniquement en déterminant quel nombre de population immigrée il y a sur le total de la population. On doit voir aussi quels sont les pourcentages dans le monde scolaire, dans le monde juvénile, et du jeune loisir. Les dimensions sont différentes. Il est nécessaire de ne pas être alarmiste ni xénophobe mais en effet signaler dans ces proportions une source de problèmes quotidiens, comme ceux qu'on vit déjà dans certaines de nos villes.

En tout cas, il paraît évident (et maintenant ce n'est plus tabou de le dire à haute voix) qu'un futur équilibré pour l'Europe demande une plus grande natalité, et pas seulement concentrée dans la plus haute fertilité des nouveaux immigrés, qui en outre, s'adaptent très rapidement aux rythmes démographiques du pays d'accueil, au lieu de maintenir le rythme qu'ils pouvaient avoir dans le pays d'origine. Quelques démographes signalent que la fin du XX^e siècle a déjà représenté un changement dans la tendance démographique de l'Europe, mais qui n'arrive pas à ce que nous appelions les niveaux de remplacement. Ils pensent que pendant un temps la natalité est restée temporairement basse, puisqu'un vide s'est produit : celui qui suppose l'accroissement de l'âge auquel les femmes européennes ont le premier enfant. Dépassé ce vide, nous irions déjà vers une certaine stabilisation de la natalité, mais encore avec des taux très faibles. C'est possible. Mais les prévisions sur le futur sont toujours risquées. Et dans les dynamiques sociales, les lois théoriques ne sont pas au-dessus des volontés. Il est écrit nulle part, ni par aucune loi infaillible, que l'Europe doit indéfectiblement récupérer un rythme plus haut de natalité. On ne peut pas rester les mains croisées devant un phénomène pareil, comme s'il était inéluctable. Les changements de mentalité (encore l'éducation comme sujet de fond) y jouent un rôle fondamental.

Transition démographique mondiale ?

Mais une hausse de la natalité européenne, étant un élément équilibrant et stabilisateur, ne représente qu'une partie du problème. La question est si a lieu une certaine confluence parallèlement ou non entre les rythmes démographiques européens et ceux des pays qui nous entourent et qui sont à l'origine des immigrés actuels et peut-être ceux du futur. Si en parallèle à une certaine croissance, encore très timide, de la natalité européenne il n'y a pas de contrôle de natalité dans les pays islamiques du nord de l'Afrique, contre l'avis de ses autorités religieuses, et aussi dans l'ensemble de l'Afrique sub-saharienne, les différences du potentiel démographique continueraient à exercer toute leur pression sur les portes de l'Europe. Ce contrôle raisonnable de la croissance démographique et de la natalité a en sa faveur, l'action des gouvernements réformistes, qui se rendent compte du fait qu'une natalité modérée favorise le progrès. Ils ont aussi en leur faveur toutes les perceptions de la durabilité de l'environnement, qui sont d'accord sur le fait qu'il n'est pas possible de maintenir une croissance constante de la population de la planète comme celle qui s'est produite dans un XX^e siècle, qui débuta avec 1 600 millions d'habitants et a fini avec plus de 6 000 millions.

Je me souviens d'avoir été invité à Haïti, il y a des années, avec d'autres spécialistes européens pour suggérer des politiques urbaines et

culturelles. Le dialogue a été intéressant et les interlocuteurs étaient pleins de bonnes intentions. Mais tous les intervenants étaient d'accord sur le fait qu'aucune des politiques que nous pouvions suggérer, même pas les plus basiques, pourraient s'avérer compatibles avec l'explosion démographique que vivait le pays et qui faisait exploser ses villes. Aucun projet urbain ni aucune programmation culturelle ne pouvaient résister à cette pression démographique énorme. Le principal problème de Haïti, dans ce sens, était la natalité débordée. Sans la contrôler, on ne pouvait que mettre des palliatifs conjoncturels dans tous les autres domaines.

Quand les démographes créent le terme "transition démographique" ils suggèrent qu'il existait une direction de l'histoire, une voie unique qui comprend les sociétés primitives et les modernes. Selon cette théorie, la situation actuelle serait celle où dans divers lieux du monde nous nous trouverions face à des sociétés dans des phases différentes, dans des saisons diverses, d'un seul itinéraire possible. Entre temps l'Europe aurait déjà terminé sa transition démographique, les pays en voie de développement n'y seraient pas arriver et les pays les plus pauvres du monde seraient précisément dans la phase initiale. La transition démographique serait de passer de sociétés primitives où la natalité et la mortalité sont hautes, à des sociétés avancées où la natalité et la mortalité sont faibles. Au milieu du processus, dans la mesure où est freinée d'abord la mortalité plutôt que la natalité, se produirait le boom démographique, la croissance accélérée que nous avons vécue dans ce dernier siècle.

D'ailleurs, durant ces dernières années il existe diverses données qui paraissent confirmer, au moins partiellement, la théorie de la transition démographique. Au Maroc, on a pu apprécier une chute très forte de la natalité dans les populations urbaines, chaque fois plus importantes dans le pays, et y compris un petit recul de la natalité dans la population rurale. Durant les premières années du XXI^e siècle, le nombre de naissances par mille habitants est passé de 24 à 22, ce qui confirmerait cette tendance. Cependant, ce nombre double celle, par cas en Espagne, qui a très légèrement augmenté tout au long des mêmes années. Parallèlement, au Maroc le taux d'émigration aurait baissé, d'une manière lente mais continue. En Turquie, pour utiliser l'autre pays de référence de l'immigration en Europe, le nombre de naissances par mille habitants a baissé durant les premières années du XXI^e siècle de 18 à 17, en suivant par conséquent la même tendance. Et l'émigration se serait pratiquement freinée. L'Algérie aurait un comportement très semblable au Maroc, mais avec une natalité plus faible.

Cette tendance à la diminution en pourcentage du nombre de naissances se produirait aussi en Afrique noire, d'où viennent une bonne partie des immigrés qui arrivent en Europe, mais ils seraient maintenus dans

des chiffres considérablement plus hauts : au-dessus de trente par mille dans le cas du Sénégal ou de quarante par mille dans le cas de la Gambie. Il est aussi au-dessus de quarante dans le cas de la Guinée, mais là en effet avec une certaine augmentation durant les dernières années. En ce qui concerne l'Amérique Latine, un pays comme l'Équateur, le nombre de naissances par mille habitants baisse, et passe en quatre ans de 26 à 23, mais en revanche son taux d'émigrés augmente en flèche. La Colombie réduit aussi sa natalité, dans un taux très légèrement inférieur à celui d'équateur, mais dans ce cas reste stable (tout en étant considérablement haut) son taux d'émigration. Au contraire, dans les pays les plus compliqués d'Amérique ou de l'Afrique comme pourraient être Haïti ou Burkina Faso, les naissances sont stabilisés à la hausse pendant cette même période récente (trente quatre longueurs par mille habitants) et il n'est possible de dessiner aucun type de graphique de contention.

Par conséquent la théorie des démographes est qu'il existe, un itinéraire que tous les pays suivent, même si quelques uns sont plus en retard que d'autres et que certains sont justement dans la première saison. Les pays qui nous seraient plus proches et la source de notre immigration directe marcheraient vers une certaine retenue de la natalité et auraient leur transition démographique assez avancée. Mais ces conceptions linéaires de l'histoire, où chaque territoire devrait suivre des saisons concrètes, pour finalement arriver tous au même lieu, ou bien au lieu par lequel sont déjà passés les plus évoluées il y a des siècles, ne fonctionnent pas toujours.

Dans ce qu'on appelle les sciences sociales, les lois ou les théories servent parfois à expliquer les choses a posteriori, approximativement, en violentant plus ou moins les faits afin de les installer dans la théorie. Elles ne servent pas à émettre des prophéties. Dans les sciences naturelles, une loi ne décrit pas seulement ce qui est arrivé jusqu'à présent, mais apporte une sécurité sur ce qui arrivera dans le futur : la loi de la gravité permet d'assurer que la pomme tombera au sol, jusqu'à aujourd'hui elle est toujours tombée. Dans les sciences sociales, ce que peut faire une théorie c'est de décrire une série de faits qui sont arrivés, et qui sont passés d'une manière simultanée, mais sans distinguer les causes des effets. C'est ce qui arrive avec la théorie de la transition démographique.

Apparemment, un accroissement du niveau de vie, une incorporation à la modernité, des taux de plus en plus faibles de mortalité, finissent par aboutir à un frein à la natalité. Mais en toute sécurité il existe davantage de facteurs en jeu. Une théorie sur la population basée sur la manière de produire les ressources, surtout alimentaires, à des époques où les technologies sont plus primitives pourrait être inadaptée à un monde capable de produire beaucoup plus d'aliments, grâce à des technologies innovatrices... Nous ne

pouvons pas voir le monde comme un ensemble de trains qui vont tous vers la même direction, seulement que certains sont en avance et d'autres en retard. Parfois, l'Occident, en observant le monde arabe musulman, utilise une interprétation un peu risquée qui dit que ce monde en fait est encore au moyen âge, avant la séparation moderne de l'église de l'État. Par conséquent, tout serait question d'attendre, ou, si possible, d'accélérer son train, pour arriver aussi vite qu'il pourrait à la prochaine gare. Mais l'expérience personnelle sur l'islamisme dans quelques pays du Proche Orient le voit comme un mouvement parfaitement contemporain, lié parfois aux nouvelles technologies : une réponse aux problèmes du présent et une tentative de nous dire que ce n'est pas que son monde ait du retard par la même voie que le nôtre, mais il est installé dans le présent et prend un autre chemin.

Dans le même sens, l'idée qu'il n'existe qu'un seul trajet vers la transition démographique paraît très risqué. Il peut y avoir dans ce cas des raccourcis, retards, voies mortes ou voies alternatives qui conduisent à d'autres lieux. Parce que, mis à part des facteurs commentés, s'ajoutent aussi d'autres variables, comme par exemple les facteurs idéologiques, comme un changement dans le poids du facteur religieux, qui peuvent briser une tendance qui naît plutôt de l'évolution envers des sociétés urbaines et la portée d'un certain niveau de confort économique. Si dans le monde islamique se produit un poids chaque fois plus grand des secteurs religieux contraires au contrôle de la natalité, si l'évolution économique stagne (comme cause ou conséquence du poids de l'islamisme), au lieu d'un frein de la natalité il peut se produire un nouvel accroissement.

Dans les sciences sociales, il existe toujours la variable des volontés. Les volontés peuvent briser l'inertie ou l'accélérer. L'Europe ne peut pas attendre, simplement, avec les bras croisés, confiante, que se produise une transition démographique mondiale qui équilibrera les populations et freinera les migrations que nous vivons. Ca dépend. Ca dépend de ce qui se passe en Europe, mais aussi de ce qui se passe dans le reste du monde, de ce que font les dirigeants d'autres pays (réformistes ou réactionnaires). L'observation de ce qui s'est passé ne nous permet pas de faire des prophéties sûres. Mais plutôt essayer de faire des politiques : il semble clair qu'une action conclue entre l'Occident et les gouvernements réformistes des pays qui veulent se développer, peut aider à améliorer leurs perspectives économiques et à contrôler leur natalité, freinant ainsi les stimulants à l'émigration. L'exemple chinois, avec ses défauts et vertus, démontre que le contrôle de natalité par décision politique est possible. Au moins, jusqu'à un certain point.

Il apparaît clairement, que l'intérêt de l'Occident est qu'il se produise dans l'ensemble de la planète un équilibre démographique, qui irait associé avec une croissance d'équilibre économique. Ceci est produit d'une manière

prometteuse (mais non irréversible ni absolue) dans les pays de notre environnement immédiat. Mais on produit moins dans un second cercle de pays qui sont à un stade antérieur et pas du tout dans un troisième cercle.

Le résultat conjoint de tout cela, dans l'hypothèse la plus optimiste, serait que l'immigration la plus nouvelle commencerait à arriver de pays plus éloignés et par conséquent avec un accroissement de la différence des us et coutumes. Mais dans l'hypothèse la plus pessimiste, celui d'une involution politique, une stagnation économique ou simplement un ralentissement d'un processus qui n'est pas clair qu'il soit linéaire et universel, pourrait arriver à arrêter la transition démographique et le développement économique des pays les plus proches et faire qu'on superpose diverses vagues d'immigration, avec les difficultés que supposeraient pour les émigrés eux-mêmes et pour les sociétés d'accueil.

Dans ces termes, le problème dont nous parlons ne serait pas génériquement occidental, mais spécifiquement européen. Les Etats-Unis sont dans une situation différente, moins problématique, et qui provient d'une autre tradition migratoire. En fin de compte, c'était un pays d'immigrants et il a produit un type de moule intégrateur de personnes d'origine très diverse. Le modèle américain en ce qui concerne l'immigration a été très critiqué traditionnellement depuis l'Europe : on l'a considéré un modèle séparateur, où les communautés vivaient séparées, mais maintenant un espace public commun. Maintenant, l'Europe observe à nouveau avec intérêt comment a fonctionné le creuset américain, devant l'inexistence d'un modèle propre qui ait bien fonctionné. Il serait aussi nécessaire dans ce domaine de se poser la reconstruction de l'Occident, l'utilisation commune des expériences et les occasions.

Les effets du vieillissement

Le vieillissement de la population européenne, avec des espérances de vie située au-dessus des 75 ans et avec des âges moyens de la population situés au dessus des quarante ans (quand dans un pays comme l'Algérie l'âge moyen de la population est à peine au dessus des vingt ans), n'affecte pas uniquement l'immigration. C'est le principal effet d'appel pour les jeunes des pays qui entourent l'Europe, dans la mesure où il reste beaucoup de postes vacants les moins désirés par les jeunes européens. Mais ce n'est pas tout. Nous avons déjà commenté que c'est une menace pour la viabilité d'un des piliers de l'État du confort : le système des retraites publiques. Et il peut être la base d'un changement culturel profond. Durant les dernières années, en Europe (mais aussi dans le reste des pays les plus avancés) on a considérablement augmenté l'espérance de vie, mais on n'a pas élargi la vie active des personnes (au contraire). Un contingent spectaculaire de

personnes âgées se trouve situé au milieu de la société, dans beaucoup de cas toujours très aptes à faire un travail utile pour l'ensemble de la société, mais qui dans une culture européenne de loisir, qui a considéré que l'objectif était de travailler moins d'heures par jour, moins de jours par an et moins d'années par vie, pousse vers de longues périodes improductives.

La perspective du vieillissement de nos sociétés a commencé à produire un nouveau débat européen, qui a commencé par les aspects les plus strictement matériels (qui payera nos pensions ?), mais qui a dérivé vers des aspects de coutumes et de conception de la vie de travail et de la même société. Entre temps l'entrée des jeunes dans le marché du travail est chaque fois plus tardive, en raison de la généralisation et universalisation d'une longue étape de formation, les personnes plus âgées sont rejetées relativement très tôt de ce même marché. La frange qui reste au milieu est chaque fois plus étroite, mais, il y a surtout moins de personnes en elle. C'est précisément la frange la plus mince après le *baby boom*, pendant la période de baisse de natalité, avant que la nouvelle émigration et la hausse de la natalité commencent à remplir à nouveau les écoles. Pouvons-nous faire reposer tout le système productif sur cette frange si étroite ? Pouvons-nous nous permettre le luxe de nous passer des aptitudes et des capacités d'une génération à chaque fois plus nombreuse, qui a de l'expérience et qui peut très souvent mener à bien une vie active ? Notre conception du monde, celle que nous avons répétée le long de cette réflexion, dans laquelle on décharge l'individu de la responsabilité sociale et on l'investit dans le divertissement individuel, pourra-t-elle comprendre et accepter une extension de la vie du travail ? Nous avons tendu pendant des années aux retraites anticipées. Pourrions-nous pointer sans un changement profond dans notre vision des choses vers des retraites ralenties ?

On a créé une caricature d'une Europe du futur immédiat, transformée en asile, servie par des jeunes personnes venues du Tiers Monde qui grâce à leur travail permettent de payer les retraites d'une grande génération de gens âgés. Qui dépensent plus en assistance et santé que les jeunes. Les plus alarmistes opposent cette image à celle d'un monde proche dans l'espace (par exemple, l'islamique) où la religion gagne du terrain, où les autorités religieuses sont contre tout contrôle de natalité et où quelques extrémistes totalitaires imaginent qu'une démographie favorable est sa plus grande bombe politique. Aujourd'hui celle-ci n'est pas la description de la réalité. Mais c'est une image qui forme un certain mythe en Occident (en Orient aussi ?) qui nourrit des craintes et est à la base de beaucoup de méfiances. Les défenseurs du vieux concept spenglerien de la décadence associent souvent décadence au vieillissement et à la chute de la natalité. En tout cas, la perspective et l'image ont creusé un trou en Occident et la démographie dictera une bonne partie de son futur.

Mais dans la préoccupation de l'Occident sur les effets de l'immigration ne concerne pas le sujet de la démographie. En ce qui concerne la voie de la basse natalité, du vieillissement de la population, de la forte immigration, l'Europe a la sensation de vivre dans son intérieur une situation nouvelle et inédite. L'Europe a été toujours vue comme le continent de la diversité. Mais, surtout en Europe occidentale, cette diversité historique a été comprise (erronément ou pas) comme une espèce de mosaïque. L'Europe était un ensemble de diverses pièces, chacune avec sa propre couleur, avec sa langue et son identité. En Europe Centrale et Orientale, ces pièces existaient également, mais elles étaient mélangées sur le territoire. Sarajevo en était la métaphore. Cette idée de la diversité européenne a été tronquée maintenant. Chacune de ces pièces se transforme en mosaïque dans son intérieur propre. Ce qui avant, du point de vue européen, était dehors, est maintenant à l'intérieur. Les visions du monde, les habitudes, coutumes, religions et langues qui auparavant étaient l'image de l'autre, continue à l'être, mais de l'autre parmi nous. .

Quand beaucoup d'Européens répondent aux enquêtes en disant que ce qui les préoccupe le plus c'est l'immigration, ils ne parlent pas uniquement de l'immigration, mais de beaucoup d'autres sujets. Ils ne parlent pas du fait que des gens viennent d'autres pays pour effectuer les travaux qu'eux-mêmes ne veulent pas faire ; ni du fait qu'on ait besoin de jeunes d'ailleurs parce que notre population est vieille. Quand ils disent qu'ils sont préoccupés par l'immigration, les Européens nous transmettent qu'ils sont préoccupés par l'identité, la culture, la vision du monde ; par l'intégration ou la non intégration ; le modèle de coexistence avec une réalité nouvelle ; comment vivent dans une même ville des personnes avec des visions du monde, des coutumes, objectifs, espoirs, identités, très différentes. Le sujet de l'Europe continue à être comme toujours, comment articuler la diversité d'une manière nouvelle et inédite. Mais l'Europe fait face maintenant à une nouvelle conception de la diversité, à une nouvelle réalité diverse, qui est celle que nous nous trouvons sous l'étiquette générique d'immigration.

TROISIEME PARTIE

LES PEUPLES D'EUROPE

L'incontournable diversité

Une brillante démographe, pas du tout malthusienne, me racontait dans un programme de télévision que la grande réussite de l'espèce humaine était qu'il y avait six millions d'individus sur la planète et qu'ils étaient tous différents. Et elle soulignait le « tous différents » : chacun avec son visage, sa langue, ses inquiétudes et ses espérances ; avec sa manière de voir le monde, avec son identité individuelle et collective.

Le succès d'une espèce réside précisément dans l'augmentation du nombre d'individus, dans l'agrandissement du territoire qu'ils occupent, dans sa capacité à se répandre sur toute la terre. Mais le succès spécifique de l'espèce humaine réside surtout dans le fait que ses individus différents sont aussi conscients de leur différence. Une espèce qui a une conscience individuelle, où la personne est plus que la cellule d'un corps social ou la fourmi de la fourmilière, a du succès parce qu'elle n'a pas évolué en clonant des individus, mais parce que chacun d'entre eux – comme les magnifiques guerriers des tombes chinoises- a un profil physique, intellectuel et moral propre. Le succès tient au fait d'être nombreux et différents. Cependant le succès n'est pas dû à sa diversité qui est aussi présente chez les autres êtres vivants, mais uniquement à la prise de conscience.

Grâce au langage et à l'intelligence, à la capacité de créer des outils, d'accumuler et de transmettre des informations, l'espèce humaine a réussi à s'adapter à presque tous les milieux naturels de la planète, les plus défavorables requerrant plus d'ardeur- et donc une plus grande nécessité d'employer toute sa puissance. C'est pourquoi la diversité humaine est parallèle à la diversité de la nature ; laquelle est la façon dont les humains - quelle que soit leur origine géographique- se sont adaptés aux conditions de

la planète. Des peuples originaires d'un même endroit qui se déplacent vers des lieux de la terre aux conditions environnementales et climatologiques différentes, ont engendré de nouvelles diversités. La diversité est une caractéristique de l'humanité sur la terre, liée à l'histoire- des individus, des familles, des Peuples- et à la génétique, mais avant tout à des facultés en tant qu'espèce qui nous ont permis de nous adapter à des circonstances diverses et à évoluer en fonction de celles-ci.

Pour de multiples raisons, l'Europe est un endroit où la diversité apparaît de manière particulièrement claire. La population de l'Europe est le résultat de l'afflux de divers peuples venus principalement d'Asie centrale, installés tout d'abord au sud et à l'est de la Méditerranée, et ensuite dans toute l'étendue de cette péninsule eurasiatique qu'est l'Europe. La genèse de cette diversité serait aussi longue que passionnante à expliquer. Mais ce qui nous intéresse, ce sont ses conséquences: l'Europe est un continent où vit et a vécu une grande diversité de peuples ; avec une énorme variété de langues, de niveaux culturels, d'habitudes et de coutumes.

En général, l'Europe est la diversité, mais à l'intérieur d'un éventail limité et concret. L'Europe participe, comme on a déjà pu le vérifier, avec plus ou moins d'opportunités, à un processus unique de civilisation, l'occidental, et elle a suscité –à côté de la diversité- certaines valeurs et caractères communs. Cette civilisation occidentale, qui a atteint l'autre côté de l'Atlantique et même le Pacifique et l'océan Indien, en passant par des pays comme l'Australie ou la Nouvelle Zélande, est de souche européenne et y a été exportée par des européens. C'est ainsi que cette diversité a été projetée et développée de l'Europe au monde.

Le projet européen, en ce qu'il pourrait avoir et n'a pas eu de rêve, mais aussi en tout ce qu'il a dû avoir de décision pratique des problèmes quotidiens, ne peut pas fuir l'objectif essentiel d'articuler la diversité ; c'est peut-être son principal défi et sa principale vertu: l'Europe unie doit être une manière nouvelle sans contrainte ni conquête d'articuler la diversité, d'unir tout ce qui est différent sans que cela ne cesse de l'être, mais sans que cette unité ne soit que nominale et apparente. Si l'Europe est un accord, une union, un pacte, on ne peut négocier et s'unir qu'en acceptant la différence.

La grande question européenne est comment nous gérons cette diversité. Une diversité, premièrement de peuples membres, chacun avec son identité et sa manière d'être et de comprendre le monde. Une nouvelle diversité vient aussi de la nouvelle immigration, qui amène à l'intérieur de l'Europe d'autres visions du monde, des traditions et des habitudes externes jusqu'il y a très peu de temps, et dont les valeurs partagées peuvent éventuellement être contradictoires.

Quand on parle de la gestion de la diversité on ne parle pas que de grandes questions de principes: comment s'organise l'Europe de façon à ce

qu'elle ne soit ni un pouvoir centralisé qui naît de la dissolution forcée des peuples qui la configurent –un modèle qui, en plus d'être indésirable paraît impossible- ni une pure superposition d'Etats préexistants. Elle ne doit pas être non plus seulement un espace économique commun. Gérer la diversité signifie aussi voir comment fonctionnent les institutions européennes à tous les points de vue, et spécialement celui des langues, des ethnies et des Peuples. Il est évident que pour le moment et encore pour longtemps, l'Europe ne peut pas fonctionner avec une langue unique, et ceci s'accompagne d'un processus très complexe de traductions, d'interprétations... Et tant d'autres problèmes pratiques qui renvoient à une diversité à la fois problématique et vertueuse, qui est de fait un élément de base de la réalité à laquelle le projet européen doit donner une réponse.

Ce que n'est pas la diversité

Depuis un certain temps, le mot diversité s'est transformé en un terme d'usage commun dans le langage public et même en un mot politiquement correct. On fait des fêtes de la diversité, des études de la diversité, et même des crédits variables pour comprendre la diversité. Mais quand un mot entre avec autant de force dans le discours public, il finit inévitablement par devenir polysémique. On ne parle pas tous de la même chose quand on parle de diversité.

Dans certains cas, le terme diversité renvoie à une idée de non identité, de mélange sans priorités, d'exotisme varié, et cela sans pour autant impliquer quelque notion de valeur. La diversité finit par devenir un simple message publicitaire aux multiples couleurs. De plus, par l'intermédiaire du mot diversité on peut transformer chaque individu en une sorte de prisonnier de sa différence, porteur d'une diversité qui lui est propre et qu'il a l'obligation de maintenir au-dessus de sa volonté individuelle. La diversité serait alors comme une prison, une condamnation. Le terme s'utilise dans des contextes et dans des sens différents, avec la confusion que cela comporte.

A notre avis, et en relation avec tout ce dont nous voulons parler, il y a trois concepts qui seraient d'une certaine manière les ennemis de l'idée propre de la diversité. Trois concepts qui feraient face à cette idée. Trois concepts qui ne sont pas la diversité ou qui la défigurent. Ce serait l'égalitarisme, le racisme et le relativisme culturel.

1.-L'égalitarisme.- Pour certaines idéologies politiques et sociales, l'égalité entre toutes les personnes est l'objectif principal. Le jacobinisme né de la révolution française, qui adopte justement la devise « Liberté, égalité,

fraternité», est égalitariste. Le communisme, qui se justifie comme une formule pour éviter l'inégalité et le manque d'équité entre les hommes, est égalitariste.

Ces deux positions politiques maintenant une méfiance historique contre toutes les formes de diversité, ont pratiqué l'homogénéisation, l'uniformisation, comme chemin vers l'égalité. Pour ces idéologies, le contraire de l'égalité ne serait pas obligatoirement la diversité, mais l'inégalité. Par conséquent, en théorie, leur combat serait contre les inégalités entre les personnes en ce qui concerne leurs droits et opportunités, et elles comparent l'inégalité à l'injustice. Mais dans la pratique, pour elles la diversité finit toujours par être suspecte, parce qu'elles la considèrent comme une possible source d'inégalités et donc d'injustices. Il est plus facile de construire un monde égalitaire dans un monde uniforme que dans un monde divers. Ainsi, les régimes politiques inspirés d'idéaux jacobins ou communistes ont engendré des états très centralisateurs, dominant puissamment les individus et qui cherchaient au nom de l'égalité, l'uniformisation maximum des citoyens.

Les diversités linguistiques, religieuses, identitaires ont été combattues au cours de la recherche d'un *homme nouveau* –ce que le régime stalinien nommait *l'homme soviétique*– qui dépasserait toutes les anciennes diversités, produits ou sous-produits du monde antique, de l'ancien régime pour certains, du monde bourgeois et capitaliste pour d'autres.

Ce que les communistes chinois nommèrent révolution culturelle fut précisément –dans une perspective égalitariste– leur révolution contre la culture, entendue comme place de la diversité. La révolution en faveur de l'uniforme, en tant que réalité et métaphore : ils parvinrent aussi à faire en sorte que tout le monde s'habille de la même manière. Et finalement, ils ne parvinrent à uniformiser probablement que des costumes et non des personnes, bien que tel était leur objectif.

Dans l'Europe d'aujourd'hui, la nostalgie des vieux idéaux communistes a beaucoup reculé, après le discrédit des régimes de l'Est. Pour ces pays, qui en ont souffert, elle a encore plus reculé, même si subsiste une nostalgie minoritaire chez ceux qui se sentirent protégés par les vieux régimes. De plus, certains secteurs héritiers du vieux communisme sont encore actifs, plus dans l'intérêt de recycler du personnel politique formé lors des régimes précédents que pour maintenir leur idéologie. Des politiciens comme Milosevic, issus de la vieille nomenclature communiste, ont trouvé un rôle à jouer dans la nouvelle politique démocratique en parvenant paradoxalement à être des leaders nationalistes tout en conservant la vision totalitaire.

Dans l'opinion publique occidentale, il existe bien encore un reste marxiste tardif qui considère que le bon idéal communiste fut dans tous les cas trahi –ou non– par le dénommé socialisme réel, mais que ses objectifs

égalitaires étaient valables et continuent à l'être. Et dans l'opinion publique occidentale, l'héritage du jacobinisme qui s'est greffé aux Etats-nations européens, depuis la France jusqu'à l'Italie, en passant par l'Espagne, est encore plus puissant et fait figure de drapeau de l'égalité.

L'égalitarisme a été la façade théorique de l'Etat du bien-être. A tel point que certains pays qui ont obtenu des résultats déplorables en ce qui concerne l'évaluation de leur système éducatif, et dont les étudiants avaient des connaissances faibles en mathématiques, sciences et compréhension écrite, ont contre-attaqué en affirmant que même si leur système n'était pas parfait et ne formait pas d'excellents élèves, au moins il était très équitable et égalitaire. L'égalisation par le milieu ou par le bas a été jugée meilleure qu'une inégalité où serait possibles l'excellence et la distinction par le haut.

Bien que le mot diversité soit à la mode, un égalitarisme idéologique a toujours beaucoup de force en Europe, alors que dans le fond il combat cette diversité. Pourquoi cet égalitarisme compare-t-il la diversité à la différence de droits ? Pourquoi considère-t-il que la meilleure manière de garantir l'égalité des droits est que, plus tout le monde est égal, meilleur c'est ? Au nom de l'équité, le jacobinisme et le communisme concentrèrent des pouvoirs ; ils générèrent des Etats interventionnistes et homogénéisateurs ; ils renforcèrent des Etats paternalistes qui traitent leurs citoyens comme des mineurs ; et en définitive ils combattirent la diversité. Une Europe obsédée par l'égalitarisme, qui en plus est disposée à payer le péage de l'égalité par le bas, ne sera pas une Europe de la diversité. Ils disent que ce sera une Europe plus juste. Dans le meilleur des cas, elle pourrait devenir le *monde heureux* que prophétisait Aldous Huxley. Mais au prix de devenir une Europe homogène, triste et ennuyeuse, comme le fut l'URSS.

2.- Le racisme. - Dans le sens strict du terme, le racisme est une théorie qui croit en la différence basique et inamovible entre les races humaines. Si on met à jour la définition, c'est une théorie qui croit, à partir du polygénisme, en des races aux génomes différents, qui auraient donc des origines et des potentialités différentes. Une idée qui nie absolument la science.

Dans le sens politique du terme, le racisme est une théorie qui défend la supériorité de groupes humains, de races, par rapport à d'autres. Pour autant, les racismes acceptent théoriquement pleinement l'existence de la diversité. Ce qui est mauvais c'est qu'ils la hiérarchisent et croient qu'une fois établie la diversité, cela marque des couches de valeurs différenciées, qu'en plus ils considèrent comme infranchissables et définitives. Cela les conduit à entretenir l'idée qu'il y a des segments de l'humanité génétiquement peu capables d'évoluer, et qui ont un déficit génétique irrécupérable par la culture et la civilisation.

Le racisme condamne une partie de l'humanité à des positions

subsidiaries et réserve à une autre les positions dirigeantes. Il repose donc sur l'idée d'infériorité et de supériorité, principalement intellectuelles, mais aussi morales. Par exemple, pour une des formes les plus terribles de racisme qui ait existé en Europe, l'antisémitisme, les juifs ne seraient pas une race inférieure dans le sens où ils auraient moins d'aptitudes, mais dans le sens où leurs aptitudes énormes seraient orientées de façons moralement nocives.

Le racisme hiérarchise les races en fonction de leurs capacités intellectuelles, il marginalise celles qu'il considère inférieures, d'où l'*apartheid*. Le racisme qui hiérarchise les races en fonction de critères moraux, de bonté ou de méchanceté, finit par réclamer l'extermination de celles qu'il juge mauvaises et nocives.

Apparemment, le racisme politique ne serait pas un ennemi de la diversité, il la comprendrait parfaitement, elle serait un des fondements de sa doctrine. Mais pour lui la diversité comprendrait la hiérarchie, la supériorité et l'infériorité, la bonté et la méchanceté. Et c'est ce qui transforme le racisme en ennemi de la diversité : il l'associe à une hiérarchisation que la science a nié radicalement. Il est vrai que l'héritage génétique conforme la personnalité, le caractère et les aptitudes de chaque individu. Mais le génome humain est identique pour tous les individus et pour tous les groupes. Le fait que les humains soient différents ne sous-entend pas qu'une personne soit méprisable, ni qu'un groupe puisse être condamné à un rôle secondaire qui le laisserait hors des possibilités de l'évolution. Ce qui doit prévaloir c'est l'idée qu'à partir d'un génome identique, l'évolution est toujours modelée par la volonté et les circonstances, ce qui produit la diversité.

Reconnaître toutes les diversités, même ethniques, n'implique en aucun cas à considérer que des segments déterminés de la population soient rendus inaptés génétiquement à atteindre des objectifs déterminés et à occuper des fonctions déterminées. Mais ça ne veut pas dire que toutes les personnes du monde soient égales, qu'elles aient exactement les mêmes aptitudes. Les individus sont divers, certains sont plus doués pour jouer au football ou pour développer une pensée mathématique. Et ceci, parce qu'en plus de l'héritage reçu, ils ont plus ou moins exercé leurs organes et leurs systèmes physiologiques.

Parfois, pour combattre le racisme, l'égalitarisme a voulu nier ce qui est évident : l'inégalité entre les individus, les inégalités entre les capacités et les possibilités des personnes. Le racisme, pour combattre l'égalitarisme a voulu présenter ces différences et ces inégalités d'aptitudes comme les filles de quelque chose qui ressemble à un déterminisme biologique. La diversité élude l'égalitarisme parce qu'elle sait que les personnes et les peuples ne sont pas égaux mais différents, et elle élude le racisme parce que le déterminisme biologique n'a pas de bases scientifiques : tous les humains ont potentiellement les mêmes facultés.

Il est certain que l'égalitarisme et le racisme ne peuvent pas être comparés. L'égalitarisme est une idée fausse au nom de laquelle on a pu commettre des crimes. Le racisme politique, tel que nous l'avons décrit, est une doctrine criminelle qui débouche soit sur le crime de l'exclusion, soit sur le crime de l'extermination. Et alors que l'égalitarisme est une attitude explicite dans l'Europe d'aujourd'hui, les racismes sont des attitudes implicites, qui apparaissent camouflées, qui se cachent souvent derrière des causes plus ou moins à la mode et qui condamnent des peuples entiers à rester ensevelis sous le cliché ou le mépris. L'égalitarisme est public. Les racismes sont en général secrets ou inconscients, camouflés. Mais l'égalitarisme combat la diversité par la voie de sa négation, quand le racisme la combat en la tachant, en la contaminant, avec la volonté d'exclusion et le préjugé politique.

3.-Le relativisme culturel. -Le relativisme culturel se différencie de l'égalitarisme par le fait qu'il reconnaît et estime la diversité. Il croit que la diversité est un bien qui doit être conservé. Il se différencie aussi du racisme parce qu'il évite précisément toute possibilité de hiérarchisation.

Le relativisme culturel nous dit qu'il y a des cultures diverses dans le monde, que chacune a une vision du monde et même un ordre moral propre, et que pour autant il n'y a pas de valeurs absolues hors de leur contexte culturel. La démocratie, les droits de l'homme, la laïcité, par exemple, seraient des valeurs occidentales qui servent seulement pour le monde occidental. D'autres cultures ont des valeurs différentes et de même que nous ne pouvons pas exporter les nôtres, nous n'avons pas de raisons d'être sensibles aux leurs. Il n'y a pas de valeurs universelles, elles sont toutes relatives, produit d'un contexte historique et culturel concret. Nous avons la déclaration des droits de l'homme. Certaines cultures considèrent acceptable le fait de frapper les femmes ou de les mutiler. Ceci est leur culture, cela est la nôtre. Aussi bonne et aussi valide l'une que l'autre. L'une valide pour les uns ; l'autre pour les autres.

Le relativisme culturel qui apparaît comme une pensée liée à l'anticolonialisme et contraire à l'eurocentrisme, nous dit que le monde est divisé en cultures et qu'elles ont toutes la même valeur. C'était un discours pour délégitimer la prétention du colonialisme à aller vers le tiers monde dans des missions dites civilisatrices. Pour le relativisme culturel, ces opérations étaient illégitimes parce qu'en fait, ce qu'elles réalisaient était la substitution d'une culture par une autre, alors qu'aucune d'elle n'était supérieure. Mais au delà de cette utilisation conjoncturelle, ce que fait le relativisme culturel, c'est nier l'existence d'une quelconque valeur universelle. Il n'y aurait que les valeurs d'une culture plus riche, plus puissante ou plus forte militairement, qu'on essaierait d'imposer aux autres.

Jean DANIEL explique une conversation avec Claude Levy-Straus, l'anthropologue français qui dans un certain sens a représenté ce relativisme culturel, en étudiant des pensées considérées comme primitives et en y découvrant un haut degré de sophistication. Comme dit Daniel, Levy-Straus a consacré sa vie à étudier la diversité et à proclamer l'égalité entre les cultures. Daniel demanda à Levy-Strauss s'il croyait aux valeurs universelles, et la réponse fut non. Mais après y avoir réfléchi il nuança - dans une citation textuelle de Daniel - qu'« à la fin de ma vie, je dois reconnaître que l'occident inventa la pensée critique qui permet la séparation de la raison et de la foi. » A partir de là, il reconnaît que ce progrès intellectuel, qui permet l'indépendance de jugement, « est souhaitable pour toute l'humanité ». Par un chemin plus ou moins compliqué, le même Levy-Strauss, apôtre d'un relativisme culturel, parvient à établir, au minimum, une valeur universelle, une valeur qui provient sûrement d'une tradition et d'un espace géographique déterminé -l'occident- mais qu'il considère qu'il est bon d'universaliser, de généraliser, de propager.

Dans l'Europe actuelle, le relativisme culturel a une présence importante, surtout en ce qui concerne certains positionnements sur la vie en commun à l'intérieur de la propre Europe. Quelques-uns des modèles appelés multiculturels sont en fait relativistes : à partir de l'idée selon laquelle toutes les cultures ont exactement la même valeur, il s'agit de les mélanger ou de les laisser se mélanger vers un métissage toujours positif. Le relativisme culturel nie l'idée de valeurs universelles -dans la mesure où toute valeur est relative et renvoie seulement à une culture- mais il nie aussi l'idée de la culture de référence, du tronc commun ou central, qui en ce moment est tant présent dans le débat français sous le nom de *valeurs républicaines* ou dans l'allemand sous le nom de *Leitkultur*.

Parfois, le relativisme culturel se réfugie dans la constatation que les valeurs universelles présentées au monde par la civilisation occidentale -les droits de l'Homme, la démocratie, la liberté, la pensée critique, la séparation de la raison et de la foi-, ne sont pas toujours assumées dans la pratique par la propre civilisation occidentale. C'est possible. Dans ce sens, la partie finale de la déclaration de Levy-Strauss à Jean Daniel était belle, il y reconnaissait une valeur apportée par l'Occident qui valait la peine d'être mise au-dessus du reste. Levy-Strauss disait: « Ce qui reste, c'est attendre que l'Occident se mérite lui-même. » Que l'Occident agisse en tant que tel, dans les dires comme dans les faits.

Le relativisme culturel admet la diversité et paraît donc compatible avec son éloge. Mais il nie l'existence de valeurs universelles et la possibilité d'une culture de souche commune, d'une culture territoriale de référence. Tout se

vaut exactement.

Au contraire, il existe une vision alternative selon laquelle est possible la vie en commun entre des grandes valeurs, que nous souhaitons universelles, et une énorme diversité planétaire d'expressions culturelles, de traditions, d'habitudes et de coutumes dont la variété enrichit la planète et qui répondent à l'adaptation à des réalités ambiantes, géographiques et économiques distinctes. Des valeurs universelles en grande partie nées en Occident, mais d'autres traditions qui peuvent parfaitement les partager ont participé à leur fixation. Ce serait par exemple la formulation d'un écrivain arabe d'expression et de référence culturelle française comme Amin Maalouf : valeurs universelles, expressions culturelles locales et diversifiées.

Mais le relativisme culturel pose un deuxième problème pratique en plus de nier l'existence de valeurs universelles. Il sert aussi dans la pratique à convertir en différences de points de vue –tous respectables, tous de la même valeur– ce qui, en fait, sont des différences de niveaux culturels, des différences de connaissances et de compétences. Parfois, il déguise en différences culturelles ce qui est en réalité une différence de niveau culturelle. « La déroute de la pensée », une critique du relativisme culturel, d'Alain Finkielkraut, observe les deux phénomènes. D'un côté, l'égalisation morale de n'importe quel genre de conduite, parce que s'il n'y a pas de valeurs universelles, chacun a le droit de faire ce que sa culture lui dicte. De l'autre, la négation de toute possibilité de hiérarchisation à l'intérieur du milieu culturel, parce que tout est égal à tout, et que tout correspond à la culture de celui qui le dit et de celui qui le fait.

Il est arrivé que des professeurs d'université me racontent que, sous couvert de ce soi-disant relativisme culturel, certains élèves à la fin de cours magistraux levaient la main et répondaient : « ce que vous nous avez expliqué, c'est ce que vous pensez, mais moi je pense exactement le contraire ». Et cela s'est aussi bien produit avec des professeurs de littérature ou d'histoire, qu'avec des professeurs de sciences de la nature, de biologie, de physique. Le relativisme culturel donne la possibilité à l'élève de se mettre au niveau du professeur : tout est opinions, tout est points de vue, tout est cultures. Même dans ce qui semble ne pas admettre le relativisme, comme la connaissance scientifique. Et encore plus dans les domaines où la divergence est parfaitement admissible et nécessaire –l'interprétation de l'histoire, de l'art, de la société–, mais où il ne semble pas que l'on puisse comparer l'opinion du professeur –forgée après de nombreuses années d'accumulation de connaissances, de faits et de réflexions– et l'opinion de l'élève qui vient de l'entendre pour la première fois. Pour le relativisme culturel, tout serait une question de point de vue, d'opinion, de culture; niant qu'il existe aussi des différences de niveau de connaissances, possibilités d'évolution et d'apprentissage.

En déguisant des différences qui naissent d'un niveau de connaissance et de compétences diverses en opinions de même valeurs, le relativisme culturel n'invite, ni à l'apprentissage, ni à l'évolution, ni à l'accumulation de connaissances. Il invite à s'accommoder de sa position, en considérant qu'elle est l'expression authentique du point de vue personnel, et que cela ne fait qu'enrichir le monde grâce à une plus grande diversité d'opinions. Malgré tout, il ne s'agit pas de dire que l'avis de l'élève ne peut diverger de celui du professeur. Il est nécessaire de dire –et c'est une métaphore d'une attitude plus générale–, que pour pouvoir mieux se différencier il doit essayer d'atteindre son niveau de connaissance. Parce qu'une partie de la culture propre peut être relative, alors que l'autre non, que ce n'est pas plus une différence de formation et d'évolution. Et il est évident que lorsqu'on parle de sciences, le degré de relativisme tend vers zéro. L'interprétation des flux économiques est plus discutable que le fait que la terre tourne autour du soleil. L'aspect négatif du relativisme culturel est qu'il alimente le conformisme et ne stimule pas l'évolution, l'apprentissage et l'augmentation des connaissances de celui qui a du retard et peut se réfugier dans le caractère relatif de la culture.

L'Europe des langues

Une expression de cette diversité culturelle, de cette diversité dans les expressions culturelles, serait la diversité linguistique. Il y a des langues variées parce qu'elles ont évolué différemment, mais aussi parce qu'elles ont dû s'adapter aux différences environnementales, géographiques et climatiques du monde. Il y a des langues variées parce qu'il y a des mondes différents et c'est pour cette raison que, comme le dit Steiner, chaque fois qu'une langue meurt, une partie du monde disparaît.

Selon la majorité des linguistes, les langues en elles-mêmes n'ont pas de valeur différente, elles ont en puissance les mêmes possibilités si elles évoluent. Il n'y a pas d'un côté des langues plus abstraites et de l'autre des langues qui ne servent qu'à nommer des choses concrètes ; il n'y a pas de langues spécialement destinées à devenir des véhicules de communication universelle et d'autres condamnées à être locales ; elles ont toutes la possibilité d'évoluer comme évoluent tous les systèmes et organes humains.

Cette évolution des langues, liée à l'histoire des Peuples et des civilisations, fait qu'à un moment déterminé certaines disposent d'instruments que d'autres n'ont pas pour évoquer des thèmes scientifiques ou techniques ; ou que la culture littéraire leur a donné tout au long des siècles une richesse de nuances et d'expressions différentes. Les évolutions ont été diverses, mais la possibilité d'évoluer n'est refusée à aucune langue. Théoriquement, toutes les langues pourraient devenir universelles, parler de physique quantique et

élargir la variété de leurs registres.

Les langues romanes sont une évolution du latin, mais en aucun cas cela sous-entend que celui-ci soit une langue plus primitive, plus simple, moins précieuse que le catalan, le castillan ou le français. Le latin parvint à s'étendre dans tout le territoire situé au nord de la Méditerranée. C'est justement pour cela qu'il s'est divisé : quand une même langue s'étend sur un territoire divers, aux traits linguistiques et ethniques variés, aux réalités géographiques différentes, elle finit par se fragmenter. L'espagnol, en Amérique latine, l'arabe, dont l'espace linguistique va de l'Atlantique à l'Océan Indien et l'anglais, qui se parle sur un large territoire se fragmenteraient aussi si les académies et les moyens de communication contemporains n'agissaient pas comme des instruments modernes de maintien et de cohésion. D'ailleurs, il existe malgré cela un processus visible de fragmentation, au moins dans les langages populaires.

Pour en revenir au latin, il s'est répandu autour de la Méditerranée, contrairement par exemple à l'étrusque. Grâce à cela, on a pu communiquer dans un espace très large, de même que cela rendit possible un grand progrès technique et civilisateur qui laissa des bases très solides pour les langues qui naquirent ensuite. Mais la grande diffusion d'une langue n'est pas due à l'importance de son évolution mais aux conquêtes ou à la capacité d'influence économique du peuple qui la parle. Comme le disait Nebrija, la langue a toujours été partenaire de l'Empire, quel que soit l'Empire. Et cela a des conséquences à la fois positives et négatives. Il déplace des langues ou réussit à les éradiquer, mais il offre aussi de nouvelles possibilités de communication. Si les Etrusques avaient conservé leur puissance initiale à Rome, les langues latines seraient aujourd'hui différentes. Et peut-être que l'étrusque, avec un niveau culturel supérieur, aurait atteint un niveau d'évolution plus élevé que celui qu'il avait lors de sa disparition.

L'Europe présente aujourd'hui une diversité considérable de langues. Nombreuses sont les langues qui en plus d'être parlées normalement s'appuient sur de grands instruments qui correspondent à notre temps : l'école, la littérature écrite, les moyens de communications, l'accès aux nouvelles technologies. On pourrait dire que l'identité européenne commune est, paradoxalement, cette diversité linguistique. Les identités collectives ont très souvent été liées à la langue, qui est probablement un de leurs aspects les plus visibles, les plus clairs. Une carte des langues de l'Europe nous donnerait un équivalent assez proche d'une carte des Peuples.

Il est vrai que la correspondance entre les deux cartes ne serait pas totale. Il y a des parties de l'Europe où la langue est devenue un grand trait distinctif, et d'autres où non. Dans la péninsule ibérique ou en Europe centrale, la correspondance entre langue et Peuple est assez claire et on pourrait presque dire que la langue est le drapeau visible de chaque peuple.

Mais l'Irlande et l'Angleterre ont une langue en commun, bien qu'elles ne forment absolument pas un seul Peuple : en Irlande du nord, les deux communautés historiquement antagonistes –unionistes protestants et républicains catholiques- peuvent communiquer en anglais parce que le trait différentiel est autre, de caractère politico-religieux. Et c'est parce qu'il n'a pas été considéré comme facteur distinctif, que le gaélique connaît un recul important.

Dans les Balkans, serbes, croates et slaves musulmans de Bosnie, parlent la même langue, même si pour certaines raisons on leur impose aujourd'hui une double dénomination, selon certains traits particuliers, comme l'écriture en caractère cyrillique ou latin. Dans ce cas-là aussi, l'histoire et la religion ont été plus distinctives que la langue. Toutefois les caractères distinctifs peuvent évoluer au cours de l'histoire. Les relations entre l'Autriche et l'Allemagne le prouvent. Le cas du flamand aussi : la Flandre fait partie de la Belgique avec laquelle elle partage le catholicisme. Par contre sa langue est commune avec la Hollande. A différentes périodes de l'histoire, un trait distinctif peut avoir pesé plus qu'un autre, selon ce qu'on pourrait appeler l'évolution de son orientation.

Le mythe de la Tour de Babel présente la diversité linguistique comme une punition divine, mais aussi comme un obstacle qui forcerait les hommes à réaliser de grands progrès nécessitant leur coordination, comme ce fut le cas pour la construction de la tour. Dans ce sens-là on a parlé de l'Europe comme d'une tour de Babel. La diversité linguistique ajoute de la difficulté: la nécessité d'un système de traduction très coûteux et d'officialités partagées, finit toujours par laisser de côté celui qui devrait être officiel étant donné son histoire culturelle et le nombre de locuteurs. C'est une difficulté au moment de construire un marché culturel européen unique, qui permet aux entreprises culturelles du continent d'obtenir la musculature économique que les entreprises des Etats-Unis peuvent obtenir uniquement avec leur marché intérieur. En définitive, depuis le mythe de Babel, l'union européenne serait une nouvelle Tour, que les hommes ne pourraient pas arrêter de construire car ils ont été condamnés à la confusion par la diversité linguistique.

Mais malgré le mythe de Babel, l'évidence est que la diversité linguistique est le corrélatif naturel de la diversité humaine, de la diversité ethnique et dans le fond de la diversité naturelle ; parce qu'elle a été l'instrument à travers lequel les hommes se sont adaptés à presque tous les endroits de la planète, et on été capables d'écrire, d'imaginer et de transmettre la diversité au monde. Dans une conception babélienne des langues, l'Europe n'est pas possible : la Tour ne pourra jamais être terminée. Dans une conception dans laquelle chaque langue représente une vision du monde, une expérience historique propre et une identité collective, l'Europe est possible. Les recours technologiques de communication l'ont rendue

possible à dix pays, et bientôt à vingt-cinq.

Il est évident que les langues, qui sont un patrimoine extraordinaire, peuvent aussi poser des problèmes de communication. Une Europe et un monde dans lequel chaque individu serait isolé dans sa propre langue, sans ponts, empêcherait tout projet commun et enfermerait les personnes dans leur langue maternelle. Mais l'avantage est que les langues s'apprennent et peuvent s'accumuler, ainsi que se traduire lorsqu'on en connaît plus d'une. Le futur des langues de l'Europe passe par la conservation des langues maternelles, mais aussi par le plurilinguisme des citoyens. La langue de communication internationale, entre européens, de même qu'avec le reste du monde, est actuellement l'anglais. De ce fait, les politiques linguistiques européennes se doivent non seulement de préserver les langues maternelles, mais aussi de garantir une bonne connaissance de l'anglais. A partir de là devient possible, et même nécessaire. Et c'est là le rôle essentiel de la traduction, avec les progrès de la traduction automatique et le rôle fondamental des traducteurs.

L'Europe des ethnies

Le mot « ethnie » a mauvaise presse. Nous avons déjà vu comment le racisme, avec ce qu'il comporte de revendications de supériorité biologique de certaines races sur d'autres, a contaminé absolument toute la conception de la diversité humaine. Il a aussi rendu difficile la rencontre de la terminologie précise pour parler d'un type de diversité qui est évident, dont nous connaissons l'existence que nous ne souhaitons pas confondre avec aucun classement sur les bontés, les méchancetés ou les capacités potentielles de quiconque, mais que nous ne savons pas comment nommer pour ne pas être accusés d'incorrection politique. Le mot ethnie dans ce sens a fait école dans des territoires apparemment éloignés de cette polémique. On parle naturellement de musique ethnique, là où auparavant on parlait de musique folklorique.

Mais il est certain que le terme « ethnie » s'utilise aussi dans sa signification plus profonde, plus politique si on veut. Pendant le conflit des Balkans, on a utilisé tranquillement les cartes ethniques –surtout de Bosnie- pour marquer les zones de prédominance croate, serbe ou musulmane, et elles furent d'une grande utilité. Ce n'était pas des cartes religieuses, puisque dans chacun des groupes se trouvaient des personnes sans convictions ni pratiques religieuses ; ces cartes se présentaient comme ethniques. On parlait de confrontations ethniques et de partis ethniques, dans la mesure où la carte électorale bosniaque ne se divisait pas en partis de droite, de gauche, socialistes ou libéraux, mais en partis correspondant à chacune des communautés. On a

aussi mis l'accent sur les processus de « purification ethnique ». Même si, dans ce cas, à l'exception des albanais, il ne s'agit que de peuples d'ethnies slaves. Donc on parle bien d'ethnies en Europe, mais seulement quand on parle de l'extérieur de l'Union, comme si les ethnies s'arrêtaient à ses portes. Quand on parle de l'intérieur de l'Europe communautaire, n'importe quelle référence aux ethnies crée et engendre inquiétude et malaise.

Luca Cavalli-Sforza, généticien a publié dans les années quatre-vingt dix un excellent travail de vulgarisation intitulé : « Qui sommes nous ? Histoire de la diversité humaine ». Ce livre est une dénonciation et une réfutation de tout principe de caractère raciste. Dans le chapitre consacré d'une manière concrète aux attitudes et aux théories racistes, l'auteur définit l'existence d'un type de réalités humaines qui sont en fait le centre de son travail sur la diversité humaine. Ces communautés humaines, quelle que soit la manière dont on les nomme –il utilise le mot « races » comme les anciens anthropologues – sont « un ensemble d'individus ayant une origine commune et conservant donc une certaine similitude génétique, c'est à dire de caractère héréditaire par voie biologique. Ils peuvent aussi avoir conservé ou non une certaine identité culturelle, c'est-à-dire qu'ils peuvent maintenir des traditions communes, un langage commun, une unité politique, ou peuvent avoir perdu l'un de ces facteurs. Les identités culturelles sont en général plus périssables et les génétiques plus durables dans le temps ».

Nous devrions probablement nommer ethnies ce que Cavalli-Sforza nommait races. Nous sommes dans un domaine où les noms des choses ne sont pas partagés, où il existe une première difficulté à établir les significations de chaque terme. Cavalli-Sforza utilise de manière restrictive le terme « races » quand il se réfère à l'espèce humaine. Nous parlerions de différences morphologiques considérables et cela nous donnerait un nombre de race très réduit à des fins strictement classificatrices. Les différences morphologiques entre ethnies sont minuscules, voir inexistantes. Et les peuples, le *volk* germanique, seraient fondamentalement un produit historique, culturel, linguistique. Dans une même ethnie on trouverait différents peuples. Et nous devrions utiliser le terme « races » au compte-gouttes. La terminologie est variable et discutable. Mais l'existence de la diversité humaine est évidente.

Dans son livre, Cavalli-Sforza dessine différentes cartes génétiques qui se réfèrent à l'Europe. Ce sont en fait des cartes tracées à partir d'une caractéristique génétique très concrète, évidemment mineure, dans un océan de similitudes et d'égalités. Mais il est possible d'établir ce type de cartes sans leur donner trop d'importance. Cavalli-Sforza, un scientifique aux fortes convictions anti-racistes, n'est pas du tout suspect quand il considère qu'il existe des différences génétiques entre les populations, même à l'intérieur de l'Europe. Très souvent, cette constatation a été un motif de

moquerie ou a été considérée comme une tentative de revendication d'une forme déterminée de « sang pur ». Cela serait absurde. Toutefois, il serait aussi absurde de nier le fait.

En conséquence, quand on décrit la diversité européenne, nous avons affaire à des éléments linguistiques, religieux, des coutumes et des traditions, des évolutions historiques différentes ; mais aussi des sous groupes ethniques différents. Aucun de ces éléments n'est suffisant pour expliquer par lui même la diversité. Chacun d'entre eux doit toutefois être pris en compte. Le refus conceptuel du racisme et le refus moral des crimes qui ont été commis en son nom nous obligent à être très prudents quant à l'explication de la diversité ethnique. Par contre il ne peut nous forcer à l'ignorer. Il semble que le fait de reconnaître l'existence de groupes ethniques peut être une invitation à l'affrontement, toutefois j'ai l'impression que ce préjugé fait partie d'un plus grand préjugé encore, depuis l'égalitarisme extrême contre la notion même de diversité.

La diversité est, sans aucun doute une complication, mais c'est une part indissociable de la nature humaine. Nous le disions au début : la cause et la preuve de notre triomphe en tant qu'espèce. Mais la diversité exige des formes de gestion civilisées. La diversité –linguistique, culturelle et ethnique– ne nous condamne pas à la violence et à l'affrontement. Elle est source de conflits –l'existence humaine et les relations humaines le sont toujours– mais les conflits peuvent se résoudre avec des armes, ou avec des pactes, des accords, des formules. Je reprends une comparaison déjà utilisée : la carte des Balkans et la carte des Alpes, tant du point de vue religieux qu'ethnique, présentent de grandes similitudes malgré leur grande diversité. Les montagnes sont toujours des lieux de rencontres et de mélanges. Mais d'une carte linguistique, religieuse et ethnique de cette nature, peut naître, un exemple de guerre ethnique –mal nommée– comme en Bosnie, ou un exemple de fédération et de pacte pacifique de la diversité, comme en Suisse. Le problème ce n'est pas la diversité, même ethnique. Le problème, c'est toujours la manière dont nous la gérons.

Les Peuples d'Europe

La somme de l'histoire, des langues, des identités, des coutumes, des religions et des croyances, ainsi que la manière de voir le monde, tout cela basé sur un sous-groupe ethnique divers, résultat de migrations et de mouvements de populations au long des siècles, dessine une carte de l'Europe qui n'est ni sa carte physique, ni sa carte politique. Dans certaines encyclopédies classiques, on trouve à côté de ces deux cartes, et cela sans relation avec aucune des deux, ce qu'on appelle la carte des Peuples d'Europe. Le terme

a toujours été discuté. Dans des débats de ce type, les mots ne sont jamais neutres, car ils contiennent et connotent des idéologies. Là dedans, c'est peut-être le mot peuple qui est le moins discuté.

Dans ce cas-là, parler de Peuples serait se référer à un collectif humain aux affinités culturelles –langue en premier lieu–, coutumes, histoire, manières de voir le monde, indépendamment de la reconnaissance politique ou administrative de sa réalité.

Les Peuples configureraient une première personne du pluriel dans laquelle l'individu se sentirait représenté, même s'il ne participe pas à la citoyenneté politique et administrative. Comme la famille, les Peuples seraient un milieu d'appartenance que l'on peut qualifier de naturel, au moins dans le sens pré-politique ; un lieu de reconnaissance et d'identité : des traits distinctifs dans lesquels l'individu se sent identifié et reconnu.

L'appartenance de chaque individu à un Peuple se produit par des voies différentes, selon les cas, selon les traits distinctifs de chaque Peuple. Dans certains cas, il s'agit de liens de sang, une appartenance inévitable, qui est le résultat de la communauté dans laquelle on née et que nous pouvons pas abandonner même si on le souhaite. Dans ces cas-là, quand l'appartenance au Peuple se fonde sur le sang, le lieu de naissance finit par être indifférent et la propre volonté devient même secondaire. C'est la configuration la plus primitive, la moins évoluée du concept de Peuple.

Dans d'autres conceptions plus évoluées, les caractères distinctifs deviennent autres. C'est, dans certains cas, le territoire : on appartient à un Peuple dans la mesure où on est né physiquement dans un territoire donné ; le grand lien d'appartenance serait la terre, le sol, la géographie. En conséquence, une personne qui change de lieu, changerait aussi de Peuple. Dans d'autres cas, la langue est le caractère distinctif, celui qui marque l'appartenance. On a donc affaire à des traits qui peuvent s'acquérir, qui sont accessibles à des personnes nées à l'extérieur de ce Peuple. Ceci ouvrirait des portes vers les conceptions de l'idée de « Peuple » plus évoluées, liées à la volonté personnelle : est membre du Peuple qui veut, qui a décidé qu'il en faisait partie. Cependant, cela ne peut se sentir que si on partage un ou des traits distinctifs : personne ne choisit son Peuple dans un catalogue. Ce que l'on peut faire, c'est maintenir volontairement cette appartenance, y renoncer ou la changer pour une autre appartenance qui soit accessible et possible, et même la répartir entre deux Peuples.

Toutes ces conceptions de Peuple sont pré-politiques, elles n'ont rien à voir avec le passeport, la citoyenneté ou l'endroit où on paie ses impôts. La citoyenneté politique ou administrative a ses propres mécanismes d'appartenance ; elle doit être claire, afin qu'un juge puisse établir facilement qui est et qui n'est pas citoyen d'un Etat, qui a la citoyenneté. Les critères d'appartenance à un Peuple sont différents, de plus nous avons déjà

vu qu'ils ne sont pas homogènes : tous les Peuples ne définissent pas de la même manière leurs caractères distinctifs prioritaires, et très souvent il n'y a pas non plus un critère unique et partagé d'appartenance.

Il serait très long de donner des exemples de chaque cas que nous rencontrerions. Des Peuples qui se définissent par la langue, que l'on peut apprendre, ou par la religion, à laquelle on peut se convertir. Nous pourrions quand même évoquer un cas, preuve de la complexité de ces traits d'appartenance, peut-être le plus compliqué de tous, celui du peuple juif. Qui fait partie du peuple juif ? La réponse est variable selon les personnes. Pour le rabbin, et selon l'interprétation la plus classique, est juif celui qui professe la religion juive et qui est né de mère juive. Pour les nazis, celui qui appartient à la race juive (qui n'existe pas), en marge de quoi on trouve sa religion. Ils furent assassinés pendant l'Holocauste chrétien parce qu'ils étaient juifs, parce que pour leurs bourreaux, le Peuple juif n'était pas une religion mais une race. Mais alors, existe-t-il une race juive ? Il y a des juifs noirs d'Ethiopie, blancs et blonds parmi les ashkénazes, et d'autres bronzés, bruns et aux cheveux frisés parmi les séfarades. Tout cela prouve que ce n'est pas une race. Certains juifs laïcs disent aujourd'hui qu'être juif c'est appartenir à une identité culturelle forgée par l'histoire, la religion, la mémoire, le sang... et par l'antisémitisme. Et Ben Gurion, au moment d'essayer de résoudre le dilemme métaphysique de « qui est juif » (il est impératif de répondre à cette question en Israël parce que la loi autorise le retour à la Terre Sainte à tous les juifs), disait qu'était juif celui qui se savait et se sentait juif. C'est-à-dire celui qui voulait l'être : un net acte de volonté, mais sur des fondements déterminés. Ce qui en fait une pétition de principe. Ce qui existe réellement, c'est le Peuple juif.

Il est nécessaire de répéter que la notion de Peuple est pré-politique et pré-administrative. Parfois dans certaines traditions politiques européennes, les termes Peuple et Nation finissent par être synonymes. Dans ces traditions, Nation et Etat seraient deux choses distinctes : la Nation serait un milieu d'appartenance naturelle et l'Etat un milieu d'appartenance politique et administrative. Il pourrait donc y avoir plusieurs Nations dans un Etat, parce qu'il n'est écrit nulle part que la Nation et l'Etat doivent forcément coïncider. Dans une autre tradition politique européenne, la Nation ne serait pas l'équivalent de Peuple, mais précisément d'Etat. Les Nations existeraient donc ou arrêteraient d'exister selon si elles avaient ou non un Etat. Du coup le terme « Etat plurinational » n'aurait aucun sens exception faite des Etats confédéraux.

Dans tous les cas, ces deux traditions, souvent si différentes que le dialogue paraît impossible –ou s'il y a lieu se pose le problème de la compréhension-, pourraient partager la notion de peuple comme entité pré-politique ou antérieure à l'Etat. Dans ces deux traditions, la Nation serait le Peuple élevé au rang de catégorie politique, un peuple avec un projet et une volonté politique de devenir un Etat. Pour certains, la Nation serait le

peuple qui veut être Etat; pour d'autres, le ou les Peuples qui le sont devenu. Les deux accepteraient aussi qu'un Etat puisse englober différents Peuples. Et les deux considéreraient qu'actuellement, l'acteur réel de la politique n'est pas le Peuple, mais l'Etat-nation.

Il est clair que dans ces questions, une des principales difficultés est de ne pas avoir de terminologie commune unanimement acceptée. Cela complique les débats –essentiellement nominalistes : comment définir chaque réalité que nous percevons. Peut-être que parmi tous les termes avec lesquels nous contemplons la diversité humaine, les moins ambigus et les mieux acceptés seraient Peuple et Etat. Le concept de Nation est plus ambigu. Nous savons tous ce qu'est un Etat : une unité politique et administrative. Nous savons aussi ce qu'est un Peuple : une communauté aux traits communs, surtout dans le milieu linguistique, mais aussi culturel et historique. Une personne sait de quel Etat elle est citoyenne, il suffit qu'elle regarde son passeport. L'appartenance à un Peuple est plus compliquée à définir, et il est clair que la volonté personnelle a son importance ; comme pour la famille dans un certain sens. Mais le mot Peuple comporte des caractéristiques de ressemblance, de communautés d'intérêt, de facilités de relation, qui le transforme en formidable cellule de domination.

Dans ce cadre, l'Europe présente une carte de la diversité extrêmement complexe. Comme nous le disions avant, nous pourrions faire, même actuellement, une carte simple, claire et indiscutable de l'Europe des Etats. Nous pourrions faire une carte des langues européennes, mais là il commencerait à y avoir des discussions, parce que de nombreux territoires ne sont pas monolingues, la langue propre y a parfois été substituée par la langue officielle de l'Etat et d'autres fois elles cohabitent. On se trouve aussi face à un problème de définition des langues, que ce soit au niveau politique ou scientifique. C'est l'exemple du serbe et du croate, séparés par la politique et considérés scientifiquement comme une seule langue. On pourrait aussi faire une carte des peuples d'Europe, mais ce serait encore plus difficile. Il y aurait des peuples mélangés dans beaucoup de zones. Nous aurions des peuples qui se reconnaissent comme tels et qui s'identifient à un Etat, d'autres qui le réclament, d'autres qui n'en n'ont pas mais qui n'en réclament pas non plus. Mais malgré toutes les difficultés pour la dessiner, nous savons que cette carte existe, qu'on ne peut pas comprendre l'Europe si on ne pense pas à une mosaïque de Peuples.

Cette Europe de la diversité est en fait une Europe des diversités. Les peuples d'Europe ne seraient pas des phénomènes isolés, mais des produits complexes de l'histoire, la culture et la biologie humaine. Même l'Europe des peuples dessinerait une carte complexe de familiarité. Des cartes aux différentes couleurs, selon si on s'intéresse aux familiarités linguistiques,

historiques, religieuses, ethniques. Cette complexité, on peut déjà la voir sur la carte des Etats-nation, la seule carte objective que l'on peut maintenant faire de l'Europe, est instable comme le montre ses énormes variations au cours du vingtième siècle.

Trois tremblements de terre en un siècle

On peut dire que l'Etat-nation est une invention européenne qui s'est exportée à travers le monde, même dans des zones d'Afrique, au Proche-Orient et en Amérique latine, où les frontières des Etats sont des lignes dessinées sur des cartes depuis de lointains bureaux, et où elles correspondent plus à des répartitions coloniales qu'à des caractéristiques géographiques. Cependant, les siècles ont réparti les populations sur des territoires déterminés.

A partir de la période Romantique, fut bâtie sur le continent une forme d'Etat moderne qui tend à s'identifier à la Nation. La construction est lente. Même la réalité européenne du XIX^e siècle est plus liée –mise à part la création d'Etats modernes à volonté nationales comme en Italie ou en Allemagne- aux espaces impériaux qu'à la généralisation des Etats-nation.

En Europe, le début du XX^e siècle est dominé par les empires -depuis la Russie jusqu'à l'Autriche-Hongrie, en passant par la forte présence de l'empire Ottoman – pourtant il existe des projets nationaux influencés par le romantisme, en gestation durant le siècle précédent, dans lequel la libération des nations est vue comme une continuation naturelle de l'éclosion du Je et de l'émancipation de l'individu. Ce fut le siècle où un poète comme Byron lutta aux côtés des Grecs pour leur reconstruction nationale contre l'empire turque, et où le nom d'un compositeur romantique comme Verdi –converti en acrostiche de *Vittorio Emanuele Re d'Italia* –s'affichait dans les rues au nom de la libération d'Italie du *Risorgimento* contre le pouvoir de Vienne. Les causes nationales, à leur recherche de la consécration politique, ont grandi progressivement au XIX^e siècle grâce à un retour aux origines profondes, aux esprits de groupe et contre les artifices impériaux.

La première guerre mondiale et la proclamation –depuis les Etats-Unis – de la doctrine de Wilson consacrèrent en Europe le modèle d'Etat-nation, que le processus de décolonisation a généralisé au monde entier. Les empires furent vaincus en Europe centrale. Des empires qui avaient été représentés comme des prisons pour les Peuples, les libérèrent d'un coup en leur donnant le droit à l'autodétermination au cri que résument les nationalismes des XIX^e et XX^e siècles : une Nation, un Etat. L'idée forgée au XIX^e siècle est que chaque

peuple doit acquérir une conscience politique par lui même et en conséquence se convertir en Nation, d'où la première grande transformation de l'Europe du XX^e siècle. C'est le premier des tremblements de terre.

Dans la confusion des Peuples et Nations de l'Europe orientale, certains Etats-nation sont en fait des mariages plus ou moins forcés entre des Peuples différenciés, même s'ils apparaissent comme des Etats plus nationaux que les empires antérieurs. Les tchèques et les slovaques sont unis à l'intérieur d'un même Etat et les slaves du sud constituent l'Etat, unifié lui aussi ; des serbes, des croates et des slovènes.

Dans tous les cas, la doctrine du président américain Wilson déplace au centre et à l'est de l'Europe le modèle inspiré par la révolution française et que l'ouest avait déjà adopté : l'Etat-nation. C'est-à-dire un Etat dans lequel coïncident, dans les grandes lignes, la structure administrative et politique avec un sous-groupe identitaire, ethnique et sentimental qui configure les Peuples.

L'application de la doctrine Wilson –qui est en fin de compte la doctrine sur l'Etat qui s'est fabriqué tout au long du XIX^e siècle- aurait dû offrir à l'Europe orientale une stabilité et une continuité que n'offrait pas jusque-là la structure impériale. Ce ne fut pas exactement le cas. La première guerre mondiale a déjà démontré l'instabilité de la carte du monde –et spécialement de l'Europe-, instabilité née de la grande guerre. A la fin de la deuxième guerre mondiale se dessine une nouvelle carte de l'Europe centrale et de l'est. C'est le second tremblement de terre des frontières du XX^e siècle, qui curieusement n'est ni le plus profond, ni celui qui engendra les plus grandes modifications, exceptées l'extension de l'empire soviétique à l'ouest, la division de l'Allemagne et le déplacement de la Pologne.

La guerre froide gèle cette carte européenne pendant plusieurs années, et lorsqu'elle se termine, la carte dessinée en 1917 change une nouvelle fois profondément : c'est la troisième grande transformation des frontières européennes du XX^e siècle. Cela donne naissance à de nouveaux Etats indépendants et semble être un approfondissement de la doctrine Wilson : une Nation, un Etat. L'éclatement, -identique quatre-vingts années après, à ceux des empires Ottoman et Austro-hongrois-, de l'empire russe, jusqu'alors soviétique, provoque le divorce –amical ou forcé- dans des Etats comme la Yougoslavie ou la Tchécoslovaquie, composés de peuples apparemment semblables.

Ce troisième et jusqu'à présent dernier tremblement de terre dans la carte de l'Europe est le résultat de la chute du communisme, de l'échec de l'union soviétique en tant que grande puissance mondiale. La guerre froide est en fait la troisième guerre mondiale, où se confrontèrent USA et URSS, et qui se développa à travers différentes guerres régionales sur toute la planète. C'est aussi une course militaire, économique et idéologique entre les deux

grandes puissances pour maintenir ou déséquilibrer leur supposée parité. Dans les années 80, si ce n'est avant, il est clair que les Etats-Unis gagnent cette guerre car ils réussissent à rompre la parité militaire après avoir réussi à l'emporter sur le plan économique. Le système américain a déjà plus de force pour garder le pied sur l'accélérateur dans la course à l'armement –sa dernière grande accélération étant « la guerre des galaxies » de Reagan-, sans pour autant sacrifier le bien être de sa population. Andropov d'abord, puis Gorbachov, provenant tous deux des services secrets soviétiques, sont conscients de cette déroute et jettent l'éponge. C'est ce qui permettra la chute du rideau de fer, ainsi que la crise interne des régimes communistes, et spécialement celui de la Pologne sous l'impact du modèle politique occidental et de l'action de l'église catholique à travers le syndicat « Solidarité ».

En tous cas, le troisième tremblement de terre des frontières européennes au XX^e siècle est dû à la chute du rideau de fer. Et si le premier tremblement de terre fut promû, en quelque sorte, par les USA à travers la doctrine Wilson, le troisième a aussi nécessité l'impulsion et l'inspiration nord-américaine. La pièce fondamentale de ce changement de frontières est sans aucun doute la réunification allemande. Helmut Schmidt nous rappelait il y a peu de temps que l'unification a été possible grâce à l'impulsion des USA, et de l'ex-RFA naturellement, contre les réticences de l'URSS, mais aussi de la France et de la Grande-Bretagne. Pour autant, ce changement de frontières qui signifie l'ouverture de l'Europe unie vers l'Est, au-dessus des restes du rideau de fer, naît de la volonté allemande, de l'action américaine, et malgré l'opinion des deux grands membres de l'Europe communautaire : l'Angleterre et la France.

En conclusion, au cours d'un siècle le nombre d'Etats en Europe s'est multiplié et tend à se rapprocher du nombre, encore supérieur, des peuples d'Europe. Des trois grands bouleversements des frontières européennes, deux au moins ont été des processus de fragmentation inspirés par les nationalismes, qui ont cherché une réduction des états, dans la mesure du possible, pour les adapter à la taille des peuples. La guerre froide fut une parenthèse dans ce processus, principalement parce que pendant cette période, l'Europe était le plateau principal du jeu d'échec que se disputaient l'URSS et les USA dans une partie planétaire. Et tant que durait la partie, les frontières étaient intouchables. De plus, pendant quelques années, l'Europe créa une dynamique de bloc, à cause de l'équilibre de la terreur. Une dynamique dans laquelle il existait au-dessus des pièces fragmentées des Etats-nation, un parapluie politique remarquable qui permettait de résoudre beaucoup de conflits.

Il est évident que le monde de l'Est fonctionnait comme un bloc unifié, peut-être avec quelques dissidences –Yougoslavie, Albanie-, mais avec une dynamique de bloc tant dans l'aspect politique que militaire ou économique. C'était l'Europe articulée autour de l'Union Soviétique, sans

possibilité de sortir du bloc, comme le démontrent les révoltes de Budapest et de Prague et les dures répressions qui les ont suivies. Elle avait son propre espace économique commun, le Comecon, mais surtout elle partageait un régime communiste et se retrouvait militairement dans le Pacte de Varsovie sous commandement soviétique.

D'une manière identique, l'Ouest aussi a engendré une Union Européenne liée militairement aux USA à travers l'OTAN, avec son propre marché commun et sa propre coordination politique. Une coordination politique plus laxiste que celle de l'Est, mais pas inexistante. Les mille formules de la politique italienne pour écarter systématiquement le Parti Communiste le plus puissant de l'Europe occidentale –et apparemment le plus éloigné de Moscou, correspondent aussi aux limitations de la guerre froide. Mais dans tous les cas, des deux côtés du rideau, et ce pendant plusieurs années, et à cause de la peur de l'affrontement, il y eut des dynamiques qui ne furent pas de fragmentation mais d'unité, de confluence, dans les deux blocs. Elles furent plus volontaires en occident, et plus forcées par l'armée à l'est. Mais dans les deux cas, la guerre froide n'a pas seulement gelé les dynamiques de division qui existaient et qui se réitérèrent, elle a aussi amené l'Europe à se diriger vers une direction contraire, comme ce fut le cas en occident avec l'Union Européenne.

C'est après la guerre froide que, peut être pour la première fois dans l'histoire, cohabitent simultanément les deux tendances dans le même espace. L'une qui aspire à faire coïncider au maximum les Etats avec les limites des Peuples, tendant à générer un Etat pour chaque Peuple. L'autre qui invite à une confluence dans un espace commun, politique et économique, dans lequel ces Etats devraient céder une part importante de leur souveraineté. Jusqu'à aujourd'hui, l'histoire semblait n'aller que dans une direction ou dans l'autre. Après les guerres, à chaque conférence de paix, la tendance était que chaque Peuple génère ses propres mécanismes gouvernementaux. Dans les périodes de guerres, par contre, ils avaient tendance à se regrouper pour fonctionner dans une logique de blocs. Après la chute du mur de Berlin, en situation de paix, l'Europe semble pour la première fois contenir les deux tendances simultanément. Et elle a l'intuition que seule la somme des deux tendances, leur concentration, permettra de surmonter quelques uns des pièges de son histoire récente, et la crise générale de l'Etat-nation.

La crise de l'Etat-nation

Il y a déjà des années que l'on proclame la crise de l'Etat-nation –en Europe et plus encore ailleurs-, mais on note si peu les symptômes de cette crise – aucun affaiblissement, aucun recul-, que nous devrions peut-être remplacer

le mot « crise » par un autre. Nous devrions peut-être parler des limites de l'Etat-nation et de ses inconvénients, et le faire en premier lieu en Europe pour élargir ensuite la réflexion à l'ensemble du monde où ce modèle européen s'est exporté et a servi à dessiner toutes les cartes de la planète. L'Etat-nation est la concrétisation de l'idéal politique des nationalismes du XIX^e siècle qui réclamaient qu'Etat et Nation coïncident. Un Etat pour chaque Nation, contre les prisons des peuples qu'étaient les empires, qui contenaient un nombre considérable de Nation, dominées par l'une d'entre elles qui possédait la majorité des pouvoirs et qui contrôlait tout spécialement les rouages de l'empire.

L'application du principe basique de l'Etat-nation –un Peuple, une Nation, un Etat- qui est ce que nous appelons en Europe le nationalisme, a provoqué des problèmes pratiques très graves, surtout dans deux types de situation. L'une dans les Etats étendus construits tout au long du Moyen-Âge et de l'Epoque Moderne sur de larges territoires où vivent des Peuples divers. L'autre, dans ces espaces –et particulièrement en Europe centrale et orientale- où cohabitent sur un même territoire des peuples différents, mélangés, dans la mesure où leur définition en tant que peuple n'est pas territoriale, mais liée à d'autres caractéristiques, comme la langue, la religion ou les origines ethniques. Dans les deux cas, l'Etat-nation est né avec un certain degré de violence, parfois symbolique, parfois physique et très intense.

Quand il a été dit qu'Etat et Nation –Peuple- doivent coïncider, certains Etats occidentaux de longue tradition historique, mais qui construisirent leur unité à travers l'existence de peuples divers, s'efforça d'homogénéiser tous les Peuples à l'intérieur de leurs frontières pour les uniformiser. Ils voulurent construire la Nation à partir de l'Etat. Voilà le plus grand des nationalismes. Ce nationalisme croit qu'Etat et Nation doivent coïncider. Donc, il est autant nationaliste d'essayer de créer l'Etat à partir de la Nation, que de fabriquer la Nation à partir de l'Etat. Selon le modèle jacobin, mais avec déjà des fondements dans le machiavélisme répandu au XVII^e siècle, certains Etats de l'Europe occidentale commence par faire en sorte que tous les peuples soient réduits à une seule expression linguistique, à une unique manière d'être gouverné, à une unique identité culturelle. Ce processus traverse la modernité et prend des tournures différentes dans chaque Etat. Il atteint aussi des résultats différents.

C'est la formule des grandes monarchies absolues à partir de la fin du XIX^e, mais c'est aussi la formule de certains projets illustrés jacobins. L'Etat a déjà des limites définies, souvent dessinées au cours des dynasties précédentes, et en conséquence plus ou moins fédérales avant l'heure, antérieure à la modernité. Mais dans la modernité, les Etats essayent de se

transformer en Peuples, d'unifier des Peuples. C'est le cas du Peuple Français, par exemple, où existe un peuple breton, corse, occitan ou basque, au côté naturellement d'un peuple français proprement dit. C'est le modèle que suivent la France, l'Espagne, l'Italie ou le Portugal, avec une diversité interne différente dans chaque cas, mais un objectif commun : qu'au final on puisse parler d'un seul Peuple, une seule Nation, un seul Etat. La France est probablement l'exemple le plus accompli. Ce n'est pas le processus de la Grande-Bretagne qui construit un Etat moderne –et politiquement centralisé–, et ceci sans nier l'existence d'un Peuple écossais ou gallois. Au contraire, on n'y construit pas une Nation britannique, mais un Royaume Uni constitué par des peuples divers. Ce concept d'union renvoie à celui de fédération.

Mais il a été encore plus problématique d'appliquer le concept d'Etat-nation en Europe centrale et orientale, Sarajevo en est le paradigme le plus visible. La dynamique de ces énormes zones a impliqué la présence sur un même territoire, parfois dans une même ville, de communautés de langues, religions et d'identités culturelles différentes, qui se sentaient appartenir à des Peuples différents. Il existe des zones dans le centre de la Roumanie où chaque Peuple, même le plus petit, porte trois noms très différents les uns des autres : en roumain, en allemand et en hongrois. C'est la caractéristique de la cohabitation dans cette zone où tous les peuples sont absolument mélangés sur le territoire. Quand se lève un Etat-nation sur ces territoires, sur quel Peuple se construit-il ? Et que fait-on de ceux qui se sentent appartenir à un autre Peuple sur ce même territoire ? De plus, peut on faire coïncider la structure administrative et le Peuple ?

Nous avons vu qu'en Europe orientale, au cours du dernier siècle, des territoires où vivaient des groupes de Peuples différents étaient revendiqués par les Etats de chacun de ces groupes. Nous avons aussi vu que quand un de ces territoires a été inclus dans un Etat-nation, les minorités qui correspondaient à d'autres Peuples ont souvent été marginalisées, ce qui les a amenées à se déplacer ; quand il n'y a pas eu de purifications ethniques, démontrant la volonté d'uniformiser culturellement un territoire déterminé à l'image du peuple majoritaire, dont on doit suivre le modèle culturel, économique et même linguistique. La guerre des Balkans correspond en partie à ce modèle, surtout dans les zones de Croatie et de Bosnie où cohabitaient des serbes et des croates, mais aussi au Kosovo entre serbes et albanais.

Après la Seconde Guerre Mondiale il y eut de grands déplacements forcés de populations : par exemple, une bonne partie des communautés allemandes vivant à l'est de l'Europe depuis des temps immémoriaux. Dans d'autres cas on a pu assister à des migrations plus ou moins spontanées. La population saxonne de Roumanie a notablement baissé au cours des dernières décennies, du fait de l'immigration.

Ce type de situations avec mélanges de Peuples et de communautés linguistiques n'est pas rare en Europe centrale et orientale. Elles affectent même les frontières orientales de l'Italie -avec une minorité slovène dans la zone de Trieste et des régions de langue allemande autour de Bolzano-, et sont générales dans tous les Balkans, au delà de l'ancienne Yougoslavie. L'application de l'Etat-nation comme concept dans ces zones, a entraîné des séparations de populations souvent dramatiques.

L'Etat-nation ne fonctionne pleinement que dans l'homogénéité interne et ne sait pas toujours résoudre les problèmes de ses minorités. Quand à l'intérieur d'un territoire la relation entre majorité et minorité n'est pas claire, ou quand, pour des raisons historiques, un territoire représente le foyer national de plus d'un peuple, les situations conflictuelles se multiplient. Les processus d'indépendance ou de scission n'ont été pacifiques que lorsqu'elles se sont produites dans des territoires ethniquement homogènes, avec une démarcation claire entre Peuple et territoire ; comme l'indépendance de la Slovénie ou le pacte de séparation entre la République Tchèque et la Slovaquie.

Au contraire, dans l'Europe des Balkans, on a l'habitude de voir des cartes de la grande Hongrie, de la grande Croatie, de la grande Albanie, de la grande Serbie, de la grande Macédoine, de la grande Bulgarie... Ces cartes représentent tous les groupes appartenant à chacun de ces Peuples, bien qu'ils soient en dehors de leurs limites d'Etats : les hongrois de la Vojvodine serbe ou de Roumanie, les albanais du Kosovo, les serbes de Croatie ou de Bosnie, les croates d'Herzégovine... Si on superpose toutes ces cartes imaginaires, qui sont des cartes aux revendications territoriales plus ou moins explicites, on obtient de grands espaces d'intersections, c'est à dire de conflits.

Ces disfonctionnements, qui ont débouchés sur d'énormes tragédies, ne semble pas avoir de solution avec l'application universelle, sans plus de compensations de la part d'un modèle d'Etat-nation. Au contraire, la généralisation de ce modèle a provoqué précisément l'intensification et le déclenchement de certains conflits. Mais les peuples ont le droit à une reconnaissance politique et institutionnelle. La reconnaissance de ce droit, sans que cela ne comporte des transferts de populations, ni des tensions entre minorités et majorités, exige un système complémentaire: l'existence d'un espace plus large dans lequel tous puissent se retrouver. C'était dans un certain sens ce qui se produisait avec les empires antiques, mais à travers la force et la conquête.

L'Union Européenne, si elle prend une structure déterminée, si elle est capable d'harmoniser la tendance à fragmenter l'espace pour l'adapter à des réalités plus naturelles -les Peuples-, avec une tendance à la confluence et à la concertation, pourrait permettre de résoudre ces problèmes par le

haut : en créant un espace plus large de concertation, qu'est l'Europe. Il faudrait trouver une forme d'organisation de l'espace, différente des Etats-nation, mais pas contraire au principe wilsonien des droits des Peuples. Ce n'est pas le cas dans l'Union Européenne qui existe actuellement, mais cela pourrait l'être dans une autre Union, née d'un grand projet et d'un grand pacte à partir de la volonté des européens actuels.

Exporter la formule

Le modèle d'Etat-nation né en Europe s'est généralisé dans tout le monde, à cheval sur le colonialisme européen mais allant plus loin que les processus de décolonisation. L'application de ce modèle dans des zones du monde où la relation entre les Peuples et les territoires était encore plus différente qu'en Europe, a provoqué tous types de problèmes. En général, le problème vient du fait que les nouveaux Etats, souvent nés avec des frontières discrétionnaires plus liées à la répartition coloniale qu'à la réalité humaine des territoires, ont eux aussi voulu construire des Nations sur mesure, inventer des Nations où existaient différents peuples. Et cela a signifié -un peu comme en Europe- que les minorités ou les différents groupes qui vivaient dans ces territoires ont connu de nouveaux problèmes. Une bonne partie des conflits récents en Afrique et au Proche-Orient est liée à ces problèmes.

C'est ainsi que la Turquie s'est changée en Etat-nation après avoir été un empire gouverné par des Peuples très différents. Cela a provoqué directement un mouvement d'homogénéisation interne, de « turquisation » du territoire qui mena à l'expulsion ou à l'extermination de membres de minorités qui avaient vécu avec une certaine tranquillité dans l'empire, comme les Arméniens ou les Grecs ou, dans une autre mesure, les Kurdes. Mais la répartition des îles Méditerranéennes orientales entre les deux Etats-nations, la Grèce et la Turquie, provoqua de graves transferts de populations et laissa ouvert le conflit de Chypre. Ce n'est pas le seul exemple. Nous pourrions parler de la division de l'Inde et du Pakistan lors de la décolonisation britannique, ou de l'existence de deux projets nationaux différents sur le territoire historique de la Palestine à la fin du mandat britannique ; ou de la lutte concernant l'état du Rwanda entre Hutus et Tutsis après le colonialisme ; ou du caractère artificiel de l'Etat-nation iraquien qui est en fait la somme de peuples kurdes, arabes sunnites et arabes chiïtes, qui représentent des identités différenciées à propos desquelles on a voulu inventer une identité iraquienne...

Des sociétés complexes, mélangées, qui avaient vécu en relative stabilité sous des pouvoirs étrangers, ou sous des superstructures qui n'apparaissaient pas comme l'émanation d'un esprit national, entrent en crise avec l'application du moule universel de l'Etat-nation qui sous-entend,

ou qu'un des Peuples du territoire gouverne et utilise l'Etat comme instrument d'uniformisation des autres peuples, ou que ces différents peuples se disputent l'Etat, conscients que c'est la machine la plus puissante que les sociétés aient créée.

L'Europe exporta le problème de l'Etat-nation là où elle établit ses colonies. Maintenant, elle devrait exporter la solution. Une solution qui n'est en aucun cas une espèce de gouvernement mondial, occupé en fait par l'assemblée des Etats du monde, comme ce qu'a voulu être l'ONU. Celle-ci pourrait être un bon cadre pour la rencontre entre les Etats, mais ce n'est pas une structure de surpassement des problèmes que créent les Etats. L'Union Européenne ne pourra pas non plus être une ONU régionale. Elle peut être un système pour trouver des solutions par le haut en Europe, à des problèmes pratiques qu'a comporté l'organisation de l'espace politique unique et exclusivement à travers l'Etat-nation. Et donc une proposition d'un nouveau visage pour le monde, pour organiser l'espace à travers de nouvelles unités, plus larges, de caractère fédéral, et qui dépassent l'Etat-nation.

Au milieu des années quatre-vingts, lors d'une interview à Jérusalem avec celui qui fut président de l'Etat d'Israël et ministre travailliste de l'Education, Isaac Navon, je demandai s'il avait une solution théorique au conflit israélo-arabe. Il me répondit que son modèle était le Benelux. C'est-à-dire un espace de trois Etats pratiquement unifiés économiquement, avec libre circulation de personnes, avec quelques politiques communes, peut-être même des citoyennetés extraterritoriales. Ce Benelux du Proche-Orient serait, à son avis, constitué d'Israël, de l'Etat Palestinien et de la Jordanie, qui forment en effet une unité géographique -l'ancienne Palestine- et qui ont des intérêts économiques complémentaires. Il émettait même la possibilité que, dans ce Benelux, un arabe de Nazareth en territoire israélien puisse avoir la nationalité palestinienne, ou qu'un juif d'Hébron puisse avoir la nationalité israélienne. Je lui dis que cela me semblait totalement utopique. Il me répondit que si je cherchais une vraie solution, c'était celle-là : un jour, elle parviendrait à cet espace plus large et plus partagé. Il savait déjà que pour le moment c'était impossible, mais il pressentait que c'était la seule solution, un jour...

Cette solution par le haut du conflit le plus embourbé et le plus important dans le monde, constitue aussi une invitation pour l'Union Européenne à inventer de nouvelles formes d'organisation de l'espace qui nous serviraient à nous et aux autres. Parce qu'il semble clair que notre modèle européen doit se protéger de l'extérieur, mais que justement pour pouvoir le faire, il doit avoir des limites. On doit savoir où finit l'Europe.

Les limites de l'Europe

Quand on regarde la carte des élargissements successifs de la première Communauté Economique Européenne puis ceux de l'Union Européenne, une constatation et une question sont inévitables. La constatation est que l'entrée de nouveaux pays a une certaine ressemblance avec l'admission à un club : il faut que l'intéressé la sollicite, mais aussi qu'il démontre qu'il remplit des critères bien précis. Apparemment, la vocation du club est de grandir, se développer. Mais pas à n'importe quel prix. Ne rentre pas qui veut, et il faut bien sûr le demander.

Certains pays qui remplissaient toutes les conditions nécessaires, restèrent en dehors, jusqu'à être convaincus que cela leur convenait : la Suède, la Finlande, l'Autriche. D'autres qui pourraient parfaitement intégrer l'Union, n'en font pas partie parce qu'il ne veulent pas : la Suisse ou la Norvège. L'Islande ne l'a jamais sollicité. D'autres ne purent rentrer que lorsqu'ils eurent rempli les conditions : la Grèce, l'Espagne et le Portugal dans un premier temps, et tous les pays du bloc de l'Est qui sont entrés dans l'élargissement de 2004. Certains pays attendent toujours, mais ils sont d'ores et déjà acceptés : la Bulgarie, la Roumanie. Un pays auquel on a posé des conditions, et qui n'a toujours pas passé l'examen d'admission attend aussi : il s'agit de la Turquie. La Croatie a le statut reconnu de candidat, la Macédoine espère l'obtenir rapidement. La Yougoslavie et l'Albanie ont encore du retard. Des pays comme le Maroc ou Israël, ont montré leur intérêt à intégrer l'Union, et le Maroc l'a même ouvertement sollicité.

La question en conséquence est : que demande-t-on à l'examen ? Ou, si on préfère : quelles sont les limites de l'Union Européenne ? Est-ce que ce sont des limites géographiques, politiques ou culturelles ?

Nous avons vu au long de l'histoire qu'il existait des limites politiques : des pays qui étaient indubitablement dans l'Europe géographique n'ont pas pu rentrer dans la Communauté jusqu'à ce qu'ils aient rempli quelques conditions politiques. Mais, n'importe quel pays remplissant les conditions politiques, où qu'il soit dans le monde, pourra-t-il participer à l'Union Européenne ? Jusqu'à présent les pays intégrés pouvaient surmonter ou non les épreuves politiques d'accès, mais ils avaient réussi, à l'instant même où ils se présentaient, les épreuves géographique et culturelle. Tous les pays dont on a discuté l'entrée jusqu'à aujourd'hui faisaient partie indubitablement de l'Europe géographique, et ils avaient tous une certaine ressemblance culturelle, à l'intérieur de la diversité européenne. Mais parmi ceux qui frappent à la porte, il existe des différences culturelles et géographiques qui jusqu'à maintenant ne s'étaient jamais présentées. Seront-elles suffisantes pour qu'on leur dise non ? Ou l'Union n'a-t-elle pas d'autre limites que politiques ? La possible intégration de la Turquie est celle qui pose cette question avec toute la force et toute la capacité polémique qui s'en suit.

Si l'Europe n'était exclusivement qu'une réalité géographique, certains des pays qui attendent à la porte ne tiendraient pas sur cette carte. Nous l'avons déjà commenté : l'Oural sépare la Russie en deux, ce n'est donc que partiellement un pays européen. Seul pourrait rentrer, hypothétiquement, la partie de la Russie qui est à l'ouest de l'Oural ? Les Dardanelles et le Bosphore marquent la limite sud de l'Europe. Seule une petite partie de la Turquie fait partie de l'Europe, alors que l'immense majorité est en-dehors. Seul un morceau de la Turquie devrait rentrer dans l'Union ? Quelques quartiers d'Istanbul ? Evidemment, géographie à l'appui, le Maroc et Israël n'ont aucune chance de rentrer dans l'Union, bien qu'ils jouent la coupe d'Europe de football ou de basket-ball, et qu'ils la gagnent même parfois. Au contraire, la Biélorussie, l'Ukraine, mais aussi l'Albanie et la Yougoslavie sont indubitablement en Europe. Donc, elles pourraient être candidates à l'Union du point de vue géographique ; mais cela aurait-il un sens que la Biélorussie soit dans l'Union, et pas la Russie ?

Il est évident que la géographie n'est pas le seul critère, mais si elle l'était, cela compliquerait encore plus les choses, cela diviserait des pays en deux et nous donnerait une carte de l'Europe politique qui n'aurait rien à voir avec l'Europe géographique.

Mais l'Europe n'est pas non plus une réalité ethnique ou culturelle. Elle ne l'a jamais été. Entre les Siciliens et les Lapons, il n'y a aucun lien historique remarquable, ils n'ont presque jamais participé à un espace commun, jusqu'à aujourd'hui. L'Europe ne peut être qu'une idée, un concept. Si c'est le cas, l'examen d'entrée aux portes de l'Union ne peut pas se faire seulement avec une carte à la main. On doit le faire avec un contraste entre l'idée moteur d'Europe, entre le concept de civilisation à laquelle elle est liée, et la réalité du candidat.

Certains ont situé le noyau de ce concept dans la religion. L'Europe serait un club chrétien. Par conséquent, ni la Turquie ni le Maroc ne pourraient entrer. Que se passerait-il avec Israël ? Ce n'est pas un pays chrétien, mais le judaïsme s'est forgé ces deux mille dernières années en Europe, il a été un composant de l'identité européenne. Et si le critère d'entrée relevait du christianisme, l'Ukraine, la Biélorussie, la Russie mais aussi la Géorgie et l'Arménie réussiraient l'examen ; pas les républiques turques ottomanes du sud de l'ancienne Union Soviétique, bien qu'historiquement liées à la Russie. Je n'ai pas la sensation que l'examen d'entrée à l'Union Européenne soit une question de religion, bien qu'elle ait sûrement de l'importance.

Un examen de politique ? Géographie et religion mis de côté, il ne s'agirait que de questionner les candidats quant à leur régime politique ? Dans les conversations avec la Turquie, on a tous eu l'impression que c'était effectivement le cas, que la seule question était de savoir s'il existait un

régime de démocratie parlementaire et un respect de la charte des Droits de l'Homme. La Turquie va déjà dans cette direction, le Maroc aussi, mais plus lentement. Il existe des problèmes, comme les Kurdes en Turquie. Mais si on les résolvait, l'examen politique semblerait réussi. Cependant, beaucoup d'européens considèrent que cela ne suffit pas.

Alors ce serait un examen d'économie ? Il est certain que pour rentrer dans l'Europe il faut un système de libre échange, allié à une démocratie politique et à un degré déterminé de développement économique, ainsi qu'à une rigueur présumée. Il existe sans aucun doute un examen d'économie, qui ne concerne pas seulement la capacité économique, mais aussi la solvabilité et la fiabilité des politiques. Mais cet examen d'admissibilité, certains pays de l'est de l'Europe ayant un PIB très en dessous de la moyenne de l'UE, l'ont déjà réussi. Le PIB de la Lettonie ou de la Lituanie ne représente qu'un quatorzième de celui du Luxembourg. Le chômage en Slovaquie est neuf fois plus élevé qu'en Hollande. L'inflation est cinq fois plus forte en Hongrie qu'en France. Oui bien sur, il existe un examen économique, mais la note éliminatoire est relativement faible.

Le discours des bureaucrates a capté le manque de définition des limites de l'Europe, et a cherché des formules ambiguës qui devraient permettre aux politiciens de faire ce que bon leur semble. Ou, plus politiquement correct, de gérer chaque situation de manière flexible, selon la conjoncture. Le groupe de travail créé par Romano Prodi, avec Michel Rocard à la tête, pour fixer des positions sur les identités européennes, le disait de manière aussi compliquée qu'il pouvait : « si l'Europe n'est pas un fait, mais un travail ou un labeur qui doit être mené à bien, des limites européennes fixées pour toujours ne peuvent pas non plus exister, qu'elles soient internes ou externes. Les frontières de l'Europe devront aussi toujours être renégociées. Ce ne sont pas les limites géographiques ou nationales qui définissent l'espace culturel européen, c'est plutôt ce dernier qui définit l'espace géographique européen, un espace en principe ouvert ».

Avec cette définition, la Turquie, le Maroc ou la Chine communiste peuvent entrer ou pas. Mais même à l'intérieur de l'ambiguïté consubstantielle au genre, on peut faire quelques observations. La première, que la géographie n'est pas au centre de la question, bien qu'elle ne puisse pas être maltraitée indéfiniment. La seconde, que ce qu'ils appellent « l'espace culturel européen » serait au centre de la question. Ou si on veut, l'identité de l'Europe. Placer au centre du débat le terme « culturel », est déjà une forme d'ambiguïté : il n'y a pas au monde de mot plus polysémique, objet de définitions très contradictoires. Mais, dans le fond, existerait la constatation que l'Europe est par dessus tout une idée. Pour participer à la construction européenne, même dans sa forme actuelle si laxiste et pragmatique, si galliforme, il faut participer à une idée. Il ne nous reste plus

qu'à trouver quelle peut être cette idée.

Rationalisme, démocratie, laïcité

Dans les années cinquante, fut choisie la voie économique pour mener à bien une construction européenne qui, finalement, devra nécessairement être politique. Au cours des années, tous les acteurs de la construction européenne, même ceux qui en avaient une idée plus modeste et moins ambitieuse, se sont rendus compte que cela ne pouvait pas être la seule voie possible. Et on ne peut pas non plus créer l'Europe uniquement à partir de la politique. Rédiger une Constitution, proclamer que l'Europe existe, ce n'est pas créer l'Europe. L'exercice du pouvoir, les décisions administratives d'une bureaucratie centralisée ne suffisent pas. Créer l'Europe, tout le monde s'en est rendu compte, exige, premièrement qu'on la définisse et qu'on fixe une idée moteur, un concept. Les auteurs du rapport, dont nous parlions avant, sur l'identité européenne, écrivaient : « l'intégration économique ne mène pas d'elle-même à l'intégration politique, parce que les marchés sont incapables de produire une solidarité politiquement forte ». Que peut alors produire cette solidarité au delà des intérêts ? La sensation de faire partie d'un même milieu de civilisation, la certitude de partager des valeurs communes. Ce que nous appelons l'idée.

L'Europe a construit un modèle de civilisation partagée avec le reste de l'Occident qui se base sur des valeurs communes. Ces dernières années, sont apparues des fissures à l'intérieur de l'Occident, quelques unes de ces valeurs ont été vécues de manières différentes, et nous avons déjà vu jusqu'à quel point cette différence de conception, entre l'Europe et les USA, de la responsabilité individuelle et du rôle de l'Etat, crée de la distance. Mais une fois établies ces différences, nous pouvons aussi établir des similitudes. Cette civilisation occidentale, aux larges racines qui remontent aux mondes grec, latin ou judéo-chrétien, se construit surtout à partir de la Renaissance et est confirmé par le siècle des Lumières. Ces deux périodes ont deux références en commun : la Raison et la personne. La Renaissance, mais aussi le siècle des Lumières, placent la personne au centre de l'univers, et la personne illumine cet univers grâce aux lumières de la Raison : humanisme et rationalisme. Le reste, dans un certain sens, est le développement de ces valeurs centrales.

En premier lieu, une civilisation qui situe la personne humaine au centre de l'univers cesse d'être une civilisation théocratique. La divinité, la foi religieuse, les vérités révélées, cèdent l'espace central et public, en se retirant dans une

sphère privée et communautaire. Par conséquent, la religion et l'Etat se séparent. Les lois ne naissent plus des préceptes religieux. Les églises et les pouvoirs publics se dissocient. Ce n'est pas un processus facile, on avance très lentement, et dans certains cas le processus n'est achevé que depuis peu. Mais c'est fondamental. L'église catholique refuse, dans certains pays et milieux, ce recul dans une sphère plus privée, après des siècles de présence dans la vie politique. Pourtant, l'évolution se fait dans ce sens actuellement.

Et que place-t-on à la place que la religion a laissée libre, non pas à cause de sa disparition, mais de par son retrait dans une sphère privée ? La Raison. A partir de cette substitution, l'Occident crée ce que Levy-Strauss appelle, la pensée critique, la raison critique. Si l'individu est le centre de l'univers, la politique dérive vers la démocratie et vers la formulation de droits de l'homme qui veulent être, qui sont nés pour être universels. Si la Raison est l'instrument qui illumine et guide, le développement de l'esprit scientifique et technique est possible, avec le développement du bien-être que cela suppose. L'apport de l'humanisme et du rationalisme crée une société nouvelle. La religion ne disparaît pas par la force, elle n'est pas persécutée, elle garde un domaine privé qui n'est pas celui de la loi et de la politique.

La séparation de la religion et de la politique, de l'église et de l'Etat, est la conséquence de ce que dicte la Raison et de la revalorisation de l'individu. Et cela devient le fondement d'une nouvelle société, différente des précédentes, et des autres sociétés du monde. Bien que les mots soient souvent ambigus et qu'ils donnent lieu à des interprétations controversées, nous nommerons cette séparation laïcité. La laïcité n'est pas le contraire de la religion, simplement elle dessine un espace public, central, en marge de la religion. Par exemple, une société comme celle des USA, qui est très religieuse, imprégnée de ferveur, est aussi une société avec une grande liberté religieuse qui naît de ce modèle de laïcité. En Europe, la laïcité se vit différemment, mais c'est le noyau de notre modèle de civilisation ; parce que nous ne sommes pas seulement en train de parler du rôle de la religion dans nos vies, qui serait un thème très important mais aussi central qu'aux USA. Nous parlons de fondements nouveaux rationalistes et humanistes de notre espace social.

En France, au nom de la laïcité, on a voulu que l'école publique, milieu laïc, ne soit pas compatible avec l'exhibition d'un quelconque symbole religieux. Dans d'autres pays, peut-être que le voile, le crucifix ou la kippa juive ne sont pas considérés comme aussi centraux. Personnellement, il me semble que la tenue vestimentaire est moins importante que le fait que tous les enfants puissent avoir les mêmes programmes éducatifs, et qu'on n'en exclut personne pour raison religieuse. Je me soucie plus de savoir si tous les enfants font de la gymnastique et de la musique à l'école, si nos programmes pensent que c'est bon pour tous, que de leur manière de s'habiller. Mais ce n'est pas la question centrale. La question centrale est celle du principe. Et le principe c'est la séparation entre un milieu religieux privé et communautaire,

et le milieu public à vocation rationaliste.

Le principe de laïcité est si important en Europe que le Parlement européen a désapprouvé un des commissaires prévus pour la Commission, l'italien Rocco Butiglione, parce qu'il avait dit publiquement que ses convictions l'amenaient à être contre l'homosexualité –pour l'avoir dit simplement et sans nuances-, mais que dans son action publique en tant que commissaire, il n'en tiendrait pas compte, parce que loi et convictions intimes sont deux choses différentes. Et le commissaire doit servir la loi. Ces manifestations seraient en principe dans le cadre laïc. Mais l'Europe a considéré que le simple fait de le proclamer, de l'exhiber publiquement, rompait cette laïcité que l'on doit exiger des pouvoirs publics.

Quel peut-être alors, dans le langage même des experts convoqués par Prodi, le fondement de cette solidarité européenne, à laquelle participent non seulement les collectivités, mais aussi les individus, qui est plus forte que la politique et l'économie, et qui –selon la propre commission- doit être plus forte que la solidarité qui unit ou devrait unir les être humains ? Peut-être une tradition commune, des racines communes, un sentiment d'appartenance partagé, mais surtout des valeurs communes, filles de cette histoire et de cette évolution partagée. Et ces valeurs sont l'humanisme et le rationalisme, et leurs dérivés naturels : la démocratie, les Droits de l'Homme, l'esprit scientifique et technique, la laïcité. C'est la base commune. C'est l'idée de l'Europe : ses principes situés sur un territoire et une histoire. Cela marque les limites de l'Europe, vers l'intérieur et l'extérieur, qui ne sont peut-être pas si laxistes et si modelables qu'on le dit parfois. Si l'Europe est quelque chose, c'est une idée. Et si une idée spécifique a fondé la civilisation européenne moderne, depuis la renaissance jusqu'à aujourd'hui, en passant par le siècle des lumières et la révolution romantique, la révolution industrielle et scientifique, c'est la centralité de l'individu, de la personne et la confiance dans la Raison.

Il est certain que, dans la pratique, l'Europe n'a pas toujours agi à la lumière de ces principes et de ces valeurs basiques qu'elle a apportés à l'humanité. C'est précisément en Europe que sont nés des formes de totalitarisme qui ont rabaissé jusqu'au plus bas niveau la valeur de la vie humaine. Primo Levy, dans son œuvre « Si c'est cela un homme », place la base du *lager* nazi dans la chosification des personnes, dans le vol de leur condition humaine. En Europe aussi, l'ésotérisme, le machiavélisme, des visions du monde absolument éloignées de l'empire de la Raison, ont fait long feu. Mais l'Europe a toujours su –même quand dans un pourcentage trop élevé, elle s'est laissée séduire-, que ces actes violaient sa tradition et sa nature ; qu'ils étaient honteux et indésirables. Quand les valeurs occidentales sont

revendiquées, on ne revendique pas –ça ne serait même pas possible –, les actes de l'Occident à chaque minute et à chaque minute de l'histoire, ni les pratiques appliquées au colonialisme, ni les totalitarismes de racine européenne. On revendique des principes que l'Europe a parfois trahis, mais qu'elle a le plus souvent toujours proclamés ; parfois en contradiction avec ses propres actes. Selon les termes de Levy-Strauss, nous devons revendiquer un Occident qui se mérite à lui même.

Les questions à propos de la Turquie

Aujourd'hui, la discussion sur ce qu'est, et ce que doit être l'Europe, n'est pas une polémique dans le vide, strictement conceptuelle. Il faut une réponse à ces questions pour prendre des décisions concrètes, imminentes. La demande d'entrée de la Turquie dans l'UE exige, plus que dans n'importe quel autre cas, la nécessité d'une définition. La Turquie est-elle l'Europe ? Tout dépend de ce qu'est la Turquie et de ce qu'est l'Europe. Jusqu'à présent, nous nous sommes juste demandés ce qu'était la Turquie, si elle est assez démocratique, si elle respecte les Droits de l'Homme, si sa politique à propos des kurdes est acceptable, si elle peut avoir une loi qui pénalise l'adultère. Pour répondre aux questions sur le présent, nous devons répondre aussi à ce qu'est l'Europe. Par conséquent, dans le fond, le débat sur le futur de la Turquie dans l'UE est un aspect du débat sur le futur de l'UE, sa nature et ses limites conceptuelles. Pas seulement sur ses limites physiques.

Il est curieux que dans le débat sur l'entrée de la Turquie dans l'UE, les partisans les plus fermes pour cet élargissement, sont souvent ceux qui militent le moins dans l'européanisme, ceux qui ont été traditionnellement les plus eurosceptiques. Les USA voudraient que la Turquie intègre l'UE, les britanniques aussi. Dans les deux cas, il existe des raisons stratégiques importantes. Ils considèrent que la Turquie est et a été compromise dans la défense de l'Occident, aux temps de la guerre froide face à l'URSS, et aujourd'hui face au monde islamique. Une défense qui actuellement a deux sens : en plus du conventionnel, celui de l'exemple d'un pays musulman qui, quand il veut intégrer le monde occidental, est bien reçu et mis en valeur. Par conséquent, les américains et les britanniques considèrent que rentrer dans l'UE est un prix que la Turquie mérite et qui convient aux turcs. Une Turquie stable, proche, qui confirme son pari pour le monde occidental, et qui soit satisfaite de ses relations avec ce monde, convient aussi à l'Occident.

Mais il semble clair que les gouvernements britanniques et américains – tout comme leurs populations respectives- n'ont pas beaucoup d'intérêts dans une Europe forte, qui solidifie ses liens internes. Dans un certain sens, les partisans d'une Europe élargie sont en général contre une Europe forte. Maintenir une forte intensité, ce que, selon les termes de la commission Prodi, nous pourrions appelé une Europe aux liens très forts de solidarité commune

et différenciée, devient plus difficile avec l'élargissement. Et au contraire, élargir ou ne pas élargir avec des critères restrictifs –contrôler l'extension-, est un pari sur l'intensité.

L'ancien chancelier social-démocrate allemand Helmut Schmidt, dans des réflexions sur l'entrée ou non de la Turquie dans l'UE, exprime son scepticisme. Schmidt aborde les problèmes politiques, économiques, et liés à l'immigration : « jusqu'à aujourd'hui, la société allemande n'a pas réussi à mener à bien une vraie intégration des turcs et des kurdes résidant dans notre pays ». Il se réfère aussi au problème stratégique que comporterait l'adhésion d'un grand pays, très peuplé, avec un taux de natalité élevé, ainsi que des frontières avec certains des grands conflits du Caucase et du Proche-Orient. Quand il souligne que l'objectif stratégique de l'entrée de la Turquie dans l'UE « n'appartient pas à l'UE, mais aux USA. Washington n'arrête pas d'insister là dessus depuis cinquante ans », Schmidt laisse entrevoir plus clairement sa désapprobation à l'adhésion. Il insinue qu'une UE qui irait jusqu'à la Turquie perdrait de sa cohésion interne, et avec elle de sa capacité d'agir. Elle en serait pratiquement réduite à une zone de libre échange. Elle ne pourrait pas être un acteur important de la politique internationale, parce qu'il lui manquerait la cohésion interne nécessaire pour l'être.

Il est évident que la Turquie permet de poser ce débat. L'histoire de la Turquie moderne est celle d'une tentative d'occidentalisation de ses coutumes et de sa vision du monde, depuis la tradition musulmane. C'est aussi l'histoire d'une loyauté envers l'occident, autant du point de vue militaire, que de son positionnement dans le bloc occidental durant la guerre froide. La Turquie, ou au moins une partie des secteurs qui la gouvernent, et qui l'ont gouvernée depuis Atatürk, veut être européenne. La géographie et l'histoire lui ont donné un rôle en Europe : l'empire ottoman arriva jusqu'aux portes de Vienne, et conserve toujours un pied en Europe. Mais l'existence de l'empire ottoman, le turc perçu comme « l'autre », se transforma pendant des siècles en un facteur d'unification de l'Europe occidentale : l'archétype contraire. Dans le folklore de toute la méditerranée, on trouve des danses et des légendes opposant turcs et chrétiens, le Nord et le Sud, le monde européen et un monde oriental, créé parfois par les occidentaux à leur mesure, avec des mythes comme celui du harem et avec l'exotisme, si bien expliqué par Fatima Mernissi. Le turc fait partie de l'imaginaire européen, mais il y est en tant qu'étranger.

Si l'Europe est surtout une idée, l'idée d'Europe pouvant inclure la Turquie, est une idée plus laxiste, moins compacte, dans laquelle le gros de ce qui est partagé est moins important, que dans une Europe sans Turquie. Cela ne signifie pas que c'est impossible, mais que c'est différent, et probablement moins ambitieux, moins approfondi. Si la grande tâche de la

construction européenne est de fortifier et d'affirmer ce que tous ses citoyens ont en commun, il est évident qu'une Europe dont la Turquie ferait partie, ne fortifie et n'affirme pas autant de choses. Donc selon les termes de Schmidt, elle en vient à être condamnée à ressembler à un espace de libre échange, une communauté économique, une convergence d'intérêts. Il n'est pas indispensable que se produise une régression islamiste en Turquie, ni un processus de régression de l'occidentalisation. Evidemment, c'est bien pire si cela se produit. Ou si les conditions requises pour les Droits de l'Homme ne sont pas tenues. Ou si les droits de la minorité kurde ne sont pas reconnus.

Le paradoxe dans la relation entre l'UE et la Turquie, c'est que l'Europe a intérêt à ce que soit concluante l'expérimentation turque, dans une certaine mesure initiée par Kemal Ataturk, qui s'est modulé tout au long du vingtième siècle. Ce n'est pas seulement un processus qui mérite la sympathie de l'occident, nous y avons aussi beaucoup en jeu. Ce qui nous intéresse, c'est une Turquie stable, qui fixe sa population, qui soit un exemple de progrès et de liberté pour l'ensemble du monde musulman. Pour obtenir cela, des perspectives d'intégration de l'union ont été générées. Mais d'un autre côté, l'intégration de la Turquie à l'union rabaisse l'horizon d'ambition de l'unité européenne, rabaisse l'intensité du projet, réduit au maximum le dénominateur commun qu'ont tous les territoires qui participent au projet. Il existe probablement des moyens de participer au succès de l'expérience turque, et de lutter contre un quelconque danger de régression. Moyens qui ne veulent pas forcément dire l'entière intégration à l'UE. Ces moyens ont existé, d'un point de vue théorique. Quand on a généré des perspectives d'intégration, quand on a dit à la Turquie qu'il n'y avait aucun problème de fond, mais des problèmes importants qui pouvaient être résolus, le refus s'est changé, en quelque sorte en mépris. C'est le paradoxe dans lequel l'Europe s'est installé et qui, en ce moment, semble difficile à résoudre de manière entièrement satisfaisante.

Beaucoup des questions pratiques qui se posèrent concernant l'admission de la Turquie pourraient aussi se poser d'un point de vue théorique à propos de l'admission de la Russie, bien qu'elle ne l'ait pas encore sollicitée, et que donc la réponse n'est pas urgente. En ce qui concerne la Russie, se posent aussi de sérieux problèmes liés à la qualité de sa démocratie.

La manière dont les russes ont agi en Tchétchénie n'est pas acceptable selon les paramètres européens, encore moins que le problème des turcs en Kurdistan. Les problèmes de l'élargissement des frontières européennes vers l'une des régions les plus instables de la planète sont encore plus évidentes dans le cas de la Russie que dans celui de la Turquie : l'Europe aurait des frontières avec la Chine ou avec la Mongolie. Les deux pays posent à l'Europe des problèmes de proportions : il ne s'agirait pas d'incorporer des petits pays très peu peuplés, mais des grandes puissances

démographiques qui occuperaient les premières loges dans le classement de population de l'UE. Si entrer dans l'Union signifie ouvrir les frontières, dans les deux cas se poseraient des problèmes importants d'immigration pour l'Europe occidentale.

Toutes ces raisons rendent aussi déconseillé l'élargissement vers la Russie que vers la Turquie. Même si un élargissement vers la Russie affecterait probablement moins –tout en l'affectant beaucoup– ce que l'Europe unie peut avoir d'identité partagée. Le différentiel, tout en étant important, serait mineur. Mais les considérations de type pratique font que l'on n'est pas obligé d'arriver à cet argument. Et il ne semble pas que la Russie ait intérêt à faire partie de l'Union. Par rapport à la taille et au nombre d'habitants, l'élargissement de l'UE vers la Russie signifierait, selon la manière dont on le regarde, plutôt une russification de l'Europe. Cela rappelle, toutes proportions gardées, l'horizon que décrivait George Orwell dans son célèbre et pessimiste « 1984 », quand il imaginait et craignait un monde divisé en trois grands super Etats qui se confrontaient : la Russie, qui aurait mangé l'Europe, les USA, qui aurait intégré l'empire britannique, et le monde asiatique autour de la Chine. Pure fiction ? Mais l'adhésion de la Russie poserait un problème d'équilibre. Heureusement pour l'Europe, la question n'est pas encore à l'ordre du jour, et la non-adhésion de la Russie, n'aurait pas les mêmes conséquences que la non-adhésion de la Turquie, étant données les promesses qui lui ont été faites, et les conditions successives qu'elle s'est efforcé de respecter.

L'évolution de l'Islam

Nous avons dit que l'Europe moderne naît, en bonne partie, de la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Cela permet la naissance de l'esprit critique, et fait que la personne humaine et la raison –et donc les Droits de l'Homme et la démocratie– prennent la place de la religion dans le domaine public.

C'est de là que viendrait tout le reste : la religion n'est pas poursuivie au nom de la laïcité, les citoyens convergent dans l'espace public avec leurs propres croyances incorporées, mais les règles du jeu de cet espace public sont démarquées –au moins en théorie– par la raison et la démocratie. La religion joue un rôle important, surtout si elle comprend et s'adapte aux nouveaux signes des temps, mais dans le milieu privé ou communautaire. Ce n'est pas la loi. L'idée de péché et l'idée d'inégalité ne coïncident pas. La légalité est encadrée par les valeurs et la dignité de la personne humaine, par la raison et par la convention pratique. Griller un feu rouge n'est pas un péché, mais c'est rompre une convention rationnelle et c'est aussi une illégalité. Ne pas aller à la messe peut être un péché, mais ne peut en aucun cas être illégal. La loi civile et la loi religieuse ont établi des fondements

différents ; la loi civile est celle qui régit la vie sociale, la loi religieuse régit la vie privée de ceux qui décident de l'accepter.

Il est évident que les églises chrétiennes ne virent jamais d'un bon œil ce déplacement de l'espace public, et y résistèrent autant qu'elles purent. Mais il est aussi évident que dans leur immense majorité, elles ont fini par accepter cette logique, qu'elles ne peuvent plus considérer comme nouvelle. C'est le cas de l'Eglise catholique, la confession chrétienne la plus hiérarchisée, et sûrement aussi celle qui a eu au cours de son histoire le plus de vocation à intervention publique, bien que les églises orthodoxes nationales, dans le monde grec et slave, aient participé aussi au domaine politique.

Le christianisme naquit précisément pour être une religion d'Etat. On pourrait même dire que la scission du judaïsme, au sein duquel il naquit, se produisit pour passer d'une religion nationale enfermée dans les limites d'un peuple, à une religion à vocation universelle, qui est préparée pour être la religion d'un empire. Paul et l'influence hellénistique, rendent possible l'action de Constantin, qui n'aurait pas pu adopter le christianisme comme religion impériale, si Paul était resté au sein du peuple juif.

Dans tous les cas, le Christianisme, sous toutes ses formes, même la catholique et l'orthodoxe, s'est détaché petit à petit, avec plus ou moins d'enthousiasme, du pouvoir terrestre et en renonçant –bien que ce soit toujours des minorités disposées à le revendiquer- à convertir la loi religieuse en loi civile. La séparation des Eglises et des Etats s'est accomplie, en général, et les Eglises ont renoncé à organiser la vie sociale et collective. Elles se contentent de suggérer à leurs fidèles des modèles de vie individuel, familiale ou communautaire. Le Judaïsme, l'autre religion ayant un certain poids en Europe, avait déjà du faire cette transformation forcée de nombreux siècles auparavant : il ne pouvait pas prétendre, en raison d'une diaspora qui le rendait minoritaire partout, organiser tout l'espace social. Par conséquent, il fut organisé petit à petit à travers le judaïsme rabbinique, une forme de religiosité privée et communautaire, au centre duquel se trouvent les associations de fidèles, les communautés. Le Judaïsme d'avant la diaspora, était une religion nationale liée à un pouvoir terrestre. Mais quand ce pouvoir disparaît, elle cesse de l'être. Et il n'y a qu'avec la création de l'Etat d'Israël que sont réapparus des courants qui voudraient convertir la loi religieuse en loi civile pour toute la société.

L'Islam n'a pas eu besoin de faire cette conversion, en partie forcée, que firent le Christianisme et le Judaïsme. Historiquement majoritaire dans les zones où il s'implanta, l'Islam n'est pas aujourd'hui une religion destinée à la vie privée ou communautaire, il aspire à organiser et à influencer l'ensemble de la vie sociale. Les partis dits islamistes ont comme programmes politiques

la conversion de la loi religieuse en loi civile. Tel était l'objectif de la révolution iranienne, et elle parvint à ses fins. Elle organisa une police religieuse, qui est la preuve physique de la confusion entre les domaines civils et religieux - comme ce fut le cas en Europe sous l'Inquisition-. Les tribunaux religieux jugent les délits civils, en confondant donc le péché, religieux, et le délit, dans le sens administratif et légal. Le retrait pratique, mais aussi théorique et conceptuel du Christianisme, vers la sphère privée et communautaire, ne s'est pas encore produit dans le monde islamique. On a parfois dit, de manière métaphorique, que l'Islam a besoin d'un concile de Vatican II. C'est peut-être nous qui avons besoin que l'Islam ait un concile de Vatican II. Comprendant par là que, dans ce concile l'Eglise catholique accepta le nouveau rôle que lui confère la modernité, et explicita sa renonciation à être un pouvoir mondain.

On peut affirmer que ce n'est pas le cas de tout l'Islam. Mais on ne peut pas dire que c'est une exception. L'Islam n'a pas révisé ses positions théoriques et pratiques pour devenir compatible avec les valeurs de la modernité européenne, qui sont fondées sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat et la séparation de la loi civile et de la loi religieuse. A partir de là, on ne peut pas comparer le projet politique des partis démocrates-chrétiens et celui des islamistes. Les démocraties chrétiennes sont des groupements de Chrétiens qui font de la politique en tant que citoyens, depuis leurs convictions, mais dont le but n'est pas que la religion soit la base de la loi civile, contrairement aux partis islamistes. Et l'Islam, dans sa majorité, apparaît aujourd'hui comme une religion ayant vocation d'ordonner la vie collective, de marquer l'espace public.

Il ne s'agit pas de proposer une quelconque islamophobie. Il s'agit de chercher, autant que faire se peut, une intersection entre l'Islam compris comme religion et les valeurs européennes de la laïcité et de la séparation entre religions et espaces publics, comme on a dû le faire dans le cas du christianisme. Et cela marque les relations de l'Europe avec la Turquie, et les relations de l'Europe avec ses citoyens musulmans, qui représentent un pourcentage élevé et croissant de la population.

L'espoir était qu'un Islam qui ne constitue pas une majorité sociale, qui doit partager l'espace avec d'autres religions, et ne se trouve donc pas dans une situation de prédominance, deviendrait progressivement une religion privée et communautaire. Et c'est sûrement ce qui se passe dans certains cas en Europe. Mais pas tout le temps. En Europe, il y a aussi beaucoup de musulmans, qui ont une relation difficile avec une société laïque qu'ils ne comprennent pas et qui, considèrent-ils, ne les comprends pas, qui voudraient changer la société depuis ses racines à partir de leurs convictions religieuses. Ils ont radicalisé leurs positions et ont dérivé vers une certaine

forme d'islamisme politique, de conversion de l'Islam en programme politique. Confronté à la réalité européenne, l'Islam peut –même simultanément- progresser vers son Vatican II symbolique, ou au contraire pénétrer dans une spirale de radicalisation qui le confronte aux valeurs de base du système européen.

L'Europe peut, et doit, accueillir un Islam qui soit compris d'une manière assez proche de celle dont on comprend le Christianisme et le Judaïsme en Europe : comme une foi privée qui s'exprime dans la vie individuelle, familiale, ou même communautaire. Mais elle est incompatible avec un Islam qui nie la laïcité de la société, la séparation de la religion et de l'Etat, les Droits de l'Homme et la démocratie, les valeurs que nous avons définies comme les bases minimales communes aux membres de l'UE. Le problème avec les populations musulmanes à l'intérieur de l'Europe, est de trouver l'intersection entre les valeurs de laïcité et les valeurs religieuses privées qui existent dans l'Islam. Mais il n'y a pas d'intersection entre cette laïcité et un quelconque projet de ceux que nous appelons normalement islamistes, comme il n'y en aurait pas non plus avec un intégriste catholique ou juif qui souhaiterait que les tribunaux jugent, et que les parlements légifèrent, la bible à la main.

Amin Maalouf, l'écrivain libanais de racine française dont on a déjà parlé, en vient à dire que l'Islam s'est senti agressé par la modernité et s'est réfugié dans des conceptions antérieures à elle, dans les conceptions remontant aux temps où il se sentait fort et puissant. Pour l'Islam, la modernité a apporté le déclin, parce qu'il n'a pas su s'adapter à la civilisation technique et scientifique qui a donné l'hégémonie à l'Europe et au monde occidental, peut-être parce qu'il n'a pas quand il aurait fallu, la séparation entre la sphère civile et religieuse, au moment où il avait encore un développement scientifique et culturel important. Donc, continuerait Maalouf, l'Islam s'est installé dans une sensation de déroute, mais surtout dans une sensation d'incompatibilité avec les valeurs de la modernité.

Et c'est précisément cela le problème. Si l'Europe est une idée, un concept, c'est celle de la laïcité. Cela ne signifie ni athéisme, ni agnosticisme obligatoire, mais la préservation d'un espace public dans lequel nous avons situé comme références la Raison et l'individu. Tout ce qui rentre dans ce concept, rentre naturellement en Europe. Toutes les religions présentes en Europe ont fait l'effort, pas toujours volontaire ni enthousiaste, de rentrer dans ce cadre. Maintenant c'est le tour de l'Islam.

La prédominance des « valeurs républicaines »

Il est clair que les porteurs de valeurs, de visions du monde, de langues, de

coutumes, de traditions, ne sont pas les territoires mais les personnes. Donc il n'y a pas de langues, de coutumes, ni de valeurs territoriales, mais des valeurs individuelles et en tous cas collectives. Mais une société a besoin de facteurs de cohésion, autour desquels articuler la diversité des individus. Elle a besoin de valeurs de référence, d'un tronc commun, qui garantisse la continuité de cette société comme telle, et non pas comme une simple et invertébrée somme de personnes. Nous avons déjà vu que l'histoire a fait de l'Europe un continent de Peuples, chacun aux caractéristiques propres, et avec une volonté de les préserver. Mais les nouvelles immigrations, malgré la chute des barrières en matière de communications ou les effets de la mondialisation – plus limités que ce qu'ils paraissent sur le terrain de la production et de la consommation culturelle – peuvent être vues par ces Peuples comme une menace à leur continuité, et comme un facteur de dissolution et d'homogénéisation.

Si nous considérons que la diversité est un bien que nous devons préserver et non une punition à laquelle se résigner -ou non-, nous devons doter ces Peuples d'Europe de cellules de leur diversité, de mécanismes pratiques et théoriques pour maintenir leurs traits distinctifs, qui seront probablement modifiés –parce que l'histoire les a toujours modifiés-, mais pas effacés de la carte par décret. Les instruments pratiques ont un lien avec le pouvoir politique, nous en parlerons plus tard. Les instruments sont liés avec la reconnaissance d'une idée de tronc commun, de ce que les allemands appelaient culture de référence, et les français valeurs républicaines. Cela ne serait pas autre chose que l'acceptation du fait qu'entre les différentes traditions, langues, visions du monde, ou coutumes, qui peuvent cohabiter dans un territoire, certaines font partie d'un tronc commun partagé et ont un lien avec ces valeurs fondatrices et méritent donc un traitement spécial. Il ne s'agit pas d'un monopoly, mais d'un rôle central accepté et reconnu par tous.

C'est clair dans le cas des langues. Il est évident -et positif- que personne ne peut aspirer à vivre normalement, et bien intégré socialement, à Paris s'il ne parle pas français. Les immigrants, à Ellis Island, avant d'entrer à New York, et donc aux USA, recevaient une formation concernant deux aspects : anglais et Constitution. C'est-à-dire la langue, qui en plus d'être un instrument de communication est un vecteur d'identité, et la Constitution, comprise comme les règles du jeu pratique, mais aussi comme l'espace des valeurs fondatrices de la société. Le fait de pouvoir vivre normalement dans les sociétés européennes, exige des nouveaux arrivants qu'ils parlent la langue de la société qui les accueille, et cela sans parler d'intégration immédiate. En général, personne ne le discute, mais dans certains pays, il apparaît que l'on peut débattre à propos de la langue à apprendre.

Mais est-ce que c'est uniquement un problème de langue ? Nous

disions qu'à New York, c'était la langue et la Constitution. Et ceci dans un pays jeune comme les USA, où le tronc commun est moindre et où l'appartenance se définit surtout en termes de citoyenneté et d'acceptation de valeurs théoriques. En Europe, le continent de la diversité, qui s'est précisément formé sur la diversité et sur la volonté de la conserver, les peuples doivent avoir des mécanismes afin de garantir la cohésion sociale, ainsi que leur propre continuité, plus ou moins transformée. C'est la langue, c'est métaphoriquement la Constitution - dans le cas de l'Europe ce n'est pas la Constitution, mais des valeurs civiques et des principes politiques de base -, et c'est l'acceptation d'un ensemble minimum, mais indispensable de coutumes, d'habitudes, d'attitudes, de conventions.

Il est clair que la conception de l'espace public des villes, c'est-à-dire des places et des rues, de ce qui peut se faire ou non, du soin que tous les citoyens y portent, n'est pas la même dans toute l'Europe, mais il est encore moins semblable entre l'ensemble de l'Europe et, par exemple, le monde africain. En effet, il semble qu'au niveau de la conception sociale, de la cohabitation, il soit préférable que tous les habitants de l'Europe adoptent une conception similaire de l'espace public. Dans certaines villes européennes, il y eut des conflits quotidiens, précisément parce qu'il existait des coutumes antagonistes relatives à ce qui pouvait être fait sur une place publique. Là aussi, dans cette conception civique, il doit y avoir un tronc central commun. Ensuite chez soi, chaque individu fait ce que sa tradition lui dicte, avec deux restrictions. Un théoricien libéral, le canadien Will Kymlicka, les expose dans un chapitre qui s'appelle justement « les limites de la tolérance ». Aucune communauté ne peut s'imposer aux autres, mais elle ne peut pas non plus prétendre, opprimer ses propres membres. L'ensemble de la société a le droit de faire face à la communauté qui, en défendant ses coutumes, tente de s'imposer aux autres, ou nie la liberté individuelle de ses membres.

Jean Daniel commentait récemment la crise détectable en France d'un terme si prestigieux et si politiquement correct : la « tolérance ». Pourquoi ne suffit-elle pas face aux changements sociaux résultants de l'immigration ? Jean Daniel répond : « parce que cet angélisme amenait simplement à juxtaposer sur le même sol national, des communautés de coutumes et d'éthiques différentes, sans s'arrêter pour réfléchir si elles renvoyaient à un principe moral, des projets et des souvenirs communs ». La phrase est peut-être compliquée, mais la conclusion pas du tout : « d'un coup, dans les autres sphères, on découvre après tant d'années qu'avec la tolérance on ne construit pas une nation, on ne fait qu'installer des communautés. » Evidemment, cette constatation ne nous invite ni à l'intolérance, ni au fanatisme. Elle nous invite à l'acceptation d'un tronc commun de valeurs, mais aussi de langues, de projets futurs, et selon les termes de Daniel, de souvenirs, de mémoire établie. Il convient de réserver l'intolérance à un

terrain : tout ce qui s'oppose aux valeurs centrales de la civilisation européenne, à la Raison et à la dignité de l'individu, qui débouchent sur la démocratie, les droits de l'homme et la laïcité. Et ceci est bien incompatible avec n'importe quel projet européen, du plus ténu et fragile, jusqu'au plus ambitieux, le rêve d'une génération européenne pour le futur.

Un modèle fédéral pour l'Europe

Au cours des cinquante dernières années, le projet de construction européenne a été le produit d'énormes inerties dans lesquelles se mélangeaient craintes et espoirs ; des volontés d'hégémonie et des volontés d'isolement. Une inertie causée par la force des Etats qui ont été les seuls acteurs réels de la construction européenne, et qui se sont présentés aux citoyens comme la seule garantie d'équilibre entre unité et respect de la diversité. Une inertie qui a permis de s'adapter progressivement aux changements généraux de la politique de ces cinquante dernières années ; approuver des changements successifs du noyau européen ; assimiler en partie les effets de la chute du mur de Berlin et de la fin de la guerre froide. Une inertie qui ne sait plus très bien comment répondre aux sollicitudes de nouvelles adhésions, qui élargiraient l'espace européen, mais qui dilueraient les liens qui peuvent unir l'Europe.

Ces inerties de cinquante ans débouchent sur le texte d'une Constitution Européenne, qui est en fait un Traité entre les Etats et qui consacre et célèbre le modèle, tout en offrant des chemins à son évolution, sans grandes altérations. Et c'est ce texte, parfaitement cohérent avec une trajectoire de prudence et de possibilités, que doivent accepter ou refuser les pays soumis au référendum. Alors qu'on nous avertit, qu'en réalité, le oui est le seul vote possible pour ceux qui croient d'une manière ou d'une autre en l'Europe, et que le non est le vote de la Non-Europe, du retour à l'Europe antérieure aux années cinquante, une Europe des Etats sans autres relations entre eux que de voisinage, qu'elles soient bonnes ou mauvaises.

Sommes-nous sûrs de tout cela ? Choisissons-nous entre cette Europe ou aucune ? Ou considérons-nous comme construite cette Europe des Etats et de l'inertie ? Ou bien encore devons-nous renoncer à un quelconque autre modèle, pour créer une Europe semblable à celle que tant d'européens avaient rêvée, et que l'Europe actuelle ne satisfait pas ? Que devrait voter alors quelqu'un qui serait clairement partisan d'une Europe unie, mais sur des bases substantiellement différentes de celle de l'inertie de ces cinquante dernières années ? Maintenant, face à la convocation des référendums, ou des débats parlementaires sur la Constitution, c'est précisément le moment de nous demander quelle Europe nous voulons ;

c'est le moment de retourner aux racines du processus et voir si, en plus de l'Europe actuelle et de la Non-Europe, il y a d'autres chemins possibles et souhaitables. Il en ressortira peut-être que les plus souhaitables sembleront pour le moment être aussi les moins possibles. Mais même dans la possibilité la plus prudente, on a besoin de penser à un futur dont le rêve serait le moteur. Même la possibilité a besoin d'horizon. La sensation que l'inertie européenne, pendant de nombreuses années, n'a voulu poser aucune question sur un horizon plus large et lointain, existe.

Il est ressorti clairement des pages précédentes, que le rêve européen, l'horizon permettant de créer l'Europe, n'est pas strictement une question de modèle politique, de formule politique de relation. Au contraire : la formule politique est le résultat de l'application d'un concept de fond, c'est un mécanisme à son service. Ce n'est ni un débat technique, ni juridique, pas non plus un débat politique, bien qu'il y ressemble plus ; c'est un débat sur des structures de pouvoir, mais aussi sur les valeurs qui bougent vers les sociétés ; c'est un débat sur la répartition des compétences mais aussi des responsabilités. Pas seulement entre institutions, entre territoires, entre pouvoirs. Mais aussi entre personnes, et entre les personnes et les institutions.

Par conséquent, quand nous affirmons dans ce chapitre que ce qui convient à l'Europe c'est un modèle fédéral, nous ne sommes pas seulement en train de parler d'une formule d'organisation, mais aussi d'un concept de société. Le terme « fédéralisme », comme la majorité des termes politiques, a été utilisé à des fins très différentes, et parfois même opposées. Se proclament fédéraux, à la fois des pays aussi différents que le Mexique et les USA. Certains pays qui sont, formellement, fédéraux, sont dans la pratique profondément centralisés. Dans certains langages politiques, les supposés fédéralistes sont en fait les plus grands partisans de l'uniformisation et de l'unitarisme. Ailleurs, le fédéralisme se comprend, d'une certaine manière, comme une coordination minimale et pactisée d'entités politiques pratiquement indépendantes. Mais il existe aussi des Etats dans lesquels on nomme fédéralisme une décentralisation administrative qui n'a rien à voir, ni avec la reconnaissance politique de la diversité, ni avec la répartition du pouvoir politique.

Etant donné ce dont nous parlons dans ces pages, nous déduisons que fédérer est le contraire de centraliser. Le fédéralisme serait donc une solution pour donner un marché commun à des entités politiques différenciées, mais aussi pour préserver la diversité sans tomber dans des antagonismes. Fédérer serait assembler ce qui est différent. Et une conception fédérale ne concernerait pas seulement la relation entre Etats, elle devrait aussi s'appliquer à tous les milieux de la vie politique. Parce que les fondements de cette conception fédérale seraient –à la manière américaine en partie- la

confiance dans les personnes et la méfiance envers les pouvoirs centralisés ; la reconnaissance de la responsabilité individuelle dans l'espace public et le fait d'exiger des personnes cette responsabilité.

Fédérer, coordonner, centraliser

Même si les mots utilisés dans le langage politique finissent par être ambigus, les débats sur les dénominations des choses sont rarement innocents. En 1957, le traité de Rome crée la Communauté Economique Européenne, un nom parfaitement descriptif et transparent : il s'agit de créer une communauté – qui est un terme confus et peu agressif- sur une base économique. En 1992, avec le traité de Maastricht, l'ancienne Communauté devient l'Union Européenne ; sans la référence à l'économie et en substituant « Communauté » par « Union ». Le terme est plus engagé, mais il ne configure pas une idée politique claire. C'est un terme qui est utilisé dans des sphères politiques aussi différentes et aussi contradictoires que la dénomination des Etats Unis, de l'Union Soviétique, de l'Organisation pour l'Unité Africaine, ou d'une République Arabe Unie, que jamais on ne finit d'unir, puisqu'elle devait unir l'Egypte et la Syrie et qu'elle finit par devenir le nom d'un pays aussi clairement homogène et reconnu que l'Egypte.

Mais les premières personnes qui formulèrent l'idée d'une Europe unie utilisèrent des noms différents, ce qui doit signifier qu'ils avaient des idées différentes. Certaines parlèrent de créer les Etats-Unis d'Europe. Robert Schuman dit que ce qu'il fallait, c'était créer une Fédération Européenne. Le terme Fédération a été utilisé à bien des occasions, plutôt depuis l'Allemagne, qui projetait sur l'Europe sa propre structure fédérale. Plus spécialement depuis la social-démocratie allemande, on a repris à de multiples occasions la vieille idée de Schuman, et on a dit que l'Europe devrait devenir, non pas une Union Européenne mais une Fédération européenne, construite à l'image de l'Allemagne fédérale. Ces mêmes personnes essayaient immédiatement de calmer leurs membres communautaires, en leur disant que dans cette Fédération, les Etats-nation ne se dissoudraient pas.

Centraliser ou fédérer, c'est l'alternative européenne. On peut centraliser et du coup donner beaucoup de pouvoirs à la Commission européenne, entraînant ainsi une grande machinerie étatique et bureaucratique, et une classe politique européenne spécialisée dans le gouvernement de ce que nous appelons maintenant Bruxelles. On peut aussi unir en fédérant, en

organisant un espace européen autour d'un marché commun aux pouvoirs très bien répartis, et une conception de subsidiarité entre cette Fédération européenne et les unités politiques que l'on considère opportunes, et entre celles-ci et les municipalités. Ce n'est pas uniquement une question de nom, pas non plus de nature du gouvernement de Bruxelles. Ce sont deux philosophies, deux mentalités.

Si ce dont il s'agit, c'est d'avoir une Europe efficace, capable, non seulement de garantir le bien-être à ses citoyens, mais aussi d'engendrer un grand projet qui garantisse le rôle de l'Europe dans le monde et soit un modèle de respect de la diversité, parmi ces deux philosophies, celle qui convient à l'Europe est la fédérale. Cela signifie aussi régénérer la politique, simplifier l'administration, rendre plus efficace la manière de diriger les choses concrètes. Cela veut aussi dire aller encore plus loin : réviser les valeurs sur lesquelles se développe la société européenne. Ne pas renoncer à l'Etat de bien-être pour obtenir qu'il ne signifie pas un Etat protecteur qui infantiliserait ses citoyens ; et par conséquent rendre aux citoyens le sens de la responsabilité. Surtout la responsabilité envers le bien commun, l'intérêt général, qui dans le modèle européen a monopolisé l'Etat. Et cela signifie en partie estimer l'effort et l'auto dépassement en tant que forme de vrai progrès.

La morale de l'Europe centrale et du nord, plus que la latine, avait tendance historiquement à considérer le travail et l'effort comme la clé du triomphe individuel et du progrès des peuples, comme la voie que chacun avait à sa portée, non seulement vers le bien-être, mais aussi vers l'accomplissement de ses responsabilités collectives. Cette morale de l'effort ne s'est enracinée que dans certaines zones du sud de l'Europe. Mais elle fut le fondement de l'Europe des XVIII^e et XIX^e siècles, au moment où apparut la confiance dans les personnes, la Raison et l'effort individuel. Si l'Europe recule quant à ces valeurs, toujours centrales dans la vie nord-américaine, nous pouvons considérer que les inerties des cinquante dernières années ont vaincu, et le processus évolutif européen sera freiné.

Une Europe fédérale et conformiste est impossible. Mais si cela était possible, ce ne serait pas non plus une grande avancée. Une Europe, dans laquelle l'objectif des personnes soit simplement de vivre le mieux possible et avec le moins d'effort possible, à l'ombre d'un Etat paternaliste, se moque d'être fédérale ou centralisée. Ou plutôt : peut-être ne pourrait-elle être que centralisée, parce que le vrai fédéralisme, le profond, a besoin dans ses fondements de la responsabilité individuelle des personnes. Opter pour une Europe fédérale ou centralisée ne signifie pas seulement dire comment nous voulons que soit la coupole européenne. Cela influe aussi sur sa base et sur la manière dont se construisent les strates entre cette base et la coupole

fédérale. Dans ce sens, le pari est profondément fédéral, même si le mot a été discrédité par son usage excessif et frivole, qu'en ont fait ceux qui se proclament fédéralistes, et qui sont en fait des unitarismes camouflés.

En tous cas, il est clair que la Constitution européenne qu'on nous propose, ou plus précisément le projet de Traité constitutionnel, ne répond pas à ces principes fédéraux profonds. On peut en arriver à affirmer que c'est un instrument fédéralisateur, parce que le terme a tellement été atténué qu'il sert pour n'importe quoi. Mais on n'a pas reconsidéré radicalement l'idée de l'Europe, de haut en bas, ce qui supposerait assumer un idéal fédéraliste.

Sans l'alternative historique entre le fédéralisme et le centralisme, entre le modèle français et un modèle peut-être idéal, parce que personne ne le représente dans sa forme absolue –bien qu'il existe des aspects non négligeables en Allemagne, en Suisse, en Finlande ou aux USA-, la Constitution européenne se situe dans la tradition des constitutions de racine française ; avec ses vertus indéniables au point de vue historique, mais aussi avec les défauts de l'égalitarisme obsessionnel, de la faible valorisation de la responsabilité individuelle, ainsi que la tendance générale à faire grossir l'Etat, ce qui signifie aussi faire grossir le pouvoir central et sa bureaucratie.

La Suisse, les USA, l'Allemagne

Toutes les expériences réelles des Etats fédéraux existant et se comportant vraiment comme tels, peuvent offrir à l'Europe des horizons positifs. La voie fédérale a engendré des Etats mieux administrés, avec une plus grande capacité à gérer leurs tensions internes, avec plus de force pour affronter le futur. C'est le cas de trois Etats sur lesquels l'Europe peut prendre partiellement exemple à l'heure où elle décide de son futur, et c'est aussi une preuve de la nécessité d'opter pour la voie fédérale et non la centralisatrice. Ce serait également le cas d'un autre magnifique exemple, bien que pas explicitement fédéral, celui de la Finlande, auquel nous nous référerons aussi au moment de parler des avantages des petits et moyens peuples dans la nouvelle Europe.

1.- La Suisse. La Confédération Helvétique est un des seuls exemples de vraie confédération dans l'histoire. Ce n'est pas un Etat unitaire configuré et décentralisé en cantons, mais un ensemble de cantons qui décide au XIII^e siècle de constituer un pacte perpétuel de défense mutuelle. A ce noyau initial de la Confédération s'ajoutèrent au fil des années de nouveaux cantons associés : ils passent de trois initialement, à huit au XIV^e siècle, sont déjà treize au XVI^e, pour arriver aujourd'hui à vingt-six. Il est indéniable que ce régime exceptionnel est le fruit de l'orographie suisse particulière, un pays

constitué de montagnes et de vallées, point de rencontre entre langues, religions et peuples variés. Au cours du premier millénaire de notre ère, il constitue un paysage qui génère des noyaux humains très compacts, relativement réduits, aux coutumes et à l'organisation politique très enracinées dans un sentiment d'appartenance à chacun de ces peuples.

Juste par curiosité, signalons que dans un autre paysage de montagne et de croisement de populations comme les Pyrénées, les Pariages qui créent la situation politique particulière d'Andorre et qui débouchent sur l'existence actuelle d'un Etat indépendant, se signent à peu près à la même période que la création de la confédération des cantons suisses. Et une autre vallée des Pyrénées, la Val d'Aran, signe, seulement vingt ans plus tard, la *Querimonia* qui consacre des institutions politiques spécifiques à ses habitants. Les vallées des Alpes, comme celles des Pyrénées, ont une forte personnalité, ce qui fait que ses communautés, aux formes de gouvernement propres et enracinées, résistent aux uniformisations, et valorisent énormément leurs libertés et leurs capacités de décisions. Elles génèrent ainsi des manières originales de les maintenir.

La Suisse est un exemple intéressant du point de vue politique pour l'UE, parce que sa création confédérale, ressemble beaucoup à la construction de l'Europe ; une adhésion volontaire de cantons à partir d'un noyau initial, et d'élargissements successifs, en plus d'une ressemblance très importante : ces cantons présentaient dès leur origine des populations très différentes, aux langues différentes, et plus tard, quand apparut le protestantisme, aux religions différentes.

Si on projette sur une carte physique de la Suisse, une carte des langues – allemand, français, italien et romanche-, une carte des religions, et une dernière carte représentant les niveaux économiques et le niveau des revenus, nous obtiendrons le panorama le plus compliqué d'Europe. Et malgré cela –ou grâce à ça-, la Suisse est devenu le paradigme de la stabilité, du vrai pacifisme et du bien-être que cherchent tous les européens.

Apparemment, tous les faits qui peuvent être appliqués à la Suisse pourraient montrer le conflit du doigt. Elle se trouve à la confluence de trois mondes très puissants : le français, le germanique et l'italien. Ses populations, pour des raisons de langues ou de religion, pourraient se sentir plus solidaires de leurs voisins que du reste de leurs compatriotes suisses : un suisse de Lugano ressemble plus, en apparence, à un milanais qu'à un citoyen de Zurich. La non- intervention à des guerres extérieures depuis des siècles pourrait avoir effacé tout sentiment d'appartenance. Nous savons en effet que les guerres sont souvent source de patriotisme, comme le prouve en Europe la Première Guerre Mondiale. Malgré tout cela, ou grâce à tout cela, la suisse a harmonisé des populations différentes sans générer un patriotisme

chauvin exalté, et sans tensions majeures.

La cause ou peut-être l'effet de ce modèle social si stable a été un fédéralisme réellement exemplaire. La capacité de décision des cantons est énorme, le gouvernement fédéral joue un rôle moindre et vit dans une extrême discrétion -qui se souvient du nom d'un représentant suisse ? - ; et la vie politique se déroule efficacement et sans grandes inégalités. Le régime confédéral permet l'exercice constant de la démocratie directe, à travers des référendums et des consultations populaires, et à côté de la neutralité traditionnelle, la politique de défense de la Suisse implique fortement ses citoyens, leur donne des responsabilités publiques dans des termes qui, dans la pratique, sont très différents des USA, mais dont les concepts n'en sont pas tellement éloignés : la sécurité y est aussi une responsabilité collective.

Que la Suisse, étant ce qu'elle est, fonctionne bien, constitue une bonne nouvelle pour l'Europe. Il est certain que la différence d'échelle est importante. Il est très possible que l'une des clés du système suisse soit précisément la taille : celle du pays et de ses cantons. Dans certains Etats européens, parler de cantons a toujours eu une connotation péjorative, comme si ce système était un particularisme provincial, étroit d'esprit et quelque peu galliforme. Mais finalement la formule suisse est analysée comme une bonne solution, même en cas de conflit. En pleine guerre de Bosnie, certains experts internationaux parlaient de diviser le pays en cantons, et voyaient en cela l'unique solution pour résoudre le conflit. Certains intellectuels israéliens, ont même proposé de reporter l'exemple suisse à la ville de Jérusalem, de la diviser en quartiers. Pour l'Europe, évidemment, c'est autre chose, une autre échelle. Mais l'expérience suisse constitue un des meilleurs exemples que nous ayons, et un argument positif en faveur de la voie fédérale.

2.- Les Etats-Unis.- Le fédéralisme nord-américain est un système d'organisation politique et de répartition du pouvoir entre un gouvernement fédéral et des états fédéraux aux compétences élevées. Mais c'est surtout une philosophie politique, un modèle de relation entre l'individu et l'Etat. En ce qui concerne l'organisation politique, il est surprenant de voir, depuis une perspective européenne, comment un pays aussi clairement soudé, au patriotisme exacerbé, et au rôle international déterminant, est en même temps un pays très décentralisé quant à la capacité de décision. Vue sous cet angle, la politique nord-américaine aurait des points communs avec la Suisse : les Etats comme les cantons résolvent la plus grande partie des questions qui concernent la vie des personnes, et sont le cadre de l'exercice constant de la démocratie directe, de consultations populaires et de référendums. Si nous observons la nature, la fréquence et le cadre de ce type de plébiscites en Suisse ou aux USA d'un côté, et en France où en

Espagne de l'autre, nous nous rendrons compte que nous avons affaire à des conceptions très différentes de la politique. Dans les Etats fédéraux, le pouvoir est très décentralisé, bien réparti, bien que les USA aient un pouvoir profondément présidentieliste. Peut-être parce que son rôle international est autre, mais aussi en raison d'une conception profonde du fait politique lié à la décision individuelle.

Le président incarne la personne qui décide –pas la machine bureaucratique ou l'Etat sans visage- et correspond à l'émanation de la forme américaine de faire et de comprendre la politique.

Mais c'est dans un domaine plus général que le fédéralisme américain peut nous offrir des exemples plus éloignés du modèle européen, et donc plus suggestifs. Nous l'avons déjà commenté à différentes occasions. Certains auteurs parlent de la société américaine comme de la grande société individualiste, où le rêve de liberté individuel est plus profond. Mais aussi, en contre partie, l'exigence de responsabilités. D'autres nous disent que ce n'est pas exactement l'individu qui est l'acteur principal de la vie publique, que ce n'est pas non plus l'Etat, comme en Europe. Entre les deux se trouverait la communauté, la société organisée. Hegel considérerait qu'il n'y avait pas d'Etat aux USA, seulement un intérêt individuel et une passion pour la liberté. En Europe, l'Etat se trouve toujours au dessus de la société. Un Etat providentiel, protecteur, représenté par la royauté, la milice ou la bureaucratie, souvent légitimé par la religion, mais toujours au dessus de la société. Au contraire, aux USA, la société serait au-dessus de l'Etat, tout en haut de la pyramide. Aux USA, la religion était et demeure fondamentale dans la vie collective, non pas comme un pouvoir sur la ville, mais comme une manière de vivre et de s'organiser depuis la communauté.

Le sociologue américain Daniel Bell se demandait : s'il n'y a pas d'Etat qu'y a-t-il ? La réponse serait double. Il y a probablement l'unique société civile complète qui a existé dans l'histoire. Et il y a autre chose, qui n'est pas exactement l'Etat : le gouvernement. Un gouvernement compris, selon Bell, comme « un marché politique, une arène à l'intérieur de laquelle rivalisent les intérêts, et où l'on peut arriver à des accords ». La différence est énorme. Les relations entre individus, société civile et pouvoir sont absolument différentes.

Nous aurions ainsi deux exemples d'Etats substantiellement différents. Une conception européenne centraliste du gouvernement de l'administration, et une conception américaine fédérale du gouvernement de la communauté. Certains spécialistes ont appliqués ces deux conceptions radicalement différentes aux quatre piliers de l'Etat moderne. En ce qui concerne la police, un modèle comporte des polices fonctionnaires, l'autre des individus armés et un shérif choisi. A côté d'un corps militaire d'Etat, une milice. Face à des juges fonctionnaires, le jury populaire. Face à l'administration de fonctionnaires, les postes administratifs élus.

3.-L'Allemagne.- La République Fédérale d'Allemagne est sans doute le pays leader de l'UE, au moins du point de vue économique et démographique ; mais pas tant du point de vue politique. Nous l'avons vu précédemment : l'UE naît à la fin de la guerre à un moment où l'Europe se méfie –à raison- d'une Allemagne trop forte. Les puissances étrangères la craignent tellement qu'elles la divisent en deux. Cette crainte a été maintenue par les membres européens jusqu'à tout récemment. C'est pour cela que l'Allemagne ne peut pas apparaître face au reste de l'Europe comme le leader politique du processus, et qu'on donne un rôle supplémentaire à la France, qui n'est pas en mesure de discuter le leadership allemand au niveau économique et démographique, mais qui la complète parfaitement : la garantie d'une Allemagne contrôlée est contrebalancée par une sorte de tutelle, de part ses excès dans un passé proche. Et c'est ainsi qu'est né l'axe franco-allemand qui, même dans les moments de tensions majeures, est le noyau de la politique européenne. Et cela a contribué à ce que la tendance allemande à appliquer à l'Europe un modèle fédéral, proche de sa propre république, ait toujours été contrebalancée par la tendance française au modèle centralisé.

Le fédéralisme allemand a obtenu d'excellents résultats, et ce pas uniquement dans la période la plus récente de son histoire. On peut dire que l'Allemagne gagne, pendant des périodes de structure plus ou moins fédérale, ce qu'elle perdra ensuite au cours de ses aventures centralistes et impériales. L'Allemagne a avancé quand elle était divisée, ou quand elle était organisée de manière laxiste, ce qui permettait à ses multiples unités de se développer économiquement. Au contraire, les périodes unitaristes et centralisatrices, les différents Reich allemands, ont provoqué des situations de tension dans toute l'Europe qui ont toujours fini par causer le plus de tort à l'Allemagne.

Le territoire allemand a été occupé par des centaines de petits Etats princiers et urbains, avec une grande importance des villes ; par une confédération de royaumes et duchés, et finalement par une fédération de *länder* qui, sans répondre à des identités absolument différenciées et à vocation de totale indépendance, reflètent bien des personnalités assez définies, comme c'est le cas en Bavière.

Par conséquent, le fédéralisme allemand, contrairement au confédéralisme helvétique, n'offrirait pas à l'Europe un modèle d'articulation de la diversité ; mais un modèle d'organisation efficace, de forte autonomie des territoires, de relation très équilibrée et très dialectique –bien que pleines de tensions et de conflits- entre ces territoires et le pouvoir fédéral, et d'un esprit décentralisateur qui est l'alternative permanente au modèle de construction européenne. De plus, l'Allemagne a un modèle fédéral ouvert,

en permanente ébullition, et constamment discuté, prouve qu'un système fédéral ne se construit pas sur une répartition constitutionnelle des compétences, mais sur une relation de négociations entre les *länder* et le gouvernement fédéral. Cette relation de négociation est ininterrompue, étant donné que de nouveaux thèmes se présentent toujours.

L'exemple de la Finlande

Nous avons vu que la Suisse, les USA et l'Allemagne sont des exemples intéressants pour l'Europe lorsqu'il s'agit de donner une vision positive d'un système fédéral le plus complet possible. Nous disions aussi que la Finlande, qui n'est pas un Etat fédéral, pourrait être partiellement considérée comme un autre exemple, de par son énorme autonomie municipale, fruit de nombreux siècles de fonctionnement sous forme de petites villes qui se comportaient entre elles à la manière d'une confédération, et avec de grandes capacités de décision. Le système traditionnel de gouvernement en Finlande, pratiquement toujours sous un pouvoir central éloigné et étranger, suédois ou russe, est fondé sur ces petites entités locales qui ont su maintenir leur rôle jusqu'à aujourd'hui. Mais la Finlande nous sert encore plus d'exemple pour illustrer l'aptitude de gouvernement des petites et moyennes unités politiques, de structure interne très simplifiée, avec une grande cohésion sociale et culturelle, ainsi qu'une énorme adaptation aux nouvelles règles de la société d'information, et aux nouvelles technologies.

Si on observe l'histoire et la géographie de la Finlande, toutes les conditions n'étaient pas réunies pour qu'elle devienne l'exemple qu'elle est aujourd'hui. C'est un des pays les plus jeunes d'Europe, et cela pour deux raisons : elle fut le dernier territoire européen repeuplé après les glaciations, et c'est aussi un des Etats européens dont l'indépendance est la plus récente, depuis 1917. Comme pour la Suisse, la Finlande se trouve à la confluence de mondes puissants qui se sont toujours disputé son territoire : le monde scandinave – dominé exclusivement par la Suède –, et le monde russe. Mais contrairement à la Suisse, la géographie n'a pas doté les finnois de vallées profondes où défendre leur indépendance tout au long des siècles ; son territoire était, jusqu'à ce siècle, ouvert au contrôle politique des uns et des autres.

Depuis le XII^e siècle, elle a été contrôlée par la Suède, qui la voyaient comme un tampon contre l'expansion russe vers le nord, et comme une barrière à la diffusion de la religion orthodoxe. C'est pour cette raison, qu'à partir de la réforme protestante, la Suède luthérienne impose sa religion à la Finlande. Le luthéranisme, majoritaire mais qui devint très rapidement privé et

communautaire, a peu pesé dans la définition de l'espace public finlandais.

A partir du XIX^e siècle, l'empire russe annexe la Finlande, mais elle conserve une grande autonomie. Avec la révolution bolchevique, elle proclame son indépendance, mais la première moitié du siècle est agitée : tentatives de coups d'Etat, guerre perdue contre l'URSS où elle cède l'isthme de Carélie, alliance de circonstance avec l'Allemagne nazie, contre-offensive soviétique... Durant la seconde guerre mondiale, presque un demi million de finlandais périrent, un lourd bilan qui anéantit ce pays pauvre et fondamentalement agraire. De plus elle demeura dans une situation de dépendance relative vis à vis de l'URSS, qui fut définie par le terme de « finlandisation », qu'on pourrait traduire par une indépendance apparente, mais sous contrôle moscovite. La récupération économique de la Finlande, qui reste en dehors du plan Marshall du fait de cette situation politique, est lente durant les premières années de l'après guerre, et elle ne commencera à en récolter les fruits seulement au cours de ces dernières décennies. Mais des tensions demeurent : le grand débat finlandais sur l'usage du nucléaire continue, et le taux de chômage dans le pays est traditionnellement élevé.

L'histoire de la Finlande n'a donc pas été calme. Le substrat ethnique aurait pu, lui aussi, être un motif de tension. Le nord a une population laponne de racine mongole et une autre parenté ethnique avec le monde des steppes centre-asiatiques. Dans le sud, s'est établie la population finnoise proprement dite, qui s'est peu, voir pas du tout, mélangée avec les lapons, et dont la langue est de la même famille que le magyar –hongrois- et l'estonien. Et à cela il faut ajouter la présence dans le centre, en Carélie, d'une population slave. Ces trois populations se sont homogénéisées progressivement, ainsi qu'une petite minorité suédoise. La diversité des origines ethniques n'a posé aucun problème pratique, au contraire elle a généré une bonne capacité de relation avec les pays voisins, autant slaves que germanique, et une forte vocation pacifiste.

Le monde finlandais, habitué à la domination étrangère, mais avec une grande autonomie, fondé en bonne partie sur ses villages et villes, a généré une grande capacité d'adaptation. Un climat rigoureux et extrême a aussi favorisé une grande conscience de la valeur du travail, une vocation à la neutralité, et un sentiment social et solidaire à souligner.

Curieusement, une géographie difficile et une histoire agitée, ont donc donné aux finlandais d'aujourd'hui les caractéristiques nécessaires à une parfaite adaptation aux exigences du présent, et probablement à celles du futur immédiat. Une population avoisinant les cinq millions d'habitant, une reconnaissance généreuse de ses minorités –le suédois est officiel, bien que parlé par seulement 6% de la population-, et un système de démocratie directe simple mais très enraciné, rendent possible un système stable et efficace. La position centrale de la valeur du travail et un fort sens des valeurs sociales, absolument pas médiatisé par un quelconque fanatisme religieux,

ont créé un climat interne de progrès et de bien-être, de par lequel la Finlande a l'habitude d'être représentée comme une référence en matière d'égalité des sexes.

La cohésion des unités urbaines -les vieux hameaux au milieu d'un paysage majestueux et hostile- de faible densité de population, ont fait de ces unités naturelles de cohabitation les acteurs principaux de la politique et de l'économie. Le sentiment social des finnois, l'importance du collectif dans la politique et l'économie, ne s'est pas imposé idéologiquement à travers une révolution égalitariste. On peut donc dire qu'une certaine tendance socialisante ne naît pas de l'expansion du communisme, ni d'une théorie contemporaine égalitariste, mais de l'existence de liens de cohésion sociale forts, hameaux par hameaux, qui correspondent à une population sans grandes inégalités sociales, confrontées à des défis communs provoqués par le climat et la géographie. L'histoire de la compagnie finlandaise la plus connue illustre bien cela, et ce n'est pas par hasard qu'elle se consacre d'une manière spéciale aux technologies de l'information. Nokia est le nom d'une entreprise, mais aussi d'une ville créée au XIX^e siècle autour d'une usine de papier. L'évolution parallèle de la ville et de l'entreprise, jusqu'à se convertir en grande puissance actuelle, est une histoire spécifiquement finlandaise, qui illustre les particularités qui font de ce pays un exemple. Toutefois, des problèmes existent : un taux élevé de chômage qui agit comme frein à l'immigration ; un déficit énergétique qui provoque un débat sur le nucléaire dans un pays à conscience écologique élevée.

Que propose le cas finlandais comme exemple à l'Europe ? Tout d'abord, la capacité d'adaptation des petits Peuples, des petits Etats, aux nouveaux temps. Une population limitée permet, bien qu'elle ne garantisse pas son bon gouvernement, l'usage de la démocratie directe et le contrôle de la classe politique. Une structure interne qui n'est pas fédéralisée au sens strict, mais d'inspiration fédérale –dans ce cas de villages et de villes-, distribue le pouvoir et le rend accessible. Une identité puissante et unie alimente la sensibilité sociale et le sentiment d'appartenance. Cette sensibilité engendre un sens de la responsabilité des citoyens, des individus et des communautés dans la gestion du bien commun et de l'intérêt général. La Finlande combat ainsi d'une manière spécifique –différente de celle de la Suisse et des USA, mais avec des résultats semblables- le principal problème de fond de l'Europe : la démission du citoyen et de la société civile organisée face au bien commun, et l'abandon de l'administration de l'intérêt général à l'Etat.

A cela il faut rajouter quelques caractéristiques de l'exemple finlandais qui découleraient des précédentes : une bonne façon de gouverner, de par une grandeur utile et adéquate ; d'un autre côté, la valorisation sociale du travail et de l'effort individuel ; enfin, le pari public sur l'enseignement et les nouvelles technologies.

La Finlande est le leader mondiale de l'évaluation du système éducatif. Selon ses responsables politiques, les grands avantages du système finlandais sont : une dépense publique considérable dans l'éducation –plus de 5% du PIB- et surtout un grand investissement dans le professorat et dans sa formation. Ceci permet le fonctionnement d'un système gratuit et généralisé, qui est actuellement géré par les mairies. Les responsables ajoutent à voix basse qu'il existe un autre fait non négligeable : contrairement à ce qui se passe dans les autres pays européens, l'école finlandaise n'a pas souffert de l'immigration. En effet, comme nous l'avons déjà mentionné, elle a, avec le Danemark, un des indices d'immigration les plus bas de l'OCDE.

D'autre part, la Finlande est le pays de l'UE le plus avancé en ce qui concerne l'accès à Internet, avec une moyenne de lignes téléphoniques et d'ordinateurs personnels très supérieure à celles de l'ensemble de l'Union. Comme en Irlande, la croissance économique de la Finlande n'a pas suivi un itinéraire traditionnel, celui d'une révolution industrielle au XIX^e siècle, mais a emprunté un raccourci qui l'a menée d'une certaine infrastructure industrielle aux nouvelles technologies de l'information. Et il est clair que la taille de la Finlande, son système de gouvernement, son sens social inné, ont aidé à établir et à parcourir ce raccourci.

Le gouvernement des petits Peuples

Le programme des Nations Unies pour le développement publie chaque année un classement des Indices de Développement Humain pour les pays. Il le calcule à partir d'un ensemble de données concernant la santé, l'enseignement et le PIB. En 2004, la Norvège arrivait en première place, suivie de la Suède et de l'Australie. La revue *The Economist* élabore aussi chaque année un classement des pays du monde selon leur qualité de vie, et auquel participent des facteurs aussi différents que la stabilité politique, le bien-être économique, l'espérance de vie, l'égalité des sexes, la sécurité ou le climat. Dans la dernière édition, en 2004, l'Irlande arrivait en tête, suivie de la Suisse et de la Norvège. Et pourtant, leurs climats doivent faire baisser la moyenne de ces pays. Le *World Economic Forum* publie aussi chaque année son classement correspondant à la compétitivité économique de tous les pays du monde. En 2004, la Finlande arrive en tête, suivie des USA et de la Suède.

La comparaison des résultats de ces indicateurs est très représentative. Ils n'indiquent pas seulement la puissance économique. Ils parlent de qualité de vie, de perspectives, de futur. L'économie participe, mais d'autres facteurs aussi : santé, enseignement, vie communautaire, capacité de travail... Nous pouvons aussi penser que c'est une liste qui met en valeur la qualité des gouvernements, car une bonne partie de ces indicateurs se réfèrent à des

aspects qui s'améliorent dans un bon régime politique, et ne tiennent pas compte des facteurs climatiques et historiques.

Tout d'abord, nous constatons que l'Europe est bien représentée : elle est à la tête de tous les classements ; mais pas toute l'Europe. Curieusement, ceux qui sont bien représentés sont des pays extérieurs à l'UE : la Norvège, la Suisse, la Finlande et la Suède. Et tous les pays européens mentionnés ont une caractéristique commune : la taille. Il y a quatre millions d'habitants en Irlande ; quatre et demi en Norvège ; un peu plus de cinq en Finlande ; environ sept en Suisse, et près de neuf en Suède. Tous ces pays, bien classés dans ces listes de développement et de perspectives futures, ont une population qui oscille entre quatre et neuf millions d'habitants. Les pays européens beaucoup plus grands sont placés relativement loin derrière. Est-ce un hasard ?

Voyons aussi, par curiosité, d'autres indices qui peuvent nous aider à comprendre, à confirmer ou à infirmer ces impressions. Certains, très éloignés des concepts des listes citées précédemment, mesurent moins le bien-être et plus la qualité du régime. *Transparency International* a un indice de corruption par pays. Une nouvelle fois, c'est la Finlande, suivie de la Nouvelle-Zélande et du Danemark, qui arrive en tête.

Observons qui dépense plus de 3% de son PIB en recherche et développement. Les trois premiers pays qui apparaissent sont, dans cet ordre : la Suède, la Finlande et le Japon. Notons que pour la Suède et la Finlande, plus de 70% de cet investissement vient directement des entreprises. Ces deux pays sont aussi ceux qui déposent le plus de brevets par habitants.

Riches mais pas solidaires ? *Foreign Policy* élabore son classement d'aide au développement pour le reste du monde : on y mesure l'effort de chaque pays pour aider au développement des autres. Les premiers mondiaux sont, à égalité, la Hollande et le Danemark, suivis de la Suède.

Nous pourrions continuer avec des rapports de tous types. Citons-en au moins un, peut-être le plus important de tous. Le rapport PISA évalue l'enseignement et compare la maîtrise des mathématiques, des sciences naturelles et la compréhension écrite des élèves. La Finlande est une nouvelle fois en tête dans les derniers cas et finit deuxième pour les mathématiques. Elle est accompagnée dans le peloton de tête par Hong Kong, la Corée du sud et le Japon.

Autant de coïncidences ne peuvent pas être dues au hasard. Dans chaque domaine, il existe sans doute des causes concrètes pour que des pays comme la Finlande, la Suède, l'Irlande ou le Danemark arrivent en tête dans des classements aussi variés. La dépense finlandaise pour l'enseignement ou l'investissement américain en Irlande ou la grande tradition démocratique du Danemark en sont quelques-unes. Mais le fait que

ces pays soient si présents dans ce genre de classements, pourtant différents, nous renvoie à autre chose. En tout cas, il est clair que dans le monde actuel les pays relativement petits, compacts, avec une population de cinq à dix millions d'habitants, sont un type d'unité qui favorise les bons gouvernements, l'efficacité des institutions, la cohésion sociale et donc le bon fonctionnement du système politique et le bien-être économique. Et c'est la dimension de beaucoup de Peuples d'Europe ; évidemment de plus de Peuples que d'Etats.

Si seulement nous avions à l'esprit ces raisons d'efficacité, nous souhaiterions que les unités qui se fédèrent en Europe soient le plus possible de cette dimension opérationnelle, qui donne les meilleurs résultats de gouvernements contemporains. Il est certain que sur une carte politique, l'efficacité n'est pas tout. Il y a le poids de l'histoire, les sentiments, les identités. Mais il est certain aussi que si nous rapprochions la carte d'une fédération européenne d'une carte des identités de l'Europe, nous serions plus près de ces unités pratiques qu'avec la carte actuelle des Etats.

Un marché commun européen

L'humanité en général, et les européens en particulier, ont eu tendance à rédiger sous forme de grands codes solennels une vision complète du monde, un ordre complet et parfait, qui devrait garantir une espèce de bonheur collectif. Le problème, c'est qu'au nom de ces grandes abstractions globalisatrices, de ces grands projets de perfection, partant parfois d'une bonne intention, on a rendu la vie impossible à des personnes, on a sacrifié l'individu. Parfois cette vision absolue a soutenu une idée religieuse, une inspiration divine ; d'autres fois un idéal humain supposé scientifique. Pratiquement dans tous les cas, religieux ou laïcs, la promesse d'une vie future meilleure en échange de certains sacrifices présents était implicite. La punition ou la répression immédiate et la promesse d'une vie future étaient censées maintenir l'ordre. Depuis Jésus jusqu'à Marx, ces visions globalisatrices, ces projets sphériques d'émancipation, ont proclamé des grands principes absolus, mais ont aussi servi à exclure, jour après jour, tous ceux qui ne rentraient pas dans le cadre de ces visions. Tous les messies, religieux ou laïques ont promis des améliorations, rarement atteintes, et ont engendré des exclusions.

Cette vocation aux grands codes immuables et solennels, chargés de principes fondamentaux, participe aussi de la volonté de proclamer des constitutions, et plus particulièrement, de la volonté de générer, à travers la

Convention et le traité entre les Etats membres, une Constitution qui crée l'UE. Dans un certain sens c'est sa principale utilité : solenniser. Dans ce cas, on solennise ce qui existe déjà : construire sur une pratique marquée par la possibilité, l'inertie, certaines peurs et ambitions plus ou moins mineures, l'apparence d'un processus constituant, d'une espèce de grande assemblée d'européens qui décident d'un coup de se constituer en Union Européenne, comme si ce que nous avons n'existait pas et se créait *ex-novo*.

L'idée de cette Constitution arrive en Europe à un moment particulier de son histoire, d'un certain côté, à un moment de bien-être. L'Europe est aujourd'hui une des sociétés les plus avancées, et les plus riches de la planète, avec un patrimoine culturel, scientifique, technologique qui est probablement au niveau le plus élevé jamais atteint. L'Europe est vue comme une société opulente et protectrice envers ses citoyens, à tel point qu'elle est la destination de très considérables migrations provenant de l'extérieur. Mais l'Europe vit aussi des moments de mal-être, elle a conscience -et le reste du monde la partage-, d'une décadence, d'une perte de protagonisme, mais surtout d'un état d'esprit interne dans lequel se devine l'épuisement d'un modèle. L'Europe est une société riche, mais pas satisfaite. Et peut-être que beaucoup d'européens ont l'intuition que le moment est venu -la dernière opportunité- de réagir afin de redéfinir le rôle de l'Europe dans le monde, ainsi que sa vie interne.

Faut-il une Constitution européenne? Certains l'ont cru, pour légitimer une pratique. Notre vocation d'absolu et de solennité, se penchant pour les codes -quand finalement les lois pèsent plus que les constitutions et parfois les règlements plus que les lois- a cristallisé, dans un texte qui reprend des textes antérieurs, et que la majeure partie des citoyens approuvera ou non sans prendre la peine de le lire, en fonction de positionnements conjoncturels et de convictions politiques. Nous vivons ainsi des processus, qui, si finalement ils ont une certaine vertu, ce sera celle de poser à plat un débat minimum sur l'Europe actuelle, sur celle dont nous avons besoin et sur ce qu'elle pourrait devenir. C'est justement parce que ce débat est lancé, en marge même de la Constitution et de son référendum, que nous avons voulu dans ce texte faire une proposition, aussi éloignée de la pratique et de l'inertie actuelle que ne l'est cette proposition d'une Fédération Européenne des Peuples.

Un vrai fédéralisme

Mais avec cette constitution, avec une autre, ou aucune, si nous créons un milieu fédéral européen -quel que soit son nom- et y plaçons un pouvoir fédéral, quel que soit son nom à lui aussi, nous devons définir des distributions minimum de pouvoir et des objectifs minimum. Une alternative profonde au

système actuel exigerait l'approfondissement et la concrétisation d'une nouvelle manière de nous gouverner. Ce que nous voudrions faire à travers ce texte, c'est fixer quelques principes généraux qui pourraient être utiles pour définir ce cadre européen commun, et sur lesquels pourrait s'effectuer un changement de système.

La proposition générale d'une Fédération des Peuples de l'Europe. Cela signifierait tout d'abord axer les institutions européennes dans une direction réellement fédérale. Les institutions européennes actuelles sont construites par les Etats à leur convenance. La présidence est un poste de représentation, qui sait qu'elle doit son pouvoir aux Etats et qui a besoin de les consulter constamment. La Commission n'est pas un vrai gouvernement. Le Parlement n'est pas un vrai Parlement, entre autres parce qu'il ne nomme ni ne contrôle pas l'exécutif. N'importe quelle Constitution européenne ou n'importe quel marché commun devrait poser ouvertement la réforme des institutions, pour les doter de légitimité démocratique et de pouvoirs réels dans les compétences exclusives de la Fédération qu'elles n'ont pas actuellement, et les adapter à une vision réellement fédérale de l'Europe. Il serait inimaginable qu'aux USA, l'organe réellement décisif soit l'assemblée des gouverneurs des Etats, ou qu'en Allemagne ce soient les présidents des *länder* qui décident les politiques fédérales.

La balance de pouvoirs réels entre les institutions fédérales et les fédérées dépendra des priorités de la politique européenne. Dans un système fédéral comme le Suisse, qui n'a pratiquement aucune politique extérieure, excepté l'appui à ses entreprises multinationales, la figure du président de la confédération est très discrète. Au contraire, dans un autre système fédéral, celui d'un pays à la politique extérieure très importante, les USA, la figure du président, non seulement concentre le pouvoir, mais est en plus son icône principale.

La fédération aimerait, de plus, promouvoir une simplification globale de l'administration. La création d'un cadre européen devrait alléger les administrations de l'Europe et non pas en ajouter à celles qui existent déjà, comme cela se produit actuellement. Chaque Etat fédéré devra s'organiser comme il le considère opportun, mais depuis le cadre commun il devra se voiler pour que les administrations et la bureaucratie ne se compliquent pas avec la multiplication de niveaux intermédiaires. Le citoyen doit savoir à chaque moment à quoi correspondent ces administrations, pour éviter qu'elles ne s'excusent les unes les autres afin d'éluder des responsabilités. Et la simplification des niveaux devrait s'accompagner de la création d'administrations légères, pas surchargées, et évitant la prolifération de la bureaucratie à laquelle l'Europe s'est habituée pendant des siècles.

Habituellement, la revendication d'une Europe des Peuples, opposée à la pratique d'une Europe des Etats, s'est faite depuis le terrain sentimental des nationalismes, pour des raisons historiques et identitaires, plus que par rationalité économique et politique. Mais aujourd'hui la rationalité économique et politique est le meilleur et le plus solide des arguments pour avancer dans cette direction.

Les processus de croissance et de généralisation du bien-être les plus spectaculaires d'Europe, ont eu lieu dans ces petits ou moyens Etats comme l'Irlande et la Finlande. La Norvège et la Suisse, qui ne veulent pas faire partie de l'UE, où elles ont peut-être peur d'être des membres de seconde classe à côté des grands Etats européens, ont démontré qu'il n'est pas indispensable d'être dans l'Union pour profiter des avantages de cette taille moyenne, même si elles profitent sûrement de leur proximité avec les pays de l'Union. Le Danemark, toujours aux portes de l'Union et dubitatif quant à sa participation, à côté de son énorme voisin allemand, a aussi une bonne position dans tous les classements.

Quand l'Irlande a dépassé la Grande Bretagne, tant en ce qui concerne le PNB –le deuxième d'Europe après le Luxembourg-, que les niveaux de bien-être et de qualité de vie, quelque chose se cassa en Europe quant à l'évaluation de l'importance de ses Etats. Dans le contexte du monde industriel, au XIX^e et dans une bonne partie du XX^e siècle, la grande taille était un avantage ; des grands marchés intérieurs, plus ou moins protégés, et des synergies favorables. Mais aujourd'hui le marché s'est étendu au monde, ou au moins à l'Europe. Historiquement, l'Irlande a été un pays pauvre à forte émigration, qui se souvient de famines, remontant à peine à plus d'un siècle. Profitant de sa relation privilégiée avec les USA et du pari sur les nouvelles technologies, l'Irlande s'est transformée en pays riche. Sa relation avec la Grande Bretagne, la puissance majeure de la société industrielle que nous quittons petit à petit, a changé du tout au tout. C'est un fait révolutionnaire, le symptôme d'un changement historique.

Surtout à l'intérieur de l'UE, la taille moyenne est devenue un atout stratégique. Les inconvénients de ne pas être un grand pays sont compensés par l'UE. D'autres avantages associés à cette petite taille apparaissent : la capacité d'adaptation, l'agilité, la cohésion, la facilité de communication... et l'invitation à être en compétition avec des rivaux –mais néanmoins amis– aux dimensions adéquates. Si on pouvait faire une carte d'Europe avec des critères strictement rationnels, sans avoir à répondre aux méfiances des grands Etats, ni aux impératifs –qui ne devraient pas l'être autant– de l'histoire, nous dessinerions une Europe fédérée, formée d'unité de cinq à dix millions d'habitants, et dotée chacune d'une forte personnalité et d'une haute cohésion sociale. Cela serait aujourd'hui ce qu'il y a de plus rationnel.

Les grands Etats, héritiers d'un passé qui leur était plus favorable, sont aujourd'hui transatlantiques, difficilement maniables, souvent anachroniques

chargés de bureaucratie, et figés dans des attitudes défensives et conservatrices. Il y a un siècle la raison servait les grands Etats contre les petites nations, dénuées de masse critique pour survivre à l'intempérie. A ce moment-là, la seule chose en faveur des petites nations était les sentiments. Maintenant, et sûrement pour les années à venir, ce qui est raisonnable, c'est la fédération dans un grand espace européen solide et coordonné des Peuples et des unités politiques de taille moyenne. Ce qui maintient les grands Etats ce n'est pas la rationalité, mais les sentiments, l'inertie et parfois la peur.

Donc, une Europe fédérale. Et que devrions nous fédérer ? Ce qui conviendrait, par logique économique et adaptation à la véritable diversité du continent –dont nous avons établi que c'est un bien à préserver, acceptant que la création d'une Europe unie signifiera aussi lentement la création d'une identité européenne plus forte- ce serait fédérer des unités politiques cohérentes et avec une forte personnalité, de taille moyenne, comme celles que représentent les petits et moyens Etats d'Europe, ou les *länder* allemands. Une Europe construite –si on pouvait le faire en laboratoire- avec des pièces plus ou moins symétriques autour de cette grandeur, et qui correspondent, non pas à des découpages aventureux du territoire, mais à des réalité préexistantes, groupes d'affinités de langues, de coutumes, et de visions du monde, qui en général –et qui à cela peu d'exceptions qui pourront toujours être envisagées- ont une taille de cet ordre. Les peuples, qui existent déjà dans l'Europe réelle.

L'unité européenne n'a pas été créée et ne se créera pas en laboratoire. Les Etats européens, surtout les plus grands, n'accepteront pas d'un coup que la rationalité et la gouvernance politique nous mènent à une conception radicalement nouvelle de l'espace politique dans le continent, parce que les grands Etats ont eux aussi généré des dynamiques sentimentales et politiques qui les consolident. L'opération n'est donc pas simple : il ne suffit pas de la protéger, avec la rationalité et l'adaptation au présent. Mais cela vaut la peine de se rendre compte comment la situation s'est inversée en quelques décennies. Il y a un demi siècle, nous aurions diagnostiqué que la tête était en faveur des grands Etats, et que le cœur penchait pour les petites nations et les Peuples. Aujourd'hui la tête est pour les petits peuples, et seul le cœur peut se mettre à défendre les grands Etats. Mais il est aussi certain que la tête est en faveur des petits Peuples, chaque fois qu'ils sont capables de s'intégrer harmonieusement dans un espace plus grand qui leur offre l'unité dans certains domaines essentiels. Nous essayerons de l'établir ultérieurement.

Une articulation de l'Europe à travers les Peuples, en petites et moyennes unités offrirait des possibilités de complémentarités et de plus grandes

autonomies que celles qu'offrent les Etats actuels, entre autre parce que ces unités seraient plus symétriques et compactes. Elles offriraient aussi plus de possibilités de mécanisme directs d'intervention publique : n'oublions pas que la démocratie, mais aussi la science, naissent dans un contexte politique urbain, de villes-états dans la Grèce classique. Un monde grec, en forme de confédération de ces villes-Etats, avec beaucoup de communication culturelle entre elles, mais aussi une grande autonomie de décision et avec quelque chose qui ressemble à une paléo-démocratie interne, pourrait être intéressant à l'échelle européenne. Aujourd'hui aussi, il est utile de se diriger vers ces unités plus petites et plus naturelles, où il est possible de proposer des formes de consultations directes, mais aussi des formes d'administration plus simplifiée, moins bureaucratique et avec moins de niveau qu'actuellement, à travers les grands Etats.

C'est peut-être pour cela que les citoyens de l'Europe –et spécialement de l'Europe la plus occidentale ou s'accumulent les Etats les plus grands- conçoivent l'espace qu'ils nomment régional et local, l'espace le plus proche comme leur lieu d'identification maximum. Manuel Castells cite les enquêtes mondiales de valeurs, réalisées à la fin du XX^e siècle. On y proposait dans le monde entier la possibilité de s'identifier prioritairement à un de ces quatre niveaux : mondial, continental, national ou régional/local. Ce qui s'identifièrent comme citoyens du monde furent rares partout : seulement 2%. Ceux qui répondirent continental furent un peu plus nombreux : 15%. La réponse la plus courante fut la régionale/locale, avec 47% du total, alors que l'identification nationale atteignait 38%.

Mais l'endroit où l'identification régionale/locale fut la plus importante, c'est en Europe occidentale du sud avec 64% des réponses ; suivie de l'Europe occidentale du nord, également autour de 60%. Dans le reste du monde on dépassa rarement les 50%. En d'autres termes : les européens occidentaux, quand on leur demande ce qu'ils sont, répondent plus facilement avec le nom de leur région ou de leur ville, qu'avec le nom de l'Etat auquel il appartiennent ; et beaucoup plus avec l'un de ces deux noms qu'avec celui d'Europe. Par conséquent, nous devons avoir une certaine intuition quand nous situons notre identification dans l'espace, non seulement le plus accueillant sentimentalement, mais aussi le plus pratique quant à obtenir un gouvernement qui nous écoute et qui répond à nos intérêts.

Les grands et les petits ensembles ont leurs avantages et leurs inconvénients, précisément de par leur taille excessive ou insuffisante. Une formule fédérale résout ce problème. Une fédération peut être aussi grande que l'on veut, parce que l'intérêt économique et l'acquisition d'une entité plus grande à l'intérieur du monde globalisé, invitent aux grands espaces. Mais on peut aussi profiter des avantages des petites collectivités à des fins de gestion administrative et d'intérêt entre personnes d'affinités culturelles et historiques, de langue et de tradition. On a déjà démontré que ces unités sont beaucoup plus efficaces et flexibles que les grands Etats d'inspiration

jacobine. Quand ces collectivités –ces peuples- n'ont pas existé, comme dans le cas des USA, ils ont été créés artificiellement. L'Europe peut s'épargner ce processus.

Régénération du système politique

Comme nous le disions dans les pages précédentes, une première nécessité partagée par les européens, parallèlement à la construction de l'Europe, serait la régénération du système politique, de la manière de faire de la politique. Et cela signifie inévitablement réviser les formes de cooptation de la classe politique, et l'élection des gouvernants et des représentants. Et cela voudrait probablement dire, si le processus est concluant, éliminer le concept même de classes politiques afin d'obtenir un système accessible aux citoyens, duquel pourraient entrer et sortir les personnes avec capacités et aptitudes, sans avoir à se soumettre à l'usure et à l'inertie de la vie politique actuelle.

Nous avons déjà dit que cela passe, dans une certaine mesure, par un changement profond des valeurs, qui reçoit la citoyenneté –les individus et la société civile- dans la gestion de l'intérêt général, et qui évite son monopole par l'Etat. Mais les changements de valeurs sont difficiles. Il faut sans aucun doute une alternative globale au système politique. Mais sans épuiser les possibilités de proposer cette alternative globale, il y a des moyens relativement simples à la portée immédiate, même du système actuel, avec toutes ses carences. Les plus tangibles ont à voir avec les lois électorales et donc avec le processus d'élection des gouvernants et des représentants.

- Réguler la proportionnalité du système électoral, pour pouvoir éviter la multiplication des partis et des coalitions représentées dans les parlements jusqu'à l'infini. Cette multiplication –produit des systèmes strictement proportionnels- finit par effacer la notion basique de différence entre gouvernements et oppositions et alimente l'apparition de petits partis spécialisés dans un unique thème plus ou moins marginal, ou jusque dans l'apparition de partis clientélistes et à vocation minoritaire.
- Garantir la présence équilibrée de l'ensemble des territoires avec des mécanismes compensatoires de la stricte proportionnalité. Le principe « une personne, un vote » ne peut pas nous amener au contresens selon lequel seul les endroits densément peuplés ont une représentation politique. Tous les territoires européens doivent avoir une voix politique, ce qui sera facile avec des unités plus petites et avec des circonscriptions électorales relativement petites. On doit chercher, comme le font déjà beaucoup de législations européennes et plus spécialement l'allemande,

un équilibre entre la proportionnalité et la représentation territoriale. Cela signifie inévitablement une certaine prime au vote des zones rurales les moins peuplées.

- Favoriser les systèmes d'élection directe et la personne. Cela signifie faire prévaloir les listes ouvertes, quand il s'agit de listes de partis dans lesquelles l'électeur n'est pas obligé de voter l'ensemble des candidats, mais qu'il peut choisir en fonction de sa confiance personnelle. Le gouvernant ou le représentant, choisit dans une liste ouverte, sait que le dépositaire de la confiance des électeurs est donc celui qui doit rendre des comptes et tenir ses promesses, c'est lui et non pas son parti.
- Elargir les espaces de l'administration publique, qui ne sont pas soumis à la logique des partis, et donc aux effets des alternances. Un changement politique devrait seulement affecter une partie moindre des services publics, chargés de donner une orientation politique à l'action du gouvernement, mais pas des larges secteurs de l'administration qui, en fait, apportent des connaissances techniques. Cela ne veut pas dire que ces postes doivent être inamovibles et éternels. Au contraire, ils doivent être considérés comme professionnels et doivent être attribués en fonctions des mérites professionnels, avec naturellement la possibilité de les révoquer. Cela permettrait de rendre plus flexible la relation entre société et Etat, de sorte que les personnes aptes pourraient entrer et sortir de la sphère publique sans avoir à passer par des filtres et les ligatures que sont les partis politiques.
- Veiller pour une formation correcte, à travers des études spécialisées, des professionnels de l'administration et de la politique. La formation pour la fonction publique a beaucoup d'aspects spécifiques, qui ne passent pas seulement par une bonne connaissance des lois et des procédures, mais qui demandent aussi une formation profonde des personnes. Il est évident qu'on ne peut pas limiter l'exercice de la politique aux personnes qui se sont soumises à cet enseignement spécifique –parce que cela signifierait convertir encore plus les politiciens en un corps professionnel en marge de l'ensemble de la société– mais par contre il semble logique que des études spécialisées, suivant l'exemple français, même de loin, puissent mener à la politique et surtout aux hautes sphères administratives, des personnes aux aptitudes et aux connaissances spécifiques plus grandes.
- Garantir la transparence interne des partis politiques, tant en ce qui concerne leurs prises de décisions que leur financement. Un modèle européen dans lequel en théorie les formes de financements sont très restrictives, mais où les partis concentrent une grande partie du pouvoir, une sorte de morale double ; qui fait que la politique est moins rémunérée et que l'opinion publique est scandalisée par le salaire des politiciens et par les dépenses des partis. Si ce qui est sur la table, visible, n'est ni logique ni raisonnable, les choses finiront par passer sous la table.

- Favoriser l'exercice de la démocratie directe dans des thèmes concrets, dans lesquels –en unités politiques de taille plus naturelle et pratique- on puisse demander directement leurs opinions aux citoyens à propos de sujets qui les concernent. C'est en partie le modèle suisse des référendums, mais aussi celui des USA, dont le taux de participation est souvent aussi important que lors de l'élection présidentielle, voir beaucoup plus important selon les Etats.
- Simplifier et concentrer les processus électoraux, pour éviter une sensation de campagne électorale continuelle.

En définitive, la gestion des politiciens doit devenir, dans la mesure du possible, la signature d'un contrat public, avec transparence absolue. Un programme électoral est une proposition de contrat. Des élections, la façon de le signer. Les compromis donnent des obligations et doivent être l'objet d'un suivi sérieux. Plus nous nous approchons de cette définition, plus la politique est régénérée. Une régénération, qui sans aucun doute, n'épuise pas les possibilités et la nécessité d'un nouvel exposé, plus radical, du système.

L'engagement avec les valeurs

Il y a des valeurs fondamentales de la société européenne qui ne peuvent pas être variables selon la tendance du gouvernement fédéré, qui ne devraient pas être facultatives à l'intérieur de la structure fédérale, mais partagées et maintenues par la fédération. Spécialement sur un terrain central, celui de l'école, et sur un terrain fondamental, que sont les moyens de communications et particulièrement ceux de l'espace public. Parfois, nous avons tendance à nous en remettre à l'école et aux médias quant à la promotion de certaines valeurs, et la négation de certaines autres, comme si les institutions étaient des moules de la pensée, comme s'il suffisait de connecter une valeur ou un désir concret au haut-parleur puissant de l'école et des médias pour les garantir. Heureusement, l'histoire a démontré que les choses ne fonctionnent pas ainsi. Les régimes dictatoriaux ont eu pendant des décennies –en URSS, au Chili, en Espagne- le contrôle absolu de ces mécanismes et n'ont pas réussi à mouler des citoyens selon leurs idéologies, comme dans « 1984 » de George Orwell. Mais sans arriver à ces extrêmes, nous ne pouvons pas nier le rôle central de l'école et des moyens de communication dans la transmission de valeurs et de vision du monde. Les institutions européennes devront veiller à la qualité de l'enseignement, à son extension –sans que cela ne sous-entende la pratique d'un égalitarisme à la baisse-, mais aussi à ses contenus.

La laïcité, la séparation de base de l'église et de l'Etat, est une de ces valeurs fondamentales ; donc transversales et fédérales. Si un Etat fédéré ne peut pas accepter, pour quelque raison que ce soit ce principe de base, il ne peut pas faire partie de la fédération européenne qui se fonde sur ces principes, desquels émanent encore d'autres principes que nous avons analysés dans les pages précédentes : la loi civile, la démocratie, les droits de l'homme, le suffrage universel, l'égalité des sexes. On ne peut pas faire partie de l'Union si l'on n'accepte et ne pratique pas le suffrage universel, pas non plus si l'on ne respecte pas les droits de l'homme. De même, et encore plus clairement parce que nous sommes face à un principe moteur dont les autres découlent, il est indispensable d'accepter la séparation de la loi civile et de la religion, de l'église et de l'Etat.

Le fait qu'on soit autorisé ou non à porter un crucifix, un voile ou une *kippa* à l'école peut être discutable, et chaque gouvernement fédéré peut prendre des mesures qui correspondent à sa propre tradition. Mais la laïcité des programmes communs d'enseignement, la présence exclusive dans ces programmes d'une vision scientifique et rationaliste de la réalité, l'exclusion des programmes communs des visions religieuses ou parareligieuses du monde, doivent être obligatoirement contrôlés par l'Etat, parce qu'on doit garantir l'ensemble européen. Cela ne veut pas dire supprimer les connaissances religieuses du cadre scolaire. Sans ces connaissances de culture générale, on ne peut comprendre ni les musées, ni les villes d'Europe, ni la peinture de la Renaissance, ni les cathédrales gothiques, ni l'Alhambra de Grenade, ni la littérature de Kafka, ni les fêtes et les coutumes de notre calendrier, ni notre gastronomie. Mais l'école ne peut pas être le territoire du prosélytisme dans ses programmes communs.

Il est clair qu'on ne peut commettre aucun type de persécutions religieuses au nom de la laïcité, pas plus qu'on ne peut au nom de la liberté religieuse accepter des organisations et des croyances qu'elles poussent à la haine ou à la destruction ou qu'elles la pratiquent d'une manière ou d'une autre, même parmi ses propres fidèles.

A partir de là c'est chaque citoyen, chaque personne qui adoptera ses propres croyances et ses attitudes liées aux sentiments religieux.

Ce compromis avec la laïcité comporte un compromis parallèle positif : le pari sur la pensée scientifique et technologique. Notre civilisation, dans la mesure où elle a mis la Raison au centre de l'espace public, a pu obtenir un développement scientifique et technologique, que d'autres civilisations, dont les valeurs centrales étaient la religion et le pouvoir centralisé, n'ont pu atteindre. Donc, la revendication de la science et de la technologie en tant que forme essentielle est de base pour notre monde. Et réussir que nos citoyens aient une bonne formation scientifique et technique, fait partie de

l'objectif : veiller sur la qualité de notre système éducatif.

Mais, de plus, le développement scientifique et technique est celui qui a donné à l'Europe des avantages significatifs au moment où elle en avait. Et le futur économique –et donc le futur du bien-être et de la richesse- de l'Europe passe par une compétence forte dans ce domaine. L'Irlande et la Finlande nous ont montré qu'il était possible d'atteindre un haut développement en matière de technologies de l'information, sans avoir complètement dépassé la révolution industrielle. Fait positif, mais aussi inquiétant. Si la révolution de la connaissance ne pouvait se faire que depuis la révolution industrielle, l'Europe aurait une large avance sur une grande partie du monde, qui devrait encore passer par une période que nous avons vécue. Mais l'Irlande et la Finlande nous prouvent que tous les trains ne passent pas forcément par toutes les gares.

L'histoire de l'Europe nous démontre encore autre chose : parfois les trains passent mais encore faut-il les prendre. Le sud de l'Europe, au Moyen Age était la zone la plus riche du continent. La Sicile avait la réputation, au XIII^e siècle, d'être la région la plus riche du monde chrétien. Alors que Cordoue et Bagdad étaient à leur apogée, les villes du nord de l'Europe étaient très éloignées de cette richesse et de ce degré de civilisation. Mais beaucoup de ces zones et de ces villes, très riches jusqu'au XVI^e/XVII^e siècle, ne sautent pas dans le train des grands changements économiques et de mentalités de cette période. Ils ratent les trains, tandis que les villes du nord de l'Europe les prennent : les trains de la révolution industrielle avant les transformations économiques qui génèrent le capitalisme. L'Europe, dans l'ensemble, prend le train de la révolution industrielle, et c'est de là que nous viennent la richesse et le bien-être. Mais actuellement, c'est un autre train qui passe, celui de la révolution de la connaissance et des nouvelles technologies. Si nous ne le prenons pas, il nous arrivera la même chose qu'à ces villes qui étaient riches au XVII^e siècle et ne comprirent pas les changements qui se produisirent alors.

C'est la responsabilité de la Fédération Européenne de ne pas perdre, en tant que continent, en tant que partie d'une civilisation créée par nous, ce nouveau train. L'Europe dans son ensemble doit rester à la tête du champ scientifique et technique, si elle veut avoir du poids dans le futur. Autrement, il est possible que les conséquences ne soient pas immédiates, mais la source de notre futur bien-être et de notre poids dans le monde aura disparu. Plus que en thèmes de natalité ou de pouvoir politique, c'est ce leadership –ou co-leadership aux côtés des USA et du monde asiatique-, dans le champ scientifique et technologique, qui peut éviter la décadence de l'Europe. Nous savons que dans les dernières décennies le dynamisme des USA dans ce secteur a été supérieur à celui de l'Europe, puisque depuis sa propre indépendance a existé une préoccupation centrale de la connaissance scientifique et technique, souvent supérieure à celle de la connaissance humanistique, contrairement à l'Europe. Nous le constatons par le nombre de

Prix Nobel scientifiques obtenus par les Américains en comparaison à ceux littéraires. Cependant, l'Europe doit réévaluer la connaissance scientifique, surmonter un incompréhensible techno-scepticisme installé dans une partie de son opinion publique – et qui nourri quelques formes moins sophistiquées de l'écologisme- et doit récupérer la centralité dans sa pensée de la science et de la technique.

Souvent depuis le préjugé religieux – l'oeuvre divine doit être supérieure à celle humaine- ou depuis un écologisme mal compris, s'est nourri la méfiance au progrès scientifique, aux possibilités de la recherche, à l'ouverture de nouveaux champs pour la science et la technologie. Ce qui est désastreux pour l'Europe. Et c'est le gouvernement fédéral qui doit coordonner les Etats afin d'éviter la perte de leadership scientifique et technologique, à travers l'enseignement, des politiques universitaires et de recherche, de la relation avec les entreprises.

Conclusion

Il est possible que la phrase la plus terrible que j'ai entendue sur l'Europe actuelle soit celle de la philosophe et sociologue Agnès Heller, lorsqu'elle dit: "La vieille Europe ressemble à un cadavre, avec les mêmes ongles et les mêmes cheveux, la richesse et la connaissance accumulative qui continuent de croître, mais le reste est mort...". La phrase s'avère être terrible car dans la métaphore macabre il y a un point que nous partageons tous : la certitude que l'Europe dans son ensemble, ou les principaux Etats d'Europe de forme dispersée, ont joué, dans le passé, le rôle de l'impulsion historique d'une croissance extraordinaire. L'Europe a engendré un modèle de civilisation qui a découvert l'individu, qui a intronisé la Raison et l'a mise au centre de l'espace publique, qui a permis la naissance de la pensée critique et, avec elle, la naissance du progrès technique et scientifique.

Cette impulsion extraordinaire a permis à l'Europe de devenir un leadership planétaire et de posséder une explosion intérieure de richesse, de créativité et de force. Elle a également mené à des ruelles sans issue, à des destructions terribles. Mais dans cette ancienne Europe, nous croyons nous souvenir qu'il existait le pouvoir d'être vivant. Alors que dans l'Europe actuelle, nous continuons de voir les richesses, le bien-être, le confort et la commodité, quelques fois plus que jamais. Mais nous ne savons pas trouver cette vitalité propre à la jeunesse. Nous ne trouvons pas cette impulsion. Et c'est pour cette raison qu'il nous passe tous par la tête une métaphore que Agnes Heller considère comme les dernières conséquences : si cela se trouve cette richesse et ce bien-être sont l'inertie qu'il nous reste de l'ancienne impulsion, mais le moteur qui l'a fait avancer s'est arrêté. Peut-être vivons-nous encore des rentes de cette force ancienne, qui ne nous pousse plus.

Dans un certain sens, le projet de l'unité européenne est une réaction contre ce soupçon. Mais, dans un autre sens, il s'agit aussi de sa confirmation. Etant donné l'impulsion des Etats-Unis ainsi que celle du monde asiatique ; prisonnière au milieu de la guerre froide, l'Europe pouvait seulement renouveler son rôle dans le monde à travers un processus d'unification, qui lui donnerait la totalité de critique nécessaire pour rivaliser avec les nouvelles puissances économiques et politiques et pour renouveler profondément ses fondements. Mais l'Europe affronte cette étape de la course avec le poids de la méfiance, du conformisme, du goût du bien-être même.

Ce qui devait être un processus révolutionnaire de création d'une réalité nouvelle et inédite, prend la forme d'une confluence d'Etats très prudents, fondée sur l'économie, présidée par un égalitariste idéal et par une invitation permanente à l'individu de ne pas se soucier du bien général et de se concentrer sur son bien particulier, car un Etat avisé ne se souciera plus de lui.

L'Europe devient en plusieurs points semblable à une serre, héritage direct des petites serres de chaque Etat, conçues pour que le citoyen qui se trouve à l'intérieur ne soit pas exposé aux intempéries, soit toujours abrité, et ne se soucie de rien. Et dans ce pacte faustique entre le citoyen et l'Etat, l'Etat offre toute la protection et obtient en échange tout le pouvoir.

L'Europe du bien-être est également, même aujourd'hui, l'Europe d'un mal-être indéterminé et diffus, l'Europe d'un état d'âme éteint, incapable de profiter de tout ce qu'il possède car il demande toujours plus, peut-être parce que chaque citoyen pense qu'il a le droit à tout ce qui lui est promis : toute la protection et toute la sécurité. Ce serait les symptômes de sénilité. Nous pourrions dire face à cette situation, non seulement que l'Europe a vieilli, mais que tout le système qui débouche sur la réalité européenne actuelle présente des signes de fatigue, de sénilité.

L'Europe actuelle est le lieu où débouche de multiples hérédités positives, beaucoup de forces de civilisation qui ont des racines très profondes et qui dans certains points de vue se sont accélérées ces cinquante dernières années. Nous venons de Grèce et de Rome, nous venons des civilisations méditerranéennes anciennes, du Nil et du Proche-Orient. Nous venons de si loin que nous avons la sensation d'avoir perdu l'impulsion. Que les nouvelles impulsions, dans le monde, se trouvent dans des zones avec des greffes plus jeunes. Comme si l'hérédité de notre impulsion avait germé surtout aujourd'hui, en Amérique du Nord et dans une civilisation clés aussi éloignées que l'Orient.

Mais l'Europe a inventé et a mis au milieu du monde, depuis plusieurs siècles, un outil basique, fondamental : la pensée critique. Et une des hérédités de

l'humanisme, du rationalisme, de cette pensée sans préjugés, est de considérer que le futur n'est pas prédéterminé, qu'il n'y a pas de lois inexorables de l'histoire ni de projets divins de ce que nous pouvons fuir - à la manière de la tragédie grecque antique-, mais qu'il existe la force de volonté et de l'effort des personnes. Dans un certain sens, pour l'Occident la volonté est le moteur de l'histoire.

Comme le dit Agnes Heller, l'Europe est-elle morte? C'est-à-dire, a-t-elle ou non cette volonté? Rorsqu'on essaie de se représenter la Constitution, lorsqu'on va jusqu'à l'est pour arriver aux portes mêmes de Russie ; lorsqu'on débat sur l'incorporation de la Turquie, lorsque l'euro a un cours de change plus haut que le dollar ; et lorsque les manifestants des villes européennes soulignent que le monde occidental s'est scindé et que l'Europe et les Etats-Unis marchent ensemble, tout ferait penser que l'Europe est très vivante. Mais malgré cela, s'agit-il vraiment de signes de vie réelle, sont-ce les mêmes symptômes qu'un corps en vie, ou sont-ce les ongles et les cheveux qui poussent encore? Est-ce le moteur qui pousse encore ou est-ce l'inertie qui fait courir quelques mètres, en descente, lorsque le moteur ne fonctionne plus? La métaphore de Heller est assez terrible, car ce qui meurt ne peut plus être ressucité. Mais les moteurs peuvent se remettre en route. Ou un véhicule peut changer de moteur lorsque le vieux ne fonctionne plus.

Parce que nous avons aussi des choses à conserver et à approfondir. Des choses qui nous sont propres. Par exemple, face à la menace des nouveaux totalitarismes de racine religieuse, la laïcité de notre espace publique. L'Europe réussit une transformation essentielle, qui peut offrir à l'humanité de séparer la loi civile de la loi religieuse, l'Eglise de l'Etat. Elle a enlevé la divinité et le pouvoir d'origine divin du centre de la place publique et a situé dans ce lieu les personnes humaines et la Raison. C'est-à-dire, la démocratie, les droits humains, la science, la pensée critique. La laïcité est le premier pas de cette transformation. Et ne veut absolument pas dire persécution religieuse. Cela signifie que la religion laisse la place et reste au foyer, individuel ou communautaire, dans les consciences et les vies privées. Mais qui ne se gouverne pas ni ne se légifère avec la loi religieuse en main. Ceci doit être conservé.

Et même un échelon plus haut. Changement de valeurs. Changement de politique. Prédominance de la rationalité et de la personne humaine. Acceptation de la diversité, mais sans accepter ni le racisme, ni l'égalitarisme obsessif ni le relativisme culturel qui n'admet aucune valeur universelle ni aucune culture territoriale de référence. Et de tout cela ensemble, mélangé, surgit la proposition politique, dans le sens le plus strict : il nous faut créer une Europe nouvelle, inventée, sur de nouvelles bases. Plus courageuse et plus décisive. Qu'elle soit un exemple pour le monde sur comment peut-on unir des volontés sans imposition, comment peut-on vertébrer la différence sans centralisme, comment peut-on donner un rôle aux individus sans les laisser sans protection lors d'intempéries. Cela pourrait être une Europe vraiment

fédérale. Mais pas une fédération d'Etats-nation comme celle qu'on nous a proposée. Une fédération qui contemple la diversité réelle, le poids de l'histoire, les sentiments variés de l'appartenance, qui donne fin aux conflits territoriaux et aux vieux nationalismes contreposés. Et cela est possible.

Mais il y a une autre expérience sur laquelle il faut insister et qui renforce encore plus l'idée : les petits Peuples, les unités plus ou moins naturelles, comme un trait commun, avec une forte cohésion sociale, avec une responsabilité propre, avec des possibilités de démocratie plus directes, tendent plus vers le bon gouvernement que les vieux et grands Etats. Et ils sont plus agiles, ils ont plus de capacité d'adaptation, ils s'avèrent plus utiles pour affronter les changements de la société appelée de la connaissance. La Finlande, le Danemark, la Suisse, la Suède, nous montre l'exemple dans ce sens. C'est pourquoi, par rationalité, et non par strict sentiment, il faut construire une Europe avec des unités de cette mesure, des *Länders* de la nouvelle Europe. Et que cette Europe fédérée puisse servir d'exemple et de modèles pour toutes les autres fédérations ailleurs dans le monde : pour le monde arabe, pour le monde slave, pour l'Amérique Latine. Et qui sait pour le grand problème de l'humanité, l'Afrique.

L'Europe a inventé l'Etat-nation et l'a exporté dans le monde. L'Etat-nation est le lieu où débouchent de vieilles expériences impériales, passées par le filtre du romantisme et de l'exaltation des âmes individuelles. Aujourd'hui, le patriotisme des grands Etats-nations a beaucoup de nostalgie des anciennes grandeurs et de craintes de nouvelles réalités. L'Etat-nation grand, jacobin, centralisé, apparaît comme la serre protectrice dans un monde qui marche de manière peu prévisible vers la globalisation. Mais cela est une machine qui a vieilli. Trop grande pour répondre aux exigences du gouvernement efficace, agile, adapté au terrain. Trop petite pour tenir un rôle dans le monde global dans lequel de plus en plus il existe un seul scénario, où y tiennent peu d'acteurs.

Contre l'excessive magnitude et l'ingéniosité du vieil Etat-nation, le gouvernement à travers les Peuples, les municipalités, les régions, les unités les plus agiles et effectives, avec celles dont la personne a des liens très proches, d'appartenance. Non pas la multiplication des anciens patriotismes - quelques fois chauvins- des Etats-nation, mais la généralisation d'un sentiment de lien avec l'espace même, avec la réalité plus proche, qui se trouve là où se résoud l'immense majorité des problèmes de la vie courante. Car les vieux Etats-nation sont trop grands, fédérons des Peuples, des réalités enracinées et en même temps gouvernables, proches.

Mais également contre un monde converti en mosaïque de petites pièces, sert l'idée d'une Europe fédérée. Parce que ces Etats-nation qui sont trop grands pour gouverner la vie courante, trop petits pour donner une réponse au monde global, qui demande une concentration d'acteurs et une

élimination des frontières. Voilà la grandeur du projet européen : qui doit permettre de combiner en un seul processus les avantages d'être grand et d'être petit, d'être différent et de marcher dans la même direction ; les avantages de décider les choses et de participer à de grandes décisions qui touchent la planète.

Et tout cela pour un libre choix, par volonté et par projet, non pas par imposition ni par uniformisation. Non pas intégrés à la force dans la réalité plus grande, mais chacun intégré depuis sa responsabilité propre dans une réalité partagée dans laquelle nous sommes tous différents, mais nous avons tous les mêmes droits. Ni l'égalitarisme de nous faire porter le même uniforme, que nous le voulions ou non, ni l'isolement de vivre les uns à côté des autres sans pont ni coordination. Si un rêve européen peut exister, ce doit être celui-là. Une Europe nouvelle, qui a changé à l'intérieur, qui a vaincu la tentation de la décadence placide, qui marque un certain type de chemin utile pour l'ensemble de l'humanité.

Matadepera, août — Bamako, décembre 2004

ANNEXE

Bibliothèque Divulgare, en sélectionnant les textes reçus pour choisir le Prix de Catalogne de Fondation Privée, année 2003, et en le concédant à l'œuvre de Vicenç Villatoro, a considéré avec un grand intérêt l'opportunité du développement du thème proposé – « Collectifs humains. Les créer ou les constitutionnaliser? » - réalisé par l'auteur, et la coïncidence heureuse avec la proposition de la Convention créée pour rédiger la Constitution de l'Union Européenne.

Fidèle aux objectifs culturels toujours suivis par la Fondation, la sélection n'a, en aucun cas, fait pencher ses critères pour des idées préalables d'aucune tendance politique, ou des idées soumises d'une autre nature. Avec objectivité, toujours relative, elle essaie de présenter des sujets d'intérêt général, susceptibles de promouvoir des débats avec des questions vivantes et actuelles, bien qu'elles soient toujours liées à l'histoire que recueille la connaissance empirique, et la science qui crée de nouvelles connaissances.

Mais dans ce cas concret, nous considérons le livre lauréat de façon pleinement coïncidente au commentaire de Monsieur Jordi Pujol, fait dans le prologue écrit par déférence pour Vicenç Villatoro, remarquant simplement une divergence. Nous considérons que le NON français et hollandais à la Constitution européenne peut s'avérer très positif car il ouvre de nouvelles perspectives vers d'autres possibilités suggérées ou proposées dans le livre.

La diagnose faite par l'auteur quant à la situation de l'Europe dans le monde actuel, en plein développement de globalisation, nous la considérons réussie en terme général, et par conséquent, mise à part l'opportunité qui a résulté par la publication du projet de Constitution de L'UE, la réussite dans le traitement du sujet, nous croyons ajouter une valeur intrinsèque à l'œuvre. Mais la qualité des autres travaux présentés, étant moins descriptifs et exhaustifs quant à la diagnose, possèdent des valeurs estimables dignes de Prix, a retenue notre attention. Et en accord avec ces auteurs, nous avons recueilli les idées motrices pour en faire une synthèse, et sans une littéralité stricte les présenter dans cet épilogue de façon anonyme.

L'intérêt de publier ces petits textes, naît non seulement pour montrer

certaines divergences avec l'œuvre lauréate qui peut donner lieu à de possibles débats, mais aussi parce que certaines idées exposées élargissaient des concepts parallèles aux traitements de ce livre, et certaines montrent des suggestions pour traiter la problématique européenne face à la Constitution.

Nous manifestons nos remerciements à tous ces auteurs. Nous croyons que leur contribution désintéressée au livre s'avère très importante.

LA CREATION DE COLLECTIFS HUMAINS

Culture et civilisation ne sont pas synonymes, mais sont des facteurs inséparables de l'évolution humaine. Et à la fois, constatation que Darwin a été le seul à découvrir le pouvoir créatif de l'évolution, découverte limitée par l'observation dans des espèces inférieures en contemplant les changements morphologiques de ces espèces, à s'adapter à des environnements différents.

Les changements observés étant si remarquables en spécimens situés dans des lieux distants les uns des autres et dans des milieux climatiques tellement différents, il semble qu'ils devaient porter dans leurs pensées l'évolution de l'espèce humaine. Mais il existe seulement certains indices de divergences avec les doctrines au respect régnants dans son temps, toutes créativistes. Leurs remarques face à ces croyances plus que des idées, étaient considérées comme un cul-de-sac pour un naturaliste.

L'évolution de la théorie de sélection naturelle, en se centrant sur l'espèce humaine, a retourné non seulement la philosophie théogonique de la création, mais également une partie de l'idée propre évolutionniste de Darwin.

Depuis la création selon le Pentateuque ou la Tora bibliques, de la Création des Espèces de Darwin, jusqu'à la création par évolution du néodarwinisme, il n'y avait pas de définition du pouvoir créatif de la Terre, qui aujourd'hui en se synthétisant oblige à considérer que la civilisation transformatrice des hominidés en humains, est un seul procédé, inévitable pour la nature qui évolue de l'espèce, et à cause de son génome déjà détecté mais très peu connu.

Par conséquent, étant donné que ce génome unique pour tous les humains, l'évolution par sélection gagne qualité d'évidence. D'une autre manière, en partant d'une égalité absolue, ils auraient pu potentiellement évoluer, mais en égalité clonique qui aurait donné lieu à une vie aberrante, à une égalité modulé qui aurait fait des heureux parmi les humains, sans la création du bonheur huxleyen, qui aujourd'hui par ce que montre la carte du

génome humain permet d'élucubrer des systèmes utopiques plus parfaits que celui imaginé par Huxley. Ainsi, l'idée selon laquelle les humains seraient venus au monde pour être heureux se confirme.

L'humanité, depuis sa spéciation, a développé un seul processus évolutif, égal à ceux des espèces inférieures, mais à cause de ce génome capable de créer une conscience, depuis un procédé parallèle -le procédé culturel-, les humains sont sortis d'eux-mêmes de la bestialité, ont dépassé les états sauvages et barbares, atteignant la civilité, évoluant de manière différente en fonction des conditions environnementales dans lesquelles ils se sont développés et grâce à un processus extraordinaire d'enchaînement de syncrétismes.

Ainsi contemplé, le procédé est unitaire. Les différentes civilisations se succédant, forment l'unique procédé civilisateur survenu sur Terre. La culture, considérée comme une action de culte humain, parallèle au culte des plantes dans l'agriculture, est aussi unique, convergeant avec le procédé civilisateur de manière à ce qu'elles soient totalement dépendantes, s'avèrent être le paradigme d'évolution par sélection.

L'évolution du reste des espèces existe aussi, mais il touche seulement une partie instinctive et sensitive, avec une intervention de neurone minime qui a fait accroître les humains face à tout un autre système vital sur Terre.

Et comme les ancêtres et les humains actuels ne peuvent éviter de vivre ou d'avoir vécu, tous ne peuvent pas non plus éviter de participer au processus de sélection. Aucune réalité ou abstraction philosophique ne peut libérer les humains de la compétition. Seule la mort les libère de cette nature.

La circonstance et la volonté créent une aptitude en chaque spécimen humain pour évoluer. L'instinct agit aussi, même s'il n'est pas aussi décisif qu'il l'est chez les animaux irrationnels. Et "moi et la circonstance" est une réalité inévitable. Le moi -et le nous-, prennent ainsi la catégorie la plus élevée de l'"existence".

Le mécanisme est de naturalité absolue. La fonction des systèmes et des organes physiologiques. Les exécuter plus ou moins, séparément ou dans leur ensemble, est ce qui marque les différences et les capacités, en créant une évolution plus ou moins dynamique.

La volonté collective n'existe pas. Il existe au maximum les volontés associées. Chaque espèce se doit à elle-même. Inévitablement, elles ont l'obligation de s'estimer elles-mêmes. D'être égoïstes. L'évolution positive de l'humanité, lors de toutes les époques et au long de celles-là, atteint le culte de chaque spécimen, indépendamment du reste. Vouloir éviter ou ignorer cette réalité au nom d'un simple "sentiment plus grand", de n'importe quelle idée ou théorie, c'est nier la nature humaine.

Il est seulement possible de cultiver le sentiment associatif. Les hominidés ont découvert la convenance de s'associer pour obtenir de grands trophées de chasse. Peut-être la criaillerie lors de sa pratique, a initié la structure des cordes vocales pour créer le langage. Les collectifs humains qui apprennent à s'associer, et non à essayer de devenir identiques, sont ceux qui évoluent plus ou moins. Et l'individu qui apprend à combiner la pensée et le sentiment en doses adéquates, est celui qui apporte le meilleur apport à la collectivité, et celui qui obtient personnellement une satisfaction de vivre plus grande. A plus de culture, plus de satisfaction, en toutes circonstances, jusqu'au point où les circonstances sont dépendantes de la culture de chaque individu. Et cela, pour être autant universel, c'est ce qui fait que la culture soit l'action qui porte à la plus grande et à la meilleure évolution.

On peut continuer parlant de "cultures différentes". Les préjugés de cette perversion expressive, sont ceux qui, ayant peu de culture, finissent par accepter que la leur est seulement différente, en détruisant la stimulation pour prospérer, acquérant plus de culture, et par conséquent une plus grande connaissance des réalités, ainsi que davantage de conscience et d'humanité.

.....

L'Union européenne est un collectif humain à créer. Elle ne doit pas seulement être une réunion d'Etats-nations dont le seul but serait de favoriser son développement et son harmonisation économique. Cela serait, par ailleurs, très difficile à réaliser sans que l'Union ne se laisse entraîner dans le tourbillon de la mondialisation. Car aujourd'hui, finalement, cette dernière, même si elle souffre d'une très mauvaise image, est le vrai facteur dynamisant de l'économie mondiale. En effet, elle provoque des crises de croissance et des changements profonds dans les relations entre les Etats et entre les grands blocs humains qui se sont créés avec des intentions plus ou moins grandes, en raison du 20^e siècle trépidant qui a été marqué à la fois par des guerres terriblement destructrices et par des avancées scientifiques. Ces dernières ont été appliquées avec succès et ont changé la façon de vivre de l'humanité toute entière, même si, du même coup, elles ont creusé le fossé qui sépare ses diverses composantes, fossé ayant provoqué les affrontements et les chocs ayant été interprétés de diverses manières.

Lorsque les européens ont dit non à la première Constitution proposée par leurs organismes actuels, tous satisfaits du chemin emprunté car la Constitution se confirmait et essayait de les protéger pour le futur, ce n'était pas pour une raison très louable telle que celle de considérer qu'une autre Constitution était nécessaire. Une autre Constitution, cherchant à créer la Confédération des Peuples européens, capable de fusionner les patriotismes nationaux, de laisser la place à une vraie Union, et capable de se transformer

en un bloc solide, apte à collaborer avec les Etats-Unis dans un projet représentatif du mouvement globalisateur, le libérant des contradictions et des erreurs qui se produisent justement de par l'absence de projet, et à cause de son développement anarchique promu par des agents qui ne sont pas mauvais du fait d'être comme ils sont – les multinationales -, mais du fait qu'il leur manque l'intention que seul peut posséder un gouvernement nécessairement mondial.

C'est pourquoi l'opposition est fractionnée, contradictoire dans ses initiatives et incapable de choisir des alternatives valides. Les avancées de l'Union européenne ont été lentes car ses dirigeants oublient les idées de ses premiers artisans, ils ont constamment et exclusivement pensé comme les nationalistes qu'ils sont. Au cours de ces cinquante années, les politiques nationales ont perpétuellement été en conflit au sein de l'Union, malgré les magnifiques résultats de cette dernière. L'idée selon laquelle l'Union était et est toujours inévitable en tant que premier pas vers un gouvernement mondial, que chaque pas effectué se dirige dans la bonne direction, qu'il va produire des bénéfices immédiats, est toujours présente. Ce sont cinquante années de perdues pour créer le sentiment et l'idée de collectif européen fondé sur la certitude selon laquelle le fait d'appartenir à ce collectif n'implique pas de renoncer à ce que chaque Peuple est ou désire être.

Il manque un Non concerté et non dispersé pour que l'Europe cesse d'être un groupe d'états disloqué, résultat de la suppression des anciens Empires et de la décolonisation. Cette position concertée, possible mais manquée, a été détruite pour diverses raisons : le NON à l'immigration ; la tentative évidente de promouvoir une hégémonie franco-germanique sous les auspices et l'initiative française ; la délocalisation industrielle mettant en danger les réussites sociales atteintes par des gouvernements conscients de l'impossibilité de les maintenir tant que le Tiers Monde n'a pas évolué et tant qu'il ne peut pas jouir au moins d'une infime partie du confort dont bénéficie le Premier Monde, ceci grâce aux avancées technologiques et non aux gouvernements ; à la méfiance entre les classes gouvernantes et les classes gouvernées, ces dernières étant fatiguées de ce système sclérotique mené par des hommes politiques sclérotiques incapables de la moderniser ; et parmi beaucoup d'autres choses, l'action opportuniste de ces hommes politiques, issus de divers partis du large éventail allant de la droite à la gauche qui, s'apercevant des possibilités offertes par le NON, se sont empressés de le défendre en poursuivant des avantages personnels et politiques, de telle façon qu'il est difficile de savoir si ce sont les votants qui ont poussé les hommes politiques dissidents au sein de leurs partis, ou si, à l'inverse, ce sont ces hommes politiques qui ont mobilisé les votants résistants. Tout cela explique la solidité du bloc du Non du fait de son nombre ainsi que le lien fragile ou inexistant entre ses partisans. Ainsi, la Constitution n'a aucune alternative. Elle a été refusée, considérée antidémocratique du fait de la façon dont elle a été rédigée et proposée, et elle est de toute façon

inutilisable pour conduire l'Europe vers sa fédération car, pour cela, il aurait été nécessaire de l'abroger au préalable. Le Non, fortement majoritaire, a été très clair et franc. Il s'agit du fruit de nombreuses et de diverses négociations et d'oppositions.

Le référendum s'est révélé ne pas être qu'une consultation sur la Constitution européenne, mais plutôt une recherche de critère afin de connaître les personnes qui l'avaient conçue, rédigée, et soutenue et, dans une certaine mesure, également les hommes politiques qui s'y étaient opposés. Le Non s'est avéré un refus monumental du système pour ceux qui perçoivent ses défauts et ses insuffisances, sans avoir la possibilité de proposer, dans le futur, une version meilleure et adaptée à son époque, possibilité dont seuls les hommes politiques ajournés bénéficient.

L'Europe a laissé s'échapper la possibilité de lancer le processus lui permettant de se transformer en un collectif humain dont l'Occident et le monde entier ont besoin, même si, indubitablement, d'autres pourront la remplacer dans ce rôle.

Aujourd'hui, l'Union européenne n'est pas une orpheline ne possédant ni parents ni tuteurs pour la diriger. Cependant, ses tuteurs ne seront pas les quatre grands pays qui continuent à négocier et à marchander leurs pouvoirs au sein de celle-ci par le biais du très misérable Traité de Nice. Il ne s'agira pas non plus de l'autre grand, l'Angleterre, qui au nom du libéralisme prétend noyer l'Europe dans un grand marché n'exigeant aucun sacrifice économique de la part de ses associés, permettant et favorisant même le patriotisme des vieux Etats-nations. Ce marché nécessiterait également la médiation anglaise entre l'UE et les Etats-Unis, unique aspect positif, qui serait idéale si elle était effectuée par une Angleterre uniquement associée à l'UE, bénéficiant des plus grands avantages économiques, sans pour autant interférer dans la création du collectif européen qui, avec le temps peut-être, séduira à nouveau les Anglais comme cela a été le cas par le passé.

.....

L'ECOLE DE LA VIE.

Depuis les débuts les plus lointains de prise de conscience, les humains ont imaginé une infinité de formes d'association. La complexité augmentant en créant la culture, elle dérive à la démocratie. En inventant le nom et le système à Athènes, en un processus long plus que millénaire, dès lors tout le monde a voulu être démocrate. Mais la nature égoïste de tous, a perverti la parole. En réalité elle est née pervertie : les athéniens les plus démocrates, bien-pensants et tous privilégiés, considéraient comme démocratie le

système qui acceptait l'esclavage car ils ne connaissaient pas la génétique.

La démocratie actuelle qui doit réguler des contrats entre les humains qui forment des collectifs de centaines de millions de personnes, doit être nécessairement représentative. Par logique et par expérience, on peut affirmer que la qualité des Représentants, soit d'une société privée ou d'une grande Fédération politique, ainsi que ses conseillers, détermine la réussite grande ou petite, ou l'échec des associations représentatives. C'est pourquoi, le choix opportun des représentants est essentiel pour que le système démocratique fonctionne. Et le choix ne peut être juste que si les élus sont connus de presque tous les électeurs, de façon à ce que l'éloignement entre les uns et les autres soit consommé. Mais cela a entraîné une erreur, mais ce n'est pas la faute de personnes déterminées. La faute est celle du système : faute d'école, faute de connaissance de la part des représentants, et faute de connaissance mutuelle entre représentants et représentés.

D'autre part, les élections périodiques ne sont pas suffisantes pour établir le contrôle et la critique de par l'action du gouvernement. Et la représentation devenue propriété du gouvernement et d'une certaine manière des opposants également -malgré que parmi eux n'existe pas une connivence pour nuire aux électeurs-, n'a pas évolué comme l'a fait une grande partie de la citoyenneté. Le divorce entre les parties a été à cause des procédés évolutifs divergents- endogamique celui des gouvernements et terriblement conservateur de la forme et du fond, et exogamique et constamment renouvelé par la culture généralisant, celui des gouvernés.

Il y avait plus de matière et de contenu conceptuel dans le Sénat romain, non seulement dans la République, mais également dans l'Empire, il en existe aujourd'hui dans presque tous les parlements démocratiques. Et il y avait plus d'initiative et de passion dans la Convention de la Révolution Française, que celle qui a rédigé la Constitution de l'Union Européenne. Celle-ci, paradoxalement, était une pensée pour que rien ne change. Pur théâtre politique. Les Etats veulent continuer à être des Etats à l'ancienne mode, sans considérer que le monde changeant a besoin de nouvelles formules politiques et un nouveau classement approprié de contrats entre le gouvernement et les gouvernés, pour atteindre une cohabitation pacifique entre les citoyens et les citoyennetés différentes à tous les niveaux : économiques, politiques et culturels.

Les états européens attachés à des formules du passé, agissent comme toujours : ils essaient d'atteindre la bonne cohabitation entre les diversités, annulant la diversité, et échouent comme toujours, car la diversité est dans la nature des personnes et de ses collectifs, en commençant par les familles. Il est évident qu'ils ne savent pas, et peut-être ne veulent pas, voir que le chemin le plus facile pour constitutionnaliser l'Europe, c'est d'articuler au préalable la diversité indestructible des collectifs naturels, que l'Europe

heureusement a bien définis. Pour de possibles unions territoriales que la Constitution exigera sûrement, la norme devrait être la même, et là où il n'existe pas ces collectifs naturels, ils devront se créer artificiellement, comme l'ont fait les Etats-Unis. Plus le collectif est grand, plus grande et plus forte est la décentralisation exigée.

D'autre part il ne convient pas, ni est possible, de changer le complexe mental et sentimental des humains. Non seulement respecter, mais aussi favoriser le caractère des gens, des familles, des Peuples, tous ces agents politiques naturels, seront plus tôt ou plus tard, la base de grandes réunions planétaires, voir même mondiales. Ces collectifs qui sans le reconnaître sont des empires, comme la Chine, la CEI, et l'Islam, comme plus significatifs, devront suivre la même route marquée par le rationalisme toujours respectueux avec la nature des choses, grandes ou petites. Et également les grands Etats.

Rompre empires résiduels et grands Etats, également artificiels, créés en général à travers les guerres, ne doit pas se faire pour diviser les populations. Au contraire : cela doit se faire pour les regrouper par la volonté d'association volontaire.

La liberté individuelle, base de bonne cohabitation, a été atteinte à travers la culture. La mondialisation humaine est un procédé continu et imparable. Il lui est également impossible de gouverner le monde depuis un seul podium, bien que cela soit échelonné, en niveaux inférieurs et jusqu'à arriver à des communautés de famille et de Peuple il n'y a pas de possibilité d'accord s'il n'y a pas de reconnaissance de libre arbitre à l'intérieur d'un ordre préétabli. Un contrat écrit ou tacite. En général il en existe dans la famille, malgré sa dévalorisation à l'heure actuelle, à une époque où, comme presque toutes les valeurs, on conçoit des changements transcendants. Il manque juste de les établir parmi les Peuples.

.....

LE LANGAGE

La démagogie en plus d'être dans le frontispice de la politique, s'est retrouvée à l'intérieur d'autres espaces de la vie moderne. Que ce soit celui d'attribuer la qualité à une personne ou un collectif est plus que gratuit, gratifiant, l'éloge a ce qui peut être digne d'éloges ou non, se généralise.

Dans cette tendance, certains linguistes assurent que tous les langages possèdent la même qualité, et que tous peuvent exprimer toutes les idées ou communications. L'évidence que la réalité est totalement contraire, n'a pas besoin d'argumentation. L'insuffisance de plus de deux cents

langages "bantu" africains, tous de morphologie agglutinante, le démontre avec beaucoup de clarté.

La réponse des linguistes égalitaires, est que "potentiellement" les langages sont égaux. Cette manifestation est profondément darwiniste. En effet, potentiellement tous les langages, évoluant peuvent atteindre la qualité la plus haute. Comme les personnes et chacune de leurs parties.

Si, dans le futur, ces langages non évolués ne sont pas détruits par de nouvelles sortes de colonisateurs ou d'invités, porteurs d'un langage de flexion, et que se développe un "bantu", cela atteindrait un niveau de qualité pour devenir universel. Si c'était le cas, par exemple, avec les circonstances climatiques les européens se concentreraient en Afrique, et adopteraient le langage autochtone d'une région, se créeraient des académies de la langue, de la littérature, et tout le procédé identique ou parallèle au développement en Eurasie, depuis les Indes à l'Oural, et depuis le nord de l'Afrique jusqu'à l'Amérique en passant par l'Europe, c'est-à-dire, l'immense majeure partie de la géographie de la planète, où tous les langages sont de flexion, et que partant du sanscrit ont évolué, porté par les brahmanes aux Indes, et les émigrants aryens de l'Asie du centre aux quatre points cardinaux.

L'exemple proposé serait uniquement possible si une nouvelle glaciation obligeait les européens à migrer vers le sud. Autre exemple possible plus réel pourrait être d'un langage à mi-chemin entre ceux de flexion et les agglutinants, le monosyllabique chinois. Le pays, non seulement par sa dimension géographique et démographique, mais pour ses caractéristiques humaines dans lesquelles se détachent l'habitude tant injuriée en Occident, celle du travail dur (la même qu'on porté les émigrants anglo-saxons en Amérique), démontre que le mimétisme est rentable. Là-bas, si une initiative semblable à celle du Japon qui remplace les idéogrammes, déjà très réduits, par l'écriture alphabétique, le langage chinois modulé par un système de pose des phonèmes et de prononciation sur des tons inégaux, pourrait adopter un système complexe ayant comme base la technologie de l'informatique pour laquelle ils ressentent une passion, et convertir leur langue en une langue universelle. Le travail fait des miracles, mais pas les prières. La réversion des valeurs par évolution, qui aujourd'hui réside dans le changement de la production et de l'économie, peut les conduire à un changement culturel de grandes dimensions.

Mais il est clair que toutes ces hypothèses tournent autour de l'évolution. Il ne suffirait pas d'une très grande en Chine pour changer le lieu du développement culturel, sans que l'évolution en Occident soit paralysée, donnant lieu à une substitution de valeurs. Tout cela est possible.

Dans la barbarie les langages s'imposaient et évoluaient à la suite des victoires militaires et du domaine. Dans la civilisation ils continuent à évoluer, mais à travers les progrès scientifiques et technologiques, ainsi que la force économique. Le libéralisme politique qui suivra sûrement au libéralisme

économique en Chine, peut provoquer plusieurs changements sur le leadership de la mondialisation. Et il sera certainement ainsi, si l'Occident se consacre à des prières, et les Chinois au travail. Deux ou trois siècles ne sont rien dans un processus civilisateur qui doit se calculer en milliards d'années.

L'Union européenne assume des frais considérables en traduction écrite et orale en travaillant avec les langues rendues officielles. Cinquante années passées avec ce système, ne voulant priver aucun de ses membres jaloux de son patriotisme et donc de son propre langage, auraient été suffisantes pour instaurer une seule langue officielle, sans aucun doute l'anglais, du fait de son extension dans le monde, et car, de plus, elle réunit beaucoup de conditions qui la rendent facile et rapide à apprendre et à parler, bien que ce ne soit pas avec la richesse des natifs anglais.

Cette tâche inévitable doit être une des priorités, pas seulement en Espagne mais dans tout le monde, en faisant abstraction du fait que les pays de langue anglaise paraissent plus que sceptiques en ce qui concerne l'Europe et sont clairement antieuropéens.

.....

ENSEIGNEMENT ET EDUCATION

Le mouvement globalisateur, comporte nécessairement des mouvements agglutinants de collectifs plus petits. Nous avons vu que l'extinction des Empires, et les actuelles difficultés des Etats pour subsister, obéissent au fait de ne pas posséder les conditions adéquates pour forger un nouvel ordre mondial afin de normaliser ces mouvements. La force utilisée pour se constituer et se maintenir la guerre dans ses différents styles selon la disponibilité d'armement-, n'est pas celle appropriée pour le niveau culturel atteint dans la partie du monde qui dispose encore d'une plus grande puissance militaire. Le système est en décadence.

L'Europe a déjà perdu sa capacité opérative pour l'étape actuelle d'utilisation de la force. Mais sa volonté collective doit fonctionner pour éviter d'être abandonnée dans le concert international qui mène à la globalisation. Son arme, la culture. Et l'éducation actuelle a donné comme résultat une jeunesse digne du maître Epicure. Exactement l'opposé du modèle nécessaire.

Les humains perdent de la faculté à cause de la vieillesse. Les collectifs, par chaîne héréditaire peuvent ne jamais vieillir. Le fait que les civilisations, toutes les antérieures, aient vieilli et aient été dépassées par d'autres plus dynamiques, n'est pas du à aucune loi écrite ou naturelle. Cela a été le cas simplement parce que ses créateurs ou ses soutiens, ont perdu de la volonté.

Installés dans leur propre bien-être, ils n'ont pas saisi les nouvelles volontés nées ailleurs, précisément pour l'exemple qu'ils ont donné lorsque la propre volonté fonctionnait. Le propre, avant et aujourd'hui, est que dans chaque apparition de nouvelles forces humaines, le syncrétisme fonctionne : construire sur ce qui existe déjà, ajoutant des forces au lieu d'en changer une pour en établir une nouvelle.

Sur le plan de l'éducation ce manque de lien générationnel est perceptible. Dans la civilisation gréco-romaine, Aristote personnalise cette dysfonction d'hérédité. Si son érudition a été atteinte, comme la plus moderne de Darwin, c'est pour l'effort intellectuel personnel. Collectionnant les herbes et créant des divinités ; pensant à des politiques et réfléchissant à des modèles de civilité où entraient d'odieuses discriminations à notre perception actuelle. Activité polyvalente, et de son temps d'une grande profondeur. En un réflexe clairvoyant, il distingue entre éducation et enseignement, et par dessus tout le culte à la capacité de penser. Dans son Académie, il n'y avait pas de professeur ni d'élève, mais un Maître et des Disciples, qui cultivaient plus pour penser que pour savoir -érudition-.

En réalité, cette facette de sa théorie anthropologique est la plus importante car son manque de connaissance des réalités cosmiques et biologiques l'a mené à des théories aberrantes qui, ajoutées à d'autres semblables de son maître Platon, ont terriblement compliqué l'évolution de la connaissance, conditionné les religions, et retardé l'évolution générale de l'humanité.

Deux millénaires plus tard, dans notre pays le peu connu Carles Pi i Sunyer, en faisant équipe avec Monsieur Soler i Damians -son Entraîneur d'Education Physique et Sportive-, en pleine guerre civile continuait le projet d'école, où le maître et les disciples devaient avant tout cultiver la capacité de penser, depuis laquelle, disait-il, les catalans pouvaient surmonter la servitude culturelle imposée politiquement, et qui avait affaibli le caractère laborieux propre aux gens forcés par la terre rocailleuse du pays, méditatif propre des gens forcés à subir une dominance séculière de la part des peuples de passage, ou d'établissements humains.

Son regard posé en Tchécoslovaquie, et dans l'organisation de très vieille "sokol" enracinée, mis à jour dans la contemporanéité de Tómas Masaryk, également dans celle des boy-scouts anglaise, dépassant en profondeur et extension la séance catalane du même nom ; et finalement les Minyons de Munyanya dans leur pire moment, lorsqu'ils eurent lieu temporairement ces deux organisations, ils créèrent le Clan Escolta Monitor, nom choisi par ces mêmes moniteurs, innocents mais d'une intention transcendante.

Dans cette troisième décade du siècle dernier, la génétique était

réduite à l'étude de la transmission héréditaire et pas plus. Et les effets de l'évolution technologique enchaînant l'électricité, l'électronique, l'informatique et la télévision étaient évanescents. Et malgré cela, une idée consistait à distinguer l'éducation de l'enseignement. Standardiser l'enseignement et singulariser l'éducation formait le projet. Les moyens mécaniques existants, le développement de ce système éducatif était simple, plus de révolutionnaire de ce qu'était l'Institution Libre de l'Enseignement. Mais seul le dénouement de la guerre civile tronqua.

Il n'existe aucun Plan similaire dans le vingt-et-unième siècle. La technologie actuelle permettrait de le développer avec une grande facilité. Et permettrait de profiter d'un professorat exceptionnel. Des vidéo leçons mis à jour rigoureusement, produites et distribuées dans tous les milieux de la Terre, pourraient faire apprendre magistralement tout l'enseignement.

Ce qui continue d'exiger une attention personnalisée, c'est l'éducation en marge de la famille qui est énormément forcée par le besoin de temps et de l'argent. Mais l'extraordinaire économie de professorat consacré en personne à enseigner ce qui figure dans les textes écrits dans l'idée de les développer par le professorat, permettrait largement de créer des maîtres pour que, en réservant l'aspect sentimental à la famille, l'éducation dépasse la formation personnelle qui aujourd'hui n'existe dans aucun système des employés pour éduquer. (Quelque chose de similaire existe en Finlande)

Les maîtres créés avec des spécialisations pour l'attention des disciples suivant leur âge, par groupes de trois ans de différence, et dans des classes avec le plus petit nombre d'étudiants possible ; des programmes expérimentés qui permettent le classement des disciples selon l'aptitude naturelle pour la synthèse, l'érudition ou l'action ; cultivant les premiers l'imagination, les seconds la méthodologie et les troisièmes la réflexion ; toujours conjointement aux pères et tuteurs, exerçant une persuasion et un conseil pour incliner les disciples vers ces activités où selon les indications atteintes avec un haut grade d'efficacité, marquaient le type de formation approprié à leurs caractères ; en alternant l'éducation avec l'enseignement, déjà à l'âge plus primaire une langue universelle, des mathématiques avec une analytique propre à chaque degré dans l'enseignement, et une pratique d'activités dans les champs indiqués par le maîtres, la famille et le disciple. Tout cela à partir de trois ans, à la sortie des garderies d'enfants où l'on aurait déjà commencé l'enseignement, dans des classes mixtes jusqu'à onze ans et à partir de douze ans, dans des classes séparées jusqu'aux études supérieures où ils intégreraient et conserveraient un espace de temps approprié pour continuer à étudier avec un même maître, jusqu'à entrer aux écoles universitaires.

D'autre part, joint à cette pleine liberté de choisir entre l'enseignement et l'éducation publique ou privée -c'est à la charge de l'éducateur- unifier les matières objet de ponctuation aux examens pour

tous les enseignements que chaque pays établit, et réalisant ces examens dans des locaux où se trouveraient toutes les écoles, les privées avec la liberté d'établir ses propres plans d'étude, mais avec le regard posé vers les examens concernant des matières que l'Ecole Publique déterminera dans chaque cours, dans un centre créé dans ce but et dans celui de créer de nouveaux et successifs plans d'étude, Plans de stricte laïcité.

L'accès à l'enseignement et à l'éducation secondaire, demanderait un examen d'aptitude. Ceux qui n'auraient pas atteint le niveau culturel suffisant déterminé dans l'enseignement et l'éducation primaire, devront suivre un ou plusieurs cours, jusqu'à l'obtenir.

Seraient maîtres et disciples ceux entre trois et onze ans, en blocs de trois à cinq ans, de six à huit, et de neuf à onze, cohabitant durant des périodes de trois ans au style des anciens maîtres sans prestige, que tant de citoyens savaient forger. Mais dotés de matériel et de moyens inimaginables soixante-dix ans plus tôt.

Dans l'Enseignement Primaire et l'éducation, les examens seraient continus. Les résultats enregistrés dans un historique développé par le Maître, contrôlé par les parents ou le tuteur, jusqu'à la majorité du disciple.

Dans l'Enseignement Secondaire seule une discipline d'humanisme à la charge du Maître, continuant l'éducation reçue des anciens maîtres d'Enseignement Primaire.

Dans l'historique réservé aux familles ou au tuteur, jusqu'à la majorité de l'élève, les aptitudes acquises pour une ou l'autre des activités ne seraient pas seulement marquées, il y aurait également le grade obtenu dans ces aptitudes.

La réforme universitaire consisterait principalement à créer de nouvelles routes adaptées aux transformations sociales.

En premier lieu, une Université consacrée à la création d'écologistes serait normalisée. Au début et lorsque l'on sera bien entré dans le vingtième siècle, malgré l'existence de l'Ecologie avec ce nom propre de l'année 1868 lorsque Ernesto Haeckel a imaginé le mot et le contenu, il n'était pas présent dans l'esprit des pédagogues, et encore moins dans celui des politiques. La diversité thématique de l'Ecologie est devenu complexe lors des dernières décades du vingtième siècle, prédominant l'idée "écologiste" de la maintenance des écosystèmes, et jusqu'à très tard en affectant l'écosystème humain.

C'est dans cet aspect où l'on peut avoir une application excellente. Un grand nombre d'activités humaines se sont normalisées par des facultés universitaires lors du siècle précédent. La plus décisive, celle de gouverner les collectifs politiques et naturels sous n'importe quelle forme existante, est restée en marge de toute normalisation. Les écoles spécialisées pour

diplomates et administrateurs publics, ne sont pas des éléments utiles pour créer des gouvernants.

A la sélection de caractères humains qu'une école "aristotélique" de maîtres et disciples offrirait, s'ajouterait une Université qui, en normalisant l'enseignement de bon gouvernement, en peu de générations, celui-ci améliorerait en évolution parallèle à la manière de faire des sociétés en général.

Le gouvernement de collectifs existants, aujourd'hui est dans les mains de professionnels de toute nature. Aucun avec des études spécifiques pour réaliser son difficile travail, probablement le plus difficile de tous, mais en tout cas terriblement transcendant. Et ainsi il peut retomber, et tombe, sur ceux de personnes peu ou nullement aptes pour le réaliser.

Alors que cela se produit, la citoyenneté gouvernée évolue constamment, rendant évident le divorce entre gouvernement et citoyenneté. Beaucoup de citoyens de toutes les classes sociales et intellectuelles, possèdent des critères plus ajustés à l'époque où nous vivons, que beaucoup des gouvernants.

L'effort intellectuel et vital des politiques et des gouvernants est extraordinaire. Sans exception, et en particulier les Chefs du Gouvernement, en une ou deux législatures apparaissent les effets sur son apparence physique. Et la reprise s'avère évidente lors de l'arrêt du gouvernement.

De quelle origine est le manque de volonté des gouvernants -les seuls ayant le pouvoir de changer cette situation-, pour qu'ils ne se mobilisent pas, et sans perdre la prérogative de laquelle ils jouissent, ni mettre en danger leur position personnelle, ils ont l'initiative pour que ceux qui devront les remplacer soient des personnes convenablement formées? Il est possible que la réponse soit d'une simplicité inappropriée à l'importance de la question : ce serait la pression du travail dont ils devraient s'occuper dans un système où le gouvernement retombe sur les plus hauts dirigeants.

Le gouvernement dévore les gouvernants. Il surgit exceptionnellement des personnes qui résistent physiquement et mentalement face à cette situation, mais pour ce que nous voyons, ils arrivent juste à résister, non pas pour changer radicalement la situation, mais pour la maintenir même si cela est difficile.

La caractéristique nécessaire pour exercer un gouvernement, tout d'abord est celle d'un grand pouvoir de synthèse. Il est possible que les politiques l'aient majoritairement ou l'acquièrent dans l'exercice de leurs fonctions. Il faut penser comment seraient ces mêmes personnes, si dans la formation scolaire, après avoir détecté cette qualité, on l'avait cultivé, et ensuite l'étude des disciplines appropriées culminerait dans la création des personnes aptes

pour cette direction. Non seulement les gouvernements et toutes ses dépendances. Aussi dans toutes activités, particulièrement dans l'enseignement et l'éducation, ("didaskalos" à Athènes) les personnes imaginatives sont nécessaires. (Qu'aurait été Aristote avec le savoir d'un Professeur actuel!).

Il est évident qu'un système qui, au lieu de créer des individus savants et pragmatiques, les détruit est un mauvais système. Un changement dans ce sens, c'est ce qui peut changer le signe négatif du développement des humains. Il ne suffit pas de savoir des partialités que l'enseignement procure. Il est nécessaire de mettre en place l'éducation imaginée par Aristote, réinventée par de nombreux Pi i Sunyer qui sans doute ont existé et existent sûrement, sans avoir lieu sur le terrain où l'on lutte de façon machiavélique pour le pouvoir. Cela est possible en inversant les rôles et en faisant en sorte que ce soit l'éducation qui crée les politiques, en empêchant que ceux-ci dirigent les modèles d'enseignement, et en appliquant une vraie autonomie dans tout le milieu de l'Education.

La rationalité scientifique appliquée à la technologie, crée des personnes qui sans avoir de facultés spéciales de synthèse, sont de magnifiques citoyens utiles dans tous les domaines de l'activité. Une éducation dans laquelle le maître agit dès le plus jeune âge des disciples, inculque des valeurs qui en plus d'être rationnelles sont celles qui conviennent à l'état de la Terre et de l'humanité actuelles, c'est ce qui rendra possible définitivement la mise en place d'une vraie démocratie. Des enseignants formés par de nouveaux Soler Damians, nul besoin de nouveaux Aristotes adaptés à l'époque, qui dans tous les domaines d'activité apparaissent rarement — et qui finiront probablement par disparaître du fait du processus d'élévation culturelle générale —, voilà ce qui est indispensable pour que les gouvernants possèdent les facultés nécessaires à leur tâche. De plus, ces facultés seront beaucoup moins nombreuses s'ils gouvernent des citoyens conscients des réalités établies pour chaque nouvelle situation culturelle atteinte.

L'Etat de la Terre et de l'humanité exige une certaine flexibilité dans de nombreux aspects sociaux, particulièrement pour une cohabitation pacifique entre des humains différents. Cette flexibilité produit des contradictions qui doivent être acceptées dans de nombreux secteurs d'activité. Cependant, dans le domaine de l'Education, sans empêcher qu'à l'échelle familiale, ou à celle des groupes non violents, on pratique le prosélytisme en ce qui concerne les croyances, il faut établir une inflexibilité totale. Les réalités scientifiquement prouvées doivent être communiquées à tous les humains en fonction de leur âge. Ceux qui reçoivent des enseignements opposés à cause de prosélytismes relatifs aux croyances auront ainsi l'opportunité de faire la part des choses entre le réel et l'ésotérique à un moment ou un autre de leur vie.

.....

LE SYSTÈME

Durant toutes les périodes de l'histoire, les humains vivent des situations cruciales, et toujours transcendantes en raison des conséquences qu'impliquent les décisions prises dans chacune d'entre elles. Actuellement la situation présente est contradictoire : une immense quantité de personnes et de Peuples ont atteint un bien-être incontestable et malgré cela ceux qui l'ont atteint, mais aussi les plus fortunés économiquement et culturellement, sentent une satisfaction et une crainte imprécise, conscients de l'existence de grands et profonds défauts dans le monde actuel. C'est comme s'il régnait une certaine appréhension du fait de se trouver sous le contrôle de forces occultes supérieures auxquelles les humains se sentent attachés.

C'est le système qu'ils ont créé qui a échoué, ce qui fait penser qu'il n'y aura pas d'avenir meilleur sans un changement approfondi d'un système, qu'au lieu de créer paix et tranquillité, il crée des conflits, moins atroces que les grandes guerres du dernier siècle, mais plus fréquents dans tout l'espace de la Terre.

La logique fait penser que cette situation sera surmontée par la force de l'évolution humaine, malgré le fait que ceux qui dominent le système tendent à le maintenir, tout en freinant sa transformation. Il est possible que le changement de système ne soit pas une condition suffisante pour surmonter les contradictions en ce temps, mais en tout cas c'est une condition nécessaire. Et cela ne suffit pas de signaler les contradictions du système. Il s'avère urgent d'établir une base afin d'installer un système approprié différent pour l'actuel état de la Terre, humanité incluse.

En Europe, où la contradiction entre bien-être et insatisfaction est peut-être plus évidente, c'est le signe de ce que peut être parfaitement un décalage entre l'évolution culturelle de sa citoyenneté, face à la morose évolution du système, lequel à ses yeux le porte vers la décadence. L'insistance à signaler qu'il s'agit du chemin erroné que poursuit l'Europe, s'ajoute à celle de nombreux penseurs du monde, aussi bien de pays qui continuent à évoluer avec plus de dynamisme, que de la part de ceux qui désormais se trouvent dans une position inférieure pour pouvoir s'incorporer au moderne courant technologique et scientifique, mais qui montrent un fond de grande volonté pour progresser, qui en définitive est le facteur essentiel pour réussir.

Une preuve de la nonchalance, manque d'imagination et peut-être courage

nécessaire, se trouve dans la proposition d'une Constitution pour l'Union Européenne, où il n'y a absolument rien qui s'écarte des constitutions de toujours, au contraire : jamais il n'y en a eu une aussi complexe et inopérante que celle-ci. La Convention française précédente –le nom accordé à la chambre qui a rédigé cette Constitution est significatif- a peut-être été la plus discutée de toutes celles qu'il y a eu, et ceci à la fin d'un régime absolutiste. La convention actuelle est issue d'une négociation secrète entre un nombre démesuré d'exposants, dans une situation où la démocratie donne des signes de l'être réellement, et sans aucune sorte intervention de par ceux qui sont réellement l'exposant de la démocratie : les électeurs.

Il est ridicule qu'un simple travail de saisie de données à propos des constitutions fédérales existantes dans le monde, et les amendements qui les actualisent, n'ait pas été considéré. On peut signaler succinctement :

A) ORGANIGRAMME.- Au lieu du bois touffu de l'ensemble des articles propre du temps passé compté par siècles, tenant compte que l'Union requiert une grande simplicité et une grande clarté afin d'être comprise par des centaines de millions de personnes non constitutionnalistes, les quatre niveaux de gouvernement inévitables seraient établis: municipalités ; régions ; états et gouvernement fédéral. Aux quatre niveaux :

PRÉSIDENTE.- Avec des Commissariats Démographie Migration

VICE-PRESIDENTE.- Avec des Commissariats calquées de celles de Présidence.

ÉCOLOGIE.- Commissariats de Culture Éducation et Enseignement R+D-Ecosystèmes Universités.

ECONOMIE.- Avec des Commissariats de Budgets – Finances - Politique Fiscal Bureaux de Perception- Fond Cohésion.

BIEN-ETRE.- Avec des commissariats de Famille Environnement-Attention Pauvreté -Fondations-Société Civile.

JUSTICE.- Codes-Tribunaux-Politique pénitentiaire.

TRAVAUX PUBLICS.- Avec des commissariats de Travaux Fédéraux-Travaux de l'Etat-Tourisme-Sylviculture.

DÉFENSE.- Avec des Commissariats de l'Armée de terre- Id marine- Id aire-

Détachements de l'Etat-Police.

EXTÉRIEUR.- Avec des Commissariats de Relations Internationales - Id Inter De l'Etat- Id Inter. Départementales- Id. Inter Municipales.

PRODUCTION.- Avec des Commissariats d'Énergie-Industrie-Commerce-Élevage et pêche- Mines-Transports.

SANTÉ.- Avec des Commissariats d'Attention médicale et hospitalière - Education Physique et Sports.

TRAVAIL.- Avec des Commissariats de Profession-Relations syndicales et Patronales -Fonctionariat.

Dans de grandes villes subdivisées, les Commissariats en Secrétariats à la charge de fonctionnaires. Dans des petites localités, comprenant chaque poste un, plusieurs ou tous les Départements.

COMMISSIONS INTERÉTATIQUES.- Formées par les titulaires de chaque Département, et agissant afin de dirimer les conflits de compétences aux niveaux de Cabinets de Gouvernement et Parlements respectifs; dans les conflits entre Etats et entre ceux-ci et le gouvernement Fédéral.

COMMISSIONS INTERDÉPARTAMENTALES.- Le même système, pour les niveaux inférieurs de gouvernement.

DÉLÉGUÉS.- Avec un rang ministériel. Porte-paroles de chaque niveau de gouvernement à la Chambre ou Parlement de niveau supérieur.

AGENCES SPÉCIALES.- Résidus.- Eau.- etc.-

À partir de cet organigramme, les Règlements et Constitutions se développent ordonnés par Départements et Commissariats correspondants.

B) COMPÉTENCES.- Détermination de compétences pour chaque niveau de gouvernement. Mairies-Chambres Départementales- Parlements Etatiques et Parlement Fédéral - Les plus hautes attributions aux Parlements ou équivalent. À chaque niveau de compétences, responsabilité exclusive, partagée ou déléguée.

Détermination de compétences de toutes les charges à leurs niveaux

correspondants. Exécutif fédéral fort, contrôlé uniquement par les Commissions Interétatiques, dans tout ce qui concerne la Politique Internationale et Défense. Intervention en matière de responsabilité partagée avec les Etats : Économie-Écologie.

Le reste des compétences, responsabilité des gouvernements étatiques pour toutes les matières d'ordre étatique. Id de id. pour les gouvernements départementaux et municipaux, avec une large autonomie d'action législative et exécutive en chaque secteur.

Les compétences de chaque niveau de gouvernement, seront les mêmes dans tout le secteur Fédéral. Le texte peut différer entre municipalités, Départements et États. L'harmonisation entre tous les Agents de gouvernement, notamment entre les États, doit être volontaire, et en principe on peut accepter même qu'ils soient contradictoires les uns avec les autres, du fait que tous accomplissent la Réglementation de Base Fédérale qu'outre les normes de fonctionnement, déterminera les principes généraux des Départements de Politique Internationale-Défense-Économie et Écologie.

C) ÉLECTIONS.- Le renouvellement du Système, en poursuivant un perfectionnement de la démocratie, repose sur l'élection de charges.

— Élections uniques à caractère générale et par suffrage universel, à des dates prédéterminées tous les cinq ans. Normalisation de consultations plébiscitaires entre périodes électorales. La participation aux élections générales est obligatoire, bien que sans autres sanctions que la perte de droits politiques à l'intérieur de la municipalité de résidence. Droit de vote à valeur déterminée pour dix et six ans, dix et huit, et celui définitif à vingt ans. Droit de candidature selon l'âge pour chacun des niveaux de gouvernement. Liberté d'affiliation à des Partis Politiques, et à des Sociétés, stables ou circonstanciées, pour participer aux Élections.

—Lors d'Élections Générales toutes les charges sont dirimées en quatre niveaux de Gouvernement. Cependant, les Partis et Associations peuvent se présenter à tous les niveaux de gouvernement, ou limiter ceux-ci à uniquement le municipal.

Dans ces élections quinquennales, les candidatures ont deux sections. D'une part, les électeurs choisissent le maire et l'adjoint au maire ; le président et vice-président et délégués, pour les différents niveaux de l'administration. D'autre part, ils choisissent les charges de représentation : conseillers municipaux et députés. À partir des résultats dans chaque municipalité on constitue les Mairies. Une fois les Mairies constituées, avec les délégués et les votants apportés, on constitue les gouvernements supérieurs,

de manière progressive : régional, étatique et fédéral. Ce procédé doit être complété au bout d'un mois.

—Dans le cadre de la municipalité, lorsqu'un parti obtient la majorité des votes, il s'établit automatiquement en Groupe de gouvernement, tandis que le deuxième nombre de votes sera le Groupe de l'opposition. Le reste des candidatures peut adhérer librement et par négociation avec l'un ou l'autre, afin que dans l'ensemble de la législature et pour éviter la fragmentation et la multiplication de partis, la relation entre gouvernement et opposition soit clairement établie. Au cas où l'on n'obtiendrait pas la majorité absolue, un processus de négociation de charges et de programmes sera nécessaire — mais avec la condition que l'on réordonne le programme uniquement et qui pourra affecter le secteur dans lequel se produit la négociation—, jusqu'à arriver aussi à la constitution d'un Groupe de gouvernement et d'un Groupe d'opposition.

—La représentation de candidatures aux élections oblige à présenter des programmes pour chaque secteur de gouvernement devant inclure un projet de budget pour la première année de la législature. Les programmes envisagent tous les secteurs de gouvernement. Les programmes seront d'exécution obligatoire et tout changement que l'on veuille inclure ou supprimer nécessitera l'accord de l'opposition ou obligera à un plébiscite.

—Le développement des responsabilités politiques exige des personnes formées, compétentes et avec discernement. Il n'y a peut-être aucun système objectif et universel pour distinguer ces personnes, mais il y a un élément objectif, l'âge, nous permettant une certaine approximation. Il serait souhaitable que les charges publiques aient une formation spécifique dans une Grande École propre et l'on pourrait établir l'âge minimum pour l'occupation des charges principales.

L'objectif de ces transformations profondes du système serait de renouveler la politique et les politiques et éviter que celles-ci arrivent à être prisonnières de la démagogie, augmentant leur crédibilité et leur confiance envers la population.

REGLEMENTATIONS COMMUNES.-

Avant de rédiger des règlements à la carte pour chaque municipalité, chaque région et chaque Etat qui doit avoir établi une réglementation spécifique commune pour l'ensemble de l'Union. Celle-ci, sans qu'il soit nécessaire de la reproduire dans chaque règlement aux différents niveaux de gouvernement, devra être respectée dans l'ensemble de son champ

d'application. Elle doit comprendre les aspects de base de la réglementation relative à la création de l'Union : Enseignement ; Cohésion économique interne et externe ; Politique extérieure ; Défense ; Système électoral et de consultation.

Cette réglementation doit être la base et le contenu complet de la Constitution et doit être la seule à respecter par les Constitutions étatiques, régionales et les règlements municipaux.

En ce qui concerne le reste des compétences, même si une harmonisation la plus large possible serait la bienvenue entre toutes les entités gouvernementales, leur détermination et leur développement sera totalement libre, il suffira de suivre la même norme que celle utilisée à l'échelle de l'Union, par ordre descendant : les Etats pourront décider des réglementations à leur échelle, comme les régions et enfin les municipalités en dernier lieu.

Pour les élections générales quinquennales, les partis pourront proposer des changements, des ajouts ou des suppressions pour les règlements qui leur correspondent.

PLEBISCITES ET REFERENDUMS.

Dans l'état actuel de l'Union, ou dans un état semblable dans le futur, les partis politiques existants seraient actifs. Ils présenteraient leurs propositions de Constitution pour tous les niveaux de gouvernement lors d'une seule consultation. De plus, ils seraient attentifs au système pour éliminer ceux qui, ayant reçu des votes favorables à leur proposition en nombre inférieur aux deux premiers, et qui n'étant pas parvenus à un accord de coalition pour aucun de ceux-ci, changeraient leurs votes pour le parti vainqueur ou pour celui considéré comme opposant, au prorata de ceux obtenus par chacun d'entre eux. Le programme de gouvernement pour la législature se maintiendrait de la façon présentée par les deux partis, celui du gouvernement et celui de l'opposition.

Les municipalités nommeraient leurs représentants, celui du gouvernement et celui de l'opposition, à la Chambre Régionale, détenant à eux deux tous les votes réunis et valides pour nommer le gouvernement régional et sa chambre. L'opération sera répétée pour nommer le gouvernement et la chambre de l'Etat et, en dernière instance, par le même processus, le Gouvernement et la Chambre de l'Union.

En ce qui concerne les changements de Règlements ou de Constitutions, les consultations se réaliseraient toujours en même temps que les élections générales.

Dans ce travail, sommaire, est présenté un modèle de Constitution d'Etat répondant à la réglementation exposée dans ce document. Nous croyons

que, du fait de sa simplicité, il pourrait être utile comme base de discussion pour une organisation gouvernementale européenne, particulièrement si un accord était signé pour tendre vers une Fédération, car les régions existent dans tous les pays européens sous la forme de régions, de vigueries, de territoires, etc., y compris dans les pays au territoire peu vaste et à la démographie faible qui sont majoritaires. En ce qui concerne les Etats, ce serait les Peuples identifiés ou à identifier, les collectifs millénaires, qui pourraient engager un jeu de concurrence loyale extraordinaire.